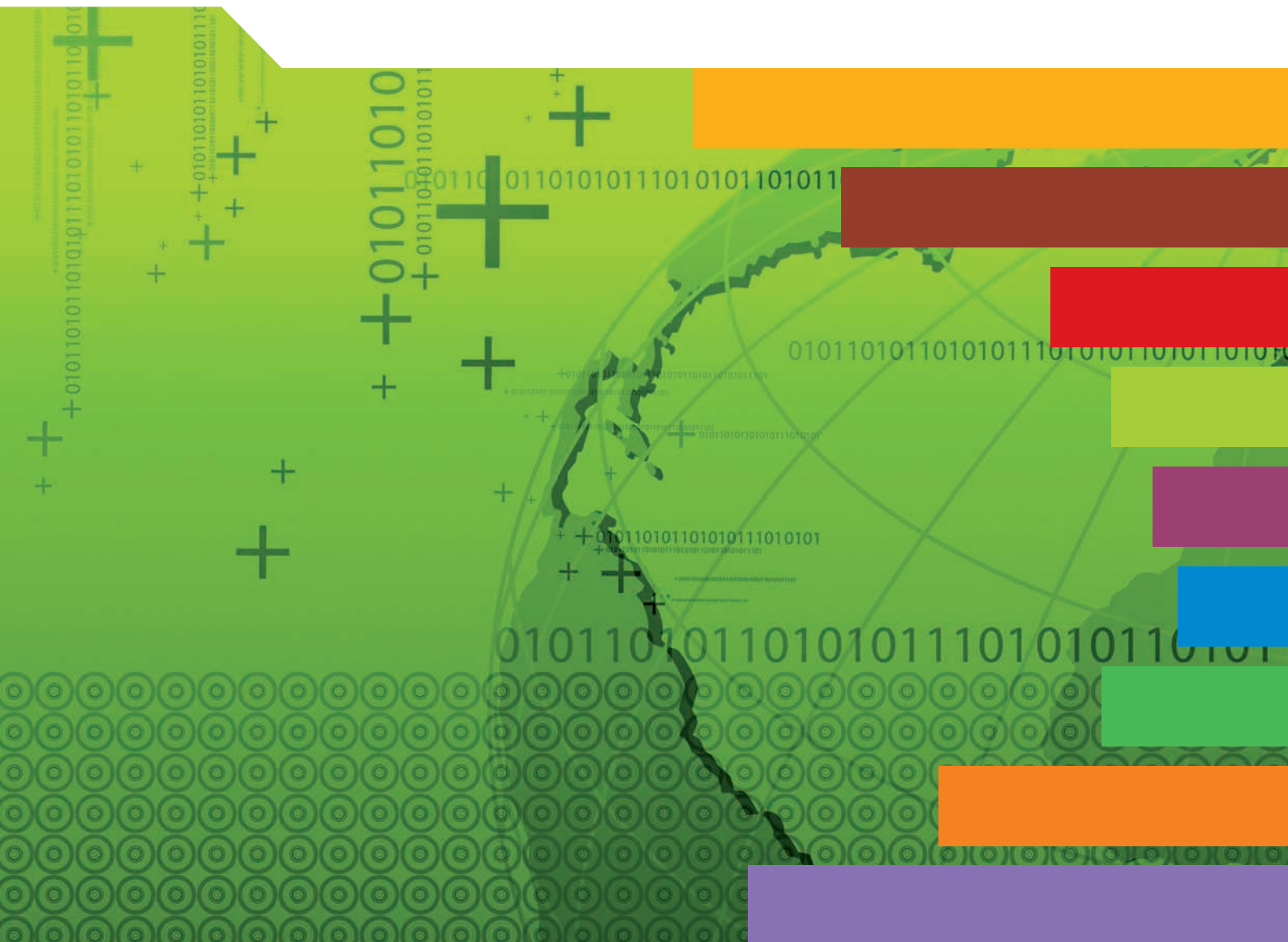




Panorama des comptes nationaux 2014



Panorama des comptes nationaux 2014

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2014), *Panorama des comptes nationaux 2014*, Éditions OCDE.
http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2014-fr

ISBN 978-92-64-20771-4 (imprimé)

ISBN 978-92-64-20772-1 (PDF)

ISBN 978-92-64-20773-8 (HTML)

Collection : Panorama des comptes nationaux

ISSN 2220-1874 (imprimé)

ISSN 2220-1882 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © Yahia LOUKKAL – Fotolia.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2014

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Cette publication présente des données sous forme d'indicateurs et privilégie les comparaisons entre pays. L'objectif est de rendre les comptes nationaux plus accessibles et plus informatifs et dans un même temps de fournir les informations les plus pertinentes concernant les définitions et les problèmes de comparabilité inhérents à chaque indicateur.

L'éventail des indicateurs a volontairement été établi de façon assez large afin de refléter la richesse des Bases de données de l'OCDE sur les comptes nationaux. Cette large sélection a également pour objet d'inciter les utilisateurs à porter leur attention sur d'autres indicateurs que le célèbre PIB. Certains travaux récents ont joué un rôle déterminant dans le choix des indicateurs. Le rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi) est un exemple particulièrement marquant.

Ceci ne doit pas conduire à diminuer l'importance du PIB, qui reste incontestablement la principale et la meilleure mesure de l'activité économique globale ; mais d'autres indicateurs peuvent être mieux adaptés pour rendre compte de certains aspects de l'économie. Par exemple, le revenu national net peut être considéré comme une meilleure mesure du revenu disponible des citoyens d'un pays avec la prise en compte des revenus de la propriété et des transferts de fonds avec les pays étrangers et le revenu disponible ajusté des ménages par tête peut être considéré comme un indicateur permettant de mieux mesurer le bien-être matériel. Mais il reste encore beaucoup à faire en particulier du point de vue des statistiques. La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a mis en évidence la nécessité pour les instituts statistiques nationaux de produire des données plus détaillées qui reflètent mieux les modalités de distribution par activité – ceci concerne essentiellement les revenus – et de développer les comptes nationaux afin qu'ils prennent en compte les services non marchands produits par les ménages ainsi que les loisirs. Nous espérons qu'en produisant cette publication, une telle prise de conscience et la dynamique qui en découle seront renforcées. Le contenu de la publication évoluera avec le temps et de nouveaux indicateurs seront ajoutés dès que ceux-ci deviendront disponibles.

La publication est divisée en huit chapitres : le premier fournit une introduction générale et met l'accent sur les indicateurs dérivés du PIB. Le second chapitre concerne les revenus et présente des indicateurs comme le revenu disponible national, l'épargne des ménages et la capacité ou le besoin de financement. Le troisième chapitre s'intéresse aux indicateurs en relation avec l'approche par la dépense du PIB et contient des informations sur les principales composantes de la demande et des importations. Le quatrième chapitre présente des indicateurs dans une perspective de production. Le cinquième chapitre, concerne les ménages, et est publié pour la première fois. Il fournit une approche plus détaillée des indicateurs du secteur des ménages. Le sixième chapitre se focalise sur les administrations publiques et il présente plusieurs indicateurs tels que les dépenses totales des administrations publiques ou leur dette brute. Le septième chapitre, qui est lui aussi nouveau, explore la santé des sociétés. Le huitième et dernier chapitre présente les données de capital. Enfin, les annexes fournissent une sélection de séries de référence qui sont importantes en tant que telles mais aussi parce qu'elles sont utilisées dans le calcul de la plupart des indicateurs présentés ailleurs dans la publication. Les annexes contiennent également quelques éléments d'information concernant

le Système de comptabilité nationale 2008 qui deviendra progressivement la base de travail de cette publication. En effet les indicateurs présentés pour l’Australie et les États-Unis suivent le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008). Pour tous les autres pays les indicateurs se fondent sur le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993). Il est important de noter cependant que les différences entre le SCN 2008 et le SCN 1993 n’ont pas d’impact significatif sur la comparabilité de la plupart des indicateurs présentés dans cette publication. L’annexe à la fin de cette publication décrit les changements principaux par rapport au SCN 1993 susceptibles d’avoir un impact sur les indicateurs présentés et pour l’Australie, elle fournit aussi une indication de la grandeur de l’impact pour les changements principaux. Elle précise aussi où trouver le guide exhaustif des changements en SCN 2008 des États-Unis.

Table des matières

Résumé	7
Guide du lecteur	11
Produit intérieur brut (PIB)	21
1. Taille du PIB	22
2. Croissance du PIB	24
3. PIB par tête	26
Revenus	29
4. Revenu national	30
5. Mesures réelles des revenus	32
6. Taux d'épargne nette	34
7. Capacité/besoin de financement	36
Dépenses	39
8. Consommation des ménages	40
9. Consommation finale des administrations publiques	44
10. Investissement	46
11. Exportations et importations de biens et services	52
Production	59
12. Valeur ajoutée	60
13. Rémunération des salariés	64
Ménages	67
14. Revenu disponible	68
15. Dépenses de consommation finale des ménages pour le logement	72
16. Taux d'épargne des ménages	74
17. Les opérations financières des ménages	76
18. Actifs non financiers des ménages	78
19. Composition du portefeuille des ménages	80
20. Dette des ménages	82
21. Richesse financière nette des ménages	84
22. Richesse nette totale des ménages	86
Administrations publiques	89
23. Total des dépenses	90
24. Dépenses par fonction des administrations publiques	92
25. Impôts	94
26. Cotisations sociales	98
27. Prestations sociales	100
28. Épargne nette et capacité/besoin de financement	104
29. Dette brute des administrations publiques	106

30. Richesse financière nette des administrations publiques	110
Sociétés	113
31. Endettement des sociétés non financières	114
32. Endettement des sociétés financières	116
33. Levier financier du secteur bancaire	118
34. Taux de marge et rémunération du travail dans la valeur ajoutée	120
Capital	125
35. Stock de capital net	126
36. Consommation de capital fixe	128
Annexe A. Séries de référence	131
Annexe B. Le SCN 2008 : changements par rapport au SCN 1993	141
Annexe C. Glossaire des principaux termes	145

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/ocedilibrary>



<http://www.oecd.org/ocddirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Résumé

Quelle a été la valeur des biens et services produits dans les pays de l'OCDE ? Quel a été le montant de revenu obtenu par les résidents d'un pays et celui reçu par les ménages ? On peut trouver des réponses à ces questions et à d'autres dans cette édition de *Panorama des comptes nationaux*. La publication présente des informations très riches, tirées du cadre intégré de comptabilisation du Système des comptes nationaux (SCN). La comptabilité nationale apporte une contribution essentielle à la compréhension du fonctionnement de l'économie en donnant des informations sur les interactions des différents secteurs (ménages, entreprises, État, institutions à but non lucratif et reste du monde), qui permettent l'analyse et la prise de décision macroéconomiques.

Quelle a été la valeur des biens et services produits par les pays de l'OCDE ?

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur de comptabilité nationale le plus utilisé. Il agrège en un seul chiffre la production de l'ensemble des entreprises, des institutions à but non lucratif, des entités administratives et des ménages d'un pays donné pendant une période donnée. C'est la valeur des biens et services finaux produits par un pays minoré de la valeur des importations. En 2012, les cinq plus grandes économies de l'OCDE étaient les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. La même année, le PIB par habitant dans l'ensemble de l'OCDE représentait 37 010 USD. Il dépassait 50 000 USD dans quatre pays : le Luxembourg, la Norvège, la Suisse et les États-Unis.

La variation de la valeur du PIB entre deux périodes découle à la fois de l'évolution des prix (inflation, déflation) et des changements en volume (quantités produites); ainsi, le PIB « réel » élimine les effets des variations de prix. En 2012, le taux annuel de croissance du PIB réel de l'ensemble de l'OCDE est ressorti à 1,5 %, accusant un ralentissement par rapport à un taux de 2 % en 2011. La croissance globale du PIB de l'OCDE occulte le fait que 12 des 34 pays membres ont eu en 2012 une croissance négative, ce qui montre que nombre d'entre eux peinent encore à sortir de la crise économique récente. Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,7 % en 2012. Le plus fort recul a eu lieu en Grèce, à 6,4 %, soit la cinquième année consécutive de baisse. En revanche, le taux de croissance le plus élevé des pays de l'OCDE a été observé au Chili, à 5,6 %.

Au cours de la décennie écoulée (2002-12), le taux de croissance annuel moyen de l'OCDE a été de 1,72 % : 21 des 34 pays membres se sont situés au-dessus de ce chiffre. Cinq ont eu une croissance moyenne supérieure à 4 % : la Turquie (5,36 %), la République slovaque (4,74 %), le Chili (4,41 %), la Pologne (4,23 %) et la Corée (4,13 %). En revanche, cinq autres pays de l'OCDE ont eu un taux annuel moyen de croissance inférieur à 1 % : l'Italie (0,23 %), le Portugal (0,36 %), le Danemark (0,63 %), le Japon (0,67 %) et la Grèce (0,87 %).

Quel montant de revenu les résidents ont-ils gagné ?

Le PIB par habitant est l'indicateur le plus communément utilisé pour comparer les niveaux de revenu, mais de nombreux experts préfèrent le revenu national net (RNN). Alors que le PIB se réfère au revenu généré par les activités de production sur le territoire économique d'un pays, le RNN se réfère au revenu obtenu par les résidents d'un pays, qu'il ait été généré sur le territoire national ou à l'étranger, après déduction des amortissements (montant représentant le coût du capital utilisé dans le processus de production).

En 2012, les quatre premiers pays du classement selon le RNN par habitant sont les mêmes que les quatre ayant le PIB par habitant le plus élevé, mais l'ordre change légèrement, la Norvège remplaçant le Luxembourg à la première place. La même année, le RNN par habitant de la Norvège a dépassé de 84 % la moyenne de l'OCDE. 13 sur 33 pays de l'OCDE ont connu une croissance négative du RNN réel. Dans trois d'entre eux, on a observé une divergence entre l'évolution du PIB et celle du revenu national réel. Alors que le PIB de la France a stagné en 2012, le revenu réel a baissé de 0,9 %; en Autriche, le PIB a augmenté de 0,9 %, mais le revenu réel a fléchi de 0,2 %; au Danemark, le PIB s'est contracté de 0,4 % alors que le revenu réel a légèrement progressé (0,1 %).

Au cours de la décennie 2002-12, la croissance annuelle moyenne du RNN réel a été négative dans quatre pays de l'OCDE : la Grèce (-1,43 %), l'Italie (-0,66 %); le Portugal (-0,46 %) et l'Islande (-0,28 %); cela illustre l'incidence néfaste de la crise économique sur ces pays. Dans trois pays de l'OCDE, la croissance du RNN a été supérieure à 4 % pendant la période en question : le Chili (6,75 %), la Pologne (4,25 %) et l'Australie (4,15 %).

Quel a été le montant de revenu obtenu par les ménages ?

Le revenu disponible est plus proche du concept de revenu dans son acception courante que le revenu national ou le PIB. Pour l'ensemble de l'économie, il diffère du revenu national du fait de l'inclusion de composantes supplémentaires, principalement les rapatriements de fonds qui, par exemple, sont des sommes provenant d'un membre d'une famille qui travaille dans un pays étranger pendant un an ou plus. Une autre différence importante entre le revenu national et le revenu disponible découle de la répartition du revenu entre les secteurs.

Le revenu disponible ajusté des ménages donne peut-être une meilleure idée de l'évolution du bien-être de la population. Il représente le montant maximum qu'un ménage peut consommer sans devoir réduire ses avoirs ou augmenter ses engagements. Il est calculé en ajoutant au revenu brut (salaires, revenus des travailleurs indépendants et du capital ainsi que transferts monétaires courants émanant d'autres secteurs, tels que les indemnités de chômage) les transferts sociaux en nature que les ménages reçoivent des administrations (comme les services d'éducation et de santé), puis en soustrayant les impôts sur le revenu et le patrimoine, les cotisations sociales payées par les ménages et l'amortissement des biens en capital qu'ils consomment.

En 2012, de nombreux ménages (dans 11 pays sur 20), notamment dans la zone euro, ont subi une baisse en termes réels de leur revenu disponible ajusté net. Il a diminué de 1,4 % dans la zone euro (deux fois plus que le PIB). La plus forte baisse a eu lieu en Grèce (-10,2 %). En revanche, quatre pays ont connu une hausse de cet indicateur supérieure à 2 % : la Norvège (3 %), le Luxembourg (2,7 %), la Suède (2,4 %) et les États-Unis (2,1 %).

En comparant les taux annuels moyens de croissance pendant la période 2001-11, on constate que, dans 17 pays sur 29, la croissance moyenne du revenu disponible ajusté a dépassé celle du PIB; cela laisse penser que le revenu des ménages a relativement bien résisté au cours de la crise économique en raison de l'intervention de l'État.

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, on trouvera dans cette publication des indicateurs fondamentaux de l'activité économique, comme la composition et la croissance des économies de l'OCDE, les revenus reçus, la manière dont ils ont été dépensés ainsi que des indicateurs sur la santé financière des États, des entreprises et des ménages.

Guide du lecteur

Présentation et contenu

Chaque indicateur est accompagné par un texte relativement court. Le premier paragraphe décrit en termes généraux ce que l'indicateur permet de mesurer et pourquoi l'indicateur est important. Le lecteur trouvera ensuite une description plus détaillée des concepts sous-jacents (Définition) conformes aux définitions du *Système de comptabilité nationale* de 1993 (SCN 1993). Le dernier paragraphe (Comparabilité) met en évidence les points sensibles nécessitant une grande précaution dans l'analyse des performances d'un ou plusieurs pays. On retrouve pour plusieurs indicateurs les mêmes problèmes de comparabilité et les mêmes précautions à prendre dans l'analyse comparée des performances. Plutôt que de reproduire pour chaque indicateur les mêmes informations, les problèmes récurrents sont décrits ci-dessous.

SCN 1993 – Définitions standardisées

Les données de cette publication sont conformes aux définitions du SCN 1993 « Système de comptabilité nationale 1993 » pour la plupart des pays ; élaboré en commun par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

SCN 2008 – Principaux changements par rapport au SCN 1993

Le SCN 2008 est désormais finalisé et la majorité des pays de l'OCDE commenceront à fournir des statistiques conformes au nouveau système de définitions en 2014. Les données de l'Australie et des États-Unis sont présentées conformément au SCN 2008. Toutes les données détaillées des États-Unis n'ont pas encore été fournies selon le SCN 2008, les principaux agrégats sont pris en compte dans cette publication. Cela explique pourquoi certaines données américaines ne sont pas disponibles. Bien entendu, la base en ligne sera mise à jour avec ces données dès que l'OCDE les recevra.

L'office statistique du Canada, *Statistics Canada*, a adopté le SCN 2008. Cependant, les indicateurs non financiers pour le Canada ne sont pas encore disponibles dans la base de l'OCDE selon le SCN 2008. Aussi, les indicateurs non financiers sont présentés sur la base du SCN 1993 alors que les indicateurs financiers sont fondés sur le SCN 2008. Il faut remarquer que les changements conceptuels entre les SCN 2008 et 1993 ne sont pas importants dans le domaine financier. Les principaux changements concernent une ventilation plus fine des secteurs financiers, la classification des holdings et l'enregistrement des droits à pensions. Les principaux changements par rapport au SCN 1993 sont présentés dans l'annexe.

Questionnaires et sources des données

Sauf indication contraire, les données sont envoyées à l'OCDE par les pays au moyen de questionnaires standardisés.

Conventions statistiques

- Tous les taux de croissance sont obtenus à partir des données aux prix constants (ou en valeurs réelles).
- Les rapports, pourcentages et répartitions sont calculés à partir des données aux prix courants.
- La contribution de Y à la croissance de X (Y étant une composante de X) est définie comme le taux de croissance de Y (aux prix constants chaînés ou en base fixe ou aux prix de l'année précédente) pondéré par le poids de Y dans X aux prix courants (au cours de la période précédente t-1).

Signes et abréviations

.. : Valeurs manquantes, non définies ou non fournies.

e : Estimations du Secrétariat de l'OCDE.

| : Rupture.

Pays et zones

Dans la plupart des cas, les données sont disponibles pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Lorsqu'une donnée est manquante ou lorsqu'une donnée n'a pas été envoyée à l'OCDE, des estimations ont souvent été produites.

Total OCDE

Sauf indication contraire, la zone « total OCDE » renvoie à l'ensemble des pays de l'OCDE.

La zone euro

Les données pour la « zone euro » proviennent des bases de données d'Eurostat.

Données en euros

Les données concernant les pays de l'Union économique et monétaire (UEM) sont exprimées en euros.

Les données relatives aux années antérieures à l'entrée dans l'UEM ont été converties à partir de l'ancienne monnaie nationale en appliquant le taux de conversion irrévocable approprié. Cette présentation rend plus aisée l'analyse de données au sein d'un pays sur une période longue et garantit que les évolutions historiques (c'est-à-dire les taux de croissance) restent inchangés. Cependant les euros antérieurs à l'UEM correspondent à un concept purement théorique et normalement ils ne devraient pas être utilisés pour calculer des zones ou pour comparer des pays entre eux.

Pays en voie d'accession

En 2010, le Chili (le 7 mai), la Slovénie (le 21 juillet), Israël (le 7 septembre) et l'Estonie (le 9 décembre) sont devenus pays membres de l'OCDE. La Fédération de Russie demeure encore dans le processus d'accession. L'OCDE travaille également avec de grandes puissances mondiales, comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud. Les

données pour ces pays (excepté le Brésil) font partie de cette publication quand elles sont disponibles.

Commentaires généraux sur les concepts et la comparabilité

Les commentaires ci-dessous concernent plusieurs indicateurs et sont fournis ici dans le « Guide du lecteur » afin de ne pas les répéter dans les différents chapitres de la publication.

Parités de pouvoir d'achat du PIB et de la consommation individuelle effective

Les PPA sont les taux de conversion monétaire qui permettent d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux de prix existant entre les pays. Les dépenses imputées au PIB, pour les différents pays, converties en utilisant les PPA sont en effet exprimées en fonction d'une même structure de prix internationaux si bien que les écarts entre pays reflètent uniquement les différences de volume de biens et services achetés. Les comparaisons de l'activité économique effectuées à partir des taux de change devraient le plus souvent être évitées dans la mesure où de telles comparaisons intègrent les différences de prix. De plus, les séries de taux de change ont tendance à être plus volatiles que les séries de PPA, ce qui induit des difficultés lorsqu'on effectue des comparaisons entre pays ou sur une période longue.

Toutefois, il faut faire attention lorsqu'on utilise les PPA pour des comparaisons internationales. Lorsque des pays sont très proches, il n'est pas pertinent d'établir un classement précis. Comme souvent avec les statistiques, il existe un certain degré d'incertitude lié aux sources et aux procédures de calcul sur lesquels reposent les PPA. Une petite différence observée entre deux pays pour un indicateur converti au moyen des PPA, par exemple le PIB ou le revenu national ajusté par les PPA, ne sera pas significative d'un point de vue statistique ou économique dans la plupart des cas.

Les PPA du PIB sont utilisées dans tous les tableaux et graphiques utilisant les PPA comme taux de conversion excepté dans les tableaux et graphique suivants pour lesquelles les PPA de la consommation effective individuelle sont utilisées : tableau 6.1 (Revenu disponible brut ajusté des ménages par tête), graphique 10.2 pour la consommation individuelle effective des ménages, tableau A.5 (Consommation individuelle effective, PPA courantes), tableau A.6 (Consommation individuelle effective, PPA constantes 2005).

1995-98 : Les PPA pour tous les pays européens sont les résultats du calcul annuel effectué par Eurostat. Les PPA pour tous les autres pays sont des estimations de l'OCDE.

1999, 2002, 2005 2008 et 2011 : Les PPA pour tous les pays, à l'exception du Chili, sont les résultats des calculs triennaux effectués par Eurostat et l'OCDE.

2000-01, 2003-04, 2006-07, 2009-10, 2012 : Les PPA pour tous les pays européens sont les résultats du calcul effectué par Eurostat. Les PPA des pays non européens sont des estimations de l'OCDE.

Les PPA pour le Chili avant 2005 sont estimées sur la base des résultats du programme de comparaison internationale (CPI) de 2005 et à partir de 2006 les données sont estimées par l'OCDE.

Vous trouverez plus de renseignements sur le site internet des PPA : www.oecd.org/std/ppp.

Taux de change

Les taux de change utilisés dans cette publication ont été calculés par le Fond monétaire international et sont publiés dans *International Financial Statistics*. Ce sont des taux de marché correspondant à des moyennes annuelles.

Indicateurs par tête

Dans cette publication, de nombreux indicateurs sont présentés « par tête ». Il est important de noter que les estimations de la population qui sont utilisées pour calculer ces indicateurs sont conformes à la notion de résidence telle qu'elle est définie dans le SCN : concrètement la population comprend les personnes qui résident dans un pays pendant un an ou plus, quelle que soit leur nationalité. Les personnels des missions diplomatiques, les militaires et leur famille se trouvant en dehors du territoire national, les étudiants qui sont partis à l'étranger pour leurs études et les patients qui sont partis à l'étranger pour être soignés, sont considérés comme résidents de leur pays de résidence même si ceux-ci quittent le pays de résidence pour une période supérieure à un an. La règle des « 1 an » signifie que les résidents réguliers qui partent vivre à l'étranger pour moins d'un an sont compris dans la population de leur pays d'origine et que des visiteurs étrangers (par exemple, les vacanciers) qui viennent dans un pays pour moins d'un an sont exclus.

Une remarque importante doit être faite dans ce contexte. Des individus peuvent faire partie des salariés d'un pays (contribuant ainsi au PIB de ce pays par l'accroissement de la production) et faire partie en même temps des résidents d'un autre pays (leur salaires apparaissant alors dans le revenu national du pays de résidence).

Années fiscales, années calendaires

Sauf indication contraire ci-dessous ou dans les textes accompagnant les indicateurs, toutes les données de cette publication sont fournies sur une base calendaire.

Pour les indicateurs non financiers, les données de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande se réfèrent aux années fiscales 1^{er} juillet de l'année indiquée au 30 juin pour l'Australie et 1^{er} avril au 31 mars pour la Nouvelle-Zélande. Les données financières se réfèrent pour le Japon aux années fiscales, 1^{er} avril de l'année indiquée au 31 mars.

Estimations en volume (prix constants)

La plupart des pays de l'OCDE sont désormais capables de produire leurs comptes nationaux en utilisant des séries en volume chaînées. Seul le Mexique produit encore des données en volume à partir d'une année de base fixe, souvent mise à jour moins fréquemment que les données en volume chaînées, et reliées aux estimations de l'année de base précédente.

Le SCN recommande la fabrication d'estimations à partir de séries en volume en chaîne. Cette méthode permet d'obtenir de meilleures estimations de la croissance dans la mesure où les poids utilisés pour évaluer la contribution à la croissance des biens et services sont plus pertinents. Il y a cependant un inconvénient à cette méthode de chaînage : les agrégats en volume ne sont pas égaux à la somme de leurs composantes.

Valeurs brutes et nettes

Le terme « brut » désigne une valeur avant que la consommation de capital fixe ne soit déduite. Toutefois, le terme « net » ne renvoie pas forcément à la notion de « net d'amortissement ». Par exemple les « transferts en capital nets reçus du reste du monde »

n'utilisent pas le terme « net » dans le sens « net d'amortissement ». La même chose peut s'appliquer pour les indicateurs comme « dette brute » et « richesse nette ».

Classification Industrielle (CITI Rév. 4 et CITI Rév. 3, Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique)

Auparavant, la classification industrielle était basée sur la CITI Rév. 3. Actuellement, la classification de référence est la CITI Rév. 4.

Il est important de souligner que de nombreux pays ont saisi ce changement de classification afin d'améliorer leurs sources (et ainsi modifier leurs totaux). La classification CITI Rév. 3 ne sera plus mise à jour pour les pays qui sont passés à la classification CITI Rév. 4. La plupart des pays en dehors de l'UE continuent de fournir leurs données selon la classification CITI Rév. 3. Mais ces pays durant les prochaines années passeront comme prévu à la CITI Rév. 4. Les détails pour les pays concernés sont disponibles dans le paragraphe comparabilité.

La nouvelle classification CITI Rév. 4 est divisée en 10 branches d'activités. La CITI Rév. 3 est divisée en 6 branches. Aussi, les catégories ont été réunies par l'OCDE dans un souci de présentation, comme montré ci-dessous, et chacun doit avoir en tête qu'elles ne sont en aucun cas « équivalentes », bien que la comparabilité ait été gardée autant que possible :

Rév. 3	Rév. 4
A	A – B
B – E	C – E
F	F
G – I + J	G – I
K + L + M – N	J – K
O – Q + R – U	L – P

Ces deux classifications CITI et leurs correspondances sont disponibles sur le site web de l'UNSD (en anglais uniquement) :

- <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=2>.
- <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=27>.

Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Plusieurs pays ne sont pas capables de séparer les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) dans leurs comptes par secteur. Par conséquent, afin de garantir un niveau de comparabilité maximal, le compte des ménages comprend les ISBLSM dans cette publication.

Stocks et flux

La plupart des données présentées dans cette publication font référence aux flux, lesquels sont les comptes de production, génération et distribution des revenus et l'acquisition des actifs et des engagements. Les données de stocks se réfèrent aux comptes de patrimoine, lesquels reflètent la valeur des actifs et passifs ainsi que la richesse nette du secteur à la fin de période comptable.

Les tableaux mentionnés ci-dessous se réfèrent à des données de stocks :

- 18.1. actifs non financiers des ménages par tête

- 19.1. Composition du portefeuille d'actifs des ménages
- 20.1. Endettement des ménages
- 21.1. Richesse nette financière des ménages par tête
- 22.1. Richesse nette totale des ménages
- 29.1. Dette brute des administrations publiques
- 30.1. Richesse nette financière des administrations publiques
- 31.1. Endettement des sociétés non financières
- 32.1. Endettement des sociétés financières
- 33.1. Levier financier du secteur bancaire
- 35.1. Stock de capital net

Égalités importantes du SCN

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

- = Dépense de consommation finale
- + Formation brute de capital (FBC)
- + Exportations de biens et services
- Importations de biens et services
- = Valeur ajoutée brute aux prix de base
- + Impôts moins subventions sur les produits

Revenu national net (RNN) aux prix du marché

- = PIB aux prix du marché
- + Impôts moins subventions sur la production et les importations (nets, reçus du reste du monde)
- + Rémunération des salariés (nette, reçue du reste du monde)
- + Revenus de la propriété (nets, reçus du reste du monde)
- Consommation de capital fixe

Revenu national disponible net (RNDN)

- = RNN aux prix de marché
- + Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (nets, reçus du reste du monde)
- + Cotisations et prestations sociales et autres transferts courants (nets, reçus du reste du monde)

Épargne nette

- = RNDN aux prix du marché
- Dépense de consommation finale
- + Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension (nets, reçus du reste du monde)

Capacité/besoin de financement

- = Épargne nette
- + Transferts en capital (nets, reçus du reste du monde)
- Formation brute de capital
- Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits
- + Consommation de capital fixe

Pour en savoir plus

Des références utiles « Pour en savoir plus » sont disponibles à la fin de la plupart des sections.

Pour toutes les sections, les informations générales sur la méthodologie et les définitions détaillées sont disponibles dans :

- Commission of the European Communities, International Monetary Fund, Organisation for Economic Co-operation and Development, United Nations, World Bank, Brussels / Luxembourg, New York, Paris, Washington, DC., 1993, *System of National Accounts 1993*, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/1993sna.pdf>.
- European Commission, International Monetary Fund, Organisation for Economic Co-operation and Development, United Nations, World Bank, New York, 2009, *System of National Accounts 2008*, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/SNA2008.pdf>.

Des extraits de la publication du SCN 1993 sont disponibles dans :

- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264180871-en>.

Des informations supplémentaires et des tableaux complémentaires se trouvent dans :

- OECD (2013), *OECD Panorama des statistiques*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2013-fr>.
- OCDE (2014), *Panorama des statistiques 2014*, juillet, <http://dx.doi.org/10.1787/18147372>.

Données en ligne

Panorama des comptes nationaux – Base de données

La base de données *Panorama des comptes nationaux* est mise à jour en ligne en continu et contient des séries couvrant une période plus longue que la publication : www.oecdilibrary.org/oecd/content/data/data-00369-fr. Les données sont disponibles dès 1970 pour certains pays.

Un inventaire des séries fournies dans *Panorama des comptes nationaux* est disponible en ligne. L'inventaire comprend les titres des séries ainsi que les codes de la base de données. L'inventaire se trouve à l'adresse suivante : www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux/panorama.

Données détaillées des comptes nationaux

Panorama des comptes nationaux est l'un des fichiers de données de la *Base de données Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>. Cette grande base de données comprend des informations très détaillées sur les comptes nationaux annuels, les comptes financiers et les comptes du gouvernement dont la plupart sont aussi disponibles en fréquence trimestrielle.

Liste des fichiers de données disponibles en ligne :

Agrégats des comptes nationaux

- Produit intérieur brut.
- Revenu disponible et capacité/besoin de financement.
- Population et emploi par activité.

- PPA et taux de change.

Comptes nationaux détaillés

- Comptes de patrimoine des actifs non financiers.
- Formation de capital par activité.
- Dépense de consommation finale des ménages.
- Actifs fixes par activité et par type de produit.
- Emploi par activité.
- Comptes non financiers par secteur.
- Comptes non financiers simplifiés.
- Valeur ajoutée par activité.

Comptes financiers

- Comptes financiers consolidés (flux).
- Comptes financiers non consolidés (flux).
- Comptes de patrimoine financier consolidés (stocks).
- Comptes de patrimoine financier non consolidés (stocks).

Comptes des administrations publiques

- Dépenses par fonction.
- Dette de Maastricht.
- Principaux agrégats.
- Impôts et cotisations sociales.

Websites

OCDE, *Comptes nationaux*, www.oecd.org/std/comptesnationaux.



+ 0101 10101 1010101110100111010110101011101

+
+
+ 0101 10101 101010111010101101011101
+ 0101 10101 101010111010101101011101
+

+
+
+
+ 0101 10101 101010111010101
+
+
+

+ 0101 10101 101010111010101
+ 0101 10101 1010101110101011101
+

+
+
+ 01110 0110101011101010110101101011101
+
+
+ 0101 10101 1010101110101 10101 10101011101
+
+
+

+ 0101 10101 10101011101
+ 0101 10101 101010111010101
+ 0101 10101 101010111010101
+ 0101 10101 101010111010101
+

01011010110101011101010110101011101011101

010110101101010111010101101011010110



PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

1. Taille du PIB
2. Croissance du PIB
3. PIB par tête

1. Taille du PIB

- En 2012, le PIB de l'ensemble de l'OCDE représentait 46 168 milliards USD. Les six plus grandes économies (mesurées sur la base des parités de pouvoir d'achat) étaient les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie.
- La même année, les six plus petites économies de l'OCDE étaient l'Islande, l'Estonie, le Luxembourg, la Slovaquie, la République slovaque et la Nouvelle-Zélande.

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure que l'on utilise habituellement pour évaluer la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée moins la valeur des importations. Le PIB est le meilleur indicateur pour rendre compte de l'activité économique, toutefois ce n'est pas un bon indicateur pour mesurer le bien-être des sociétés car il n'est qu'une mesure des conditions de vie matérielles d'un groupe d'individus. Les sections et les indicateurs qui suivent traitent de ce sujet plus en détail et c'est l'un des principaux objectifs de cette publication.

Les pays calculent le PIB dans leur monnaie nationale. Afin de comparer les pays entre eux, les estimations du PIB doivent être converties dans une monnaie commune. Souvent la conversion se fait à partir des taux de change mais dans ce cas on obtient des résultats trompeurs qui ne reflètent pas toujours les volumes réels de biens et services compris dans le PIB. Une meilleure méthode consiste à utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA). Les PPA sont des convertisseurs monétaires qui éliminent les différences dans les niveaux de prix entre

Définition

Que signifie « Produit intérieur brut » ? « Brut » signifie qu'aucune déduction n'a été faite pour l'amortissement des machines, bâtiments et autres actifs utilisés dans la production. « Intérieur » veut dire que l'on prend uniquement en compte les unités institutionnelles résidentes contribuant à la production. « Produit » renvoie à tous les types de biens et services produits, qu'ils soient achetés, imputés ou mesurables autrement. Ces biens et services se retrouvent dans la consommation finale des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques ; dans les actifs fixes et les exportations (moins les importations).

Le PIB aux prix du marché peut être mesuré de trois façons différentes :

- Soit comme la production moins la consommation intermédiaire (c'est-à-dire la valeur ajoutée) plus les impôts sur les produits (comme la TVA) moins les subventions sur les produits.
- Soit comme les revenus obtenus à partir de la production, c'est-à-dire la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent d'exploitation des entreprises et des administrations publiques, du revenu mixte des entreprises non constituées en société et des impôts nets sur la production et les importations (TVA, impôts sur les salaires, droits de douane, etc., moins les subventions).
- Ou encore comme les dépenses en biens et services finaux moins les importations : dépenses de consommation finale, formation brute de capital et exportations moins importations.

pays. Ils permettent ainsi d'effectuer des comparaisons internationales du PIB en volume et donc de comparer la taille réelle des économies.

Comparabilité

La comparabilité est bonne mais pour certains pays, il existe encore quelques différences qui peuvent avoir un impact sur les comparaisons du PIB : c'est le cas par exemple de la production pour compte propre de logiciels ou des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

La mesure de l'économie non observée (ENO, également appelée économie informelle, grise ou économie de l'ombre) peut également avoir un impact sur la comparabilité des données, bien que pour les pays de l'OCDE, ce type d'activité soit considéré dans la plupart des cas comme peu significatif. Pour certains pays, les années les plus récentes ont été estimées par le Secrétariat. Les données historiques de certains pays ont également été estimées lorsque ces pays ont révisé leur méthodologie et ont fourni des données conformes aux nouvelles définitions pour quelques années seulement. La procédure d'estimation consiste simplement à lier les anciennes et les nouvelles séries en conservant les taux de croissance.

Les données pour la Chine se réfèrent aux prix du producteur.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus


Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264275355-fr>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

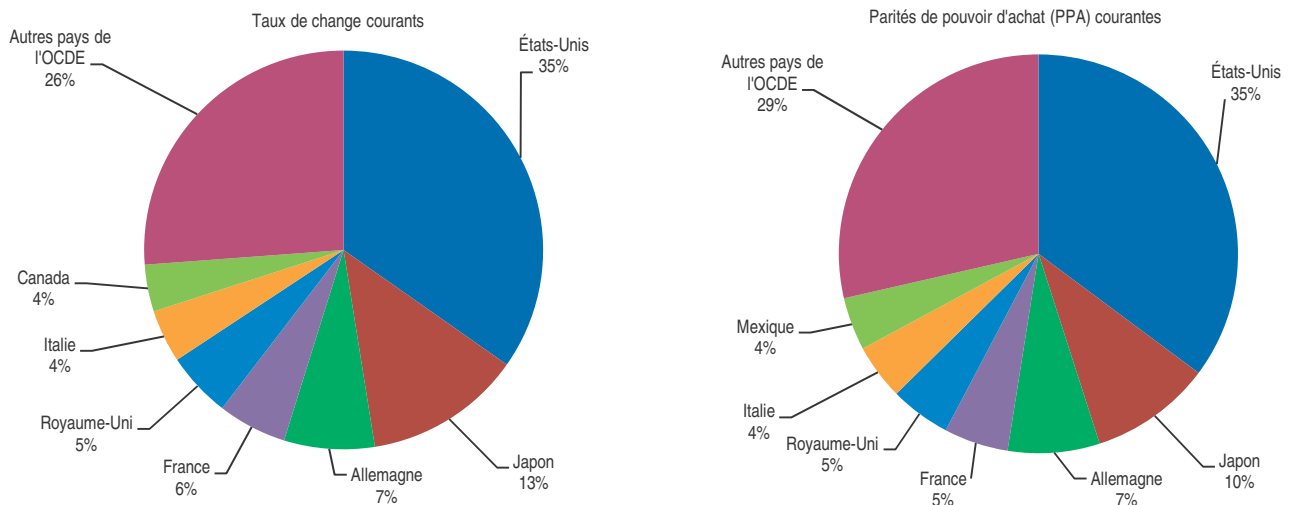
Tableau 1.1. **Produit intérieur brut (PIB), PPA courantes**
Milliards de dollars USD


	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	2 052	2 120	2 202	2 264	2 341	2 448	2 566	2 766	2 921	3 048	2 945	3 133	3 352	3 434
Australie	510	538	569	600	638	675	719	773	826	851	899	934	983	1 027
Autriche	217	232	234	246	254	268	277	303	316	332	328	339	361	372
Belgique	259	284	294	310	314	325	337	361	378	397	398	417	440	451
Canada	825	875	911	938	990	1 048	1 132	1 203	1 262	1 299	1 271	1 328	1 387 e	1 435 e
Chili	137	147	155	162	171	188	206	251	274	271	270	313	349	375
Corée	727	809	861	936	966	1 038	1 097	1 175	1 268	1 306	1 295	1 394	1 445	1 501
Danemark	143	154	158	165	164	174	180	196	206	219	213	227	233	239
Espagne	791	859	921	994	1 040	1 108	1 189	1 341	1 444	1 511	1 481	1 458	1 483	1 503
Estonie	12	14	15	16	18	20	22	26	29	30	27	27	31	33
États-Unis	9 666	10 290	10 625	10 980	11 512	12 277	13 095	13 858	14 480	14 720	14 418	14 958	15 534	16 245
Finlande	122	133	138	143	144	156	161	175	191	202	192	196	208	212
France	1 424	1 535	1 630	1 705	1 694	1 760	1 861	1 994	2 111	2 191	2 199	2 260	2 370	2 417
Grèce	184 e	199 e	216 e	235 e	248 e	264 e	270	299	310	333	333	317	301	289
Hongrie	113	121	137	149	156	164	171	184	190	205	205	211	223	225
Irlande	97	110	118	130	139	149	161	181	198	189	183	188	197	201
Islande	8	8	9	9	9	10	10	11	12	13	12	12	12	13
Israël	131	147	150	154	149	160	161	169	184	187	193	205	221	232
Italie	1 386	1 468	1 556	1 540	1 572	1 601	1 657	1 793	1 901	1 997	1 957	1 989	2 057	2 079
Japon	3 116	3 290	3 377	3 472	3 569	3 753	3 890	4 065	4 264	4 289	4 081	4 323	4 380	4 544 e
Luxembourg	21	23	24	26	27	30	32	37	41	41	39	43	46	48
Mexique	894 e	988 e	1 010 e	1 048 e	1 109	1 186	1 294	1 443	1 531	1 627	1 598	1 703	1 870	1 975 e
Norvège	133	162	168	168	175	195	220	251	263	292	267	282	307	332
Nouvelle-Zélande	78	82	87	91	95	101	105	114	122	124	130	133	139	146 e
Pays-Bas	426	469	494	516	515	540	573	623	666	706	684	691	720	726
Pologne	383	405	419	442	458	496	526	575	638	687	724	778	838	878
Portugal	170	182	191	199	203	208	225	243	256	265	267	274	273	273
République slovaque	56	59	65	70	73	79	87	99	113	125	123	129	136	140
République tchèque	152	160	172	179	192	205	218	239	262	270	271	272	284	289
Royaume-Uni	1 438	1 554	1 648	1 723	1 793	1 917	2 007	2 156	2 211	2 246	2 169	2 150	2 201	2 272
Slovénie	33	35	37	39	41	44	47	51	55	59	55	55	58	59
Suède	230	248	251	261	273	292	295	325	352	365	350	371	395	408
Suisse	219	234	241	252	254	265	275	307	338	367	366	379	406	425
Turquie	518	590	562	572	588	688	781	896	975	1 068	1 048	1 168	1 315	1 372
Zone euro	7 268	7 745	8 158	8 459	8 650	9 028	9 493	10 322	10 962	11 460	11 248	11 556	12 069	12 275
OCDE-Total	26 671 e	28 525 e	29 643 e	30 736 e	31 884 e	33 835 e	35 849	38 483	40 586	41 833	40 992	42 656	44 554 e	46 168 e
Afrique du Sud	280	298	313	330	347	373	406	442	480	509	505	528	558	586
Chine	2 698	2 988	3 309	3 669	4 121	4 665	5 364	6 241	7 333	8 215	9 050	10 092	11 313	12 266
Fédération de Russie	870 e	999 e	1 074 e	1 167	1 339	1 474	1 697	2 134	2 378	2 878	2 765	2 925	3 217	3 386
Inde	..	..	..	..	..	2 230	2 517	2 839	3 208	3 378	3 770	..	..	..
Indonésie	509 e	497	526	559	598	646	705	768	840	911	961	1 031	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093310>

Graphique 1.1. **Produit intérieur brut : Taux de change courants et PPA courantes**

Les sept plus grandes économies de l'OCDE, en pourcentage du total OCDE, 2012



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092360>

2. Croissance du PIB

- En 2012, la croissance du PIB réel dans la zone de l'OCDE valait 1,5 %, accusant un ralentissement par rapport à un taux de 2 % en 2011. Cette évolution globale occulte le fait que 12 des 34 pays membres ont eu en 2012 une croissance négative. Le PIB a baissé le plus fortement en Grèce (6,4 %), où il a reculé pour la cinquième année consécutive. A l'opposé, les taux de croissance du Chili (5,6 %) et de l'Estonie (3,9 %) ont été les plus élevés.
- Pendant la décennie écoulée (2002-12), le taux de croissance annuel moyen du PIB de l'OCDE a été de 1,72 %; 21 des 34 pays membres ont fait mieux que la moyenne. Cinq ont eu un taux de croissance annuel moyen supérieur à 4 % pendant cette période : la Turquie (5,36 %), la République slovaque (4,74 %), le Chili (4,41 %), la Pologne (4,23 %) et la Corée (4,13 %). En revanche, cinq autres pays membres ont eu un taux de croissance annuel moyen inférieur à 1 % : l'Italie (0,23 %), le Portugal (0,36 %), le Danemark (0,63 %), le Japon (0,67 %) et la Grèce (0,87 %).

Les variations de la taille d'une économie sont généralement mesurées par les variations des niveaux du PIB en volume (ou du PIB en termes réels). Le terme « réel » signifie que les variations du PIB dues à l'inflation ont été enlevées. Le résultat est une mesure de la variation de la production en volume pour l'ensemble de l'économie.

Définition

Pour convertir les valeurs nominales du PIB en valeurs réelles il faut disposer d'indices de prix détaillés, qu'ils soient implicites ou obtenus par enquête. Lorsque les indices sont appliqués aux valeurs nominales, on obtient les variations en volume correspondantes. Les variations en volume pour tous les biens et services – la plupart des pays utilisent plusieurs centaines de séries – sont ensuite agrégées afin d'obtenir une variation globale du PIB en volume. Dans le passé, la plupart des pays utilisaient une pondération fixe pour effectuer cette agrégation et l'année de base pour laquelle les poids avaient été calculés n'était révisée que tous les 5 ou 10 ans. Il est important de noter que les taux de croissance ne sont pas indifférents au choix de l'année de base. Les mesures de la croissance pouvaient être biaisées pour les années éloignées de l'année de base.

C'est pour cette raison que le *Système de comptabilité nationale* de 1993 recommande désormais que les poids soient représentatifs de toutes les périodes pour lesquelles on calcule un taux de croissance. Cela signifie concrètement que les pondérations doivent être redéfinies chaque année, et qu'on obtient au final des indices de volume « chaînés » (voir la section « Comparabilité »).

Comparabilité

La comparabilité entre pays du PIB en valeurs nominales est bonne. Il existe quelques différences dans les méthodes utilisées pour calculer les estimations en volume du PIB, en particulier pour ce qui concerne les services produits par les administrations publiques tels que la santé ou l'enseignement. Cependant cela n'a pas pour conséquence de rendre les taux de croissance moins comparables.

Exception faite du Mexique, tous les pays de l'OCDE calculent leur estimation annuelle du PIB réel en utilisant des indices de volume en chaîne (en d'autres termes, les poids sont révisés tous les ans). Le Mexique, comme de nombreux pays non membres de l'OCDE, révisent les pondérations moins fréquemment. Cette méthode a tendance à biaiser les taux de croissance (généralement les chiffres sont surestimés).

Les données pour la Chine se réfèrent aux prix du producteur.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus

Ahmad, N. et al. (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/838342850485>.


Eurostat (2001), *Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux*, Eurostat, Luxembourg.

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

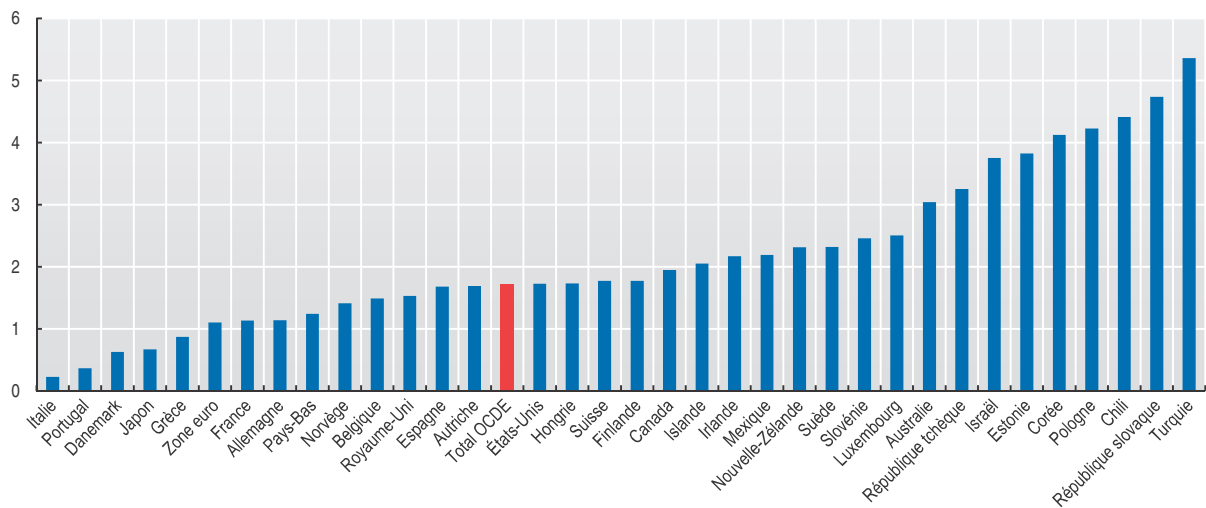
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 2.1. **Produit intérieur brut, volume**
Taux de croissance annuel en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	1.9	3.1	1.5	0.0	-0.4	1.2	0.7	3.7	3.3	1.1	-5.1	4.0	3.3	0.7
Australie	3.9	1.9	3.9	3.1	4.2	3.2	3.0	3.8	3.7	1.7	2.0	2.2	3.6	2.6
Autriche	3.5	3.7	0.9	1.7	0.9	2.6	2.4	3.7	3.7	1.4	-3.8	1.8	2.8	0.9
Belgique	3.5	3.7	0.8	1.4	0.8	3.3	1.8	2.7	2.9	1.0	-2.8	2.3	1.8	-0.1
Canada	5.5	5.2	1.8	2.9	1.9	3.1	3.0	2.8	2.2	0.7	-2.8	3.2	2.5 e	1.7 e
Chili	-0.5	5.1	3.3	2.7	3.8	7.0	6.2	5.7	5.2	3.3	-1.0	5.8	5.9	5.6
Corée	10.7	8.8	4.0	7.2	2.8	4.6	4.0	5.2	5.1	2.3	0.3	6.3	3.7	2.0
Danemark	2.6	3.5	0.7	0.5	0.4	2.3	2.4	3.4	1.6	-0.8	-5.7	1.4	1.1	-0.4
Espagne	4.7	5.0	3.7	2.7	3.1	3.3	3.6	4.1	3.5	0.9	-3.8	-0.2	0.1	-1.6
Estonie	-0.3	9.7	6.3	6.6	7.8	6.3	8.9	10.1	7.5	-4.2	-14.1	2.6	9.6	3.9
États-Unis	4.8	4.1	0.9	1.8	2.8	3.8	3.4	2.7	1.8	-0.3	-2.8	2.5	1.8	2.8
Finlande	3.9	5.3	2.3	1.8	2.0	4.1	2.9	4.4	5.3	0.3	-8.5	3.4	2.7	-0.8
France	3.3	3.7	1.8	0.9	0.9	2.5	1.8	2.5	2.3	-0.1	-3.1	1.7	2.0	0.0
Grèce	3.4 e	4.5 e	4.2 e	3.4 e	5.9 e	4.4 e	2.3 e	5.5	3.5	-0.2	-3.1	-4.9	-7.1	-6.4
Hongrie	3.2	4.2	3.7	4.5	3.9	4.8	4.0	3.9	0.1	0.9	-6.8	1.1	1.6	-1.7
Irlande	11.0	10.6	5.0	5.4	3.7	4.2	6.1	5.5	5.0	-2.2	-6.4	-1.1	2.2	0.2
Islande	4.1	4.3	3.9	0.1	2.4	7.8	7.2	4.7	6.0	1.2	-6.6	-4.1	2.7	1.4
Israël	3.3	8.7	-0.2	-0.1	1.5	4.9	4.9	5.8	5.9	4.1	1.1	5.0	4.6	3.2
Italie	1.5	3.7	1.9	0.5	0.0	1.7	0.9	2.2	1.7	-1.2	-5.5	1.7	0.5	-2.5
Japon	-0.2	2.3	0.4	0.3	1.7	2.4	1.3	1.7	2.2	-1.0	-5.5	4.7	-0.6	2.0 e
Luxembourg	8.4	8.4	2.5	4.1	1.7	4.4	5.3	4.9	6.6	-0.7	-5.6	3.1	1.9	-0.2
Mexique	3.8 e	6.6 e	0.0 e	0.8 e	1.4 e	4.1	3.3	5.1	3.4	1.2	-6.0	5.3	3.9	3.8 e
Norvège	2.0	3.3	2.0	1.5	1.0	4.0	2.6	2.3	2.7	0.1	-1.6	0.5	1.3	2.9
Nouvelle-Zélande	5.2	2.4	3.7	5.0	4.1	3.7	3.4	1.7	3.5	-1.8	1.5	0.2	2.2	3.2 e
Pays-Bas	4.7	3.9	1.9	0.1	0.3	2.2	2.0	3.4	3.9	1.8	-3.7	1.5	0.9	-1.2
Pologne	4.5	4.3	1.2	1.4	3.9	5.3	3.6	6.2	6.8	5.1	1.6	3.9	4.5	1.9
Portugal	4.1	3.9	2.0	0.8	-0.9	1.6	0.8	1.4	2.4	0.0	-2.9	1.9	-1.3	-3.2
République slovaque	0.0	1.4	3.5	4.6	4.8	5.1	6.7	8.3	10.5	5.8	-4.9	4.4	3.0	1.8
République tchèque	1.7	4.2	3.1	2.1	3.8	4.7	6.8	7.0	5.7	3.1	-4.5	2.5	1.8	-1.0
Royaume-Uni	2.9	4.4	2.2	2.3	3.9	3.2	3.2	2.8	3.4	-0.8	-5.2	1.7	1.1	0.3
Slovénie	5.3	4.3	2.9	3.8	2.9	4.4	4.0	5.8	7.0	3.4	-7.9	1.3	0.7	-2.5
Suède	4.7	4.5	1.3	2.5	2.3	4.2	3.2	4.3	3.3	-0.6	-5.0	6.6	2.9	0.9
Suisse	1.4	3.7	1.2	0.2	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.8	1.0
Turquie	-3.4	6.8	-5.7	6.2	5.3	9.4	8.4	6.9	4.7	0.7	-4.8	9.2	8.8	2.2
Zone euro	2.9	3.8	2.0	0.9	0.7	2.2	1.7	3.3	3.0	0.4	-4.4	2.0	1.6	-0.7
OCDE-Total	3.4 e	4.1 e	1.3 e	1.7 e	2.2 e	3.3 e	2.8	3.2	2.7	0.2	-3.6	3.0	2.0 e	1.5 e
Afrique du Sud	2.4	4.2	2.7	3.7	2.9	4.6	5.3	5.6	5.5	3.6	-1.5	3.1	3.5	2.5
Chine	7.6 e	8.4 e	8.3 e	9.1 e	10.0 e	10.1 e	11.3 e	12.7 e	14.2 e	9.6 e	9.2 e	10.4 e	9.3	..
Fédération de Russie	6.4 e	10.0 e	5.1 e	4.7 e	7.3	7.2	6.4	8.2	8.5	5.2	-7.8	4.5	4.3	3.4
Inde	..	..	..	..	..	..	9.3	9.3	9.8	4.9	9.1	..	..	..
Indonésie	0.8 e	4.9 e	3.6	4.5	4.8	5.0	5.7	5.5	6.3	6.0	4.6	6.1	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093329>

Graphique 2.1. **Produit intérieur brut, volume**
Taux de croissance annuel moyen, 2002-12



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092379>

3. PIB par tête

- En 2012, le PIB par habitant dans l'ensemble de l'OCDE représentait 37 010 USD. Il dépassait 50 000 USD dans quatre pays : Luxembourg, Norvège, Suisse et États-Unis.
- En 2012, 19 pays avaient un PIB par habitant inférieur à la moyenne de l'OCDE. En Turquie et au Mexique, il était de l'ordre de la moitié de cette moyenne.

Le produit intérieur brut (PIB) par tête est un indicateur essentiel de la performance économique et il est souvent utilisé pour mesurer le niveau de vie ou le bien-être économique, bien qu'il ne soit pas toujours adapté.

Par exemple, le PIB par tête moyen ne donne aucune information sur la distribution du PIB par citoyen. Le PIB par tête moyen peut augmenter et en même temps, si les inégalités de revenus augmentent, la situation d'un nombre croissant d'individus peut se détériorer.

De la même façon, dans certains pays (voir la section « Comparabilité » ci-dessous), on peut avoir un nombre important de travailleurs frontaliers ou saisonniers, on peut aussi avoir des entrées et des sorties de revenus liées à la propriété et dans les deux cas, les deux phénomènes vont entraîner une divergence entre la valeur de la production et celle des revenus des résidents. Le niveau de vie sera alors surestimé ou sous-estimé.

Une analyse détaillée de ces questions se trouve dans le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (voir la partie « Pour en savoir plus »).

Définition

La définition du PIB est donnée dans la section 1 et les estimations de la population sont décrites dans le « Guide du lecteur ».

Le PIB par tête est également très utile pour analyser les différents moteurs de la croissance du PIB. Par exemple, le PIB réel peut être amené à augmenter sans que le PIB par tête en valeur réelle ne s'améliore. Dans ce contexte, il peut être utile de décomposer le taux de croissance par tête en deux composantes : la croissance de la productivité du travail (mesurée comme le PIB divisé par les heures travaillées) et le taux de croissance de l'utilisation du travail (heures travaillées divisées par la population).

Comparabilité

La comparabilité de la population et du PIB entre les pays est excellente (voir la section 1). Cependant, il faut faire attention dans l'interprétation des données, par exemple pour le Luxembourg et dans une moindre mesure pour la Suisse qui comptent un nombre important de travailleurs frontaliers. Ces travailleurs contribuent au PIB mais ne sont pas compris dans les chiffres de la population. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est souvent préférable d'utiliser le revenu par tête qui est calculé à partir du revenu national net ou brut (RNN ou RNB). Voir le second chapitre sur les revenus pour plus d'informations. (Se reporter également au « Guide du lecteur » pour les informations relatives aux comparaisons utilisant les PPA.)

Les données pour la Chine se réfèrent aux prix du producteur.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264275355-fr>.


Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (rapport de Stiglitz-Sen-Fitoussi), www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 3.1. **Produit intérieur brut par tête, prix et PPA courantes**

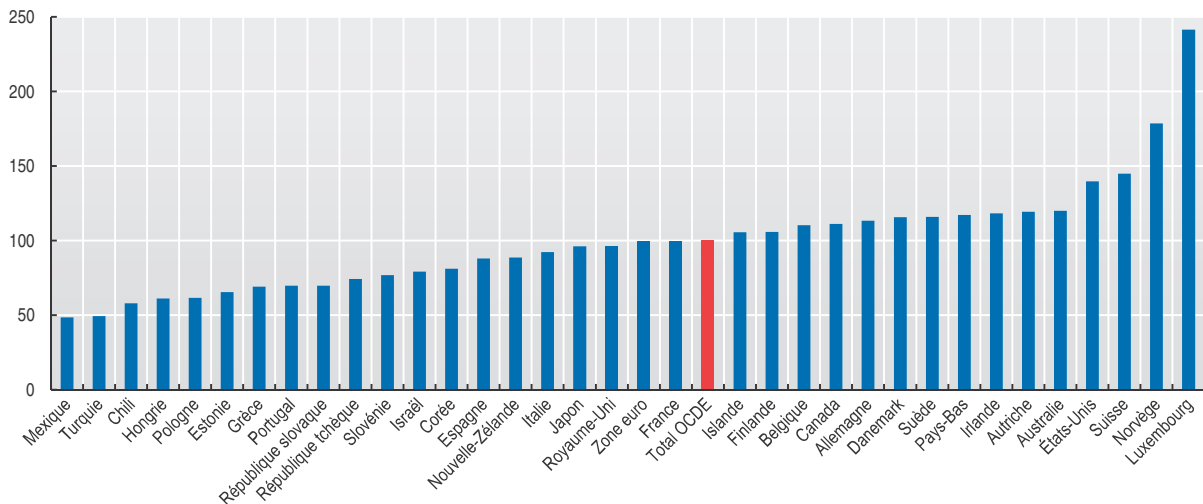
Dollars USD


	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	24 994	25 794	26 740	27 446	28 371	29 671	31 117	33 581	35 511	37 115	35 973	38 320	40 990	41 923
Australie	26 779	27 939	29 146	30 327	31 870	33 332	35 005	37 039	38 862	39 165	40 613	41 645	43 208	44 407 e
Autriche	27 186	28 939	29 061	30 463	31 337	32 841	33 637	36 618	38 048	39 856	39 375	40 535	42 978	44 141
Belgique	25 364	27 697	28 560	30 054	30 311	31 176	32 204	34 284	35 619	37 035	36 927	38 273	40 093	40 838
Canada	27 138	28 509	29 364	29 911	31 278	32 826	35 106	36 926	38 324	38 985	37 692	38 917	40 220 e	41 150 e
Chili	8 995	9 544	9 969	10 280	10 762	11 705	12 690	15 273	16 504	16 171	15 925	18 295	20 216	21 486
Corée	15 601	17 212	18 171	19 656	20 187	21 617	22 783	24 288	26 084	26 689	26 338	28 210	29 035	30 011
Danemark	26 926	28 860	29 469	30 756	30 448	32 275	33 196	36 080	37 672	39 841	38 635	40 927	41 843	42 787
Espagne	19 815	21 336	22 606	24 068	24 770	25 945	27 392	30 433	32 190	33 131	32 251	31 640	32 156	32 551
Estonie	8 752	9 875	10 704	11 967	13 379	14 746	16 531	19 163	21 554	22 061	19 948	20 470	23 088	24 260
États-Unis	34 603	36 437	37 252	38 132	39 612	41 864	44 242	46 376	47 996	48 336	46 927	48 287	49 782	51 689
Finlande	23 613	25 700	26 564	27 531	27 633	29 849	30 708	33 169	36 119	38 080	35 874	36 586	38 611	39 207
France	23 612	25 275	26 644	27 676	27 299	28 172	29 554	31 454	33 100	34 167	34 111	34 894	36 391	36 933
Grèce	16 877 e	18 267 e	19 769 e	21 401 e	22 511 e	23 850 e	24 348	26 792	27 720	29 604	29 475	27 999	26 623	25 586
Hongrie	11 059	11 896	13 410	14 669	15 353	16 180	16 975	18 314	18 907	20 430	20 441	21 135	22 413	22 635
Irlande	25 965	28 904	30 658	33 117	34 703	36 648	38 761	42 300	44 932	42 133	40 230	41 131	42 943	43 803
Islande	28 632	28 879	30 476	31 084	30 795	33 716	34 992	35 863	37 122	39 477	37 680	36 637	38 224	39 097
Israël	21 312	23 354	23 282	23 441	22 161	23 457	23 210	23 849	25 460	25 463	25 755	26 869	28 468	29 349
Italie	24 345	25 784	27 310	26 942	27 288	27 516	28 280	30 426	32 013	33 372	32 519	32 887	33 870	34 143
Japon	24 600	25 919	26 564	27 251	27 962	29 384	30 446	31 797	33 320	33 500	31 875	33 760	34 262	35 622 e
Luxembourg	48 976	53 625	53 911	57 469	60 629	64 843	68 211	78 512	84 301	84 298	79 027	83 974	88 668	89 417
Mexique	9 259 e	10 051 e	10 145 e	10 396 e	10 886	11 526	12 461	13 775	14 487	15 267	14 869	15 726	17 125 e	17 952 e
Norvège	29 800	36 173	37 131	37 052	38 286	42 460	47 640	53 893	55 799	61 332	55 317	57 742	61 897	66 135
Nouvelle-Zélande	20 321	21 262	22 217	22 962	23 607	24 725	25 387	27 252	28 772	29 075	30 010	30 246	31 487	32 847 e
Pays-Bas	26 933	29 444	30 821	31 943	31 724	33 182	35 111	38 122	40 681	42 929	41 382	41 587	43 150	43 348
Pologne	9 996	10 581	10 962	11 563	11 993	13 004	13 786	15 090	16 736	18 025	18 972	20 208	21 753	22 783
Portugal	16 744	17 815	18 530	19 146	19 467	19 845	21 369	22 988	24 169	24 939	25 125	25 713	25 672	25 802
République slovaque	10 407	10 995	12 084	12 966	13 607	14 647	16 175	18 399	20 848	23 214	22 761	23 790	25 130	25 848
République tchèque	14 782	15 564	16 854	17 578	18 780	20 072	21 268	23 288	25 423	25 872	25 875	25 835	27 046	27 522
Royaume-Uni	24 501	26 389	27 875	29 048	30 101	32 032	33 318	35 580	36 249	36 588	35 103	34 524	35 091	35 671
Slovénie	16 707	17 572	18 461	19 759	20 528	22 257	23 472	25 466	27 206	29 037	27 023	27 004	28 156	28 482
Suède	25 976	27 985	28 261	29 278	30 439	32 479	32 701	35 734	38 427	39 613	37 605	39 567	41 761	42 874
Suisse	30 626	32 436	33 103	34 354	34 265	35 577	36 648	40 572	44 303	47 552	46 970	48 733	51 582	53 641
Turquie	8 171	9 183	8 623	8 667	8 796	10 159	11 394	12 911	13 884	15 021	14 550	16 003	17 781	18 315 e
Zone euro	23 183	24 610	25 804	26 608	27 045	28 045	29 314	31 704	33 473	34 805	34 041	34 872	36 325	36 847
OCDE-Total	23 331 e	24 765 e	25 553 e	26 307 e	27 098 e	28 560 e	30 057	32 047	33 557	34 339	33 436	34 580	35 919 e	37 010 e
Afrique du Sud	6 462	6 762	6 995	7 272	7 545	8 007	8 601	9 261	9 938	10 403	10 216	10 553	11 028	..
Chine	2 145	2 357	2 593	2 856	3 189	3 589	4 102	4 748	5 550	6 186	6 781	7 526	8 397	9 059
Fédération de Russie	5 908 e	6 818 e	7 360 e	8 029	9 255	10 232	11 822	14 917	16 649	20 164	19 367	20 475	22 502	..
Inde	..	..	..	..	..	2 048	2 276	2 530	2 819	2 928	3 222	..	..	..
Indonésie	2 454 e	2 421	2 531	2 650	2 796	2 978	3 207	3 448	3 724	3 985	4 152	4 336	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093348>

Graphique 3.1. **Produit intérieur brut par tête, OCDE = 100**

PPA courantes, 2012



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092398>



+ 0101 10101 101010111010 10101 1010101 1101

+ +

+ 0101 10101 1010101 11010101 10101 10101 1101

+

+ +

+ + 0101 10101 1010101 11010101

+ +

+ +

|| ||

+ 0101 10101 1010101 11010101

+ 0101 10101 1010101 11010101 10101 10101 1101

010110 011010101110101011010110101011101

+ +

+ 0101 10101 1010101 11010101 10101 10101 1101

+ +

+ + 0101 10101 1010101 11010101

+ +

0101 10101 1010101 11010101 10101 10101 110101 11

010110 101101010111010101101011010110



REVENUS

4. Revenu national
5. Mesures réelles des revenus
6. Taux d'épargne nette
7. Capacité/besoin de financement

4. Revenu national

- En 2012, dans un classement des pays en fonction du revenu national net par habitant, les cinq premiers étaient la Norvège, le Luxembourg, la Suisse, les États-Unis et la Suède.
- La même année, 14 pays se situaient au-dessus de la moyenne de l'OCDE et 19 en deçà, alors qu'en 2002 18 pays la dépassaient et 15 se situaient en deçà. En 2002 également, les États-Unis étaient classés en deuxième position, à 46 % au-dessus de la moyenne de l'OCDE. En 2012, ils avaient reculé à la quatrième place et perdu 5 points de pourcentage.

Le produit intérieur brut (PIB) par tête est l'indicateur le plus souvent utilisé pour comparer les niveaux de revenu. Mais de nombreux analystes préfèrent utiliser deux autres mesures qui lui sont, en théorie, supérieures. Il s'agit du revenu national net (RNN) et du revenu national brut (RNB) par tête. Alors que le PIB renvoie au revenu généré par les activités de production d'un pays, le RNB mesure le revenu gagné par les résidents d'un pays, que ce revenu soit généré sur le territoire domestique ou à l'étranger.

Définition

Le RNB est défini comme le PIB plus les salaires et rémunérations nets reçus de l'étranger, plus les revenus nets de la propriété provenant de l'étranger plus les impôts et subventions nets reçus de l'étranger. Le RNN est égal au RNB net de l'amortissement.

Les salaires et rémunérations provenant de l'étranger sont perçus par des personnes qui vivent et consomment principalement sur le territoire économique mais qui travaillent à l'étranger. Ce phénomène est assez courant dans les régions frontalières. Les salaires et rémunérations provenant de l'étranger peuvent également être perçus par des personnes qui vivent et travaillent à l'étranger pour une période courte (comme les travailleurs saisonniers) mais dont le centre d'intérêt économique reste dans le pays d'origine. Les travailleurs expatriés et les travailleurs émigrés qui travaillent à l'étranger pour 12 mois ou plus sont considérés comme faisant partie de la population résidente du pays où ils travaillent. Parfois ces personnes envoient une partie de leurs revenus à des proches dans leur pays d'origine, mais ces transferts de fonds sont considérés comme des transferts entre des ménages résidents et des ménages non-résidents et sont enregistrés dans le revenu disponible national (voir la section 14) et non dans le revenu national.

Les revenus de la propriété provenant de/vers l'étranger comprennent les intérêts, les dividendes et tout ou partie des bénéfices non distribués des entreprises étrangères appartenant à des résidents (et vice et versa).

Dans la plupart des pays, la plus grande partie de la différence entre le PIB et RNB s'explique par les revenus nets de la propriété reçus de l'étranger. Cependant, il est important de noter que les bénéfices non distribués des entreprises étrangères appartenant à des résidents en fait ne reviennent pas aux résidents concernés. Néanmoins, les bénéfices non distribués sont enregistrés en reçus du revenu de la propriété. La contrepartie du même montant est considérée comme une transaction financière (un réinvestissement des bénéfices à l'étranger en actions et autres actifs).

Les pays qui effectuent de nombreux investissements directs à l'étranger vont donc dans certains cas apparaître comme des pays bénéficiant de revenus de la propriété importants et donc d'un RNB élevé. Cependant, dans les faits, une grande partie des revenus de la propriété ne vont pas revenir vers le pays d'origine et vont plutôt contribuer à l'investissement direct étranger.

Comparabilité

La comparabilité est bonne mais il existe de nombreuses difficultés pratiques pour mesurer les flux internationaux de salaires et de rémunérations, les flux des revenus de la propriété ainsi que l'amortissement. C'est pour cette raison que le PIB par tête est le plus souvent utilisé comme indicateur des revenus ou du bien-être, bien que dans ce contexte il soit théoriquement inférieur au RNN ou RNB.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

OCDE (2009), *Handbook on Deriving Capital Measures of Intellectual Property Products*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264079205-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 4.1. Revenu national net par tête, OCDE = 100

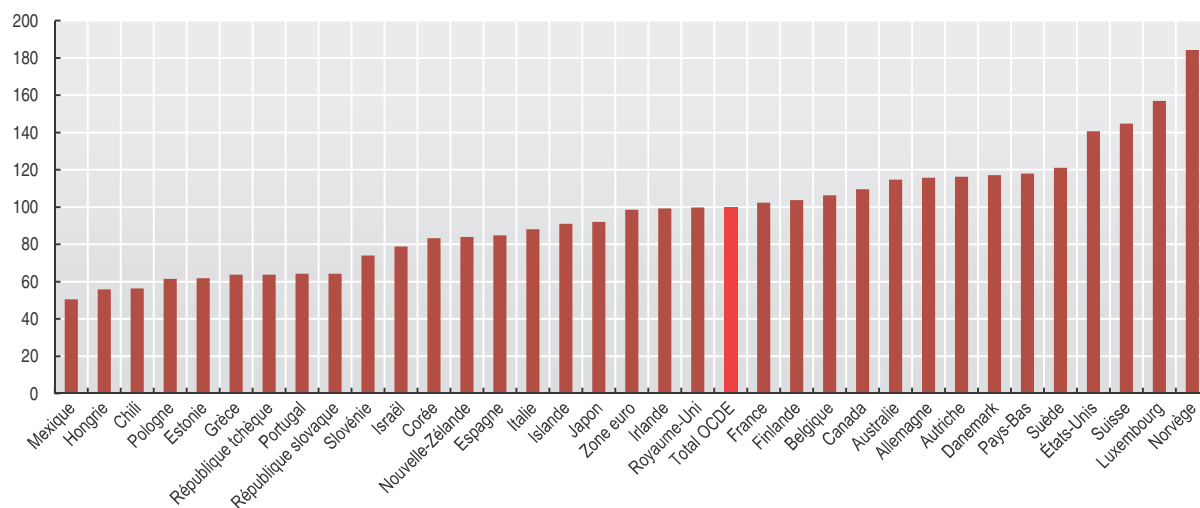
PPA courantes

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	106	102	103	103	103	105	104	106	108	110	111	113	116	116
Australie	109	106	108	110	112	109	109	107	108	108	115	114	115	115 e
Autriche	113	113	110	113	113	112	109	111	111	115	116	116	117	116
Belgique	110	114	113	116	113	109	106	105	105	108	107	110	109	106
Canada	114	114	113	112	114	114	116	115	115	114	112	111	110 e	110 e
Chili	38 e	38 e	38 e	38 e	38 e	38 e	39 e	42 e	45 e	45 e	46 e	50 e	54 e	56 e
Corée	66	69	72	76	76	77	77	76	79	80	81	84	82	83
Danemark	112	112	111	113	109	111	110	113	112	115	115	119	117	117
Espagne	85	87	89	92	92	90	90	93	93	94	94	89	86	85
Estonie	38	40	41	45	48	50	54	57	61	62	57	55	60	62
États-Unis	149	149	147	146	147	147	147	146	142	140	140	140	140	141
Finlande	99	101	103	104	100	104	101	103	107	110	108	106	106	104
France	106	107	109	109	105	102	102	101	103	103	106	105 e	104 e	102 e
Grèce	76 e	77 e	81 e	85 e	85 e	85 e	81	83	82	85	87	77	68	64
Hongrie	42	43	48	52	53	53	53	53	52	55	57	57	57	56
Irlande	99	104	104	108	114	113	114	118	120	111	104	103	99	99
Islande	124	116	118	122	115	116	115	106	106	86	85	82	88	91
Israël	89	90	89	87	79	80	77	75	77	75	78	78	80	79
Italie	104	103	106	101	99	95	93	93	94	95	95	92	90	88
Japon	101 e	99 e	98	98	98	98	97	95	96	93	90	93	91	92 e
Luxembourg	189	187	186	181	174	200	198	185	205	193	144	158	163	157
Mexique	41 e	42 e	41 e	41 e	42	42	43	45	45	47	46	47	50 e	50 e
Norvège	126	145	147	142	144	151	164	172	169	183	168	171	175	184
Nouvelle-Zélande	82	80	83	83	84	82	79	78	79	78	86	83	83	84 e
Pays-Bas	117	121	121	122	118	119	117	122	124	123	121	118	120	118
Pologne	43	43	43	44	44	45	46	46	49	53	57	59	61	61
Portugal	70	69	69	70	69	67	68	67	67	68	70	69	65	64
République slovaque	41	41	44	46	44	46	49	52	58	64	65	64	64	64
République tchèque	58	57	59	60	62	63	64	65	67	69	68	65	65	64
Royaume-Uni	108	110	114	117	118	118	118	116	114	115	112	105	103	100
Slovénie	70	69	70	73	74	76	76	77	79	82	78	76	76	74
Suède	113	114	111	113	116	116	112	115	121	123	117	120	121	121
Suisse	135	136	129	128	130	128	129	133	128	123	139	147	139	145
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	100	99	101	101	100	99	98	99	100	101	102	100	100	99
OCDE-Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Afrique du Sud	27	27	27	27	28	28	29	29	29	30	30	30	31	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	25 e	29 e	31 e	32	36	38	42	50	54	64	62	64	67	..
Inde	..	..	..	..	..	7	8	8	9	9	10	..	..	..
Indonésie	..	10	11	11	11	11	11	11	12	12	13	14	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093367>

Graphique 4.1. Revenu national net par tête, OCDE = 100

PPA courantes, 2012

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092417>

5. Mesures réelles des revenus

- En 2012, le revenu national net réel a diminué dans 14 pays de l'OCDE sur 33. Le recul a été le plus significatif en Grèce (6,7 %). À l'opposé, les taux de croissance du Chili (5 %) et de la Norvège (4,9 %) ont été les plus élevés.
- De 2002 à 2012, la plupart des pays de l'OCDE ont eu un taux de croissance annuel moyen positif. Dans trois d'entre eux, il a dépassé 4 % : Australie (4,2 %) Pologne (4,3 %) et Chili (6,8 %). Dans quatre pays, en revanche, le taux moyen annuel de variation du revenu réel a été négatif : Grèce (-1,4 %), Italie (-0,7 %), Portugal (-0,5 %) et Islande (-0,3 %).

Les mesures des revenus tels que le revenu national ou le revenu disponible sont généralement, en théorie, préférées au PIB lorsqu'il s'agit d'analyser le bien-être, en termes nominaux comme en termes réels. Il existe toutefois certaines spécificités liées au calcul et aux interprétations connexes du revenu réel, par opposition au PIB réel, qui méritent d'être mentionnées.

Définition

Alors que le PIB peut être mesuré de manière relativement simple en volume, parce que l'on dispose, au moins en principe, de données relatives aux prix et aux quantités pour tous les flux qui le composent (grâce à l'approche par les dépenses ou par la production), ce n'est pas le cas des composantes supplémentaires du revenu qui traduisent la différence entre le revenu national et le PIB, qu'il est impossible de décomposer en termes de prix et de quantités. Ces flux peuvent être mesurés en valeurs « réelles » grâce à l'utilisation d'un indice des prix approprié qui mesure leur réel pouvoir d'achat en liaison avec un panier choisi de biens et de services. Cependant, le passage du PIB réel au revenu national brut ne tient pas simplement au choix d'un indice des prix approprié permettant de corriger les composantes supplémentaires du revenu. Un autre ajustement prenant en compte l'évolution des termes de l'échange est nécessaire ; ceci ne vaut que pour les mesures exprimées en valeurs réelles.

Le revenu intérieur brut exprimé en prix courants est, contrairement au revenu national brut, exactement égal au PIB. Si les prix des exportations d'un pays augmentent plus rapidement (ou diminuent plus lentement) que les prix de ses importations, il faudra moins d'exportations pour payer un volume donné d'importations. Ainsi, une amélioration des termes de l'échange permet à des résidents d'acheter un volume plus important de biens et de services à l'aide des revenus générés par un niveau donné de production intérieure. Une telle amélioration (ou au contraire une dégradation, par exemple si les prix des importations augmentent plus rapidement que ceux des exportations), qui est incluse dans la rubrique gains et pertes d'échange résultant de modifications des termes de l'échange, reflète la différence entre le revenu intérieur brut et

le PIB réel. Il s'ensuit qu'elle forme aussi une partie de la différence entre le PIB réel et le revenu national réel (revenu national brut et revenu national net) et le revenu disponible (et disponible ajusté).

Ces gains ou pertes d'échange sont égaux à la balance commerciale courante ajustée à l'aide d'un indice des prix unique, moins les exportations réelles, plus les importations réelles (les estimations des exportations réelles et des importations réelles étant conformes à celles utilisées pour le calcul du PIB réel). De cette façon, le revenu intérieur brut est égal à la consommation finale (ménages, ISBLSM et consommation finale des administrations publiques) plus la formation brute réelle de capital plus la balance commerciale « réelle ».

Comparabilité

La comparabilité des mesures en prix courants du revenu est décrite dans les parties précédentes. Le choix d'un indice des prix unique pour ajuster la balance commerciale courante varie d'un pays à l'autre. Le SCN recommande que le choix de l'indice des prix soit laissé aux autorités statistiques qui se décideront en fonction des circonstances nationales. Trois approches sont couramment utilisées. La première consiste à utiliser soit l'indice global des prix des importations, soit l'indice global des prix des exportations. La deuxième consiste à utiliser une moyenne pondérée des indices globaux des prix des importations et des exportations. Enfin, la troisième méthode, retenue par de nombreux pays pour des raisons de simplicité, consiste à utiliser un indice général des prix (généralement, il s'agit du déflateur implicite des dépenses intérieures finales brutes). L'avantage de cette troisième méthode est que les composantes du revenu qui reflètent la différence entre le revenu national brut (autres mesures du revenu) et le PIB peuvent également être ajustées utilement grâce à ce même indice général des prix (et le sont d'ailleurs généralement).

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.

Pour en savoir plus

Eurostat (2001), *Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux*, Eurostat, Luxembourg.


Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

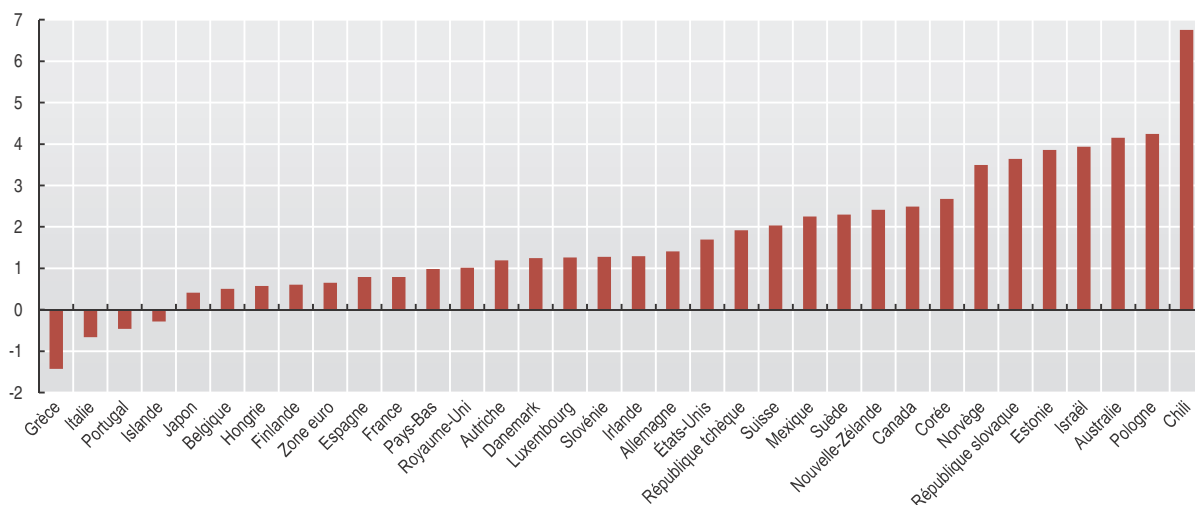

Tableau 5.1. **Indice du revenu national réel net**

Année 2005 = 100

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	93	94	96	96	97	100	100	105	108	107	104	107	110	111
Australie	79	80	84	87	92	95	100	105	110	115	115	123	130	130
Autriche	89	92	92	95	96	98	100	104	107	108	103	106	107	107
Belgique	93	95	95	97	97	99	100	102	105	104	100	104	104	102
Canada	78	85	85	87	91	96	100	104	107	110	101	106	109 e	111 e
Chili	70 e	74 e	76 e	78 e	81 e	91 e	100	111 e	119 e	119 e	120 e	134 e	143 e	150 e
Corée	77	83	86	93	95	98	100	104	109	108	109	116	117	121
Danemark	86	88	89	90	91	95	100	104	104	104	96	101	102	102
Espagne	81	85	88	91	94	97	100	104	106	106	103	102	100	99
Estonie	61	66	70	76	83	90	100	110	120	115	98	97	108	112
États-Unis	85	89	90	91	94	97	100	103	103	101	99	103	105	108
Finlande	86	90	93	95	94	99	100	104	108	107	98	102	103	100
France	91	93	95	95	96	98	100	102	105	104	101	102 e	104 e	103 e
Grèce	81 e	83 e	87 e	91 e	95 e	99 e	100	104	107	106	102	94	84	78
Hongrie	75	78	82	88	93	97	100	102	101	102	96	96	96	93
Irlande	73	81	83	86	91	94	100	106	111	107	97	99	97	97
Islande	80	83	84	88	87	92	100	101	108	82	73	75	83	85
Israël	83	88	90	89	89	93	100	107	113	114	117	123	128	131
Italie	94	95	97	98	98	100	100	102	103	99	95	95	95	91
Japon	94 e	95 e	95	95	97	99	100	101	103	99	93	98	97	99 e
Luxembourg	78	80	81	80	80	95	100	96	111	104	75	87	92	91
Mexique	83 e	90 e	90 e	92 e	92	96	100	106	110	111	101	108	112	115 e
Norvège	71	82	84	82	84	90	100	107	107	113	101	105	110	116
Nouvelle-Zélande	78	80	85	89	95	98	100	100	106	102	106	108	111	113 e
Pays-Bas	90	95	96	96	96	100	100	106	109	106	100	103	107	106
Pologne	83	86	87	88	90	95	100	106	113	121	123	127	132	133
Portugal	95	96	97	99	99	100	100	100	102	100	98	101	98	95
République slovaque	78	80	83	87	86	92	100	108	120	127	119	121	124	124
République tchèque	80	81	84	87	90	94	100	105	109	114	106	106	108	105
Royaume-Uni	80	83	86	89	94	97	100	101	105	106	98	99	101	99
Slovénie	81	82	86	90	94	97	100	106	113	115	107	106	106	102
Suède	85	88	89	90	94	97	100	105	110	110	102	109	112	113
Suisse	88	91	88	88	93	95	100	103	98	91	101	109	104	108
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	90	93	94	95	96	99	100	103	106	105	100	102	103	102
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	75	79	81	86	88	94	100	106	110	113	113	120	128	129
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	56 e	71 e	72 e	74	79	90	100	111	124	131	109	121	133	..
Inde	..	..	..	..	..	91	100	110	122	127	139	..	..	..
Indonésie	..	83	88	87	86	93	100	105	109	118	121	131	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093386>Graphique 5.1. **Revenu national net en valeurs réelles**

Taux de croissance annuel moyen 2002-12

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092436>

6. Taux d'épargne nette

- En 2012, le taux d'épargne a été négatif dans cinq pays : Grèce, Islande, Portugal, États-Unis et Italie. À l'opposé, il a été supérieur à 10 % dans cinq pays : Norvège, Corée, Suède, Estonie et Pays-Bas.
- En comparant 2011 et 2001, on constate que le taux d'épargne net a fléchi dans 17 pays. Les variations les plus fortes, supérieures à 10 points de pourcentage, ont eu lieu en Grèce, en Islande et en Finlande.

L'épargne a pour objectif d'accroître les ressources futures pouvant être consacrées à la consommation et de protéger contre toute évolution non prévue des revenus. L'épargne dans sa définition la plus simple est très proche de la notion d'épargne couramment utilisée par l'homme de la rue. Elle reflète le montant de revenu disponible qui reste après les dépenses de consommation finale et qui est investi, que ce soit en actifs financiers tels que des dépôts bancaires ou actions par exemple ou en actifs non financiers tels que des biens immobiliers. Elle revêt une importance capitale dans bien des domaines, que ce soit pour l'analyse de la viabilité des modes de consommation ou bien la marge de manœuvre des pouvoirs publics pour stimuler la demande ou relever les impôts. L'épargne publique constitue également un indicateur important dans un contexte budgétaire. Par exemple, la « règle d'or » selon laquelle l'épargne publique devrait être égale à zéro sur la durée d'un cycle économique est souvent retenue comme objectif budgétaire.

Définition

L'épargne représente la différence entre le revenu disponible et les dépenses de consommation finale plus la variation des droits des ménages sur les fonds de pension (voir aussi la section 16). On peut aussi la calculer en utilisant le revenu disponible ajusté et la consommation finale effective à la place du revenu disponible et de la consommation finale. L'épargne reflète ainsi le revenu résiduel utilisé pour acquérir des actifs financiers ou non financiers. L'épargne nette est égale à l'épargne nette de l'amortissement.

Comme par définition les entreprises n'ont pas de consommation finale, leur épargne est exactement égale à leur revenu disponible.

Il est important de relever ici que le revenu disponible n'inclut pas de plus-value, ni a fortiori de moins-value et de ce fait, l'épargne n'en comprend pas non plus. Certains ont soutenu que le revenu disponible comme l'épargne devraient inclure des plus-values, mais il peut arriver que les prix des actifs augmentent pour des raisons indépendantes du potentiel productif de l'économie, une réduction de la prime de risque par exemple. De plus, les plus-values doivent à l'évidence être réalisées avant qu'elles puissent être consacrées à soutenir la consommation, et le fait même de les réaliser risque en fait d'en réduire le montant. Enfin, les ménages ne réagissent pas

de la même façon aux plus-values et aux revenus, en partie parce que les prix des actifs sont volatils et en partie parce qu'une fraction importante du patrimoine des ménages n'est pas liquide (par exemple les fonds de pension).

Il est intéressant de noter dans ce contexte le traitement des taxes sur les plus-values, qui sont incluses dans le revenu disponible. En poussant le raisonnement à l'extrême, cela signifie pour les ménages que pendant les périodes de fermeté des prix des actifs, l'épargne va diminuer, toutes choses étant égales par ailleurs, à cause des taxes devant être acquittées sur les plus-values réalisées.

Comparabilité

Étant donné que le revenu disponible et les dépenses de consommation finale sont des agrégats importants, de petites variations de l'un ou des autres peuvent faire varier fortement l'épargne brute. Bien qu'en soi, cela n'empêche pas les comparaisons internationales, cela signifie tout de même qu'une certaine prudence est de mise lorsqu'il s'agit d'interpréter les premières estimations des statistiques de l'épargne, qui sont susceptibles d'être révisées.

Comme indiqué dans la section 16, tous les pays ne prennent pas en compte les variations des droits des ménages sur les fonds de pension, ce qui a un impact sur les estimations de l'épargne au niveau sectoriel.

Une certaine prudence s'impose également en ce qui concerne la possibilité d'interprétation économique au niveau sectoriel. Par exemple, comme dans de nombreux pays les taxes sur les plus-values sont inférieures à l'impôt marginal sur le revenu, une entreprise peut, au lieu de verser un dividende, choisir de racheter ses fonds propres avec une surcote, permettant ainsi à ses actionnaires de réaliser une plus-value. Il s'ensuit que les estimations de l'épargne des ménages sont inférieures à ce qu'elles auraient été si des dividendes avaient été versés, dans la mesure où les dividendes sont comptabilisés dans le revenu disponible.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.


Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

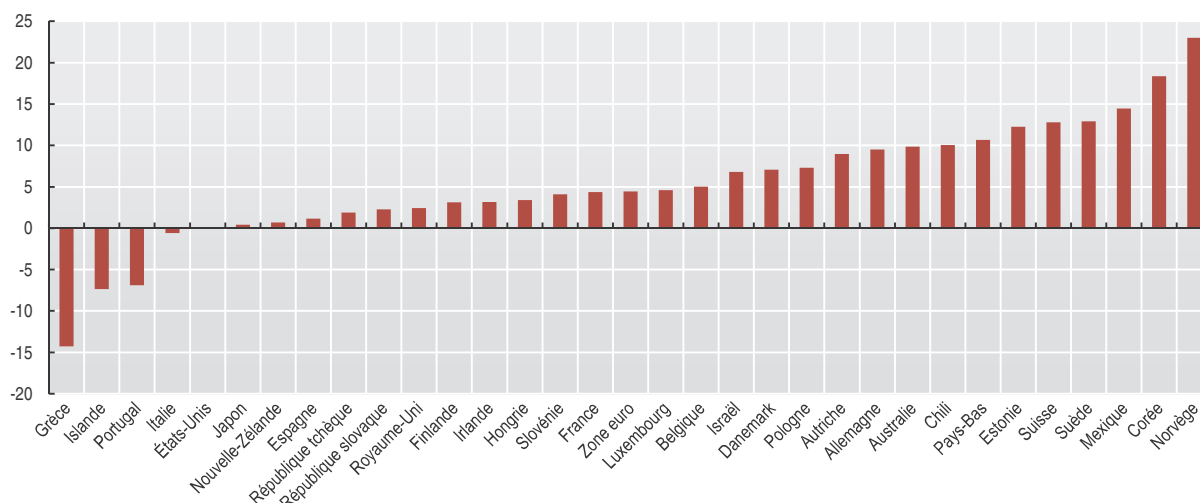
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


Tableau 6.1. **Taux d'épargne nette**
Pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	6.0	5.8	5.4	5.3	4.9	7.6	7.6	10.1	12.3	10.6	6.7	8.5	9.5	9.2
Australie	5.5	4.7	5.7	5.1	5.8	5.1	6.0	5.8	6.6	8.6	6.4	8.5	9.9	8.5
Autriche	8.3	8.6	7.9	9.6	8.9	9.6	9.2	10.4	12.2	12.3	7.6	8.7	9.0	8.4
Belgique	11.2	11.6	10.2	10.0	9.5	9.9	9.5	9.8	10.8	8.5	3.2	6.1	5.0	2.8
Canada	7.5	10.8	8.9	7.7	8.0	10.0	11.0	11.7	10.9	10.4	3.1	4.3	..	..
Chili	8.4 e	8.4 e	8.6 e	8.8 e	8.6 e	10.9 e	11.6 e	13.9 e	13.2 e	10.3 e	10.2 e	11.9 e	10.0 e	9.1 e
Corée	19.8	19.1	17.5	17.5	18.8	21.1	18.8	17.5	17.5	17.5	17.0	19.2	18.4	18.1
Danemark	5.7	6.8	7.4	6.6	6.6	7.0	9.3	9.9	8.7	8.2	2.4	5.8	7.1	6.8
Espagne	9.3	9.6	9.2	9.8	10.0	8.7	8.0	7.6	6.6	4.7	3.5	2.5	1.2	2.1
Estonie	8.7	11.4	10.8	9.8	9.7	9.4	11.3	10.8	10.9	8.4	7.0	7.7	12.3	11.9
États-Unis	6.1	5.8	4.3	3.0	2.3	2.6	2.7	3.7	1.7	-0.6	-2.1	-0.8	0.1	0.8
Finlande	10.9	13.0	13.4	12.4	9.2	11.0	9.7	10.4	11.7	9.5	3.6	4.0	3.1	1.2
France	9.7	9.3	8.8	7.4	6.7	7.1	6.8	7.3	7.7	6.6	3.2	3.6 e	4.3 e	3.5 e
Grèce	-0.1 e	-0.1 e	0.1 e	-0.9 e	-0.1 e	-0.1 e	-1.7	-1.3	-3.1	-6.8	-9.9	-11.3	-14.3	-13.5
Hongrie	-0.2	1.0	2.4	2.0	0.0	1.7	1.8	1.8	0.2	1.8	1.4	3.1	3.4	1.8
Irlande	13.2	13.6	11.3	10.4	13.0	13.2	13.3	14.0	11.3	6.1	1.8	3.6	3.2	4.5
Islande	3.1	1.4	4.8	7.7	3.0	2.1	0.5	-1.0	0.1	-14.8	-14.7	-11.9	-7.4	-6.1
Israël	7.4	6.8	5.9	3.7	4.2	5.3	8.2	10.3	8.9	6.8	6.8	6.7	6.8	6.5
Italie	6.7	6.0	6.4	6.0	5.0	5.5	4.5	4.7	5.2	2.6	-0.2	-0.6	-0.6	-0.4
Japon	7.3 e	7.3 e	5.3	4.3	4.8	5.6	5.7	5.9	6.8	4.2	-0.1	1.7	0.4	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.8	3.8	4.6	3.0
Mexique	14.8 e	15.5 e	11.5 e	12.3 e	12.8	15.2	14.7	16.9	16.8	16.3	12.3	13.4	14.5	..
Norvège	13.5	21.9	21.2	17.3	16.4	19.7	25.4	27.2	25.5	27.7	19.3	20.9	23.0	25.3
Nouvelle-Zélande	1.7	3.5	5.7	5.3	5.6	4.8	2.3	0.9	2.1	-1.1	1.7	1.4	0.7	..
Pays-Bas	12.5	13.7	12.0	10.8	10.4	12.6	11.8	14.5	14.5	10.9	6.2	7.5	10.7	10.3
Pologne	6.6	6.1	4.8	2.9	3.3	1.7	4.1	4.3	6.3	6.8	6.2	6.0	7.3	6.8
Portugal	4.4	1.9	1.0	0.8	0.1	-1.1	-3.8	-4.6	-4.1	-6.7	-8.3	-7.8	-6.9	-4.2
République slovaque	2.8	2.7	1.8	0.9	-2.3	-0.1	1.0	1.5	5.2	4.4	-1.8	0.1	2.3	2.0
République tchèque	5.0	5.3	5.0	3.4	2.2	4.0	6.0	7.1	7.1	8.3	1.7	0.8	1.9	1.3
Royaume-Uni	4.4	3.8	4.2	4.1	4.5	4.2	4.5	3.8	5.2	5.8	1.4	1.3	2.4	-0.5
Slovénie	7.4	7.1	7.8	8.6	9.1	9.6	10.1	11.7	12.8	10.9	5.2	4.0	4.1	3.9
Suède	10.1	10.6	10.0	9.3	11.3	11.3	12.4	14.3	16.6	16.0	9.3	12.3	12.9	12.0
Suisse	13.2	15.3	12.2	9.5	13.4	13.7	17.4	18.7	13.7	6.8	12.1	17.5	12.8	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	8.0	7.8	7.4	7.0	6.5	7.5	7.0	8.0	8.7	6.8	3.3	4.0	4.5	4.4
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	2.3	2.5	2.3	3.8	2.9	2.9	2.5	2.1	1.7	2.2	1.7	3.4	3.8	0.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	17.8 e	27.4 e	23.9 e	21.0	21.0	23.9	24.6	25.6	26.4	25.3	15.4	21.2	24.9	..
Inde	..	..	..	..	..	22.5	23.6	24.9	27.1	22.1	23.7	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093405>

Graphique 6.1. **Taux d'épargne nette**
Pourcentage du PIB, 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092455>

7. Capacité/besoin de financement

- En 2011, le solde du secteur des administrations a été négatif (emprunteur net) dans 24 pays sur 32. L'Irlande et les États-Unis ont été emprunteurs nets à hauteur de 10 % du PIB. En revanche, la Norvège a été prêteur net (solde positif) à hauteur de 13,6 % du PIB.
- Le secteur des ménages et des ISBLSM a été prêteur net dans 24 pays sur 28 en 2011.

On parle de capacité de financement si le montant est positif, et de besoin de financement si le montant est négatif. Ce poste reflète le montant des actifs financiers disponibles pour être prêtés, ou nécessaires pour emprunter, afin de financer toutes les dépenses (consommation, formation brute de capital et transferts en capital) au-delà du revenu disponible. Pour comprendre son importance en tant que notion économique, il suffit de savoir que la capacité/ le besoin de financement est l'un des deux critères (avec un ajustement additionnel pour refléter les flux nets de paiements des intérêts résultant des accords de swap et les accords sur les taux à terme) de déficit excessif figurant dans le Traité de Maastricht et utilisé par la Commission européenne pour apprécier la qualité et la viabilité des finances publiques.

Définition

La capacité ou le besoin de financement peut être mesuré de la même façon en tant que solde comptable soit dans le compte de capital, soit dans le compte des opérations financières. On peut donc le calculer comme l'épargne moins les acquisitions plus les cessions d'actifs non financiers plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer. Il est également possible de le mesurer comme la différence entre l'acquisition nette d'actifs financiers et l'accroissement net des passifs. Les actifs (et passifs) financiers comprennent : l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux, le numéraire et les dépôts, les valeurs mobilières, les actions et autres participations, les réserves techniques d'assurance (y compris les droits des ménages sur les fonds de pensions, voir les sections 6, 7 et 8) et les autres comptes à recevoir ou à payer (par exemple les crédits commerciaux et les avances au titre de travaux en cours ou à entreprendre).

Bien que ce poste puisse être calculé selon l'une ou l'autre méthode, il est important de noter que dans la pratique, parvenir à cette équivalence est l'une des tâches les plus ardues de l'établissement des comptes nationaux.

Un autre élément mérite d'être souligné dans ce contexte : il s'agit des actifs ou passifs éventuels. Il existe de nombreux types d'accords financiers contractuels qui ne donnent pas lieu

à une obligation inconditionnelle de procéder à des paiements ou de fournir d'autres valeurs. Ces « actifs ou passifs éventuels » ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs financiers dans le SCN. Si un événement se produit (or, par définition, un actif ou passif éventuel peut très bien ne pas se concrétiser) et que la survenue de cet événement entraîne par exemple des opérations sur actifs financiers, celles-ci sont comptabilisées selon la méthode habituelle. Une autorisation de découvert bancaire constitue un exemple simple d'actif ou passif éventuel. L'existence de l'autorisation de découvert ne crée pas forcément un actif (pour la banque) ou un passif (pour le titulaire du compte). En revanche, tout emprunt effectué ensuite en vertu de cette autorisation aura pour effet de créer un tel actif ou passif financier.

Comparabilité

D'une manière générale, la comparabilité des statistiques portant sur la capacité ou le besoin de financement est bonne, en particulier pour les pays de l'UE. Cela dit, la difficulté que les pays ont à rapprocher les deux méthodes de mesure donne une indication sur la prudence requise. C'est peut-être au niveau sectoriel que la comparabilité, ou plutôt la prudence nécessaire lors de l'interprétation des données entre pays, pose le plus de problèmes. Là encore, il ne s'agit pas au fond d'une question de différences d'ordre conceptuel, mais de différences réelles entre les catégories d'établissements inclus dans les secteurs institutionnels : par exemple, dans certains pays, les hôpitaux ne sont pas inclus dans les administrations publiques – voir aussi la section 14.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non financiers simplifiés », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00010-fr>.

Pour en savoir plus

Eurostat (2002), *Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique*, Communautés européennes, Luxembourg.


Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 7.1. Capacité/besoin de financement par secteur institutionnel

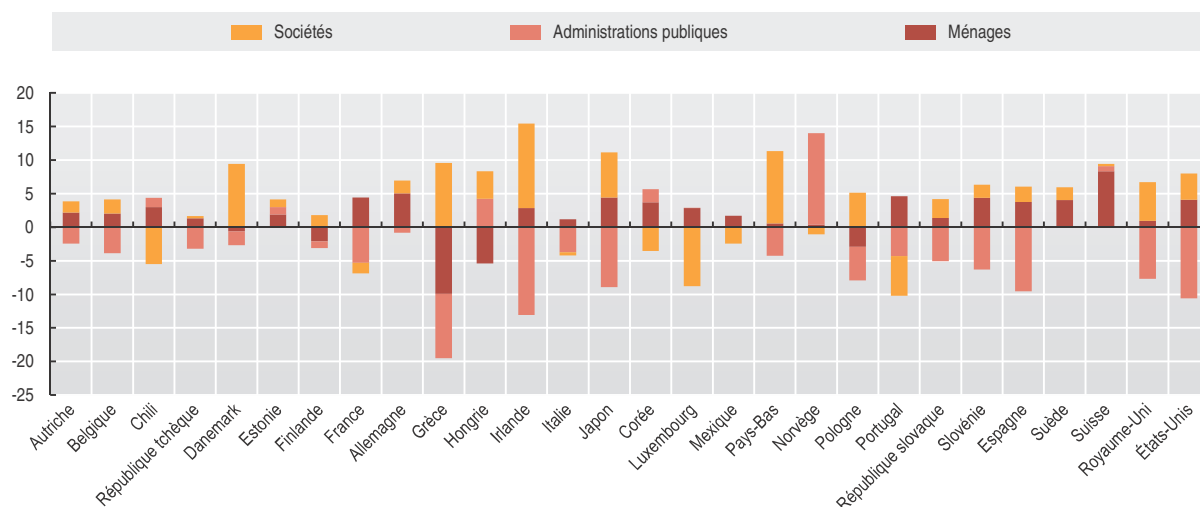
Pourcentage du PIB

	Total			Sociétés			Administrations publiques			Ménages		
	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011
Allemagne	-0.2	6.5	6.1	-1.7	2.2	1.9	-3.1	-1.7	-0.8	4.6	5.9	5.0
Australie	-2.6	-5.5	..	0.3	-4.8	..	-0.6	1.3	-4.2	-2.3	-2.2	..
Autriche	-1.0	3.0	1.4	-3.9	-0.4	1.7	-0.2	-1.7	-2.4	3.0	5.1	2.1
Belgique	4.1	3.4	0.3	-2.1	0.6	2.1	0.4	0.3	-3.9	5.9	2.5	2.0
Canada	3.5	1.8	..	2.8	2.9	..	0.7	1.6	..	0.0	-2.7	..
Chili	..	..	-1.2	..	..	-5.5	..	..	1.3	..	..	3.0
Corée	1.7	0.8	2.1	-2.8	-8.3	-3.5	4.3	3.9	2.0	0.2	5.2	3.7
Danemark	3.1	3.0	6.8	2.4	1.7	9.4	1.2	5.0	-2.0	-0.4	-3.8	-0.6
Espagne	-3.5	-8.4	-3.5	-3.6	-8.1	2.3	-0.6	2.4	-9.6	0.6	-2.6	3.7
Estonie	-4.8	-13.6	4.4	-4.1	-4.9	1.1	-0.1	2.5	1.1	-0.7	-11.2	1.9
États-Unis	-2.5	-4.2	-2.6	-1.6	0.5	3.9	-1.4	-3.0	-10.6	0.5	-1.7	4.1
Finlande	8.5	4.7	-1.3	5.1	4.6	1.8	5.1	4.1	-1.0	-1.7	-3.9	-2.1
France	1.3	-0.8	-2.5	-1.1	-1.6	-1.6	-1.7	-2.4	-5.3	4.1	3.1	4.4
Grèce	..	-11.5	-9.8	..	3.9	9.6	-4.5	-6.0	-9.6	..	-9.4	-9.9
Hongrie	-5.2	-6.9	2.9	-3.2	-0.6	4.1	-4.1	-9.5	4.2	2.2	3.1	-5.4
Irlande	..	-3.6	1.1	..	3.9	12.6	1.0	2.9	-13.1	..	-10.1	2.9
Islande	..	..	..	..	..	..	-0.7	6.3	-5.6	..	..	..
Israël	-1.0	5.4	4.2	..	..	..	-6.4	-2.7	-4.4	..	..	..
Italie	0.4	-1.4	-3.0	-0.5	-1.4	-0.5	-3.2	-3.4	-3.7	4.1	3.5	1.2
Japon	1.2	3.6	2.2	3.7	4.0	6.7	..	-1.3	-8.9	3.5	0.9	4.4
Luxembourg	..	1.9	-5.9	..	-0.5	-8.8	6.1	1.4	0.1	..	1.0	2.8
Mexique	..	-0.5	-0.7	..	-2.9	-2.3	..	0.2	-0.1	..	2.2	1.7
Norvège	16.1	16.4	12.7	3.5	1.0	-1.1	13.3	18.3	13.6	-0.7	-3.0	0.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	5.0	8.7	7.0	3.7	9.5	10.8	-0.3	0.5	-4.3	1.6	-1.3	0.5
Pologne	-2.4	-3.1	-2.8	-3.4	-1.2	5.1	-5.3	-3.6	-5.0	6.3	1.8	-2.9
Portugal	-9.0	-9.5	-5.6	-6.5	-6.4	-5.9	-4.8	-4.6	-4.3	2.3	1.5	4.6
République slovaque	-7.2	-7.9	-0.9	-0.8	-2.6	2.8	-6.5	-3.2	-5.1	0.1	-2.1	1.4
République tchèque	-4.3	-2.1	-1.6	-0.6	-1.1	0.3	-5.6	-2.4	-3.2	1.8	1.4	1.3
Royaume-Uni	-2.2	-2.8	-1.2	-2.2	3.9	5.8	0.4	-2.8	-7.7	-0.4	-3.8	1.0
Slovénie	-0.3	-2.8	0.0	-2.0	-7.0	1.9	-4.0	-1.4	-6.3	5.6	5.6	4.4
Suède	4.9	7.3	6.1	0.0	4.0	1.9	1.6	2.2	0.0	2.9	0.6	4.0
Suisse	8.2	13.1	9.2	2.2	8.1	0.4	-0.4	0.5	0.7	7.2	6.2	8.3
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	0.8	-0.8	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	-2.0	-1.4	-4.1	3.0	2.0	2.8
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	0.3	-5.3	-3.4	1.7	-2.2	1.6	-2.0	-1.4	-5.6	0.6	-1.7	0.6
Chine	1.9	5.7	2.1	-4.4	-9.1	-15.4	-6.7	0.9	1.8	13.0	14.0	15.7
Fédération de Russie	..	9.6	4.1	..	-1.9	-5.4	..	8.3	4.2	..	3.1	5.3
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093424>

Graphique 7.1. Capacité/besoin de financement par secteur institutionnel

Pourcentage du PIB, 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092474>



+ 0101 10101 1010101 11010001 10101 1010101 1101

+01011010101110101101101101101

+ 0101 10101 1010101 1101 0101 10101 10101 1101

+010110101101010111010101

+

+

+ +010110101101010111010101

+

+

+

+ 0101 10101 10101 11010101 11010101

+ 0101 10101 11010101 11010101 1010101 1101

01110 0110101011101010110101101011101

+0101101011010101110101010101010101

+

+0101001001010101010101010101010101

+

+010110101101011010101101

+

+ 010110101101010111010101

+

010110101101010111010101101011010101

0101101011010101110101011010110



DÉPENSES

8. Consommation des ménages
9. Consommation finale des administrations publiques
10. Investissement
11. Exportations et importations de biens et services

8. Consommation des ménages

- En 2012, les plus grandes différences entre la consommation individuelle effective et la consommation finale des ménages ont été constatées au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas, en Finlande, en Islande et en France (plus de 16 points de pourcentage). En revanche, les différences les plus réduites (moins de 6 points) ont été observées en Turquie, au Mexique et aux États-Unis.
- En 2012, le Chili, l'Estonie, le Mexique, la Norvège et Israël ont eu les taux de croissance les plus élevés de la consommation finale des ménages. La Grèce, le Portugal, la Slovénie, l'Italie et l'Espagne ont eu les plus faibles.

Les dépenses de consommation finale des ménages sont généralement la composante la plus importante des utilisations finales du PIB, représentant traditionnellement aux alentours de 60 % de celui-ci. Il s'agit donc d'une variable essentielle pour l'analyse économique de la demande. Une notion supplémentaire,

Définition

Les dépenses de consommation finale des ménages recouvrent tous les achats effectués (dans leur pays ou à l'étranger) par les ménages résidents pour faire face à leurs besoins quotidiens : alimentation, habillement, services de logements (loyers), énergie, transport, biens durables (en particulier voitures), dépenses de santé, de loisirs et au titre de services divers.

Elles incluent également un certain nombre de dépenses imputées, par exemple les produits agricoles produits pour consommation propre, mais l'imputation la plus importante concerne généralement les loyers des propriétaires occupants. L'autre grande composante de ces dépenses concerne les revenus en nature (il peut arriver que des salariés perçoivent des biens ou des services à titre gratuit ou à des prix non significatifs dans le cadre de leurs salaires).

Par convention, à part les logements, tous les biens et services acquis par des ménages pour satisfaire leurs besoins quotidiens sont comptabilisés en tant que consommation finale. Les achats de logements sont comptabilisés en tant que formation brute de capital fixe. Les paiements partiels au titre de biens et de services « fournis » par les administrations publiques sont inclus dans la consommation finale des ménages. Il s'agit par exemple des cas dans lesquels les ménages doivent payer une partie des services publics ainsi rendus, par exemple les médicaments sur ordonnance ou les services médicaux qui ne sont que partiellement remboursés par l'État. La fraction remboursée est incluse dans les dépenses des administrations publiques et aussi, par voie de conséquence, dans la consommation individuelle effective des ménages.

La consommation individuelle effective des ménages est égale aux dépenses de consommation des ménages auxquelles s'ajoutent les dépenses (individuelles) des administrations publiques et des ISBLSM qui bénéficient directement aux ménages, par exemple les dépenses de santé ou d'éducation. Voir aussi la section 14 consacrée au « revenu disponible ».

celle de consommation finale effective (des ménages), existe également dans le SCN. Cette notion permet d'affecter aux ménages (qui en sont les consommateurs ultimes) les dépenses de consommation individuelle des administrations publiques et des ISBLSM (celles dont bénéficient directement les ménages) et elle constitue ainsi une base importante pour les comparaisons entre pays, en particulier les comparaisons du bien-être.

Comparabilité

La comparabilité des deux notions (consommation finale des ménages et consommation individuelle effective des ménages) est bonne. Cependant, les comparaisons entre pays de la consommation individuelle effective constituent une base plus satisfaisante pour mesurer le bien-être relatif des ménages d'un pays à l'autre. Ceci s'explique par le fait qu'il existe des différences importantes entre les pays en ce qui concerne la proportion des dépenses consacrées aux soins de santé et à l'éducation acquittée directement par les ménages et la proportion payée pour leur compte par l'administration, qui est financée par exemple par les impôts et qui ne fait pas partie de la consommation finale des ménages.

Le graphique 8.2 présente la consommation individuelle effective par habitant en utilisant des PPA spécifiquement liées à cette consommation individuelle effective et qui sont en conséquence différentes des PPA utilisées pour le PIB global.

Le tableau 8.3 et le graphique 8.3 présentent la contribution de la consommation finale des ménages (l'investissement, la consommation finale des administrations publiques, les variations de stocks, et le solde net des exportations) à la croissance du PIB global. Il faut noter que pour les pays qui ajustent leurs estimations courantes de prix du PIB en utilisant ce qu'on appelle les indices de prix superlatifs, comme les États-Unis par exemple, la somme des contributions des composantes individuelles n'est pas nécessairement équivalente au taux de croissance du PIB global.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus


Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

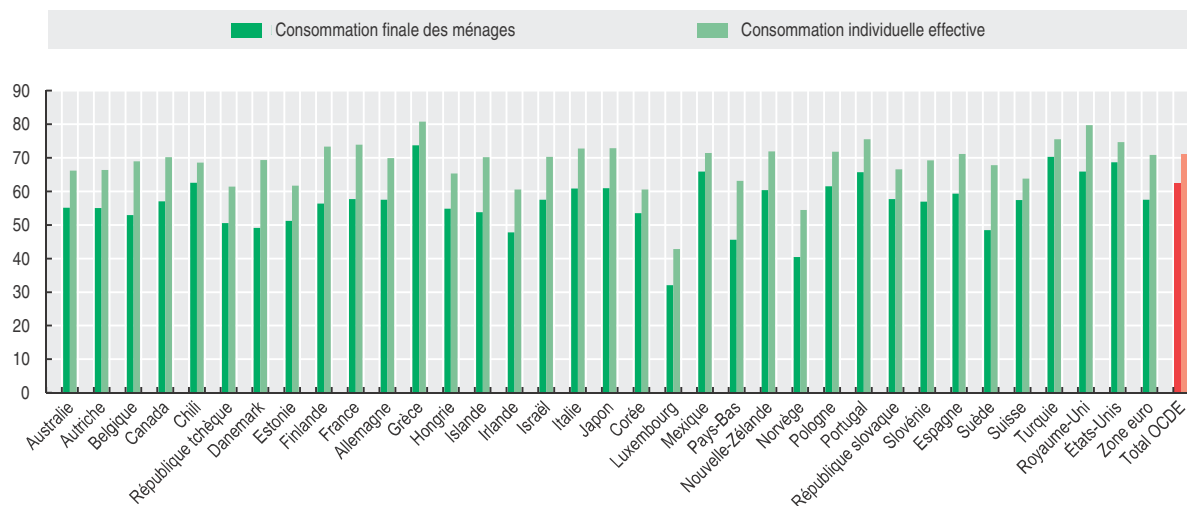
Tableau 8.1. **Consommation finale des ménages et consommation individuelle effective**

Pourcentage du PIB

	Consommation finale des ménages							Consommation individuelle effective						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	57.9	55.9	56.2	58.7	57.5	57.4	57.5	69.5	67.2	67.8	71.4	70.1	69.7	69.8
Australie	56.5	56.3	54.3	55.4	54.0	53.8	55.1	67.0	66.8	65.2	66.5	64.9	64.8	66.1
Autriche	54.2	52.9	52.8	54.7	55.0	54.8	55.1	64.8	63.5	63.7	66.2	66.4	65.9	66.3
Belgique	51.3	50.9	52.0	52.8	53.0	52.7	52.9	65.3	64.9	66.6	68.4	68.4	68.3	68.9
Canada	55.3	55.7	55.5	58.7	57.9	57.1 e	57.0 e	67.0	67.5	67.6	72.2	71.2	70.2 e	70.1 e
Chili	55.0	55.8	60.8	59.5	59.0	61.2	62.5	60.5 e	61.0 e	66.5	65.9	65.2	67.2	68.5
Corée	54.5	54.4	54.7	54.1	52.6	53.1	53.5	60.7	60.7	61.2	61.0	59.3	59.9	60.5
Danemark	48.2	48.4	47.9	49.4	48.6	48.7	49.1	66.3	66.6	66.7	70.6	69.3	69.0	69.3
Espagne	57.4	57.4	57.2	56.6	57.9	58.6	59.3	67.9	68.1	68.6	69.3	70.4	70.9	71.1
Estonie	55.4	54.1	54.8	54.0	52.4	50.5	51.2	64.3	63.1	65.4	66.2	63.9	61.3	61.7
États-Unis	67.1	67.3	68.0	68.3	68.2	69.0	68.6	73.1 e	73.4 e	74.3 e	74.8 e	74.6 e	75.1 e	74.6 e
Finlande	51.7	50.4	51.5	54.6	55.4	55.7	56.4	66.4	64.6	66.3	71.3	72.0	72.2	73.3
France	56.7	56.5	56.9	58.1	58.1	57.7	57.7	71.9	71.5	72.0	74.2	74.2	73.7	73.8
Grèce	69.7	69.6	72.3	72.4	73.4	74.6	73.7	76.5	76.7	79.6	80.0	80.9	81.7	80.8
Hongrie	53.8	55.0	54.2	54.5	53.1	53.3	54.8	66.3	66.6	65.9	66.6	64.4	64.1	65.3
Irlande	45.6	46.9	50.0	48.9	49.3	48.1	47.8	56.2	58.0	62.1	62.7	62.8	61.0	60.5
Islande	58.2	57.4	53.4	51.0	51.5	51.9	53.7	74.6	73.8	70.1	68.6	68.6	68.6	70.2
Israël	56.0	57.8	58.3	57.4	58.6	58.6	57.5	68.6	70.3	71.0	70.0	71.3	71.3	70.3
Italie	59.0	58.6	59.2	60.3	60.8	61.2	60.9	70.9	70.2	71.0	72.8	73.2	73.2	72.7
Japon	57.9	57.3	58.3	60.1	59.3	60.5	60.9 e	67.9	67.4	68.7	71.4	70.6	72.4	72.8 e
Luxembourg	33.5	32.0	32.9	34.5	32.5	31.8	32.1	42.9	41.1	42.4	45.4	42.9	42.0	42.8
Mexique	64.9	64.8	64.8	66.0	65.7	64.6	65.8 e	70.1	70.0	70.1	71.9	71.5	70.4	71.4 e
Norvège	40.9	41.3	39.2	43.1	42.8	41.1	40.4	53.5	54.0	51.7	57.7	57.2	55.2	54.5
Nouvelle-Zélande	59.9	58.3	59.1	59.5	59.0	59.8	60.3 e	70.9	69.3	71.3	71.9	71.2	71.5	71.9 e
Pays-Bas	47.2	46.2	45.5	46.0	45.7	45.4	45.6	62.0	61.1	60.7	63.0	62.8	62.4	63.1
Pologne	62.5	60.5	61.6	61.1	61.3	61.1	61.5	72.7	70.5	72.0	71.7	72.1	71.5	71.8
Portugal	65.1	65.3	66.8	65.1	65.9	66.0	65.7	76.8	76.4	78.0	77.2	77.8	76.9	75.5
République slovaque	57.2	56.1	57.2	61.0	58.4	57.6	57.7	64.9	64.1	65.6	70.5	67.7	66.3	66.5
République tchèque	48.6	47.7	48.9	50.6	50.6	50.6	50.6	58.9	57.6	58.8	61.5	61.4	61.4	61.4
Royaume-Uni	63.9	63.6	63.5	64.4	64.5	64.6	65.9	76.7	76.4	76.8	79.0	78.8	78.4	79.7
Slovénie	52.8	52.5	52.6	55.6	57.1	57.5	56.9	63.9	62.8	63.3	67.6	69.5	69.8	69.2
Suède	47.2	46.7	47.0	49.3	48.5	48.0	48.4	66.1	65.4	65.9	69.5	67.7	67.2	67.8
Suisse	58.2	56.8	56.5	58.5	57.9	57.3	57.4	64.5	62.9	62.1	64.8	64.1	63.5	63.7 e
Turquie	70.5	71.3	69.8	71.5	71.7	71.2	70.2	74.9 e	75.9 e	74.4 e	76.7 e	76.8 e	76.1 e	75.5 e
Zone euro	56.7	55.9	56.3	57.6	57.5	57.5	57.5	69.1 e	68.2 e	69.0 e	71.3 e	71.1 e	70.8 e	70.8 e
OCDE-Total	61.3	61.1	61.4	62.4	62.1	62.4 e	62.6 e	70.3 e	70.1 e	70.4 e	71.2 e	71.3 e	71.2 e	71.0 e
Afrique du Sud	63.2	62.7	61.7	60.7	59.6	59.8	60.4	71.1	70.2	68.9	69.3	68.5	68.7	69.0
Chine	38.2	36.2	35.6	36.3	35.1	35.7	36.7	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	48.8	48.8	48.9	54.6	51.5	49.1	49.2	56.8	56.9	57.4	64.5	60.4	57.7	58.0
Inde	57.7	57.0	58.4	57.7	..	..	..	60.6	59.9	61.5	61.5	..	..	..
Indonésie	62.7	63.5	60.6	58.7	56.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093443>Graphique 8.1. **Consommation finale des ménages et consommation individuelle effective**

Pourcentage du PIB, 2012

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092493>

8. Consommation des ménages

Tableau 8.2. Consommation finale des ménages, volume

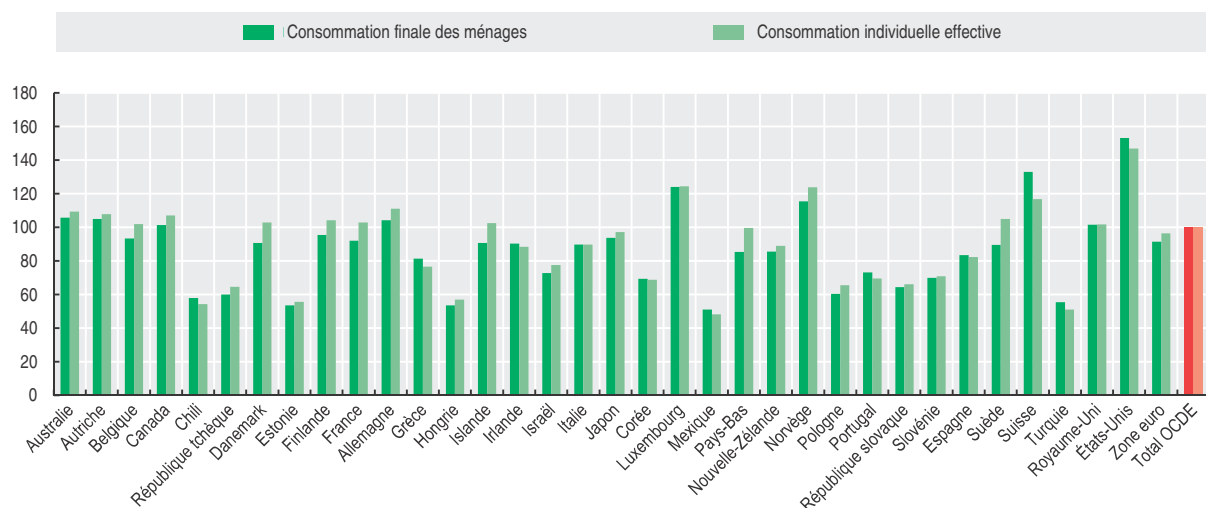
Taux de croissance annuel en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	2.4	2.0	1.3	-0.6	0.3	0.4	0.2	1.5	-0.2	0.8	0.2	1.0	2.3	0.8
Australie	4.1	3.3	3.1	4.3	5.1	4.5	3.2	4.8	4.7	0.1	2.3	3.7	2.5	2.1
Autriche	2.0	2.7	1.4	1.0	1.3	2.1	2.2	1.8	0.9	0.7	0.9	2.0	0.8	0.5
Belgique	2.0	2.6	1.5	0.6	0.8	1.7	1.1	1.7	1.7	2.0	0.6	2.8	0.2	-0.3
Canada	3.8	4.0	2.3	3.6	3.0	3.3	3.7	4.2	4.6	3.0	0.4	3.3	2.3 e	1.9 e
Chili	-0.5	4.0	2.7	2.8	4.5	8.4	8.5	7.8	7.6	5.2	-0.8	10.8	8.9	6.1
Corée	11.9	9.2	5.7	8.9	-0.4	0.3	4.6	4.7	5.1	1.3	0.0	4.4	2.4	1.7
Danemark	-0.4	0.2	0.1	1.5	1.0	4.7	3.8	3.6	3.0	-0.3	-3.6	1.3	-0.7	-0.1
Espagne	5.3	5.0	3.5	2.8	2.9	4.2	4.1	4.0	3.5	-0.6	-3.7	0.2	-1.2	-2.8
Estonie	0.9	7.8	7.0	9.5	9.2	8.1	9.5	13.5	8.8	-5.2	-14.8	-2.6	3.8	4.9
États-Unis	5.5	5.1	2.5	2.5	3.1	3.8	3.5	3.0	2.2	-0.4	-1.6	2.0	2.5	2.2
Finlande	2.8	2.2	3.0	2.5	4.8	3.4	3.1	4.3	3.5	1.9	-2.9	3.3	2.6	0.2
France	3.4	3.4	2.4	2.0	1.7	1.7	2.5	2.2	2.4	0.2	0.3	1.6	0.6	-0.3
Grèce	2.5 e	2.0 e	5.0 e	4.7 e	3.3 e	3.8 e	4.5 e	4.4	3.6	4.3	-1.6	-6.2	-7.7	-9.1
Hongrie	6.8	3.1	4.6	8.2	8.4	1.7	2.3	1.7	1.1	-0.7	-6.6	-3.0	0.4	-1.6
Irlande	9.4	10.5	4.5	3.9	2.8	3.7	7.1	6.7	6.7	-0.2	-5.4	0.4	-1.4	-0.3
Islande	7.9	4.2	-2.8	-1.5	6.2	7.0	12.7	3.6	5.7	-7.8	-15.0	0.1	2.6	2.4
Israël	3.9	8.2	3.4	1.6	-0.3	5.5	3.3	5.1	8.4	1.6	1.9	5.3	3.8	2.7
Italie	2.6	2.4	0.7	0.2	0.9	0.8	1.2	1.4	1.1	-0.8	-1.6	1.5	-0.3	-4.1
Japon	1.2	0.4	1.6	1.2	0.5	1.2	1.5	1.1	0.9	-0.9	-0.7	2.8	0.5	2.3 e
Luxembourg	3.6	5.0	3.4	5.8	-5.3	2.2	2.3	3.2	3.3	-0.8	-1.4	2.6	1.3	2.2
Mexique	4.3 e	8.2 e	2.5 e	1.6 e	2.2 e	5.6	4.8	5.7	4.0	1.7	-7.2	4.9	4.4	4.6 e
Norvège	3.7	4.2	2.1	3.1	3.2	5.4	4.4	5.0	5.4	1.8	0.0	3.8	2.6	3.0
Nouvelle-Zélande	3.5	1.6	3.1	4.9	6.5	4.7	4.7	2.8	3.5	-1.6	0.6	2.0	2.5	2.4 e
Pays-Bas	5.3	3.7	1.8	0.9	-0.2	1.0	1.0	-0.3	1.8	1.3	-2.1	0.3	-1.1	-1.6
Pologne	5.7	3.1	2.2	3.4	2.1	4.7	2.1	5.0	4.9	5.7	2.0	3.1	2.6	1.2
Portugal	5.5	3.8	1.3	1.3	-0.2	2.7	1.7	1.8	2.5	1.3	-2.3	2.5	-3.3	-5.4
République slovaque	0.4	2.2	5.5	5.7	1.7	4.6	6.5	5.9	6.8	6.1	0.2	-0.7	-0.5	-0.2
République tchèque	2.2	0.9	3.1	3.1	5.3	3.2	3.1	4.4	4.2	2.8	0.2	0.9	0.5	-2.1
Royaume-Uni	5.1	5.3	3.7	3.8	3.6	3.1	2.7	1.8	2.7	-1.0	-3.6	1.0	-0.4	1.5
Slovénie	6.6	0.8	2.5	2.6	3.4	3.0	2.1	2.8	6.3	2.3	-0.1	1.5	0.8	-4.8
Suède	4.0	5.3	0.7	2.6	2.3	2.8	2.8	2.7	3.7	0.0	-0.3	4.0	1.7	1.6
Suisse	2.4	2.4	2.0	0.1	1.0	1.6	1.7	1.6	2.2	1.2	1.8	1.7	1.1	2.4
Turquie	0.1	5.9	-6.6	4.7	10.2	11.0	7.9	4.6	5.5	-0.3	-2.3	6.7	7.7	-0.6
Zone euro	3.2	2.9	1.9	0.9	1.2	1.5	1.8	2.1	1.7	0.4	-1.0	1.0	0.3	-1.4
OCDE-Total	4.2 e	4.1 e	2.2 e	2.3 e	2.4 e	3.1 e	3.0	2.9	2.5	0.2	-1.4	2.2	1.8 e	1.2 e
Afrique du Sud	1.7	4.1	3.5	3.2	2.8	6.2	6.1	8.3	5.5	2.2	-1.6	4.4	4.8	3.5
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	-2.9 e	7.1 e	9.3 e	8.3 e	7.5	11.9	11.7	12.0	14.2	10.4	-5.1	5.5	6.3	6.7
Inde	..	..	..	..	..	..	8.5	8.3	9.3	7.7	7.3	..	..	..
Indonésie	4.6 e	1.6 e	3.5	3.8	3.9	5.0	4.0	3.2	5.0	5.3	4.9	4.6	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933093462>

Graphique 8.2. Consommation finale des ménages et consommation individuelle effective par tête, OCDE=100

PPA courantes, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933092512>

Tableau 8.3. Contribution à la croissance du PIB par composante de la demande finale

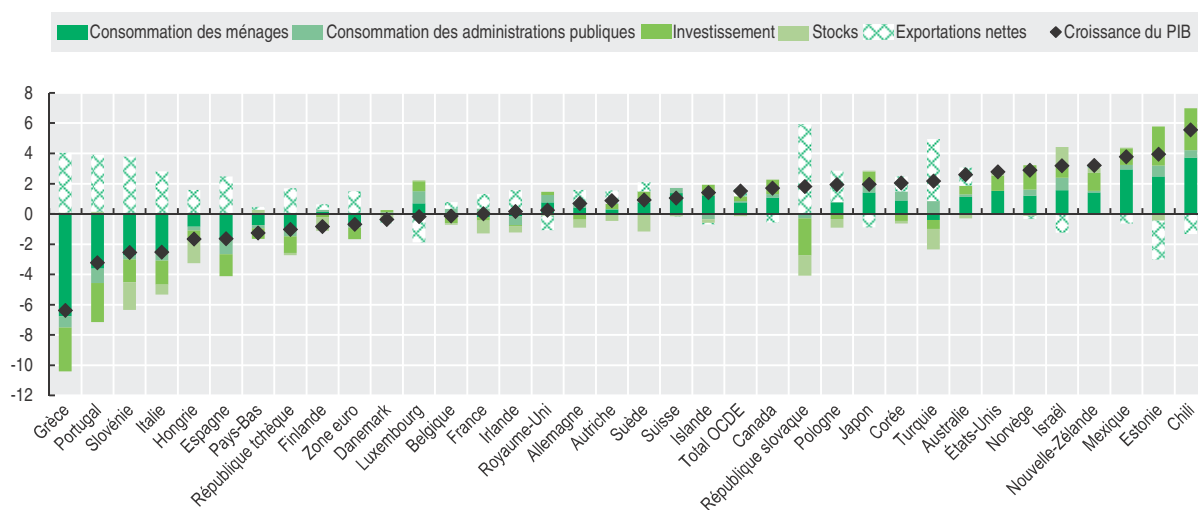
Pourcentage

	Consommation des ménages			Consommation des administrations publiques			Formation brute de capital fixe			Variations de stocks			Exportations nettes des biens et services		
	2002	2007	2012	2002	2007	2012	2002	2007	2012	2002	2007	2012	2002	2007	2012
Allemagne	-0.3	-0.1	0.4	0.2	0.3	0.2	-1.2	0.9	-0.4	-0.5	0.8	-0.5	1.9	1.5	1.0
Australie	2.5	2.7	1.1	0.5	0.5	0.2	3.1	2.6	0.6	-0.3 e	0.1 e	-0.3 e	-2.7	-2.4	1.2
Autriche	0.6	0.5	0.3	0.1	0.4	0.0	-0.9	0.8	0.3	-0.2	0.4	-0.5	2.1	1.4	0.9
Belgique	0.3	0.9	-0.1	0.7	0.4	0.3	-0.9	1.3	-0.5	-0.1	0.3	-0.1	1.5	0.0	0.4
Canada	2.0	2.5	1.1 e	0.5	0.5	0.2 e	0.3	0.8	1.0 e	0.2 e	0.0 e	0.0 e	-0.1	-1.5	-0.5 e
Chili	1.8	4.2	3.7	0.3	0.7	0.5	0.5	2.1	2.8	..	..	..	0.0	-1.1	-1.3
Corée	5.0	2.8	0.9	0.6	0.8	0.6	2.0	1.2	-0.5	0.2 e	-0.1 e	-0.2 e	-0.5	0.5	1.0
Danemark	0.7	1.5	-0.1	0.5	0.3	0.1	0.0	0.1	0.1	0.3	0.3	-0.3	-1.1	-0.7	-0.2
Espagne	1.6	2.0	-1.6	0.8	1.0	-1.0	0.9	1.4	-1.5	0.0	-0.1	0.0	-0.6	-0.8	2.5
Estonie	5.3	4.9	2.5	0.6	1.1	0.7	6.4	3.4	2.6	2.2	0.8	-0.4	-8.0	-2.6	-2.6
États-Unis	1.7	1.5	1.5	0.6	0.2	0.0	-0.4	-0.3	1.0	0.6	-0.2	0.2	-0.6	0.6	0.1
Finlande	1.2	1.8	0.1	0.6	0.2	0.1	-0.8	2.1	-0.2	0.2	0.3	-0.9	0.4	0.9	0.4
France	1.1	1.4	-0.2	0.4	0.4	0.4	-0.4	1.3	-0.2	-0.2	0.2	-0.8	0.0	-0.9	1.0
Grèce	..	2.5	-6.8	..	1.2	-0.7	..	5.2	-2.9	..	-2.0	0.1	..	-3.4	4.0
Hongrie	4.5	0.6	-0.8	1.2	-1.7	-0.3	1.8	0.8	-0.7	-0.8	-1.2	-1.5	-2.1	1.6	1.6
Irlande	1.8	3.0	-0.1	1.0	1.2	-0.6	0.6	0.7	-0.1	0.2	-0.4	-0.4	3.0	1.1	1.6
Islande	-0.8	3.3	1.2	1.2	1.0	-0.4	-3.0	-4.2	0.7	0.7 e	-0.6 e	-0.2 e	2.5	6.5	-0.1
Israël	0.9	4.7	1.6	1.4	0.9	0.8	-1.2	2.1	0.7	-0.9 e	-0.7 e	1.3 e	-0.2	-1.0	-1.2
Italie	0.1	0.7	-2.5	0.5	0.2	-0.5	0.7	0.4	-1.6	0.0	0.2	-0.7	-0.9	0.2	2.8
Japon	0.7	0.5	1.4 e	0.5	0.2	0.5 e	-1.2	0.1	0.9 e	-0.1 e	0.2 e	0.0 e	0.8	1.1	-0.9 e
Luxembourg	2.4	1.1	0.7	0.7	0.4	0.8	1.2	3.5	0.6	-0.8	-0.5	0.1	2.0	2.4	-1.9
Mexique	1.1 e	2.6	2.9 e	0.0 e	0.3	0.3 e	-0.1 e	1.5	1.1 e	-0.1 e	-0.5 e	0.1 e	0.0 e	-0.5	-0.6 e
Norvège	1.4	2.2	1.2	0.6	0.5	0.4	-0.2	2.3	1.6	0.1	-0.1	-0.1	-0.4	-2.2	-0.2
Nouvelle-Zélande	2.9	2.1	1.4 e	0.1	0.9	0.1 e	1.6	1.6	1.2 e	-0.1	0.7	0.3 e	0.5	-2.2	0.2 e
Pays-Bas	0.5	0.8	-0.7	0.7	0.9	-0.2	-1.0	1.1	-0.7	-0.6	0.1	0.3	0.5	1.0	0.2
Pologne	2.2	3.1	0.8	0.2	0.7	0.0	-1.3	3.4	-0.3	-0.2	1.7	-0.6	0.5	-2.1	2.1
Portugal	0.8	1.6	-3.6	0.4	0.1	-1.0	-0.9	0.6	-2.6	-0.6	-0.1	0.1	1.0	0.1	3.8
République slovaque	3.3	3.9	-0.1	0.6	0.0	-0.2	0.1	2.4	-2.4	0.3	0.3	-1.4	0.3	3.9	5.9
République tchèque	1.6	2.1	-1.1	1.6	0.1	-0.4	1.1	3.4	-1.1	-0.7	0.9	-0.2	-1.5	-0.7	1.7
Royaume-Uni	2.5	1.7	0.8	0.8	0.2	0.5	0.3	1.3	0.2	-0.5	0.3	-0.1	-1.0	-0.1	-1.0
Slovénie	1.5	3.3	-2.7	0.6	0.1	-0.3	0.1	3.5	-1.5	0.6	2.0	-1.8	1.0	-2.0	3.8
Suède	1.3	1.7	0.8	0.6	0.2	0.1	-0.2	1.7	0.6	-0.2	0.7	-1.2	1.1	-1.0	0.6
Suisse	0.1	1.3	1.4	0.1	0.1	0.4	-0.2	1.2	-0.1	0.2	-0.5	-0.1	0.4	2.4	0.0
Turquie	3.2	3.9	-0.4	0.7	0.8	0.9	2.3	0.7	-0.6	2.0 e	0.6 e	-1.4 e	-3.0	-1.3	4.1
Zone euro	0.5	0.9	-0.8	0.5	0.4	-0.1	-0.3	1.1	-0.8	..	..	..	0.5	0.2	1.5
OCDE-Total	1.4 e	1.5	0.8 e	0.5 e	0.3	0.1 e	-0.2 e	0.6	0.3 e	0.1 e	0.1	-0.1 e	-0.2 e	0.2	0.5 e
Afrique du Sud	2.0	3.5	2.1	0.8	0.8	0.9	0.5	2.6	1.1	1.4	-0.2	-0.2	-1.1	-1.0	-1.8
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	4.1	6.9	3.3	0.4	0.5	0.0	0.6	3.8	1.3	..	1.2 e	1.2 e	0.3	-3.4	-1.7
Inde	..	5.3	..	..	1.0	..	..	5.1	..	..	1.1	..	..	-1.2	..
Indonésie	2.4	3.1	..	0.9	0.3	..	0.9	2.2	..	-2.0	-1.3	..	0.8	0.3	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093481>

Graphique 8.3. Contribution à la croissance du PIB par composante de la demande finale

Pourcentage, 2012

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092531>

9. Consommation finale des administrations publiques

- De 2005 à 2012, la part de la consommation des administrations dans le PIB s'est élevée dans 25 pays sur 29. La hausse la plus importante a eu lieu aux Pays-Bas, où cette part est passée de 13,4 % du PIB en 2005 à 17,5 % en 2012. En revanche, elle a baissé le plus fortement au Portugal et en Hongrie.

La consommation finale des administrations publiques se compose des dépenses engagées par les administrations pour la production de biens et services finaux non marchands (hors formation brute de capital fixe) et de produits et services marchands fournis à titre de transferts sociaux en nature. Il est possible que le montant total de la consommation finale des administrations publiques soit, du point de vue budgétaire, moins pertinent politiquement que les dépenses des administrations publiques (voir la section 23), mais son rôle en tant que

Définition

La consommation finale des administrations publiques peut être divisée en deux catégories distinctes.

La première catégorie regroupe les dépenses de consommation collective (défense, justice, etc.) qui bénéficient à la société dans son ensemble, ou à de larges pans de la société, et que l'on qualifie souvent de biens et services publics.

La seconde comprend les dépenses de consommation individuelle (soins de santé, logement, éducation, etc.) qui reflètent les dépenses engagées par les administrations pour le compte des ménages individuels (voir aussi la section 8). Cette catégorie de dépenses est égale aux transferts sociaux en nature des administrations aux ménages (voir la section 14) et à ce titre, elle inclut les dépenses engagées par les administrations publiques en produits et services marchands fournis aux ménages.

Comme les biens et les services produits par les administrations publiques n'ont en général pas de prix de marché, les produits correspondants sont estimés comme la somme des coûts nécessaires pour produire ces biens et services. Ces coûts sont composés principalement de la rémunération des salariés, la consommation intermédiaire et l'amortissement. La consommation finale des administrations publiques peut être alors estimée comme la différence entre d'une part la production des administrations publiques et d'autre part les paiements effectués pour les biens et les services produits par les administrations publiques et la production correspondante utilisée pour la formation de capital fixe.

composante du PIB total et, de ce fait, comme reflet du rôle direct des administrations en tant que « consommateur » de produits et de services finaux, est important.

La distinction entre consommation individuelle et collective est quelquefois difficile à établir. Par exemple, les dépenses effectuées par les ministères de l'Éducation ou de la Santé au niveau national sont incluses dans les services collectifs, reflétant leur rôle de générateur d'actions publiques, de normes et de réglementations. En revanche, les dépenses relatives à l'administration ou au fonctionnement d'un groupe d'hôpitaux par exemple sont comptabilisées comme individuelles. Pour aider à établir la distinction, le SCN contient des orientations fondées sur la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, voir la section 24). Selon ces orientations, toutes les dépenses de consommation finale des administrations publiques comptabilisées aux postes suivants : *santé, services de loisirs et sportifs, services culturels, éducation et protection sociale*, doivent être traitées comme des dépenses en services individuels à l'exception des dépenses consacrées aux administrations publiques, à la réglementation, à la recherche, etc.

Comparabilité

La comparabilité de la consommation finale des administrations publiques entre les pays est très bonne. Cela étant, l'interprétation des comparaisons entre les dépenses de consommation finale des administrations publiques est encore plus facile si celles-ci sont ventilées entre consommation individuelle et consommation collective (voir aussi la section 14).

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

9. Consommation finale des administrations publiques

Tableau 9.1. Consommation finale des administrations publiques

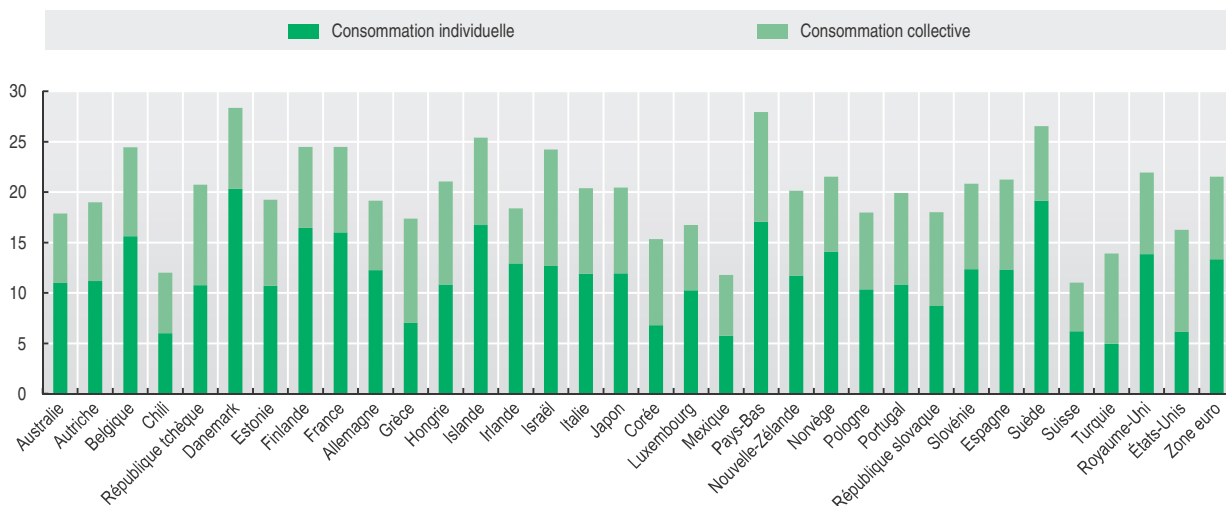

Pourcentage du PIB

	Consommation individuelle							Consommation collective						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	11.6	11.4	11.6	12.8	12.5	12.2	12.3	6.8	6.5	6.7	7.2	7.0	6.9	7.0
Australie	10.5	10.5	10.8	11.1	10.9	11.0	11.0	6.7	6.6	6.7	6.9	6.9	6.9	6.9
Autriche	10.6	10.6	10.9	11.5	11.4	11.2	11.3	7.7	7.4	7.8	8.3	8.1	7.8	7.8
Belgique	14.0	13.9	14.6	15.6	15.4	15.6	16.0	8.5	8.3	8.5	9.1	8.8	8.8	9.0
Canada	11.7	11.8	12.0	13.4	13.3	..	..	7.4	7.4	7.7	8.7	8.4	..	..
Chili	4.9 e	5.1 e	5.7	6.4	6.2	6.0	6.0	5.1 e	5.3 e	5.5	6.2	6.1	6.0	6.1
Corée	6.2	6.3	6.5	6.9	6.8	6.8	7.0	8.3	8.4	8.8	9.1	8.4	8.5	8.8
Danemark	18.1	18.2	18.8	21.2	20.7	20.3	20.3	7.8	7.7	7.7	8.6	8.2	8.0	8.2
Espagne	10.5	10.7	11.4	12.7	12.5	12.3	11.8	7.5	7.6	8.1	8.7	8.9	8.9	8.4
Estonie	8.9	9.0	10.6	12.2	11.5	10.7	10.5	7.3	7.5	8.7	9.6	9.3	8.5	8.7
États-Unis	6.0 e	6.1 e	6.3 e	6.6 e	6.4 e	6.1 e	6.0 e	9.0 e	9.2 e	9.8 e	10.4 e	10.5 e	10.1 e	9.7 e
Finlande	14.7	14.2	14.8	16.6	16.5	16.4	16.9	7.6	7.4	7.7	8.6	8.2	8.0	8.2
France	15.1	15.0	15.1	16.1	16.1	16.0	16.2	8.3	8.1	8.1	8.7	8.7	8.5	8.6
Grèce	6.8	7.2	7.2	7.7	7.5	7.1	7.1	10.3	10.7	10.9	12.8	10.8	10.3	10.7
Hongrie	12.5	11.6	11.7	12.1	11.3	10.8	10.5	10.5	10.1	10.1	10.5	10.7	10.2	9.9
Irlande	10.7	11.1	12.1	13.8	13.5	12.9	12.7	5.8	6.1	7.0	6.7	5.7	5.5	5.2
Islande	16.4	16.4	16.8	17.6	17.1	16.7	16.4	8.0	7.8	8.1	8.9	8.8	8.7	8.9
Israël	12.6	12.5	12.7	12.6	12.7	12.7	12.8	12.9	12.5	12.2	11.9	11.7	11.5	11.5
Italie	11.8	11.6	11.8	12.5	12.4	11.9	11.9	8.1	7.9	8.2	8.9	8.7	8.5	8.2
Japon	10.0	10.1	10.5	11.4	11.3	11.9	..	8.1	8.0	8.1	8.6	8.4	8.5	..
Luxembourg	9.4	9.1	9.5	10.9	10.5	10.3	10.7	6.0	5.7	6.0	6.8	6.4	6.5	6.7
Mexique	5.2	5.2	5.3	5.9	5.8	5.8	..	5.2	5.3	5.4	6.1	6.1	6.0	..
Norvège	12.6	12.7	12.5	14.5	14.4	14.1	14.0	6.3	6.6	6.5	7.7	7.6	7.4	7.3
Nouvelle-Zélande	11.0	11.1	12.2	12.4	12.2	11.7	..	7.6	7.6	8.0	7.8	7.8	8.4	..
Pays-Bas	14.8	15.0	15.2	17.0	17.1	17.1	17.5	10.3	10.2	10.5	11.7	11.4	10.9	11.0
Pologne	10.2	10.0	10.5	10.7	10.8	10.4	10.3	8.1	7.9	8.1	7.9	8.1	7.6	7.5
Portugal	11.7	11.1	11.1	12.1	11.8	10.8	9.9	8.8	8.8	9.0	10.0	9.8	9.1	8.4
République slovaque	7.6	8.0	8.4	9.4	9.3	8.7	8.8	11.1	9.1	9.1	10.5	10.0	9.3	8.8
République tchèque	10.3	9.9	9.9	10.9	10.8	10.8	10.8	10.4	9.9	9.9	10.6	10.5	9.9	9.7
Royaume-Uni	12.8	12.7	13.3	14.6	14.2	13.8	13.8	8.3	8.0	8.3	8.6	8.4	8.1	8.0
Slovénie	11.1	10.4	10.7	12.0	12.4	12.4	12.3	7.7	6.9	7.5	8.2	8.4	8.5	8.5
Suède	18.9	18.6	19.0	20.1	19.2	19.1	19.4	7.1	6.9	7.1	7.6	7.4	7.4	7.5
Suisse	6.3	6.1	5.7	6.3	6.2	6.2	..	4.8	4.7	4.7	4.9	4.8	4.8	..
Turquie	4.4 e	4.5 e	4.6 e	5.2 e	5.1 e	5.0 e	5.3 e	7.9 e	8.2 e	8.2 e	9.5 e	9.2 e	9.0 e	9.6 e
Zone euro	12.4 e	12.3 e	12.6 e	13.7 e	13.6 e	13.3 e	13.4 e	7.8 e	7.7 e	7.9 e	8.6 e	8.4 e	8.2 e	8.1 e
OCDE-Total	9.1 e	9.1 e	9.4 e	10.1 e	9.9 e	..	..	8.2 e	8.2 e	8.5 e	9.1 e	9.0 e	..	..
Afrique du Sud	7.9	7.5	7.2	8.6	9.0	8.9	8.6	11.8	11.3	11.5	12.5	12.9	12.8	13.8
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	8.0	8.2	8.5	9.9	8.9	8.6	8.8	9.4	9.1	9.4	10.9	9.8	9.4	9.9
Inde	2.9	2.9	3.2	3.8	..	..	..	7.4	7.4	7.9	8.2	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093500>

Graphique 9.1. Consommation finale des administrations publiques

Pourcentage du PIB, 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092550>

10. Investissement

- En 2012, la formation brute de capital fixe (FBCF) a progressé de 1,6 % dans l'OCDE, accusant un ralentissement comparativement à une hausse de 3,3 % en 2011. Le Chili (12,3 %) et l'Estonie (10,9 %) ont eu les taux de croissance les plus élevés, alors que la Grèce (-19,2 %) et le Portugal (-14,3 %) ont connu les plus fortes baisses.
- En 2012, la part de la FBCF dans le PIB a été la plus élevée en Australie (28,2 %), ce pays précédant la Corée (26,7 %), l'Estonie (25,2 %), le Chili (24,1 %) et la République tchèque (23,1 %).
- Aux États-Unis, la part des actifs intangibles dans la FBCF a doublé comparativement à la publication de l'année dernière ; En effet, lors de la révision générale des comptes effectuée en 2013, ce pays a intégré dans le capital la recherche-développement et les œuvres artistiques originales. L'investissement ou, pour être plus précis, la formation brute de capital fixe, est une variable essentielle de l'analyse économique. Elle permet entre autres l'analyse de la demande ou de la productivité.

La FBCF peut être ventilée en groupes d'actifs particuliers. Le tableau 10.2 présente six groupes : les logements (hors terrains) ; les autres bâtiments et ouvrages de génie civil (routes, ponts, terrains d'aviation, digues, etc.) ; les matériels de transport (navires, trains, avions, etc.) ; les autres machines et équipements (équipements de bureau et matériel informatique, etc.) ; les actifs cultivés (forêts exploitées, bétail élevé pour la production laitière, etc.) et les actifs intangibles fixes type propriété intellectuelle, (exploration minière, logiciels et bases de données, originaux littéraires et artistiques, etc.).

Définition

La formation brute de capital fixe (FBCF) est définie en comptabilité nationale comme les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes produits, c'est-à-dire les actifs destinés à être utilisés pour la production d'autres biens ou services pendant au moins un an.

Les acquisitions recouvrent aussi bien les achats d'actifs (neufs ou d'occasion) que la création d'actifs par des producteurs pour leur propre usage.

L'expression « actifs produits » signifie que seuls sont pris en compte les actifs produits à l'issue d'un processus de production comptabilisé dans les comptes nationaux. Les comptes nationaux recensent également les opérations sur des actifs non produits tels que les terrains ou les réserves pétrolières et minérales par exemple, qui sont portés au bilan séparément en tant qu'achats d'actifs non produits et non en tant que formation brute de capital fixe.

Les prix d'acquisition des biens en capital comprennent les frais de transport et d'installation ainsi que toutes les taxes spécifiques liées à l'acquisition.

Le graphique 10.2 présente un autre groupe important de produits des technologies de l'information et de la communication (TIC). Les TIC recouvrent trois grandes catégories : matériel et équipement de bureau (ordinateurs et matériels connexes), matériel de radio, télévision et communication (principalement le matériel de communication) et les logiciels. Il est important de noter que les TIC intégrées dans des actifs autres que des TIC ne sont pas incluses dans ce groupe.

La FBCF peut être également répartie entre secteurs institutionnels. Pour les administrations, cela recouvre généralement les investissements dans les infrastructures de transport et les bâtiments publics tels que les écoles ou les hôpitaux.

Pour les ménages, la FBCF est généralement équivalente aux logements, bien que des investissements dans d'autres produits réalisés par des entreprises non constituées en sociétés puissent aussi bien y figurer.

Comparabilité

Lors de la révision du *Système de comptabilité nationale* (SCN) en 1993, la portée de la FBCF a été élargie pour y inclure l'exploration de minéraux, les logiciels informatiques et les loisirs ainsi que les originaux artistiques et littéraires. La comparabilité de ces éléments s'est améliorée ces dernières années, mais dans certains pays, les différents éléments sont moins couverts que dans d'autres, en particulier en ce qui concerne la production de logiciels pour compte propre.


Lorsque l'on procède à des comparaisons de la FBCF par secteur institutionnel, il convient de prêter attention aux mécanismes couramment utilisés pour « acquérir » des actifs. Par exemple, il peut arriver qu'une unité préfère louer un actif, lequel, du coup, ne sera pas comptabilisé en tant que FBCF pour elle. Si toutefois l'accord conclu entre le locataire et le bailleur s'apparente à un contrat de location-financement, le SCN considère que le locataire a acquis l'actif. À plus grande échelle, nombreuses sont les administrations qui recourent avec une fréquence croissante à des initiatives de financement privé pour créer des infrastructures publiques. L'opération consistant à déterminer qui est le propriétaire de ces mécanismes au sens du SCN est loin d'être insignifiante et risque de poser des problèmes de comparabilité temporelle et internationale.

Le texte continue page 48.

Tableau 10.1. Formation brute de capital fixe, volume

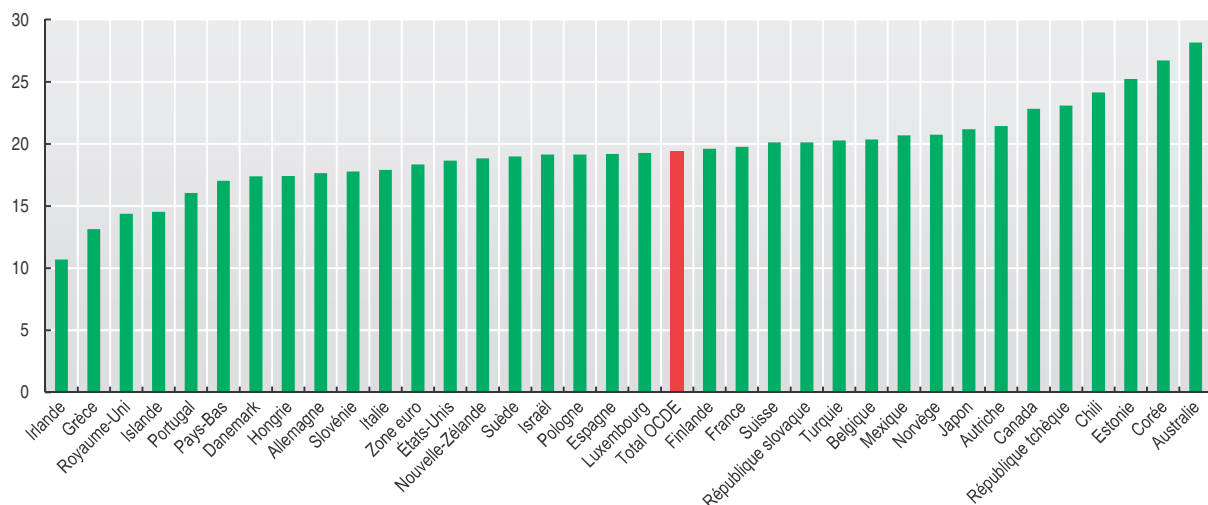

Taux de croissance annuel en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	4.5	2.6	-3.3	-6.1	-1.2	-0.2	0.8	8.2	4.7	1.3	-11.7	5.7	6.9	-2.1
Australie	8.0	-7.9	9.0	12.5	8.5	6.3	9.3	5.1	9.5	2.1	2.1	3.7	11.2	2.0
Autriche	1.2	5.2	-1.0	-4.0	4.8	0.6	0.6	0.5	3.6	0.7	-7.8	-1.4	8.5	1.6
Belgique	2.6	5.1	1.0	-4.5	0.1	7.8	6.4	2.6	6.3	2.0	-8.4	-1.1	4.1	-2.0
Canada	7.3	4.7	4.0	1.6	6.2	7.8	9.3	7.1	3.5	2.0	-13.0	10.0	4.2 e	4.3 e
Chili	-16.1	9.1	3.5	2.2	6.5	11.3	23.5	4.3	10.8	17.9	-12.1	12.2	14.7	12.3
Corée	8.7	12.3	0.3	7.1	4.4	2.1	1.9	3.4	4.2	-1.9	-1.0	5.8	-1.0	-1.7
Danemark	-0.1	7.6	-1.4	0.1	-0.2	3.9	4.7	14.3	0.4	-4.2	-15.9	-2.1	3.3	0.8
Espagne	10.4	6.6	4.8	3.4	5.9	5.1	7.1	7.1	4.5	-4.7	-18.0	-5.5	-5.4	-7.0
Estonie	-15.5	16.7	13.1	24.2	16.7	6.0	15.2	23.0	9.3	-13.3	-39.0	-7.3	37.6	10.9
États-Unis	8.3	6.3	-0.5	-1.8	3.9	5.8	5.6	2.2	-1.2	-4.8	-13.1	1.1	3.4	5.5
Finlande	3.3	6.4	2.9	-3.7	3.0	4.9	3.6	1.9	10.7	-0.6	-13.2	1.7	5.7	-1.0
France	8.5	6.8	2.2	-1.9	2.2	3.4	4.4	4.0	6.3	0.3	-10.6	1.4	2.9	-1.2
Grèce	11.0 e	8.0 e	4.8 e	9.5 e	11.8 e	0.4 e	-6.3 e	14.9	22.8	-14.3	-13.7	-15.0	-19.6	-19.2
Hongrie	7.4	6.0	1.9	7.4	1.5	7.2	4.5	-2.7	3.8	2.9	-11.1	-8.5	-5.9	-3.7
Irlande	13.4	6.2	0.2	2.5	6.5	9.7	14.8	4.8	2.5	-9.5	-27.0	-22.7	-9.1	-0.6
Islande	-4.1	11.8	-4.3	-14.0	11.1	28.7	34.4	24.4	-12.2	-20.4	-51.4	-9.4	14.3	5.0
Israël	0.0	2.3	-3.3	-6.7	-4.5	-0.1	3.2	11.7	12.6	4.6	-3.1	12.2	16.0	4.0
Italie	4.0	6.4	2.7	3.4	-1.3	2.0	1.3	3.4	1.8	-3.7	-11.7	0.6	-2.2	-8.3
Japon	-0.6	0.7	-2.1	-4.9	0.2	0.4	0.8	1.5	0.3	-4.1	-10.6	-0.2	1.1	4.4 e
Luxembourg	22.0	-4.7	8.8	5.2	6.2	2.7	2.5	4.1	18.4	2.0	-16.2	-0.7	12.1	3.5
Mexique	7.7 e	11.4 e	-5.6 e	-0.6 e	0.4 e	8.0	7.5	9.9	6.9	5.5	-11.8	0.3	8.1	5.5 e
Norvège	-5.4	-3.5	-1.1	-1.1	0.8	11.1	13.5	9.8	11.4	0.2	-7.5	-8.0	7.7	8.3
Nouvelle-Zélande	10.3	-0.1	6.9	8.0	13.1	8.5	6.5	-2.8	7.1	-8.0	-11.7	3.0	2.3	6.5 e
Pays-Bas	8.7	0.6	0.2	-4.5	-1.5	-1.6	3.7	7.5	5.5	4.5	-12.0	-7.4	6.1	-4.0
Pologne	6.6	2.7	-9.7	-6.3	-0.1	6.4	6.5	14.9	17.6	9.6	-1.2	-0.4	8.5	-1.7
Portugal	6.0	3.9	0.6	-3.2	-7.1	0.0	-0.5	-1.3	2.6	-0.3	-8.6	-3.1	-10.5	-14.3
République slovaque	-15.7	-9.6	12.9	0.2	-2.7	4.8	17.5	9.3	9.1	1.0	-19.7	6.5	14.2	-10.5
République tchèque	-2.1	6.5	4.5	3.8	0.6	3.0	6.0	5.8	13.2	4.1	-11.0	1.0	0.4	-4.5
Royaume-Uni	1.9	2.6	-1.9	2.7	2.3	6.2	3.7	5.6	7.5	-6.9	-16.7	2.8	-2.4	0.7
Slovénie	14.7	2.6	1.3	0.3	7.6	5.0	3.0	10.4	13.3	7.1	-23.8	-15.3	-5.5	-8.2
Suède	8.7	5.7	0.5	-1.3	1.6	5.7	8.1	9.2	8.9	1.4	-15.5	7.2	8.2	3.3
Suisse	2.3	4.7	-3.3	-1.0	-2.0	4.2	4.1	5.3	5.4	0.7	-8.0	4.8	4.5	-0.4
Turquie	-16.2	17.5	-30.0	14.7	14.2	28.4	17.4	13.3	3.1	-6.2	-19.0	30.5	18.0	-2.7
Zone euro	6.0	4.7	0.7	-1.5	1.1	2.2	3.2	5.6	5.2	-1.4	-12.8	-0.4	1.6	-4.0
OCDE-Total	5.1 e	5.0 e	-0.9 e	-0.7 e	2.7 e	4.6 e	4.8 e	4.3	2.7	-2.5	-11.8	1.8	3.3 e	1.6 e
Afrique du Sud	-7.6	3.9	2.8	3.5	10.2	12.9	11.0	12.1	14.0	13.0	-4.3	-2.0	4.5	5.7
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	8.1 e	16.6 e	10.9 e	3.1 e	13.9	12.0	10.2	17.9	21.1	9.7	-14.7	6.4	10.4	6.3
Inde	..	..	..	..	..	..	16.2	13.8	16.2	1.5	7.3	..	..	..
Indonésie	-18.2 e	16.7 e	6.5	4.7	0.6	14.7	10.9	2.6	9.3	11.9	3.3	8.5	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093519>

Graphique 10.1. Formation brute de capital fixe (FBCF), volume

Pourcentage du PIB, 2012

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092569>

10. Investissement

Dans le SCN 2008, la portée des actifs a été élargie et s'étend désormais à la recherche et développement ainsi qu'aux systèmes d'armement militaire (voir informations complémentaires en annexe B) mais les chiffres présentés ici ne tiennent pas compte de cet ajout (sauf pour l'Australie et les États-Unis qui ont adopté le *Système de comptabilité nationale* 2008).

Notes relatives au tableau 10.2 : les « logements » comprennent les « autres bâtiments et ouvrages de génie civil » pour le Chili, la Norvège, le Portugal et la Turquie. Les « logements » incluent aussi les actifs « cultivés » pour le Chili. Au Canada et aux États-Unis, les actifs cultivés ne sont pas capitalisés. « Les matériels de transports » sont inclus dans « autres machines et équipements » pour l'Australie, le Chili et la Turquie. « Les coûts de transfert de propriété » sont inclus dans le total mais pas répartis par branche d'activités pour l'Australie et l'Afrique du Sud. Le Royaume-Uni a amélioré son évaluation des œuvres artistiques originales, en la fondant sur l'approche de la somme des coûts. L'Australie inclut les systèmes d'armement dans « autres machines et équipements », les États-Unis les inclut dans les « Les matériels de transports » (missiles, tanks, etc) et dans « autres machines et équipements » (équipement électronique et autre).

Note tableau 10.3 : Les données des administrations publiques pour la Chine incluent les ISBLSM.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non financiers simplifiés », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00010-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et al. (2003), « Report of the OECD Task Force on Software Measurement in the National Accounts », Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/334811030426>.


OCDE (2009), *Handbook on Deriving Capital Measures of Intellectual Property Products*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264079205-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 10.2. Formation brute de capital fixe par type d'actif

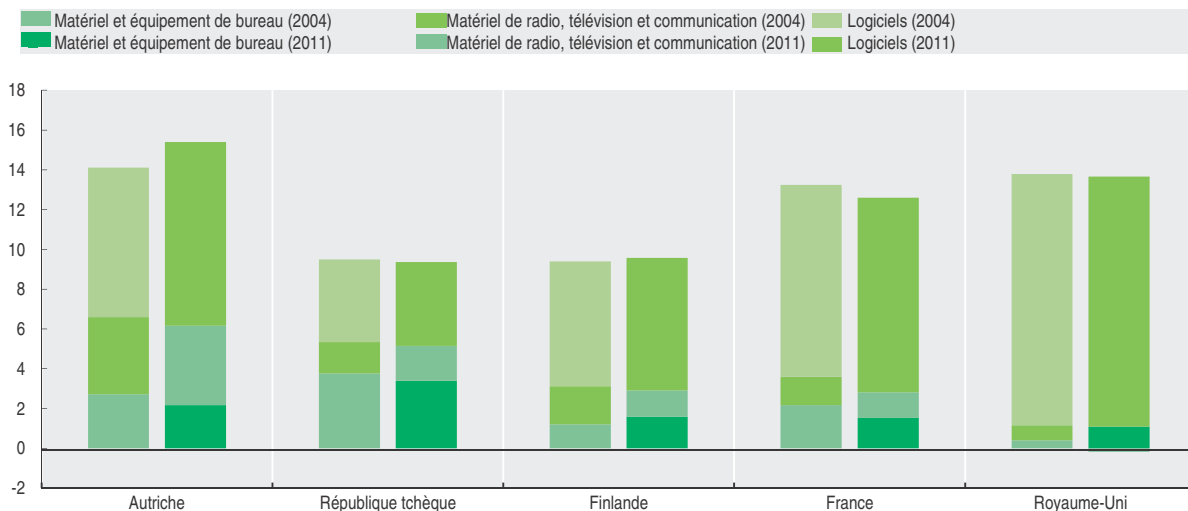
Pourcentage de la FBCF totale

	Logements		Autres bâtiments et ouvrages de génie civil		Matériels de transport		Autres machines et équipements		Actifs cultivés		Actifs fixes incorporels	
	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011
Allemagne	31.1	31.5	23.2	24.1	9.1	11.4	31.0	26.9	0.0	0.0	5.6	6.1
Australie	22.9	17.6	24.5	40.9	..	..	31.7	25.1	2.0	1.2	11.5	10.8
Autriche	21.1	21.4	32.6	30.6	10.3	11.4	28.2	26.8	0.2	0.2	7.5	9.6
Belgique	24.7	28.8	22.2	26.1	10.5	10.2	36.8	27.3	0.2	0.3	5.7	7.1
Canada	25.5	..	29.7	..	10.2	..	25.5	..	..	..	9.1	..
Chili	64.8	60.8	..	..	35.2	39.2	..	..	..	..	..	..
Corée	15.3	11.3	42.1	46.7	8.9	7.5	28.0	28.4	..	..	5.6	6.1
Danemark	21.9	26.3	27.7	24.6	12.5	8.7	29.4	26.2	0.0	0.0	8.6	14.3
Espagne	36.1	29.0	30.3	33.4	9.3	8.4	19.7	21.1	0.4	0.5	4.2	7.6
Estonie	7.8	13.4	42.5	37.1	15.4	12.3	32.4	34.0	0.6	0.6	1.3	2.7
États-Unis	21.6	13.7	22.1	23.5	7.8	7.8	26.1	27.1	..	..	22.4	27.8
Finlande	27.6	35.1	33.6	33.1	7.1	5.9	24.6	18.1	0.2	0.1	6.9	7.7
France	27.8	30.5	29.3	31.8	8.6	7.7	22.8	19.1	0.5	0.3	11.0	10.9
Grèce	40.2 e	31.2	25.0 e	21.4	11.6 e	19.2	17.3 e	21.2	0.2 e	0.3	3.2 e	6.7
Hongrie	18.5	9.9	31.7	42.2	8.1	8.0	34.8	33.9	1.9	1.1	4.9	4.8
Irlande	38.6	23.4	30.4	30.3	11.4	18.5	15.9	19.2	0.0	0.1	3.7	8.5
Islande	19.1	17.4	42.1	36.9	9.5	10.5	26.1	33.1	0.7	1.0	2.5	1.1
Israël	26.0	31.3	23.8	20.8	11.9	9.2	29.8	27.9	0.1	0.3	8.5	10.5
Italie	23.4	27.7	24.5	24.5	10.9	8.5	35.2	33.8	0.3	0.2	5.8	5.4
Japon	16.3	14.4	34.6	32.7	7.4	8.9	34.4	34.5	..	..	7.3	9.5
Luxembourg	12.2	18.8	39.7	38.0	17.6	19.9	21.9	17.1	0.0	0.0	8.7	6.2
Mexique	..	23.7	..	42.4	..	9.2	..	24.6	..	0.0	..	..
Norvège	19.4	22.4	43.7	46.6	10.1	8.4	24.4	17.8	..	..	2.3	4.8
Nouvelle-Zélande	22.2	21.7	25.3	33.8	13.4	9.3	31.0	26.8	..	..	8.0	8.3
Pays-Bas	28.7	26.5	27.8	29.7	8.9	8.3	25.4	24.5	0.4	0.3	8.7	10.6
Pologne	13.3	12.7	42.9	49.4	9.6	8.9	30.2	26.3	0.2	0.0	3.8	2.8
Portugal	28.9	17.5	33.4	43.9	10.1	6.3	22.9	23.4	0.9	1.0	3.9	7.8
République slovaque	12.2	10.1	34.6	35.1	15.1	10.5	31.0	38.3	3.7	2.0	3.4	4.0
République tchèque	11.7	16.0	33.9	34.1	13.0	11.8	35.7	32.6	0.8	0.4	5.0	5.2
Royaume-Uni	20.1	24.0	35.1	40.1	6.1	2.1	21.8	17.0	0.8	1.2	16.1	15.6
Slovénie	13.5	15.3	38.7	34.4	8.9	9.5	32.8	33.5	0.5	0.4	5.6	6.9
Suède	12.7	19.3	25.3	24.3	9.3	8.7	35.6	31.0	0.4	0.4	16.6	16.4
Suisse	17.5	23.8	23.6	21.6	8.4	9.5	41.5	34.5	0.2	0.2	8.9	10.5
Turquie	50.7	41.7	..	..	..	..	49.3	58.3	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	9.7	7.2	24.1	41.3	13.0	9.4	50.1	40.4	0.4	0.2	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093538>

Graphique 10.2. Investissement dans les technologies de l'information et de la communication (TIC)

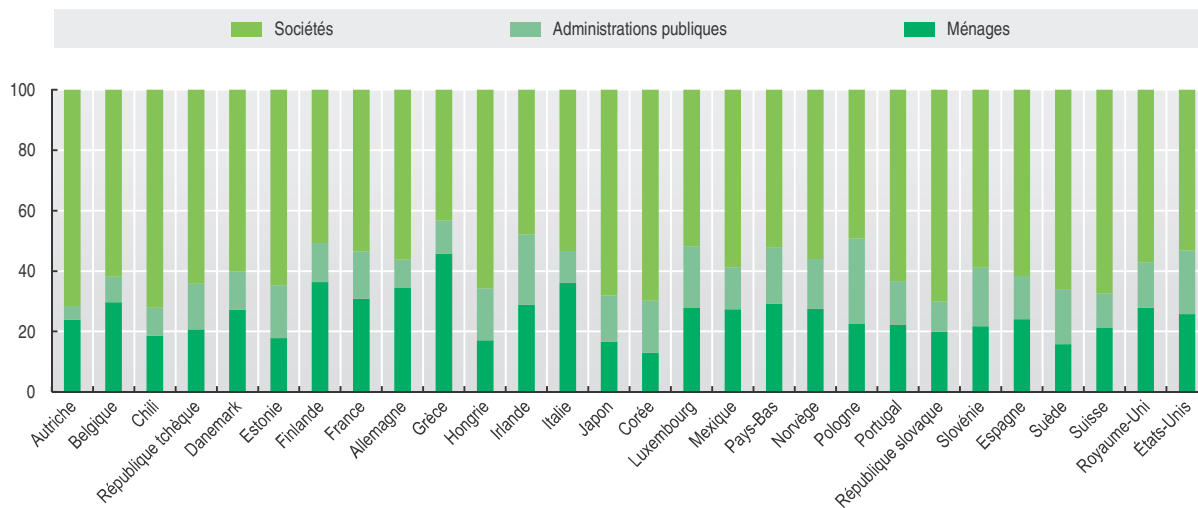
Pourcentage du total FBCF, 2004 et 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933092588>

Graphique 10.3. Formation brute de capital fixe par secteur institutionnel

Pourcentage du total FBCF, 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933092607>

Tableau 10.3. **Formation brute de capital fixe par secteur institutionnel**
Pourcentage de la FBCF totale

	Sociétés				Administrations publiques				Ménages			
	1999	2003	2007	2011	1999	2003	2007	2011	1999	2003	2007	2011
Allemagne	54.3	56.2	59.2	56.2	9.2	9.2	8.0	9.2	36.5	34.6	32.8	34.6
Australie	48.3	49.1	54.9	..	11.8	10.4	11.2	..	39.9	40.5	34.0	..
Autriche	69.2	72.3	72.4	71.6	7.4	5.5	5.0	4.6	23.3	22.2	22.6	23.8
Belgique	60.9	62.7	61.3	61.8	9.4	8.7	7.2	8.5	29.8	28.6	31.6	29.7
Canada	60.7	54.1	54.3	..	11.8	12.6	13.1	..	27.4	33.3	32.6	..
Chili	..	..	..	72.1	..	..	..	9.4	..	..	..	18.5
Corée	59.4	61.6	66.6	69.7	18.7	19.5	17.0	17.3	21.9	18.9	16.4	12.9
Danemark	64.4	66.9	61.6	60.1	8.4	8.2	8.6	12.7	27.2	24.8	29.8	27.2
Espagne	..	55.2	55.3	61.7	..	13.2	13.2	14.3	..	31.6	31.5	24.1
Estonie	70.3	71.2	62.6	64.7	17.2	13.8	14.2	17.5	12.4	14.9	23.2	17.8
États-Unis	52.9	45.8	49.5	53.1	15.8	17.7	17.3	21.1	31.3	36.5	33.2	25.8
Finlande	52.8	51.3	53.4	50.7	13.7	14.8	11.4	13.0	33.5	34.0	35.2	36.3
France	53.0	52.4	51.9	53.5	16.0	16.5	15.6	15.7	31.0	31.1	32.5	30.8
Grèce	..	..	29.3	43.4	..	..	12.7	10.8	..	..	58.0	45.8
Hongrie	68.5	56.6	60.1	65.8	12.3	15.6	16.8	17.1	19.3	27.8	23.1	17.1
Irlande	..	36.5	34.4	47.8	..	16.2	18.3	23.3	..	47.3	47.3	28.8
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	15.2	9.5	11.2	..	..	..	..
Italie	53.6	53.2	53.3	53.3	12.1	12.0	10.8	10.7	34.3	34.8	35.8	36.0
Japon	..	61.2	69.0	68.1	..	18.9	13.8	15.3	..	20.0	17.2	16.6
Luxembourg	..	..	62.4	51.8	18.3	20.6	15.9	20.4	..	..	21.7	27.7
Mexique	..	61.4	60.1	58.8	..	7.2	9.7	13.9	..	31.4	30.2	27.4
Norvège	63.8	57.1	61.4	56.0	15.5	17.4	13.9	16.4	20.7	25.4	24.7	27.6
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	55.1	47.4	46.2	52.1	13.2	18.2	16.6	18.7	31.7	34.4	37.2	29.2
Pologne	68.0	54.4	56.7	49.3	14.3	18.3	19.3	28.3	17.7	27.3	24.0	22.4
Portugal	52.2	54.2	62.2	63.3	16.3	16.4	12.2	14.5	31.4	29.4	25.6	22.1
République slovaque	71.3	67.3	72.2	70.1	9.9	10.3	7.1	9.9	18.8	22.3	20.7	20.0
République tchèque	69.9	56.1	64.0	64.1	11.4	25.2	15.4	15.2	18.6	18.6	20.5	20.7
Royaume-Uni	66.0	59.4	53.4	57.1	7.5	9.7	10.7	15.0	26.5	30.9	35.9	27.9
Slovénie	61.7	64.6	62.0	58.9	13.0	13.4	15.2	19.3	25.3	22.0	22.8	21.8
Suède	71.3	67.6	67.0	66.0	17.6	17.5	15.7	18.2	11.0	14.9	17.3	15.8
Suisse	64.7	64.2	68.5	67.5	11.5	12.0	9.2	11.3	23.8	23.8	22.3	21.3
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	72.3	70.8	69.2	73.9	16.0	16.2	16.4	15.7	11.7	12.9	14.5	10.4
Chine	..	63.6	67.4	64.2	..	11.7	11.1	10.9	..	24.7	21.4	25.0
Fédération de Russie	..	67.6	53.6	67.8	..	14.9	21.4	10.5	..	17.5	25.1	21.7
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093557>

11. Exportations et importations de biens et services

- En 2012, la plus forte hausse annuelle des exportations de biens et de services a été observée en Turquie (16,7 %), devant la République slovaque, l'Australie et l'Estonie (taux compris entre 5 et 10 %). En revanche, les exportations ont reculé en Grèce, au Luxembourg, en Finlande et au Japon.
- L'Estonie a connu la plus forte hausse des importations de biens et de services, soit 8,9 %. La plus forte baisse a eu lieu en Grèce, à 13,8 %.
- En 2012, dans l'ensemble de la zone OCDE, les prix à l'exportation ont été légèrement inférieurs aux prix à l'importation, de sorte que les termes de l'échange ont été en deçà de 100. Cela a été le cas dans 24 des 34 pays, les ratios les plus faibles étant observés au Japon (78 %), en Turquie (86 %) et en Corée (87 %). La même année, les termes de l'échange ont été supérieurs à 100 dans 10 pays, les ratios les plus élevés étant constatés dans les pays riches en ressources naturelles, comme l'Australie (128 %), le Chili (123 %) et la Norvège (122 %); c'est le signe que les prix à l'exportation ont augmenté davantage que les prix à l'importation.

Dans un monde contemporain marqué par une mondialisation croissante, les exportations et les importations sont des agrégats fondamentaux dans l'analyse de la situation économique d'un pays. De fait, chaque fois que l'économie mondiale ralentit ou, au contraire, prospère, l'économie nationale en est potentiellement affectée.

Définition

Les exportations de biens et de services sont des opérations de vente de biens et de services (inclus dans la définition de la production au regard du PIB) effectuées par des résidents au profit de non-résidents. Elles incluent aussi les transactions de troc ou des biens exportés sous forme de don ou dotation. De la même manière, les importations reflètent les mêmes opérations, mais effectuées en sens inverse, par des non-résidents au profit de résidents.

Une unité est dite résidente d'un pays lorsque son « centre d'intérêt économique » est situé sur le territoire économique de ce pays. Le territoire économique d'un pays est la zone géographique correspondant à l'État-nation concerné. Il comprend son espace aérien, ses eaux territoriales, ses enclaves territoriales dans le reste du monde (ambassades dans des pays étrangers) et les zones franches. En revanche, les ambassades étrangères situées sur son territoire en sont exclues.

Il n'est pas nécessaire que tous les produits franchissent physiquement les frontières d'un pays pour être comptabilisés en tant qu'exportation ou importation. Les équipements de transport, les biens produits par des résidents dans les eaux internationales et vendus directement à des non-résidents ou encore la nourriture consommée à bord des navires ou des avions ne sont que quelques exemples de transactions qui peuvent être comptabilisées comme des exportations ou des importations sans traverser physiquement les frontières.

Il est possible d'établir un certain nombre d'indicateurs à partir des exportations et des importations de biens et de services,

comme par exemple le degré d'ouverture d'une économie (exportations + importations)/PIB (tableaux 11.3 et 11.4) ou les termes de l'échange présentés ici dans le tableau 11.5. Les termes de l'échange sont définis comme le rapport entre l'indice des prix à l'exportation et l'indice des prix à l'importation (voir aussi la section 5).

Comparabilité

Les biens (échanges de marchandises) constituent l'essentiel des importations et des exportations ; celles-ci sont généralement bien couvertes et permettent une bonne comparabilité entre les pays, même si les écarts entre le total des importations et des exportations de biens échangés au niveau mondial montrent bien que dans la pratique, les opérations de mesure de ces flux sont loin d'être évidentes. L'augmentation des échanges sur Internet a accru les difficultés de mesure.

La comparabilité des échanges de services est toutefois davantage affectée par les problèmes pratiques de mesure, même si l'approche conceptuelle retenue, comme c'est le cas pour les biens, est la même pour tous les pays de l'OCDE.

Jusqu'à une époque récente, les exportations et les importations de services consistaient principalement en services de transports (maritimes et aériens) et en assurances, mais l'augmentation de la fréquence de l'externalisation, du négoce international (« merchanting »), des services de traitement (voir également l'annexe B pour les modifications qu'entraîne le SCN 2008) et des opérations sur des biens de propriété intellectuelle, par exemple logiciels ou originaux artistiques, a accru les difficultés inhérentes à la mesure des échanges de services. Certains paiements, au titre de logiciels par exemple, sont à tort comptabilisés comme des revenus de la propriété et non portés aux comptes de biens et de services.

Il est aussi à noter que, jusqu'ici, aucune consolidation des flux n'est effectuée entre les pays membres lors de l'agrégation des niveaux de l'UE. Cela signifie en particulier, que le niveau des exportations et des importations pour la zone euro inclut les flux effectués à l'intérieur de la zone. Le solde de la balance commerciale n'est cependant pas affecté puisque les flux non consolidés à l'importation et à l'exportation s'annulent.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.


Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

11. Exportations et importations de biens et services

Tableau 11.1. Exportations de biens et services, volume

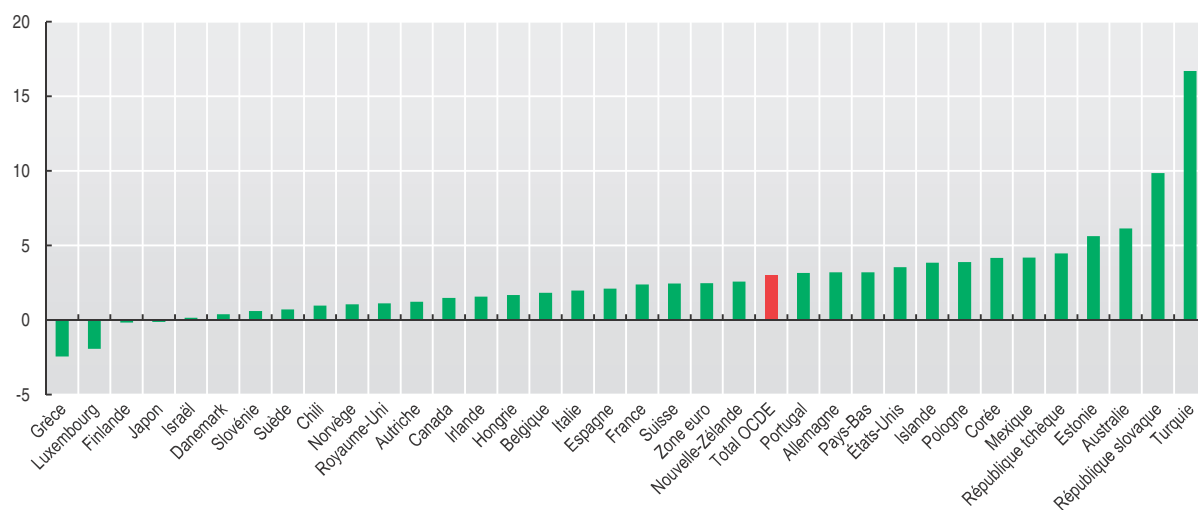
Taux de croissance annuel en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	5.8	13.2	6.4	4.2	2.5	10.7	7.7	13.1	8.0	2.8	-13.0	15.2	8.0	3.2
Australie	9.7	8.3	-0.8	0.2	1.2	3.3	2.6	3.9	3.6	1.8	5.1	0.6	4.7	6.1
Autriche	6.1	13.5	6.2	3.9	1.5	10.1	7.4	7.7	8.9	1.4	-15.6	9.4	6.6	1.2
Belgique	4.5	11.8	1.1	2.5	0.5	6.1	3.8	5.4	5.2	1.4	-9.4	8.1	6.4	1.8
Canada	10.7	8.9	-3.0	1.2	-2.3	5.0	1.9	0.6	1.2	-4.7	-13.8	6.4	4.7 e	1.5 e
Chili	6.4	5.1	6.9	2.0	6.7	14.0	2.8	5.1	7.2	-0.7	-4.5	2.3	5.2	1.0
Corée	14.4	18.1	-3.4	12.1	14.5	19.7	7.8	11.4	12.6	6.6	-1.2	14.7	9.1	4.2
Danemark	11.6	12.8	3.1	4.1	-1.0	2.8	8.1	9.0	2.8	3.3	-9.5	3.0	7.0	0.4
Espagne	7.5	10.2	4.2	2.0	3.7	4.2	2.5	6.7	6.7	-1.0	-10.0	11.7	7.6	2.1
Estonie	0.4	27.4	4.0	-2.7	7.7	14.5	18.6	6.1	3.7	1.0	-21.3	23.7	23.4	5.6
États-Unis	4.6	8.4	-5.7	-1.9	1.6	9.4	6.0	8.9	8.9	5.7	-9.1	11.5	7.1	3.5
Finlande	11.1	17.3	1.7	3.3	-1.9	8.2	7.0	12.2	8.2	5.8	-21.3	7.9	2.7	-0.2
France	4.6	12.4	2.6	1.6	-1.3	4.8	2.9	5.2	2.3	-0.3	-12.1	9.5	5.4	2.4
Grèce	18.1 e	14.1 e	0.0 e	-8.4 e	2.9 e	17.3 e	2.5 e	4.3	7.1	1.7	-19.4	5.2	0.3	-2.4
Hongrie	11.1	19.7	8.0	3.8	6.2	15.0	11.3	19.1	15.0	5.7	-10.2	11.3	8.4	1.7
Irlande	15.6	20.9	8.5	4.9	0.7	7.6	4.4	5.0	8.4	-1.1	-3.8	6.4	5.4	1.6
Islande	4.0	4.2	7.4	3.8	1.6	8.4	7.5	-4.6	17.7	7.0	7.0	0.5	3.8	3.8
Israël	14.1	23.5	-11.8	-2.2	8.0	17.5	4.5	5.5	9.2	7.1	-12.3	13.5	5.5	0.1
Italie	-1.1	11.6	2.8	-3.0	-1.2	6.3	3.4	8.4	6.2	-2.8	-17.5	11.4	6.2	2.0
Japon	1.8	12.6	-7.0	7.9	9.5	14.0	6.2	9.9	8.7	1.4	-24.2	24.4	-0.4	-0.1 e
Luxembourg	14.3	12.6	4.5	2.1	6.8	11.1	4.4	12.9	9.0	4.4	-12.9	7.2	5.4	-1.9
Mexique	12.4 e	16.3 e	-3.6 e	1.4 e	2.7 e	11.5	6.8	10.9	5.8	0.5	-13.5	21.6	7.5	4.2 e
Norvège	2.8	3.2	4.3	-0.3	-0.1	1.0	0.5	-0.8	1.4	0.1	-4.2	0.4	-0.7	1.1
Nouvelle-Zélande	7.5	6.4	3.1	8.0	0.9	4.7	-0.1	3.2	3.6	-2.7	5.0	2.7	2.6	2.6 e
Pays-Bas	8.7	13.5	1.9	0.9	1.5	7.9	6.0	7.3	6.4	2.0	-7.7	11.6	4.1	3.2
Pologne	-2.5	23.2	3.1	4.8	14.2	14.0	8.0	14.6	9.1	7.1	-6.8	12.1	7.7	3.9
Portugal	3.8	8.8	1.8	2.8	3.6	4.1	0.2	11.6	7.5	-0.1	-10.9	10.2	6.9	3.2
République slovaque	12.2	8.9	6.9	5.2	15.9	7.4	10.0	21.0	14.3	3.1	-16.3	16.0	12.2	9.9
République tchèque	5.7	17.3	11.6	2.4	7.6	13.6	11.6	13.8	11.2	4.0	-10.9	15.4	9.5	4.5
Royaume-Uni	3.1	9.4	2.4	1.9	2.8	4.8	9.1	12.0	-2.1	1.1	-8.7	6.7	4.5	1.1
Slovénie	1.6	13.1	6.4	6.8	3.1	12.4	10.6	12.5	13.7	4.0	-16.1	10.2	7.0	0.6
Suède	7.2	11.7	0.6	1.3	4.2	10.8	6.6	9.0	5.7	1.7	-13.8	11.4	6.1	0.7
Suisse	6.4	12.8	0.7	0.2	-0.9	7.9	7.7	10.1	9.9	2.9	-7.7	7.7	3.8	2.5
Turquie	-10.7	16.0	3.9	6.9	6.9	11.2	7.9	6.6	7.3	2.7	-5.0	3.4	7.9	16.7
Zone euro	5.7	12.9	4.0	2.0	1.2	7.8	5.2	8.9	6.6	1.1	-12.4	11.6	6.5	2.5
OCDE-Total	5.9 e	12.2 e	0.5 e	2.1 e	3.0 e	9.2 e	5.9 e	9.1	6.8	2.2	-10.9	11.7	6.2 e	3.0 e
Afrique du Sud	1.3	8.3	2.4	1.0	0.1	2.8	8.6	7.5	6.6	1.8	-19.5	4.5	5.9	0.1
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	11.2 e	9.5 e	4.2 e	10.3 e	12.6	11.8	6.5	7.3	6.3	0.6	-4.7	7.0	0.3	1.4
Inde	..	..	..	..	..	..	25.8	20.0	5.9	14.4	-5.5	..	..	..
Indonésie	-31.8 e	26.5 e	0.6	-1.2	5.9	13.5	16.6	9.4	8.5	9.5	-9.7	14.9	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093576>

Graphique 11.1. Exportations de biens et services, volume

Taux de croissance annuel en pourcentage, 2012

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092626>

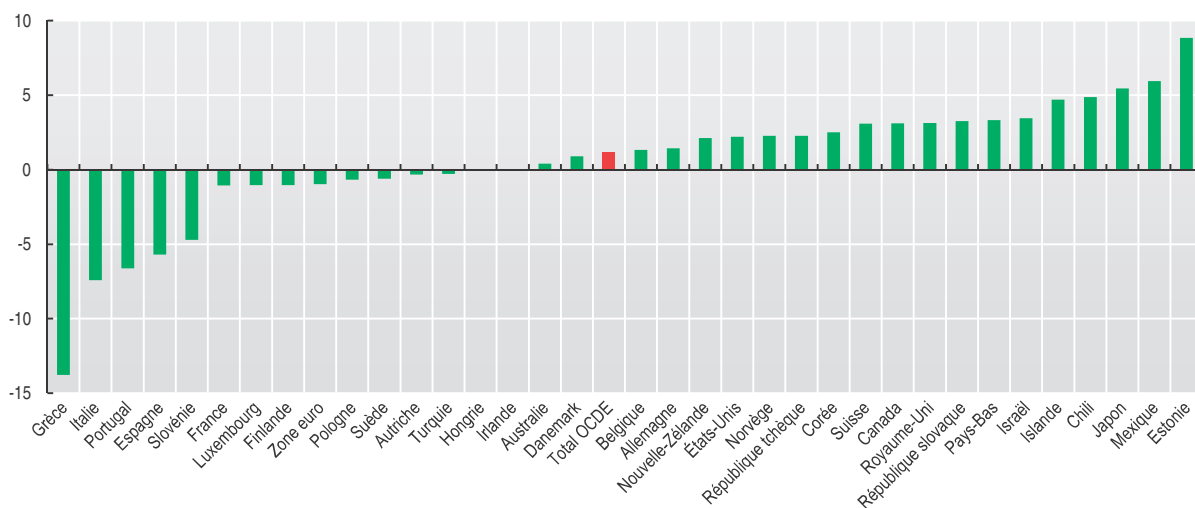
11. Exportations et importations de biens et services


Tableau 11.2. **Importations de biens et services, volume**
Taux de croissance annuel en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	8.6	10.5	1.2	-1.2	5.5	8.2	6.2	11.8	5.4	3.4	-7.8	12.5	7.4	1.4
Australie	12.1	-1.1	1.4	13.2	13.3	12.4	7.9	10.2	14.5	-3.7	6.4	10.2	11.4	0.4
Autriche	4.7	10.7	5.6	-0.5	4.5	9.8	6.4	5.2	7.1	0.0	-13.6	9.1	7.6	-0.3
Belgique	2.7	12.2	0.2	0.7	0.5	6.1	5.0	5.0	5.5	2.7	-8.8	7.5	6.8	1.3
Canada	7.8	8.1	-5.1	1.7	4.1	8.0	7.1	4.9	5.9	1.5	-13.4	13.1	5.7 e	3.1 e
Chili	-9.9	9.9	4.5	2.0	9.6	18.3	17.3	11.4	14.3	11.2	-16.2	25.9	14.5	4.9
Corée	26.4	22.6	-4.9	14.4	11.1	11.7	7.6	11.3	11.7	4.4	-8.0	17.3	6.1	2.5
Danemark	3.5	13.1	1.9	7.5	-1.6	7.7	11.2	13.4	4.3	3.3	-12.3	3.5	5.9	0.9
Espagne	13.7	10.8	4.5	3.7	6.2	9.6	7.7	10.2	8.0	-5.2	-17.2	9.3	-0.1	-5.7
Estonie	-5.9	27.1	4.8	7.2	11.2	14.7	18.9	13.9	6.3	-7.0	-31.1	21.1	28.4	8.8
États-Unis	11.4	12.8	-2.9	3.4	4.3	11.0	6.1	6.1	2.3	-2.6	-13.7	12.8	4.9	2.2
Finlande	4.2	16.7	1.3	3.2	3.2	7.4	11.4	7.9	7.0	7.5	-17.2	6.8	6.2	-1.0
France	6.6	14.8	2.2	1.7	0.8	5.9	5.6	5.1	5.5	0.9	-9.6	8.9	5.1	-1.1
Grèce	15.0 e	15.1 e	1.2 e	-1.3 e	3.0 e	5.7 e	-1.5 e	11.1	14.5	0.9	-20.2	-6.2	-7.3	-13.8
Hongrie	12.3	18.0	5.4	6.7	9.3	14.3	6.9	15.1	12.8	5.5	-14.8	10.9	6.4	-0.1
Irlande	12.6	21.5	7.3	2.4	-1.3	8.7	8.4	6.9	7.9	-3.0	-9.8	3.6	-0.4	0.0
Islande	4.4	8.6	-9.1	-2.6	10.7	14.5	29.3	11.3	-1.5	-18.4	-24.0	4.5	6.7	4.7
Israël	15.6	12.2	-5.3	-1.4	-1.1	12.0	3.6	3.2	11.6	2.3	-13.9	12.5	11.1	3.4
Italie	4.5	9.7	1.9	0.2	2.1	4.8	3.5	7.9	5.2	-3.0	-13.4	12.6	0.8	-7.4
Japon	3.3	10.7	0.9	0.3	3.9	7.9	4.2	4.5	2.3	0.3	-15.7	11.1	5.9	5.4 e
Luxembourg	14.8	10.5	6.0	0.8	6.9	11.8	4.2	12.8	9.3	6.1	-15.4	11.4	7.4	-1.0
Mexique	14.1 e	21.5 e	-1.6 e	1.5 e	0.7 e	10.7	8.5	12.6	7.1	2.6	-18.4	19.6	7.1	6.0 e
Norvège	-1.6	2.0	1.7	1.0	1.2	9.0	7.9	9.1	10.0	3.9	-12.5	9.0	3.8	2.3
Nouvelle-Zélande	11.1	-0.5	4.0	7.1	12.6	12.3	4.4	-1.4	10.6	-3.9	-9.0	11.4	6.1	2.1 e
Pays-Bas	9.3	12.2	2.5	0.3	1.8	5.7	5.4	8.8	5.6	2.3	-7.1	10.3	4.2	3.3
Pologne	1.0	15.5	-5.3	2.8	9.6	15.8	4.7	17.3	13.7	8.0	-12.4	13.9	5.5	-0.7
Portugal	9.0	5.6	1.0	-0.5	-0.5	7.6	2.3	7.2	5.5	2.3	-10.0	8.0	-5.3	-6.6
République slovaque	0.4	8.1	13.4	4.4	7.4	8.3	12.3	17.8	9.2	3.1	-18.9	14.9	9.7	3.3
République tchèque	4.9	16.0	12.5	4.7	7.4	10.0	5.9	10.8	12.8	2.7	-12.1	15.4	7.0	2.3
Royaume-Uni	7.5	9.5	4.8	5.2	2.7	7.0	6.9	10.0	-1.5	-1.7	-10.7	7.9	0.3	3.1
Slovénie	7.8	7.1	3.1	4.9	6.7	13.3	6.7	12.2	16.7	3.7	-19.2	7.4	5.6	-4.7
Suède	5.1	11.7	-1.7	-1.3	3.7	6.6	7.0	9.0	9.0	3.5	-14.3	12.0	7.1	-0.6
Suisse	4.5	10.5	1.5	-0.8	0.7	7.2	6.6	6.8	6.2	-0.3	-5.2	8.4	4.2	3.1
Turquie	-3.7	21.8	-24.8	20.9	23.5	20.8	12.2	6.9	10.7	-4.1	-14.3	20.7	10.7	-0.3
Zone euro	7.7	11.9	2.3	0.6	3.1	7.2	5.7	8.7	6.2	0.9	-10.9	10.0	4.5	-1.0
OCDE-Total	8.7 e	12.5 e	-0.1 e	3.0 e	4.5 e	9.3 e	6.4 e	8.4	5.7	0.4	-12.1	12.0	5.1 e	1.2 e
Afrique du Sud	-8.4	5.3	0.2	5.3	8.1	15.5	10.9	18.3	9.0	1.5	-17.4	9.6	9.7	6.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	-17.0 e	32.4 e	18.7 e	14.6 e	17.3	23.3	16.6	21.3	26.2	14.8	-30.4	25.8	20.3	9.5
Inde	..	..	..	..	..	..	32.5	21.3	10.2	22.7	-1.8	..	..	..
Indonésie	-40.7 e	25.9 e	4.2	-4.2	1.6	26.7	17.8	8.6	9.1	10.0	-15.0	17.3	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093595>

Graphique 11.2. **Importations de biens et services, volume**
Taux de croissance annuel en pourcentage, 2012




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092645>

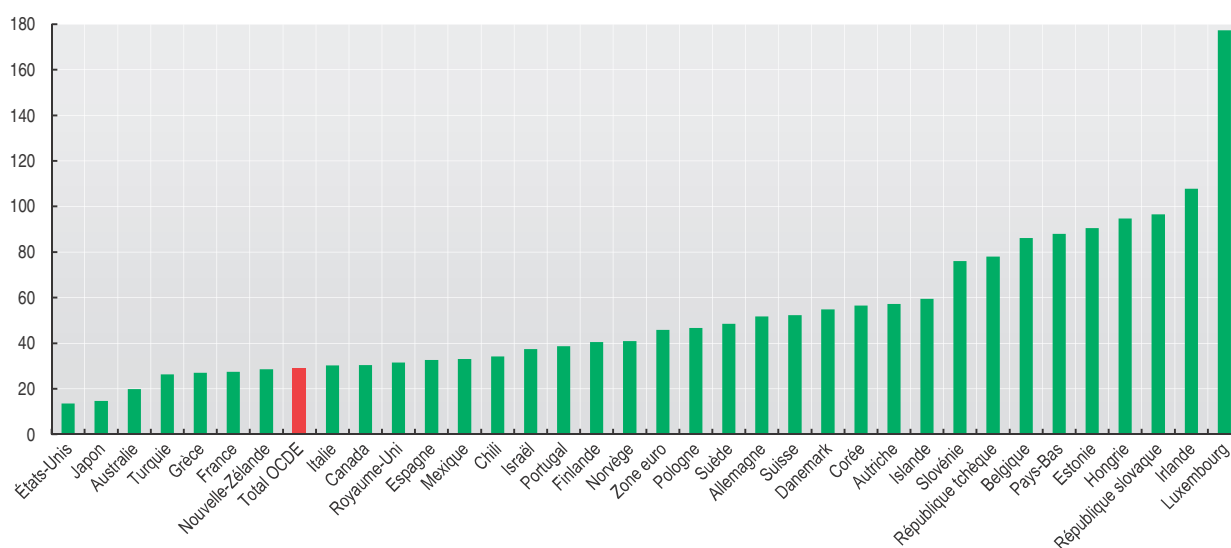
11. Exportations et importations de biens et services


Tableau 11.3. **Exportations de biens et services**
Pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	29.4	33.4	34.8	35.7	35.7	38.5	41.3	45.5	47.2	48.2	42.5	47.6	50.6	51.8
Australie	19.4	22.1	20.7	18.9	17.0	18.1	19.6	19.9	19.7	22.5	19.5	21.1	21.2	19.8
Autriche	42.1	46.2	48.1	48.7	48.2	51.5	53.8	56.4	58.9	59.3	50.1	54.4	57.3	57.2
Belgique	70.0	78.1	77.8	76.7	73.9	75.9	78.7	80.8	82.5	84.4	73.7	79.8	85.0	86.1
Canada	43.2	45.6	43.5	41.6	38.1	38.4	37.8	36.1	35.0	35.1	28.7	29.4	31.1 e	30.4 e
Chili	28.7	30.5	32.2	32.6	35.5	39.8	40.3	43.9	45.2	41.5	37.2	38.1	38.0	34.2
Corée	37.2	38.6	35.7	33.1	35.4	40.9	39.3	39.7	41.9	53.0	49.7	52.3	56.0	56.5
Danemark	40.7	46.5	47.2	47.2	45.3	45.3	49.0	52.1	52.2	54.7	47.6	50.4	53.7	54.8
Espagne	26.7	29.1	28.5	27.3	26.3	25.9	25.7	26.3	26.9	26.5	23.9	27.4	30.8	32.7
Estonie	70.4	84.6	79.8	70.9	69.2	73.1	77.7	72.7	67.1	71.0	63.9	79.2	90.5	90.6
États-Unis	10.2	10.6	9.7	9.2	9.1	9.6	10.0	10.7	11.5	12.5	11.0	12.3	13.5	13.5
Finlande	38.8	43.6	41.5	40.5	38.7	39.9	41.8	45.5	45.8	46.8	37.3	40.4	41.0	40.6
France	26.4	28.8	28.4	27.5	25.9	26.1	26.4	27.0	26.9	26.9	23.4	25.5	26.9	27.4
Grèce	22.5 e	25.7 e	24.9 e	21.8 e	20.7 e	23.1 e	23.2	23.2	23.8	24.1	19.3	22.2	25.1	27.0
Hongrie	64.6	74.6	72.0	63.3	61.4	63.3	65.9	77.7	81.3	81.7	77.6	85.1	91.6	94.7
Irlande	89.1	97.5	99.6	93.8	83.3	83.5	81.4	79.2	80.4	83.3	90.2	99.8	102.7	107.8
Islande	33.6	33.6	38.8	37.4	34.3	34.1	31.7	32.2	34.6	44.4	52.9	56.4	59.1	59.4
Israël	34.2	37.5	33.1	34.9	36.6	41.4	42.8	42.8	42.6	40.5	35.0	37.2	37.3	37.4
Italie	24.3	26.8	26.9	25.5	24.4	25.2	25.9	27.6	28.9	28.5	23.7	26.6	28.8	30.2
Japon	10.2	10.9	10.4	11.3	11.9	13.2	14.3	16.2	17.7	17.7	12.7	15.2	15.1	14.7 e
Luxembourg	134.3	150.0	146.6	140.7	137.0	152.4	155.8	169.9	175.9	181.8	162.0	170.8	178.3	177.3
Mexique	28.1 e	28.2 e	25.1 e	24.5 e	25.4	26.6	27.2	28.1	28.0	28.1	27.7	30.4	31.7	33.0 e
Norvège	39.4	46.5	45.8	41.1	40.3	41.8	44.1	45.4	44.1	46.8	40.0	40.5	41.9	40.9
Nouvelle-Zélande	30.1	35.0	34.5	32.0	28.7	28.6	27.4	28.6	28.4	31.4	28.3	29.8	30.3	28.6 e
Pays-Bas	63.0	70.1	67.3	64.2	63.0	66.4	69.6	72.8	74.2	76.3	68.6	78.7	83.9	88.0
Pologne	24.2	27.1	27.1	28.6	33.3	37.5	37.1	40.4	40.8	39.9	39.4	42.2	45.1	46.7
Portugal	27.1	28.9	28.1	27.6	27.6	28.0	27.7	30.9	32.2	32.4	28.0	31.3	35.7	38.7
République slovaque	61.2	70.4	72.7	71.1	75.8	74.5	76.3	84.5	86.9	83.5	70.6	80.4	89.5	96.6
République tchèque	53.3	60.9	62.6	57.6	59.1	63.0	64.4	67.0	68.2	64.4	59.0	66.6	72.9	78.0
Royaume-Uni	25.8	27.3	26.9	25.9	25.5	25.2	26.6	28.7	26.6	29.4	28.4	30.1	32.1	31.5
Slovénie	47.2	53.7	55.2	55.1	53.8	57.8	62.2	66.5	69.5	67.9	59.4	66.8	73.0	76.1
Suède	43.1	46.5	46.3	44.4	43.5	46.0	48.4	51.1	51.9	53.5	48.0	49.5	49.9	48.5
Suisse	41.2	45.4	44.7	43.3	42.9	45.0	47.6	50.8	54.4	54.3	50.4	51.7	51.3	52.3
Turquie	19.4	20.1	27.4	25.2	23.0	23.6	21.9	22.7	22.3	23.9	23.3	21.2	24.0	26.4
Zone euro	32.9	36.8	37.0	36.3	35.2	36.7	38.1	40.4	41.5	42.0	36.9	41.3	44.3	45.8
OCDE-Total	21.7 e	23.6 e	23.1 e	22.5 e	22.2 e	23.3 e	24.0	25.6	26.4	27.7	24.5	26.9	28.8 e	29.2 e
Afrique du Sud	25.3	27.9	30.1	32.9	27.9	26.4	27.4	30.0	31.5	35.9	27.3	27.4	29.3	28.3
Chine	20.4	23.3	22.6	25.1	29.6	34.1	37.1	39.1	38.4	35.0	26.7	29.4	28.5	27.3
Fédération de Russie	43.3 e	44.1 e	36.9 e	35.2	35.2	34.4	35.2	33.7	30.2	31.3	27.9	29.2	30.4	29.4
Inde	..	..	..	..	..	17.6	19.3	21.1	20.4	23.8	19.8	..	..	..
Indonésie	33.9 e	41.0	39.0	32.7	30.5	32.2	34.1	31.0	29.4	29.8	24.2	24.6	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093614>

Graphique 11.3. **Exportations de biens et services**
Pourcentage du PIB, 2012




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092664>

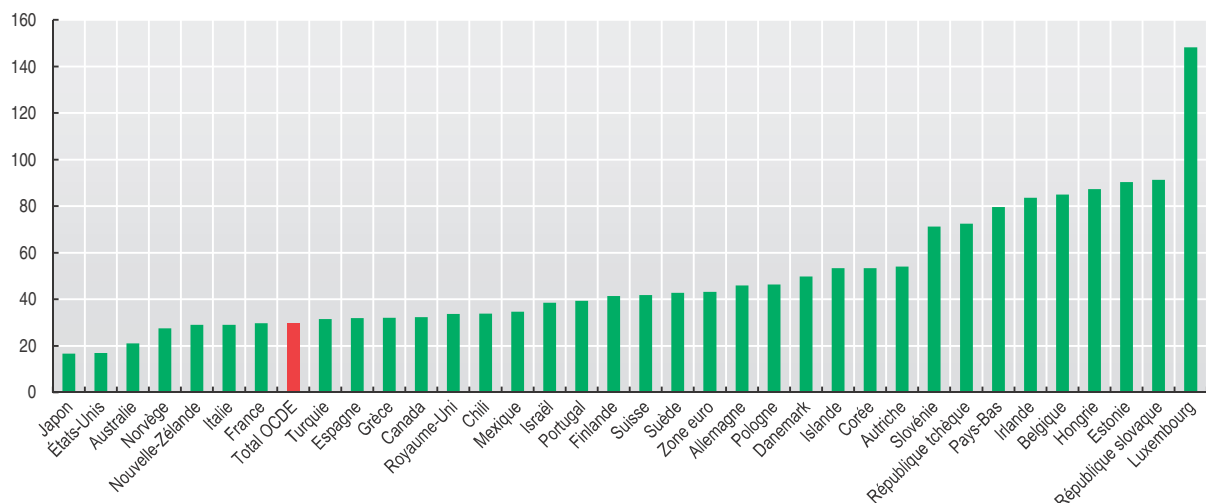
11. Exportations et importations de biens et services

Tableau 11.4. **Importations de biens et services**
Pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	28.5	33.1	32.8	31.2	31.8	33.5	36.1	39.9	40.2	41.9	37.5	42.0	45.4	45.9
Australie	21.5	22.0	20.6	21.0	19.7	20.8	21.4	21.5	22.3	22.4	20.4	20.1	21.4	21.0
Autriche	40.9	44.5	45.9	43.9	44.7	47.7	49.9	51.3	53.2	53.5	45.6	50.0	54.3	54.0
Belgique	65.8	75.2	74.2	71.0	68.5	71.0	74.7	77.0	78.7	83.6	71.0	77.7	84.2	85.0
Canada	39.5	39.8	37.8	37.1	34.4	34.1	34.1	33.6	33.0	33.6	30.4	31.3	32.3 e	32.4 e
Chili	26.5	28.7	30.5	30.3	31.5	30.5	31.8	29.6	31.9	39.5	29.6	31.8	34.7	33.9
Corée	30.8	35.7	33.5	31.7	33.1	36.7	36.6	38.3	40.4	54.2	46.0	49.7	54.0	53.4
Danemark	35.6	40.5	40.6	41.4	39.1	40.4	44.1	48.9	49.9	51.6	43.7	44.9	48.4	49.7
Espagne	28.5	32.2	31.1	29.4	28.7	29.9	30.9	32.7	33.6	32.3	25.8	29.5	31.9	31.9
Estonie	75.3	88.2	82.3	78.3	76.7	80.1	84.2	82.9	76.3	75.1	58.3	72.3	86.8	90.3
États-Unis	12.9	14.3	13.2	13.0	13.4	14.6	15.5	16.2	16.4	17.4	13.7	15.8	17.2	16.9
Finlande	29.7	34.4	32.1	31.3	31.9	33.3	37.7	40.8	40.7	43.1	35.7	39.0	41.7	41.4
France	24.2	27.8	27.2	26.0	25.0	25.7	27.0	28.1	28.4	29.1	25.2	27.8	29.9	29.7
Grèce	34.0 e	39.6 e	38.4 e	35.7 e	33.3 e	33.5 e	32.5	34.6	37.9	38.6	30.7	31.5	33.1	32.0
Hongrie	67.1	78.1	73.0	65.1	65.2	66.9	68.1	78.7	80.4	81.2	72.7	79.4	85.2	87.3
Irlande	75.2	84.2	84.2	76.6	67.3	68.6	69.6	69.6	71.4	74.3	74.2	81.2	81.1	83.6
Islande	38.3	40.9	39.9	35.9	37.4	39.7	44.0	50.5	45.3	47.2	44.2	46.3	50.7	53.3
Israël	36.9	37.7	35.7	38.0	37.5	41.5	43.2	42.6	44.1	41.6	32.3	34.9	37.8	38.5
Italie	22.4	25.8	25.5	24.5	23.9	24.5	25.9	28.4	29.1	29.3	24.3	28.5	30.2	29.1
Japon	8.6	9.4	9.8	9.9	10.2	11.3	12.9	14.9	16.1	17.5	12.3	14.0	16.1	16.6 e
Luxembourg	115.0	129.0	129.0	121.1	113.2	128.2	130.3	139.1	143.6	151.8	131.0	140.0	148.0	148.2
Mexique	29.5 e	30.0 e	27.1 e	26.1 e	26.8	28.4	28.6	29.3	29.6	30.4	29.2	31.6	32.9	34.6 e
Norvège	32.0	29.4	28.8	27.7	27.4	28.4	27.8	28.2	30.5	29.5	27.7	28.5	28.3	27.6
Nouvelle-Zélande	30.8	33.2	32.1	30.0	28.2	29.1	29.5	30.0	29.2	32.6	26.7	28.3	29.4	29.0 e
Pays-Bas	58.8	64.5	61.5	57.6	56.7	59.0	61.1	65.1	66.0	68.0	61.6	70.6	75.3	79.6
Pologne	30.1	33.5	30.7	32.1	36.0	39.8	37.8	42.2	43.6	43.9	39.4	43.4	46.2	46.4
Portugal	37.4	39.9	38.3	35.9	34.4	36.4	37.1	39.6	40.2	42.5	35.4	39.0	40.1	39.3
République slovaque	65.7	73.0	80.8	78.4	77.8	77.3	80.9	88.5	88.0	85.9	71.1	80.6	89.0	91.4
République tchèque	53.9	63.1	64.1	58.8	60.3	62.1	61.7	64.0	65.6	62.1	54.9	63.2	68.7	72.4
Royaume-Uni	27.3	29.2	29.2	28.6	27.8	27.9	29.4	31.3	29.2	31.6	30.0	32.3	33.6	33.7
Slovénie	51.4	57.2	56.0	53.9	54.0	59.1	62.6	67.1	71.2	70.4	57.2	65.3	71.5	71.3
Suède	36.6	40.2	39.6	37.6	36.7	37.8	40.6	43.0	44.4	46.8	41.5	43.3	44.3	42.7
Suisse	36.5	40.4	40.0	37.1	36.5	38.3	40.9	42.8	44.4	43.2	39.3	41.0	40.9	41.9
Turquie	19.3	23.1	23.3	23.6	24.0	26.2	25.4	27.6	27.5	28.3	24.4	26.8	32.6	31.5
Zone euro	31.6	36.2	35.6	33.9	33.3	34.7	36.6	39.3	40.1	41.1	35.5	40.0	42.9	43.2
OCDE-Total	22.0 e	24.5 e	23.7 e	23.1 e	23.0 e	24.3 e	25.4	27.1	27.6	29.2	24.9	27.6	29.9 e	29.8 e
Afrique du Sud	22.7	24.9	26.1	29.1	25.5	26.7	27.9	32.5	34.2	38.9	28.2	27.6	29.9	31.3
Chine	17.6	20.9	20.5	22.6	27.4	31.4	31.5	31.4	29.6	27.3	22.3	25.6	25.9	24.5
Fédération de Russie	26.2 e	24.1 e	24.2 e	24.5	23.9	22.2	21.5	21.0	21.5	22.1	20.5	21.1	21.8	22.1
Inde	..	..	..	..	..	19.3	22.0	24.2	24.4	28.9	25.0	..	..	..
Indonésie	25.0 e	30.5	30.8	26.4	23.1	27.5	29.9	25.6	25.4	28.8	21.4	23.0	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093633>

Graphique 11.4. **Importations de biens et services**
Pourcentage du PIB, 2012



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092683>

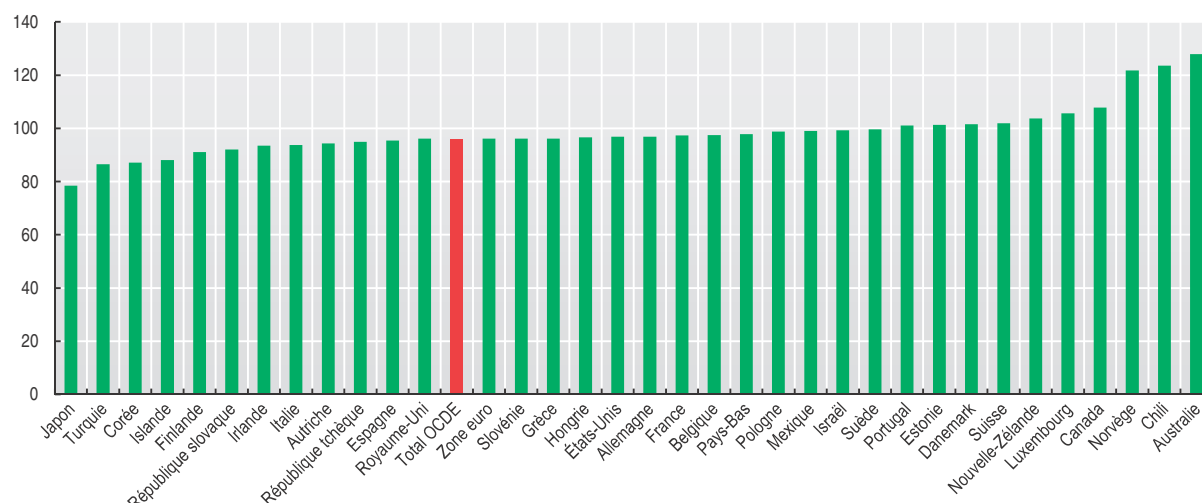
11. Exportations et importations de biens et services

Tableau 11.5. **Termes de l'échange**
Rapport entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	103.2	98.5	98.5	100.8	101.8	101.9	100.0	98.6	99.1	97.6	101.6	99.5	97.3	96.9
Australie	73.2	74.5	75.6	76.7	82.3	90.2	100.0	107.2	113.2	121.9	117.0	141.1	141.7	127.9
Autriche	100.8	99.2	99.5	100.8	101.0	100.8	100.0	99.4	98.5	97.1	98.6	97.4	95.4	94.3
Belgique	102.2	100.2	100.3	101.5	101.3	100.4	100.0	99.3	99.5	97.1	100.5	98.9	97.6	97.4
Canada	87.6	91.1	89.6	87.5	92.4	96.6	100.0	101.1	104.2	109.5	99.4	105.2	108.7 e	107.8 e
Chili	69.1	70.8	68.7	70.0	75.1	90.5	100.0	124.1	126.4	105.0	110.3	129.5	128.7	123.5
Corée	119.4	110.6	107.7	107.8	106.8	103.8	100.0	96.4	95.7	88.4	91.0	90.5	86.8	87.1
Danemark	93.9	94.8	94.8	96.0	96.9	98.1	100.0	99.8	99.4	100.9	100.4	104.0	101.6	101.5
Espagne	97.0	94.1	96.1	98.7	100.0	99.4	100.0	100.3	100.8	98.9	103.0	100.7	97.6	95.4
Estonie	88.4	90.4	92.1	94.8	97.4	98.6	100.0	102.0	105.0	104.1	105.4	103.3	102.3	101.4
États-Unis	103.9	101.5	103.6	104.2	102.9	101.7	100.0	99.4	99.2	93.9	99.1	97.6	96.4	96.8
Finlande	109.5	105.4	107.2	107.4	105.9	103.6	100.0	96.8	96.6	94.7	95.9	93.8	92.2	91.0
France	103.0	100.3	100.5	102.3	102.2	101.3	100.0	98.5	99.7	99.0	101.8	100.3	98.1	97.4
Grèce	97.4 e	96.3 e	97.1 e	98.6 e	100.5 e	100.7 e	100.0	99.8	100.0	98.9	98.2	98.6	97.6	96.2
Hongrie	102.4	100.2	100.8	102.1	101.8	101.7	100.0	98.6	99.0	98.3	99.0	99.0	97.6	96.6
Irlande	101.6	99.8	100.9	101.9	101.0	100.4	100.0	99.2	97.7	95.5	97.2	95.7	93.2	93.5
Islande	106.2	103.6	103.9	104.6	100.3	99.0	100.0	103.4	103.4	97.1	87.6	92.8	91.3	88.1
Israël	109.7	107.2	107.2	107.0	104.4	101.5	100.0	99.2	97.4	93.8	102.4	100.0	97.6	99.2
Italie	105.8	99.4	100.2	101.9	103.8	103.1	100.0	96.9	97.9	95.9	101.3	97.6	94.8	93.7
Japon	122.2	116.9	117.1	116.0	112.8	107.9	100.0	93.0	89.2	80.7	91.4	86.1	79.5	78.4 e
Luxembourg	98.8	96.6	95.8	96.7	100.8	99.7	100.0	102.0	102.5	102.0	102.4	104.9	105.5	105.7
Mexique	95.0 e	98.1 e	98.7 e	99.9 e	98.7	97.2	100.0	102.3	102.5	102.3	99.0	98.6	98.1	99.0 e
Norvège	67.7	86.1	84.3	79.7	80.2	86.5	100.0	111.9	109.2	123.9	103.2	110.0	120.2	121.8
Nouvelle-Zélande	90.1	90.6	93.4	91.9	97.8	101.1	100.0	98.4	106.8	104.7	99.8	107.6	108.9	103.7 e
Pays-Bas	97.5	97.7	98.9	100.0	100.1	99.3	100.0	99.6	99.4	99.5	99.4	98.3	98.4	97.8
Pologne	102.6	96.8	96.8	96.1	95.7	98.9	100.0	99.9	101.6	99.8	103.3	101.9	100.0	98.7
Portugal	102.8	99.8	100.1	101.7	102.0	101.3	100.0	100.5	101.2	98.7	103.4	102.8	101.0	101.1
République slovaque	99.1	101.9	100.8	100.8	100.4	100.1	100.0	98.6	97.5	96.0	95.0	94.5	93.2	92.1
République tchèque	101.4	97.9	99.7	102.3	102.2	102.4	100.0	97.6	98.4	97.0	98.9	97.0	95.4	94.9
Royaume-Uni	98.9	98.0	98.8	100.2	101.5	101.7	100.0	99.5	99.5	98.6	98.0	97.6	96.1	96.1
Slovénie	101.9	98.7	100.4	102.3	103.1	102.1	100.0	99.5	100.4	98.9	102.6	98.5	97.1	96.2
Suède	107.9	106.1	104.7	102.9	103.0	101.7	100.0	99.7	101.0	100.6	101.2	100.6	100.1	99.6
Suisse	99.7	97.0	96.9	100.4	103.0	102.3	100.0	99.1	98.7	98.3	102.8	102.0	101.7	101.9
Turquie	104.1	94.4	92.4	94.9	98.2	100.3	100.0	95.6	97.4	94.4	96.4	93.4	88.8	86.5
Zone euro	102.2	99.0	99.5	101.2	101.8	101.2	100.0	98.8	99.1	97.6	100.6	98.8	96.8	96.2
OCDE-Total	101.6 e	99.5 e	100.2 e	101.1 e	101.3 e	101.0 e	100.0	99.3	99.4	96.7	99.4	98.6	96.6 e	96.1 e
Afrique du Sud	92.1	90.0	91.0	93.0	96.8	98.5	100.0	103.5	105.3	105.2	113.6	122.0	124.7	122.0
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	56.1 e	75.3 e	71.2 e	70.0	74.7	86.6	100.0	110.9	114.8	132.7	93.1	111.0	134.1	138.3
Inde	..	..	..	..	..	98.7	100.0	100.4	100.4	106.1	106.0	..	..	..
Indonésie	110.5 e	109.0	106.4	100.6	102.7	101.7	100.0	105.6	101.5	91.2	93.7	90.5	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093652>

Graphique 11.5. **Termes de l'échange**
Rapport entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation, 2012



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092702>



+ 0101 10101 1010101 11010101 10101 1010101 1101

+ 0101 10101 1010101 11010101 1010101 1101

+ 0101 10101 1010101 11010101 1010101 1101

+ 0101 10101 1010101 11010101 1010101 1101

+

+

+ 0101 10101 1010101 11010101

+

+

+

+ 0101 10101 1010101 11010101

+ 0101 10101 1010101 11010101 1010101 1101

+

+

+

+

+

+ 0101 10101 1010101 11010101 1010101 1101

+

+

+ 0101 10101 1010101 11010101 1010101 1101

0101 10101 1010101 11010101 10101 1010101 1101

0101 10101 1010101 11010101 10101 1010101 1101



PRODUCTION

12. Valeur ajoutée

13. Rémunération des salariés

12. Valeur ajoutée

- De 2006 à 2012, le taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée a été le plus élevé en Pologne, en Israël et au Chili. Ce qui avait été le cas de 1999 à 2005, en Estonie, en Corée et en Turquie.
- Dans les pays de l'OCDE, ce sont les secteurs producteurs de services qui représentent de loin la plus grande part de la valeur ajoutée brute. C'est particulièrement vrai au Luxembourg, en Grèce et en France, où la proportion atteint près de 80 %. En 2011, la part de l'industrie (manufacturière et énergie) dans la valeur ajoutée était la plus forte des pays de l'OCDE en Norvège, en Corée et au Chili. La part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche était la plus élevée en Turquie, en Islande et en Hongrie.

La valeur ajoutée reflète la contribution de la main-d'œuvre et du capital à la production. Elle peut être présentée par type d'activité, par type de produit, par secteur institutionnel, etc. La valeur ajoutée constitue une variable essentielle pour les analyses économiques telles que l'analyse de la productivité ou l'analyse structurelle.

Définition

La valeur ajoutée aux prix de base peut être définie simplement comme la différence entre la production brute (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) et peut être répartie en plusieurs composantes : rémunération des salariés ; excédent brut d'exploitation ; revenu mixte et autres taxes sur la production moins les subventions à la production. Elle peut aussi être calculée comme la différence entre le PIB (aux prix de marché) et les taxes sur les produits moins les subventions sur les produits.

Le SCN recommande que la valeur ajoutée soit évaluée aux prix de base, mais on peut aussi la mesurer à l'aide de différents prix, par exemple aux prix du producteur ou encore au coût des facteurs.

L'un des principaux avantages de la valeur ajoutée est qu'elle permet d'éviter les problèmes inhérents à la mesure de la production qui est une notion brute, au sens où elle prend en compte la production de toutes les unités de production que le produit soit utilisé ou non dans la production domestique d'autres biens et services. Les pays dotés de réseaux de production fragmentés afficheront donc, toutes choses étant égales par ailleurs, une production plus importante que ceux dotés de réseaux consolidés, ce qui rend les comparaisons internationales plus difficiles. Un problème d'ordre temporel peut se poser également dans la mesure où la consolidation des réseaux de production peut, au sein d'un même pays, varier (du fait de la sous-traitance par exemple) d'une année sur l'autre. Par ailleurs, les réseaux de production se sont mondialisés ces dernières années, ce qui affecte encore la comparabilité aussi bien dans le temps qu'entre les pays.

La valeur ajoutée permet d'éviter ces problèmes au sens où elle mesure la valeur qu'une unité résidente ajoute à celle des unités résidentes qui lui fournissent ses intrants.

Comme le PIB, la valeur ajoutée peut aussi être exprimée en base nette, le qualificatif « net » signifiant ici « net d'amortissement ».

Comme son équivalent nominal, la valeur réelle peut être calculée comme la différence entre la production réelle et la consommation intermédiaire réelle, méthode connue sous le nom de double déflation.

Une autre remarque pouvant également être utile dans le contexte de la valeur ajoutée concerne la production non marchande. Par convention, comme ses prix de marché ne sont pas observables, la production non marchande est calculée selon la méthode de la somme des coûts, avec l'excédent brut d'exploitation égale à l'amortissement et sans imputation de rendement net du capital.

Comparabilité

Tous les pays ne calculent pas la valeur ajoutée en se fondant sur les prix de base. Le Japon utilise approximativement les prix de marché. La Nouvelle-Zélande et la Chine utilisent les prix du producteur tandis que l'Islande et les États-Unis utilisent les coûts des facteurs.

Les tableaux et graphiques présentant des ventilations par activité sont présentés par activités rééchelonnées sur le système de classification révisé (CITI révision 4). Le plus souvent, les pays collectent les informations en utilisant leurs propres systèmes de classification par industrie. Le passage d'un système de classification national au système CITI est quelquefois source de problèmes de comparabilité. Par exemple, au Japon, les hôtels (qui représentent environ 3 % de la valeur ajoutée) sont inclus dans la rubrique Autres services et non dans le commerce de gros, de détail, etc. Cela étant, au niveau recomposé d'activité en 6 branches présenté ici, les secteurs sont généralement comparables pour la plupart des pays. Les pays suivants présentent leurs données selon la classification CITI Rev3 : Canada, Israël, Japon, Mexique, Turquie ainsi que l'Inde, l'Indonésie, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud. Pour plus d'information voir le guide du lecteur, « classification industrielle ».

Notes relatives aux graphiques 12.2 et 12.3 : les 6 branches d'activités ont été regroupées en 3, agriculture, industrie (incluant la construction) et services.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Valeur ajoutée et composantes par activité », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00006-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 12.1. Valeur ajoutée brute aux prix de base, volume

Taux de croissance annuel en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	1.7	3.5	1.8	0.3	-0.2	1.6	0.8	3.8	3.9	1.2	-5.6	4.4	3.3	0.8
Australie	4.0	2.3	3.8	2.9	4.2	3.3	3.1	3.8	3.8	2.0	2.1	2.2	3.7	2.5
Autriche	3.2	3.6	1.1	1.7	1.0	2.7	2.6	4.0	3.8	1.6	-4.2	1.8	3.2	0.8
Belgique	3.3	3.5	1.3	1.2	1.0	2.7	1.8	2.7	2.9	1.6	-2.9	2.1	2.1	-0.2
Canada	5.6	5.5	1.5	2.6	2.1	3.2	3.2	2.7	2.3	0.8	-3.1	3.6	..	..
Chili	-0.2	5.0	3.3	2.7	3.6	6.7	5.9	5.6	4.7	3.0	-0.8	5.1	5.6	5.5
Corée	10.2	8.6	4.0	7.2	3.0	4.7	4.0	5.1	5.4	2.6	0.5	6.2	3.5	2.1
Danemark	2.9	4.4	0.7	0.3	0.4	1.5	1.5	3.2	1.6	-0.4	-5.1	1.2	1.1	-0.2
Espagne	4.5	5.1	3.7	2.6	2.7	3.1	3.3	4.2	3.8	1.0	-3.7	-0.2	0.6	-1.3
Estonie	0.2	10.1	6.1	6.0	7.9	5.7	8.9	9.6	7.0	-3.4	-14.6	3.0	9.3	4.0
États-Unis	5.0 e	4.2 e	1.1 e	1.5 e	2.8 e	3.7 e	3.3 e	2.5 e	1.8 e	-0.2 e	-2.8 e	2.5 e	1.9 e	2.9 e
Finlande	4.1	6.0	2.4	1.5	1.1	4.0	2.7	4.2	6.1	0.4	-9.1	3.5	2.1	-1.0
France	3.2	3.4	1.7	0.9	0.7	2.7	1.7	2.5	2.4	0.1	-3.0	1.5	2.2	0.1
Grèce	2.1 e	4.4 e	3.6 e	4.1 e	6.4 e	5.1 e	2.4 e	4.1	3.0	0.0	-2.2	-5.2	-6.6	-6.2
Hongrie	3.1	4.1	3.8	4.6	4.0	4.7	3.9	3.9	0.0	0.7	-6.8	1.3	1.7	-1.8
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	5.6	6.1	3.9	-0.1	3.9	7.2	7.4	6.3	6.4	1.0	-7.5	-3.7	2.7	..
Israël	3.2	8.4	-0.3	0.5	1.1	4.6	5.3	5.1	5.5	4.3	0.9	4.5	4.2	..
Italie	1.2	4.0	1.9	0.5	-0.2	1.8	1.0	2.2	1.8	-1.1	-5.6	1.7	0.6	-2.3
Japon	0.2 e	2.2 e	0.1 e	0.3	1.4	2.1	1.7	1.9	2.2	-1.1	-6.4	4.5	-0.4	..
Luxembourg	8.1	7.5	3.3	3.9	1.6	3.9	5.4	5.4	6.8	-1.3	-6.1	3.3	1.4	-0.7
Mexique	3.8 e	6.6 e	0.1 e	1.0 e	1.6 e	4.2	3.6	5.4	3.7	1.6	-5.7	5.4	4.3	..
Norvège	2.0	3.3	1.7	1.2	0.9	3.8	2.4	1.8	2.1	0.2	-1.6	0.2	1.1	2.9
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	4.6	4.0	1.9	0.2	0.5	2.3	2.1	3.3	4.0	2.1	-3.3	1.7	1.2	-1.1
Pologne	4.3	4.0	1.3	1.3	3.6	5.2	3.3	6.0	6.7	5.1	1.8	3.7	4.5	1.9
Portugal	3.5	3.8	2.4	0.9	-0.6	1.7	0.7	1.7	2.7	0.4	-2.2	1.9	-0.6	-2.3
République slovaque	0.3	0.5	4.9	4.2	3.8	4.4	5.9	10.0	10.6	6.4	-4.7	4.5	2.4	2.8
République tchèque	1.9	4.5	3.2	2.8	3.1	4.7	7.0	7.7	5.5	4.1	-5.2	3.1	1.8	-1.0
Royaume-Uni	3.1	4.5	1.8	2.0	4.1	3.0	3.6	2.7	3.5	-0.6	-5.4	1.6	1.2	0.3
Slovénie	4.7	4.8	3.5	4.3	3.1	4.4	3.9	6.1	7.1	3.0	-7.5	1.4	0.4	-2.2
Suède	4.6	5.0	1.1	2.4	2.4	4.5	3.0	4.4	3.3	-0.4	-5.5	6.7	3.2	1.0
Suisse	0.9	3.4	1.3	0.3	-0.1	2.3	2.7	3.7	3.9	2.3	-1.9	3.0	1.9	1.0
Turquie	-3.0	6.5	-4.5	5.2	4.5	9.6	8.5	7.5	4.8	1.3	-3.6	9.1	8.9	2.3
Zone euro	2.6	3.8	2.1	1.0	0.7	2.4	1.7	3.3	3.3	0.6	-4.5	2.0	1.8	-0.5
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	2.7	4.4	2.9	3.8	3.0	4.5	5.3	5.5	5.6	3.8	-1.3	3.0	3.3	2.4
Chine	7.6 e	8.4 e	8.3 e	9.1 e	10.0 e	10.1 e	11.3 e	12.7 e	14.2 e	9.6 e	9.2 e	10.4 e	9.3 e	..
Fédération de Russie	5.7 e	9.3 e	4.9 e	4.7 e	7.5 e	6.6	6.0	7.9	8.4	5.2	-6.7	4.1	3.9	3.4
Inde	..	..	..	..	..	..	9.7	9.6	9.4	6.8	7.9	..	..	..
Indonésie	0.8 e	4.9 e	3.6	4.5	4.8	5.0	5.7	5.5	6.3	6.0	4.6	6.1	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093671>

Graphique 12.1. Valeur ajoutée brute aux prix de base, volume

Taux de croissance annuel moyen en pourcentage, 1999-2005 et 2006-12

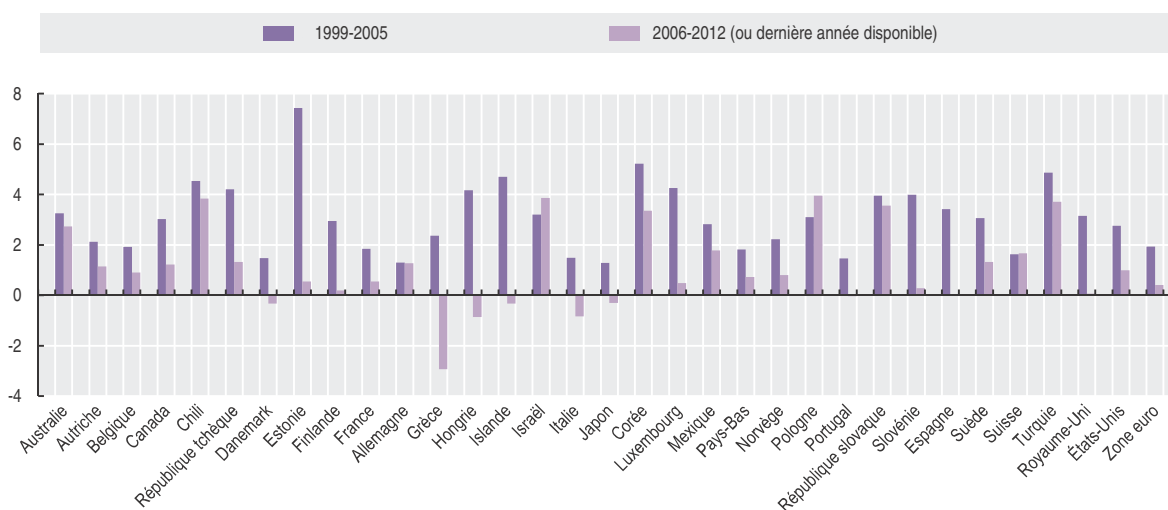
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092721>

Tableau 12.2. Valeur ajoutée brute par activité

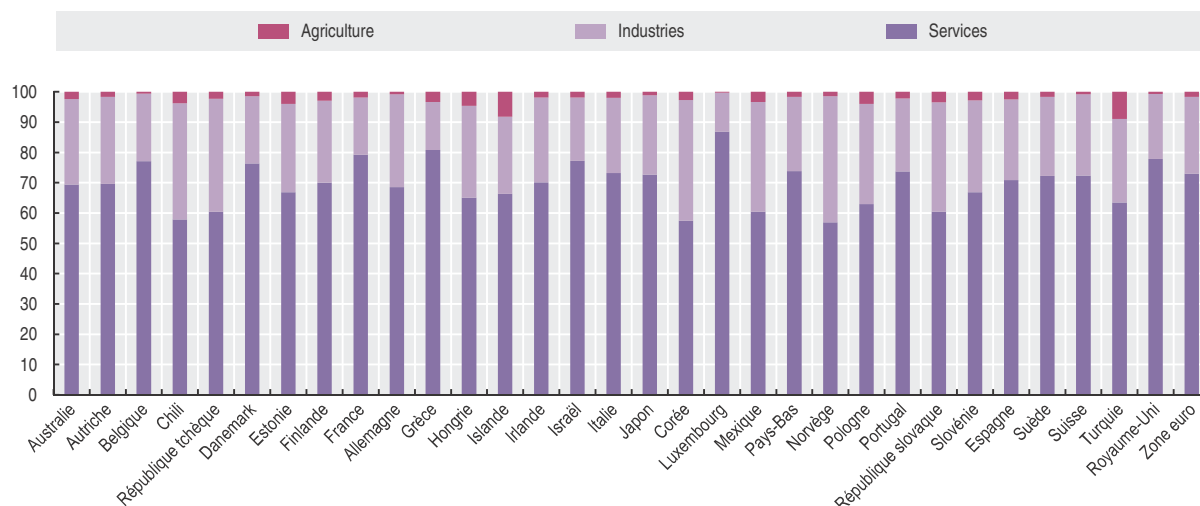
Pourcentage de l'activité totale

	Agriculture, sylviculture et pêche		Industrie, y compris l'énergie		Construction		Commerce, transports; hébergement, restaurants; communication		Financiers et assurance; immobilier; services aux entreprises		Autres activités de service	
	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011
Allemagne	1.2	0.8	24.9	26.0	4.9	4.7	20.8	18.6	26.5	27.3	21.8	22.6
Australie	4.3	2.4	19.6	19.9	6.2	8.2	22.2	19.9	27.7	29.8	20.1	19.7
Autriche	1.9	1.7	23.7	22.1	7.3	6.6	26.5	25.7	20.8	23.7	19.8	20.2
Belgique	1.2	0.6	21.1	16.4	5.2	5.9	23.8	24.1	26.7	28.6	22.0	24.3
Canada	2.2	..	26.6	..	5.3	..	20.7	..	25.6	..	19.5	..
Chili	4.4	3.7	28.2	30.9	6.6	7.6	19.8	17.3	16.7	19.1	24.2	21.5
Corée	4.4	2.7	30.0	33.9	7.1	5.9	21.9	19.0	19.6	19.2	17.0	19.2
Danemark	2.7	1.4	20.5	17.4	5.2	4.9	24.2	23.6	21.5	25.2	25.8	27.5
Espagne	4.1	2.5	20.2	17.1	10.9	9.5	28.2	28.8	17.3	19.9	19.3	22.2
Estonie	4.6	4.0	22.2	22.2	5.9	6.9	29.3	26.7	21.9	23.3	16.1	16.8
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	3.3	2.9	27.7	20.3	6.1	6.8	23.1	22.4	19.1	23.1	20.7	24.5
France	2.5	1.9	17.3	12.7	5.1	6.2	23.6	23.1	27.3	30.3	24.1	25.9
Grèce	..	3.4	..	13.3	..	2.5	..	29.8	..	25.5	..	25.5
Hongrie	5.7	4.6	26.0	26.2	5.6	4.0	22.6	23.3	19.2	21.9	20.9	19.9
Irlande	3.2	1.9	29.7	26.3	7.6	1.7	22.6	24.6	21.5	25.7	15.4	19.9
Islande	8.8	8.3	19.2	21.0	8.4	4.4	22.9	20.8	18.9	22.6	21.8	22.9
Israël	2.0	1.9	17.2	15.2	5.1	5.7	17.5	16.9	31.7	36.3	26.6	24.1
Italie	2.7	2.0	22.1	18.9	5.4	6.0	26.5	24.8	24.4	27.8	19.0	20.5
Japon	1.5	1.2	23.2	20.5	6.8	5.6	20.8	24.6	16.4	17.0	31.4	31.1
Luxembourg	0.7	0.3	12.6	7.0	6.8	5.9	24.8	25.0	39.2	44.8	15.9	17.0
Mexique	4.2 e	3.4	28.3 e	29.6	6.3 e	6.6	29.1 e	28.1	18.9 e	18.9	13.6 e	13.5
Norvège	1.8	1.4	35.9	36.1	4.2	5.5	21.5	17.7	15.9	17.8	20.7	21.5
Nouvelle-Zélande	8.7	..	20.2	..	4.6	..	22.5	..	27.0	..	17.0	..
Pays-Bas	2.4	1.6	18.7	19.1	5.8	5.4	25.8	23.5	25.7	25.6	21.5	24.8
Pologne	5.1	4.0	22.1	24.8	7.4	8.2	29.9	29.3	17.6	17.0	17.8	16.7
Portugal	3.4	2.2	19.8	18.2	8.3	5.8	26.8	27.9	19.3	22.2	22.3	23.7
République slovaque	5.0	3.4	28.1	27.2	6.3	8.9	27.4	25.8	16.5	17.9	16.7	16.7
République tchèque	3.5	2.3	31.3	30.5	6.3	6.8	26.8	24.3	15.2	18.5	16.8	17.7
Royaume-Uni	0.8	0.7	19.7	15.1	6.2	6.4	26.9	24.7	25.9	30.8	20.5	22.4
Slovénie	3.0	2.8	28.3	24.4	6.3	6.0	23.0	24.6	19.6	21.9	19.8	20.3
Suède	2.0	1.7	23.3	20.9	4.6	5.2	22.7	23.2	22.2	22.7	25.2	26.3
Suisse	1.1	0.8	22.1	21.3	5.3	5.6	26.0	26.4	19.8	19.8	25.6	26.0
Turquie	9.4	9.0	23.8	22.5	4.7	5.0	29.6	31.4	21.5	20.1	11.0	12.0
Zone euro	2.4	1.7	21.6	19.4	5.9	5.9	24.2	23.2	24.6	26.8	21.3	23.0
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	3.5	2.5	29.9	25.4	2.4	3.8	23.7	24.7	19.1	21.3	21.4	22.4
Chine	14.4	10.0	39.7	39.8	5.4	6.8	16.8	15.9	8.3	10.9	15.4	16.6
Fédération de Russie	6.5 e	4.4	28.0 e	30.2	7.4 e	6.5	31.7 e	29.0	6.5 e	16.0	19.9 e	13.9
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	15.3	..	40.8	..	5.7	..	20.8	..	8.2	..	9.2	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093690>

Graphique 12.2. Valeur ajoutée brute par activité

Pourcentage du total des activités, 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092740>

Tableau 12.3. Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité

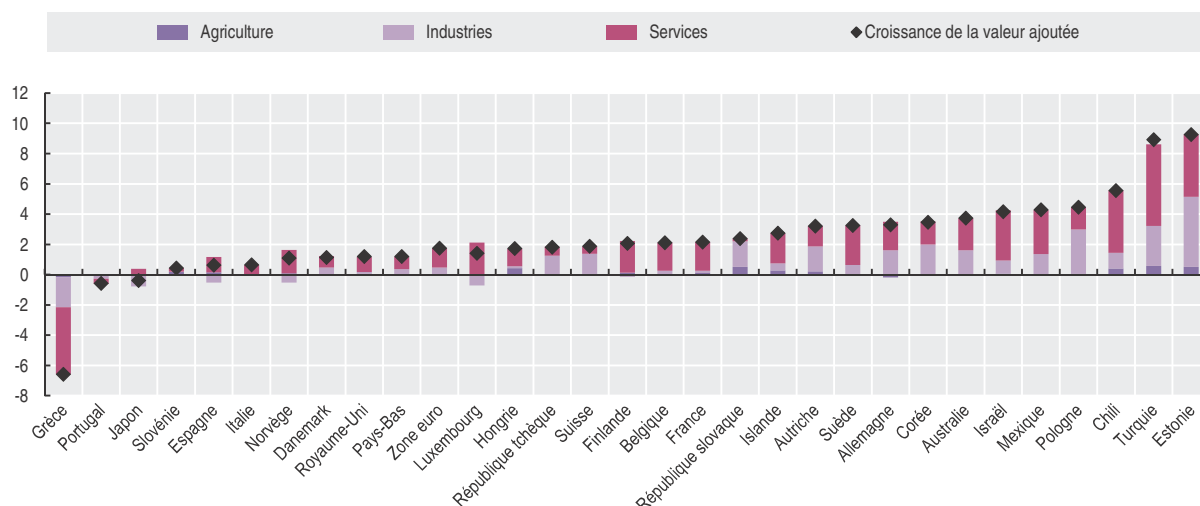
Pourcentage

	Agriculture, sylviculture et pêche		Industrie, y compris l'énergie		Construction		Commerce, transports; hébergement, restaurants; communication		Financiers et assurance; immobilier; services aux entreprises		Autres activités de service	
	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011
Allemagne	0.0	-0.2	0.3	1.4	-0.3	0.2	1.1	0.7	0.8	0.9	0.0	0.3
Australie	0.1	0.0	0.3	0.7	0.7	0.8	0.8	0.7	1.2	0.9	0.7	0.5
Autriche	0.0	0.2	0.9	1.6	-0.3	0.0	0.5	0.5	0.2	0.8	-0.1	0.1
Belgique	-0.1	0.0	0.0	-0.2	0.0	0.5	0.9	0.6	0.3	0.9	0.1	0.4
Canada	-0.2	..	-1.1	..	0.4	..	0.9	..	1.0	..	0.4	..
Chili	0.3	0.4	0.3	0.5	0.2	0.6	0.8	1.6	1.1	1.6	0.5	0.8
Corée	0.1	-0.1	0.9	2.3	0.4	-0.3	1.5	0.9	0.7	0.3	0.5	0.3
Danemark	0.1	-0.1	0.0	0.1	-0.4	0.3	0.5	0.5	0.3	0.6	0.2	-0.3
Espagne	-0.1	0.1	0.7	0.4	0.8	-1.0	1.0	0.3	0.7	0.5	0.6	0.2
Estonie	-0.5	0.5	2.4	2.8	0.0	1.9	2.1	3.2	1.7	0.8	0.4	0.2
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	-0.1	0.1	1.3	-0.4	-0.5	0.2	1.6	1.1	0.0	0.9	0.0	0.1
France	-0.1	0.1	0.3	0.2	0.2	0.0	0.8	0.7	0.2	0.9	0.4	0.3
Grèce	..	-0.2	..	-1.0	..	-1.0	..	-3.2	..	-1.1	..	-0.2
Hongrie	0.8	0.4	0.4	0.0	0.3	0.1	1.6	0.5	0.2	0.3	0.6	0.4
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	0.1	0.3	0.7	0.5	0.1	0.0	0.0	1.9	1.3	0.2	1.4	-0.1
Israël	0.2	0.1	-1.6	0.4	-0.3	0.5	0.2	0.7	0.5	1.8	0.7	0.8
Italie	-0.1	0.0	-0.2	0.3	0.3	-0.3	0.9	0.3	0.6	0.3	0.4	0.1
Japon	0.0	0.0	-1.1	-0.8	-0.2	0.1	0.3 e	0.0	0.5	0.0	0.4 e	0.3
Luxembourg	-0.1	0.0	-0.2	-0.8	0.2	0.1	1.8	1.7	1.0	-0.1	0.7	0.5
Mexique	0.2 e	-0.1	-0.9 e	1.1	-0.4 e	0.3	0.2 e	1.9	0.9 e	1.0	0.0 e	0.1
Norvège	-0.1	0.1	0.6	-0.7	-0.1	0.1	0.4	0.7	0.7	0.3	0.1	0.5
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	-0.1	0.0	0.2	0.1	0.1	0.3	0.5	0.5	0.6	0.0	0.6	0.4
Pologne	0.3	0.1	0.0	2.0	-0.2	1.0	0.7	0.6	0.2	0.8	0.4	0.1
Portugal	-0.1	0.0	0.4	0.2	0.2	-0.5	0.6	0.2	1.0	-0.3	0.4	-0.3
République slovaque	1.0	0.5	1.9	1.4	-0.8	0.3	2.0	-0.4	-0.3	1.0	1.1	-0.4
République tchèque	-0.1	0.0	1.0	1.6	-0.3	-0.4	1.8	0.6	0.6	0.2	0.2	-0.3
Royaume-Uni	-0.1	0.1	-0.4	-0.2	0.1	0.1	1.0	0.3	1.0	0.8	0.2	0.1
Slovénie	0.0	0.2	1.0	0.7	0.0	-0.7	1.6	0.4	0.5	-0.2	0.4	0.0
Suède	0.1	0.0	-0.2	0.7	0.2	-0.1	0.6	1.1	0.2	1.3	0.2	0.1
Suisse	-0.1	0.1	1.2	1.2	0.1	0.2	0.7	-0.1	-0.9	0.0	0.4	0.6
Turquie	-0.8	0.6	-1.8	2.1	-0.9	0.5	-2.6	3.2	1.9	1.7	0.5	0.5
Zone euro	-0.1	0.0	0.3	0.6	0.1	-0.1	0.9	0.5	0.5	0.6	0.3	0.2
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	-0.1	0.0	0.5	0.7	0.1	0.0	0.8	0.9	1.5	0.8	0.0	0.8
Chine	0.4 e	0.4 e	3.5 e	4.2 e	0.4 e	0.6 e	1.5 e	1.7 e	0.7 e	0.8 e	1.8 e	1.6 e
Fédération de Russie	..	0.5	..	1.1	..	0.3	..	1.3	..	0.8	..	-0.2
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	0.5	..	1.0	..	0.3	..	1.0	..	0.6	..	0.3	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093709>

Graphique 12.3. Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité

Pourcentage, 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092759>

13. Rémunération des salariés

- En 2011, la part de la rémunération de la main-d'œuvre dans la valeur ajoutée dépassait 60 % dans cinq pays : Danemark (64,7 %), Suisse (63,8 %), Suède et Royaume-Uni (60,3 %) et Islande (60,2 %).
- En revanche, elle était relativement faible au Mexique (28 %) et en Grèce (40 %), en partie à cause de la part des entreprises non constituées en sociétés.

La rémunération des salariés recouvre le total des rémunérations en espèces ou en nature versées aux salariés et comprend les traitements et salaires bruts ainsi que la valeur des cotisations sociales acquittées par les employeurs. Ce poste constitue généralement la plus grande partie de la valeur ajoutée. Combinée aux estimations de la main-d'œuvre, elle sert de base de calcul à un certain nombre de statistiques importantes telles que les coûts unitaires de main-d'œuvre ou les rémunérations moyennes, qui jouent dans de nombreux pays un rôle important dans la politique monétaire et qui servent également aux comparaisons internationales des coûts de la main-d'œuvre.

Définition

La rémunération des salariés se compose de deux éléments :

- Les traitements et salaires payables en espèces ou en nature : ils comprennent la valeur de tous les impôts sur le revenu, cotisations sociales, etc., éventuellement payables par le salarié même s'ils sont en fait retenus par l'employeur et acquittés par lui au nom du salarié.
- La valeur des cotisations sociales payables par les employeurs : il peut s'agir de cotisations sociales effectives que les employeurs versent aux régimes de sécurité sociale ou à des régimes privés d'assurance sociale afin de garantir des prestations sociales à leurs salariés, ou bien de cotisations sociales imputées acquittées par des employeurs fournissant des prestations sociales par le biais de régimes non capitalisés.

Aucune rémunération des salariés n'est due au titre de travaux non payés entrepris volontairement, notamment les travaux effectués par les membres d'un ménage au sein d'une entreprise non constituée en société appartenant à ce ménage. La rémunération des salariés exclut également toutes les taxes payables par l'employeur qui figurent sur le bulletin de salaire (par exemple prélèvements sur les salaires, taxe sur les avantages en nature, etc.).

Il est important de préciser que la rémunération des salariés ne représente pas le coût intégral de la main-d'œuvre au sein de la production. Le revenu mixte, qui reflète le revenu versé au(x) propriétaire(s) ou aux membres d'un même foyer qui

contribuent sous la forme de travail non rémunéré à des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, contient également un élément de main-d'œuvre.

Comparabilité

La comparabilité entre tous les pays est généralement bonne. Les tableaux et graphiques présentés ici montrent la décomposition par activités rééchelonnées sur le système de classification révisé (CITI Rév. 4). Cependant les pays suivants reportent selon la classification CITI Rév. 3 : Canada, Israël, Japon, Mexique, Turquie ainsi que l'Inde, l'Indonésie, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud pour les pays non membres de l'OCDE. Pour plus d'information voir le guide du lecteur, « classification industrielle ». Il convient toutefois d'observer une certaine prudence en interprétant le coût de la main-d'œuvre par activité, en particulier dans un contexte transnational. Dans certains pays, et en particulier dans certains secteurs, la part des travailleurs indépendants dans la main-d'œuvre est quelque fois significative et de ce fait, il peut arriver que des différences au niveau de la part de la rémunération des salariés d'un pays à l'autre reflètent en fait des différences institutionnelles, par exemple des incitations fiscales à choisir le statut de travailleur indépendant ou autres. Ceci peut également avoir des conséquences sur le plan temporel. Par exemple, il est possible que le recul systématique de la contribution de la rémunération des salariés à la valeur ajoutée reflète une tendance des individus à choisir un statut d'indépendant plutôt qu'une diminution globale de la part dans la main-d'œuvre ; il peut aussi arriver que, sous l'effet de mécanismes d'attraction-répulsion [par exemple une contraction des traitements et salaires et des prestations sociales (répulsion) ou l'existence d'incitations fiscales (attraction)], les deux explications soient vraies.

Note relative au graphique 13.1 : les 6 branches d'activités ont été regroupées en 3, agriculture, industrie (incluant la construction) et services.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.


Pour en savoir plus

- Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

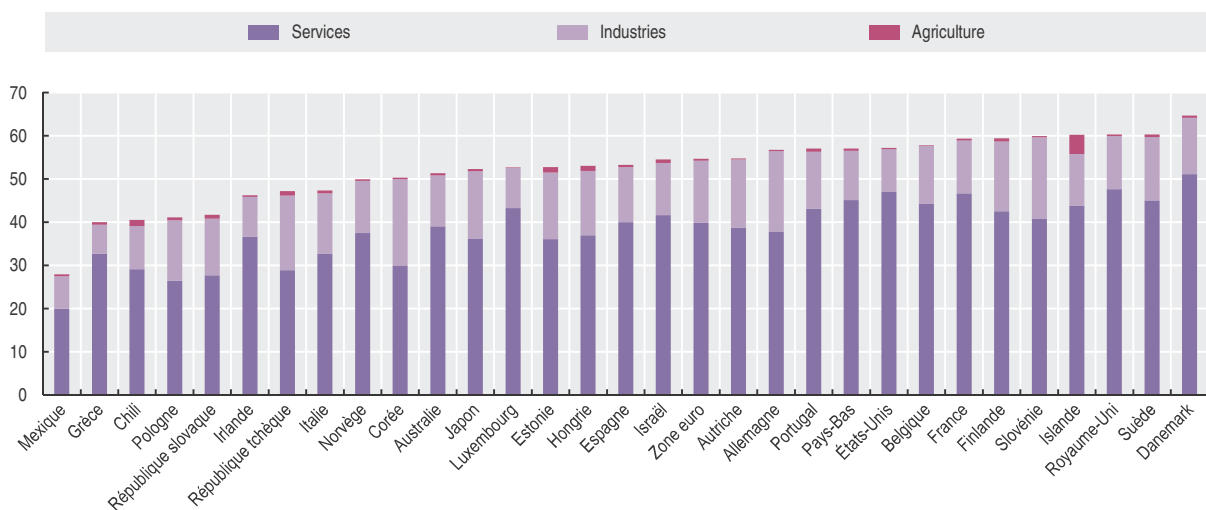
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


Tableau 13.1. Rémunération des salariés
Pourcentage de la valeur ajoutée brute

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	59.7	60.5	60.0	59.4	59.2	57.9	56.8	55.5	54.5	55.5	58.2	56.8	56.7	57.6
Australie	53.3	53.8	52.9	53.0	52.5	52.5	51.9	52.0	52.2	50.2	50.9	50.7	51.3	52.1
Autriche	57.8	57.0	56.2	55.5	55.5	54.5	54.1	53.3	53.0	54.0	55.9	55.4	54.7	55.6
Belgique	57.7	57.1	58.3	58.6	58.0	56.7	56.3	56.2	56.1	57.2	58.6	57.4	57.7	59.0
Canada	55.3	54.5	55.2	55.5	55.0	54.7	54.3	54.9	54.9	54.2	..	..	..	..
Chili	45.2 e	43.8 e	43.8 e	43.6 e	42.5 e	39.9 e	38.3 e	34.8 e	35.2 e	39.7	41.1	39.3	40.5	..
Corée	47.9	48.1	49.1	49.0	50.0	49.8	51.1	51.5	51.3	51.6	51.5	49.9	50.3	50.9
Danemark	63.2	61.2	62.5	63.2	63.5	62.7	62.9	63.2	64.7	65.3	68.2	65.0	64.7	64.1
Espagne	54.8	54.8	54.2	53.8	53.6	53.1	53.2	53.2	53.3	53.9	54.0	53.9	53.2	51.1
Estonie	51.5	50.6	49.8	49.7	49.6	50.1	49.9	50.5	52.5	57.1	59.1	55.5	52.8	53.2
États-Unis	59.9	60.9	60.8	59.9	59.3	58.9	58.1	58.2	58.6	58.9	58.0	57.1	57.2	56.8
Finlande	55.5	54.2	54.5	54.6	55.8	55.3	56.4	56.1	54.4	56.3	60.4	59.2	59.4	60.3
France	58.3	58.1	58.3	58.8	58.8	58.5	58.5	58.5	57.8	58.1	59.4	59.3	59.3	59.6
Grèce	38.9 e	38.5 e	37.9 e	40.7 e	39.7 e	39.8 e	40.2	39.7	40.1	40.4	41.2	41.2	40.0	37.5
Hongrie	50.9	52.7	52.5	52.6	54.0	53.9	54.2	53.3	54.7	54.5	54.9	53.6	53.0	53.5
Irlande	45.4	44.0	44.3	43.1	43.6	44.8	46.2	46.7	47.1	51.2	51.4	48.3	46.3	46.8
Islande	64.5	65.7	62.8	63.8	65.9	66.1	68.3	70.9	72.8	65.0	56.9	58.8	60.2	..
Israël	57.7	57.7	59.4	57.3	56.7	54.9	54.2	55.0	55.6	55.8	53.8	54.1	54.5	..
Italie	44.5	43.9	43.8	44.1	44.4	44.3	45.1	45.8	45.5	46.4	47.5	47.4	47.3	47.7
Japon	53.2 e	53.1 e	53.3	52.4	51.5	50.6	50.7	50.8	50.0	51.5	52.0	50.9	52.3	..
Luxembourg	51.1	51.8	54.9	55.1	52.7	52.8	51.5	48.6	47.7	52.1	56.3	52.9	52.7	53.8
Mexique	31.7 e	32.1 e	33.2 e	33.0 e	32.5	30.8	30.4	29.2	28.7	28.3	29.9	28.9	28.0	..
Norvège	56.3	49.0	50.1	52.7	51.9	49.3	46.6	45.8	48.3	47.2	52.7	50.8	49.9	50.2
Nouvelle-Zélande	44.0	43.7	43.6	44.4	44.7	45.3	46.5	47.5	47.5	49.5	48.7	..	..	..
Pays-Bas	57.3	56.7	57.2	57.6	57.8	57.5	55.8	55.3	55.2	55.8	58.4	57.3	57.1	57.5
Pologne	47.1	45.2	46.0	44.3	43.3	40.7	40.7	40.4	40.6	42.6	41.5	41.8	41.1	40.7
Portugal	55.8	56.1	56.1	56.5	56.9	56.5	58.0	57.6	56.7	57.4	57.8	57.3	57.0	55.0
République slovaque	45.4	45.7	43.9	43.9	43.3	41.3	41.9	40.6	40.2	40.1	42.2	41.6	41.7	41.4
République tchèque	44.2	44.3	44.3	45.2	45.6	45.8	46.2	45.9	45.8	46.5	46.2	46.5	47.2	48.0
Royaume-Uni	59.9	61.1	61.8	60.9	60.2	60.0	59.6	59.7	59.5	59.2	60.9	60.4	60.3	60.7
Slovénie	58.1	59.0	59.2	58.5	58.0	58.1	58.1	57.5	56.7	58.0	60.6	61.3	60.0	60.3
Suède	60.2	62.4	64.4	63.9	63.2	62.2	62.0	60.4	61.2	61.4	63.0	60.9	60.3	61.3
Suisse	62.5	62.3	64.2	65.2	64.7	63.1	63.2	62.1	61.4	61.4	64.4	62.7	63.8	64.7
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	55.1	55.0	54.8	54.8	54.7	54.0	53.8	53.5	53.0	53.8	55.4	54.8	54.7	54.9
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	54.7	52.8	51.2	49.6	50.1	50.1	49.9	49.5	49.2	48.9	49.7	50.3	50.7	51.1
Chine	..	52.7	52.5	53.6	52.8	50.6	50.3	49.1	48.0	47.8	48.8	47.3	46.8	..
Fédération de Russie	45.4 e	45.9 e	49.2 e	52.9	53.6	52.8	51.2	52.2	54.5	55.6	60.3	57.4	58.2	59.3
Inde	..	..	..	..	..	30.3	29.1	27.8	27.7	29.6	30.0	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093728>

Graphique 13.1. Rémunération des salariés par activité
Pourcentage de la valeur ajoutée brute, 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092778>



+ 0101 10101 1010101 11010101 1010101 1101

+ +

+ 0101 10101 1010101 11010101 10101 1101

+ +

+ + 0101 10101 10101 11010101

+ +

+ + 0101 10101 1010101 11010101

+ 0101 10101 11010101 11010101 10101 1101

+ +

+ 0101 10101 10101 11010101 10101 1101

+ +

+ 0101 10101 10101 11010101 1101

+ +

+ + 0101 10101 10101 11010101

+ +

0101 10101 1010101 11010101 10101 10101 1101

0101 10101 1010101 11010101 10101 1101



MÉNAGES

14. Revenu disponible
15. Dépenses de consommation finale des ménages pour le logement
16. Taux d'épargne des ménages
17. Les opérations financières des ménages
18. Actifs non financiers des ménages
19. Composition du portefeuille des ménages
20. Dette des ménages
21. Richesse financière nette des ménages
22. Richesse nette totale des ménages

14. Revenu disponible

- En 2012, le revenu disponible ajusté net des ménages en termes réels a diminué dans de nombreux pays (12 sur 22), en particulier dans la zone euro. La baisse a atteint 1,4 % dans cette dernière (deux fois plus que celle du PIB) et a été la plus marquée en Grèce (-10,2 %). En revanche, le revenu réel des ménages a augmenté de plus de 2 % dans quatre pays : Norvège (3 %), Luxembourg (2,7 %), Suède (2,4 %) et États-Unis (2,1 %).
- Le graphique 14.3 présente le PIB réel et le revenu disponible net ajusté des ménages dans la zone euro, aux États-Unis, au Japon et au Canada. Ils montrent que les deux statistiques divergent le plus dans les années proches de la crise de 2008, période pendant laquelle l'intervention active des États a permis de modérer l'incidence de la crise sur le revenu des ménages.

Le revenu disponible, en tant que notion, est plus proche de la notion de revenu telle qu'on l'entend généralement en économie que du revenu national ou du PIB. Au niveau de l'économie dans son ensemble, il diffère du revenu national au sens où des éléments de revenus supplémentaires y sont inclus, principalement des autres transferts courants tels que des transferts de fonds. Pour les pays dans lesquels ces éléments supplémentaires constituent des sources de revenus significatives, il ne fait aucun doute que le revenu disponible doit être pris en compte lors de la formulation de l'action publique. Dans les pays de l'OCDE, la différence entre le revenu national et le revenu disponible à l'échelle de l'ensemble de l'économie est généralement insignifiante. Il existe une autre différence très importante entre le revenu national et le revenu disponible : elle concerne la répartition des revenus entre les différents secteurs. À ce niveau, des différences significatives apparaissent. Pour l'essentiel, elles sont le reflet de la réaffectation du revenu national : des entreprises et des ménages vers l'administration, sous l'effet des impôts sur le revenu ; des ménages à l'administration sous l'effet des cotisations sociales ; et de l'administration et des entreprises vers les ménages sous l'effet des prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature. C'est principalement cette réaffectation qui rapproche la notion de revenu de la notion économique. De fait, si, pour des raisons de simplicité, on ne tient pas compte des changements de valeur nette qui peuvent découler des transferts en capital ou des plus-values par exemple, le revenu disponible peut être considéré comme le montant maximal qu'une unité peut se permettre de consacrer à des biens de consommation ou des services sans avoir à réduire ses actifs financiers ou non financiers ou bien à accroître son passif.

Définition

Le revenu disponible des ménages est la somme des revenus et salaires, du revenu mixte, des revenus nets de la propriété, des transferts courants et des prestations sociales autres que en nature nets, moins les impôts sur le revenu et la richesse et les cotisations de sécurité sociale payées par les employés (incluant les cotisations sociales payées par l'employeur), l'auto entrepreneur et les chômeurs. Le revenu ajusté disponible des ménages, y ajoute les 'revenus' des administrations publiques et des ISBLSM pour les ménages de manière à refléter les transferts en nature. Ces transferts représentent les dépenses des administrations publiques et des ISBLSM sur les biens et services individuels, tels que la santé et l'éducation, au profit des ménages individuels.

Il existe toutefois une variante importante de cette notion, dite revenu disponible ajusté, qui est calculée en réaffectant aux ménages les « revenus » que l'administration et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) dépensent pour les ménages, afin de tenir compte des transferts sociaux en nature. Cette variante constitue un outil important de comparaison internationale.

Le tableau 14.1 présente le revenu disponible brut ajusté des ménages par tête. Le tableau 14.2 montre la croissance annuelle du revenu (ajusté) net disponible des ménages en termes réels (les valeurs nominales ont été déflatées par la consommation finale des ménages). Le graphique 14.3, montre, indexées sur 2001, les croissances du PIB et du revenu disponible ajusté, en termes réels (les valeurs nominales du PIB et du revenu ajusté déflatés respectivement par le déflateur du PIB et par la consommation individuelle effective) pour la Zone euro, les États-Unis, le Japon et le Canada.

Comparabilité

La comparabilité est bonne, mais des difficultés pratiques existent lorsqu'il s'agit de mesurer les éléments supplémentaires de revenus, tels que les transferts de fonds, qui expliquent la différence entre le PIB et le revenu disponible (y compris ajusté). C'est pour cette raison que le PIB par habitant est l'indicateur le plus largement utilisé du revenu ou du bien-être, même s'il est théoriquement inférieur, dans ce contexte, aux mesures du revenu disponible.

Les deux mesures du revenu disponible comprennent les versements de cotisations aux plans de retraite et à la sécurité sociale et les pensions et prestations versées par les plans de retraite et la sécurité sociale. Le SCN préconise ce traitement car il correspond mieux à la notion individuelle de revenu et ce malgré le fait que les versements de cotisations aux plans de retraite et la perception de pensions par les retraités constituent une acquisition et une cession d'actifs financiers (voir aussi la section 16). Cependant, les pays n'incluent pas tous ces flux particuliers de prestations de retraite dans le revenu disponible, ce qui affecte la comparabilité au niveau sectoriel, marginalement il est vrai.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non financiers par secteur », annuel, *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00034-fr>.

Pour en savoir plus

Fesseau, M. et M. L. Mattonetti (2013), « Distributional Measures Across Household Groups in a National Accounts Framework: Results from an Experimental Cross-country Exercise on Household Income, Consumption and Saving », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2013/04, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wdjq775f-en>

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 14.1. Revenu disponible brut ajusté des ménages par tête

PPA courantes, dollars USD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	20 381	21 433	22 252	23 307	24 092	24 882	26 084	27 101	28 044	29 269	29 072	30 972	32 617	33 406
Australie	19 773	21 400	22 243	23 285	23 937	25 538	25 912	27 079	28 677	30 079	29 923	31 222	..	..
Autriche	20 270	22 184	22 019	23 505	24 138	25 308	25 704	27 430	28 300	29 317	29 261	30 155	30 743	31 588
Belgique	19 375	21 847	22 778	24 295	23 647	24 407	24 160	25 137	26 020	27 469	27 833	28 219	29 260	30 161
Canada	19 718	20 890	21 735	22 169	22 770	24 042	24 977	25 929	27 370	28 226	28 057	29 183	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10 597	11 126	11 883	13 762	..
Corée	11 321	11 737	11 992	12 654	13 269	14 237	14 749	15 473	16 269	16 860	17 135	18 100	18 817	19 483
Danemark	17 389	18 514	19 088	20 762	20 199	21 194	20 988	22 349	23 392	24 466	25 057	26 334	26 490	..
Espagne	..	17 005	18 034	19 788	19 865	20 648	21 345	22 577	23 373	24 745	24 798	24 092	24 078	23 770
Estonie	6 600	7 574	7 968	9 058	9 534	10 035	10 712	11 772	13 247	14 169	13 795	14 047	15 076	14 911
États-Unis	26 995 e	28 704 e	29 862 e	30 989 e	32 261 e	33 923 e	35 172 e	37 170 e	38 489 e	39 941 e	39 461 e	40 204 e	41 674 e	42 920 e
Finlande	15 421	16 854	17 447	18 933	19 314	20 820	21 114	22 355	24 284	26 087	26 551	27 610	28 598	29 479
France	19 230	21 319	22 796	24 768	23 852	24 807	25 116	26 057	27 437	28 348	28 598	29 476	30 323	30 811
Grèce	..	..	..	..	..	..	19 553	21 047	22 845	23 682	23 471	21 920	20 464	19 224
Hongrie	9 039	9 759	10 650	11 966	12 273	12 924	13 306	13 885	13 876	14 309	14 439	14 979	16 002	15 898
Irlande	..	..	..	19 450	20 310	21 591	22 916	23 779	25 039	25 556	25 146	25 278	24 760	24 709
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	18 988	20 382	22 171	22 145	22 273	22 599	22 909	24 039	25 093	26 329	25 489	26 454	26 529	26 105
Japon	..	..	18 757	19 826	20 487	21 295	22 382	23 028	23 891	24 275	24 564	25 612	26 536	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	34 255	35 190	37 275	37 012	37 151	37 637	38 490
Mexique	..	..	..	..	9 118	9 636	10 239	11 110	11 718	12 256	11 437	12 027	12 983 e	..
Norvège	19 139	20 833	21 297	23 737	25 072	26 495	27 665	27 143	29 408	30 741	31 540	32 563	33 562	35 358
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	18 386	20 495	21 985	23 523	22 374	23 187	23 468	25 121	26 734	27 445	27 065	26 729	27 193	27 238
Pologne	8 593	9 277	9 800	10 368	10 419	10 816	11 024	11 791	13 108	13 989	14 740	15 866	16 559	17 306
Portugal	13 136	14 487	15 093	15 816	16 024	16 633	17 685	18 282	18 925	19 772	20 007	20 673	20 256	20 369
République slovaque	8 241	8 810	9 718	10 700	10 438	10 975	11 856	12 704	14 590	16 120	16 461	17 729	18 072	18 348
République tchèque	10 871	11 742	12 695	13 361	13 851	14 601	14 999	15 872	16 921	16 645	17 487	17 762	18 017	18 516
Royaume-Uni	18 771	21 084	22 581	23 993	24 313	26 065	26 391	27 728	27 688	27 620	27 872	26 932	26 899	27 517
Slovénie	12 949	14 220	15 029	16 403	16 243	17 126	17 723	18 630	19 526	20 537	19 862	20 239	20 967	20 785
Suède	16 886	18 683	19 877	21 476	21 663	22 275	22 182	23 438	25 316	26 791	26 827	27 050	28 221	29 402
Suisse	21 176	22 664	23 535	24 758	24 011	25 061	25 272	26 668	29 051	30 495	30 635	31 484	32 594	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	18 212 e	19 765 e	20 955 e	22 170 e	22 192 e	22 948 e	23 576 e	24 666 e	25 776 e	26 884 e	26 719 e	27 460 e	28 068 e	28 286 e
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	4 428	4 566	4 685	4 823	5 068	5 420	5 746	6 124	6 492	6 526	6 704	6 836	7 327	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	6 615	7 079	7 917	8 818	10 679	12 352	14 365	14 522	15 829	17 328	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093747>

Graphique 14.1. Revenu disponible (ajusté) brut par tête PPA courantes

Dollars USD, 2011

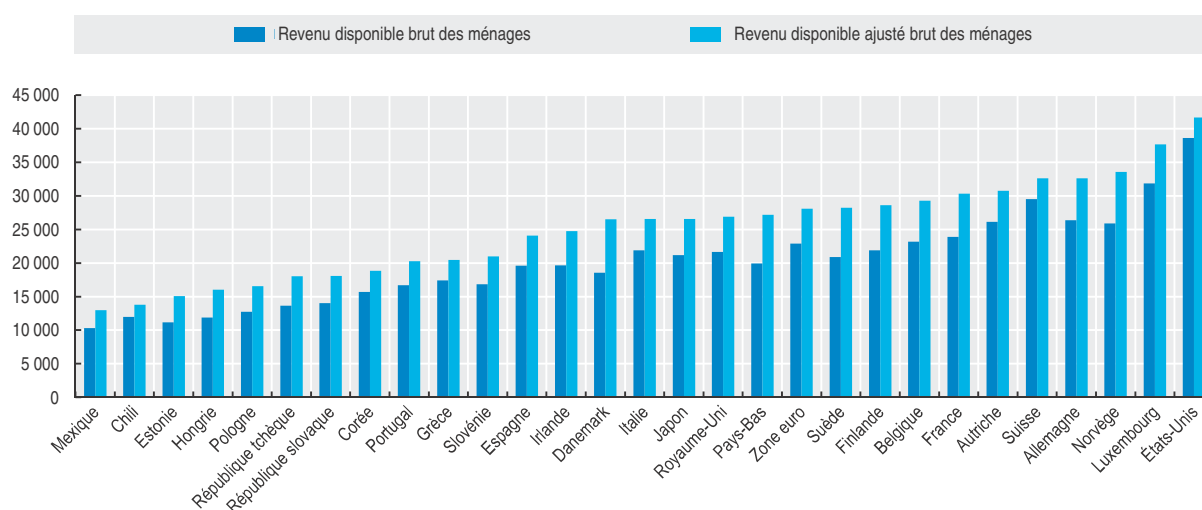
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092797>

Tableau 14.2. Revenu (ajusté) disponible net des ménages en valeurs réelles

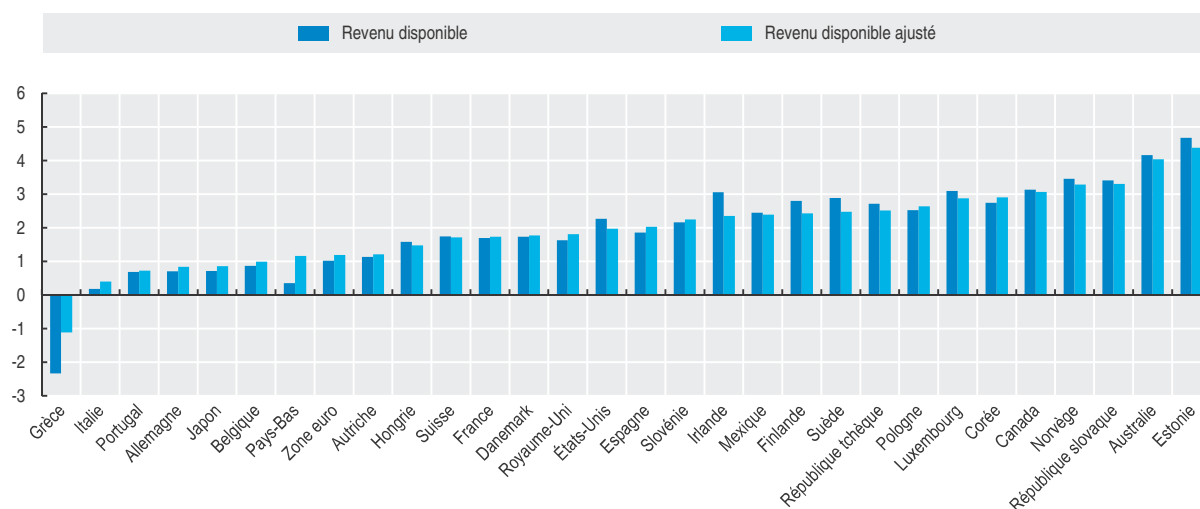
Taux de croissance annuel en pourcentage

	Net							Net ajusté						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	1.2	0.0	0.9	-0.5	1.0	1.7	0.7	1.2	0.4	1.3	0.1	1.1	1.7	0.8
Australie	6.1	5.6	7.1	1.3	4.3	..	..	5.6	5.3	6.8	1.4	4.0	..	..
Autriche	2.7	2.6	0.7	0.1	-0.5	-1.3	1.1	2.8	2.7	1.1	0.2	-0.3	-0.9	1.0
Belgique	2.7	2.2	2.1	2.6	-1.3	-1.1	1.1	2.5	2.1	2.1	2.4	-0.8	-0.7	1.3
Canada	5.7	3.8	4.2	1.1	3.5	..	..	5.1	3.7	4.1	1.4	3.3	..	..
Chili	..	..	..	6.4	6.4	9.2	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	2.6	2.7	1.3	1.6	4.1	1.7	2.0	3.0	2.7	1.6	2.1	4.2	1.8	..
Danemark	1.8	0.1	-0.2	0.0	3.6	0.9	..	2.1	0.7	0.8	0.8	2.8	0.1	..
Espagne	3.0	3.2	3.3	1.8	-4.5	-2.3	-5.1	2.9	3.3	3.4	1.7	-4.0	-2.2	-5.2
Estonie	10.8	11.8	-0.1	-5.5	-1.9	4.8	-3.8	10.3	10.9	0.6	-4.7	-1.9	4.3	-2.8
États-Unis	3.9	1.9	1.8	-0.3	1.4	2.6	2.1	3.5 e	1.7 e	1.6 e	-0.1 e	0.9 e	2.1 e	2.1 e
Finlande	2.7	3.6	2.4	1.9	2.8	0.4	0.0	2.2	3.1	2.2	1.4	2.0	0.2	0.1
France	2.4	3.0	0.2	1.2	1.0	0.5	-0.7	2.2	2.8	0.5	1.4	1.1	0.7	-0.3
Grèce	5.1	7.3	-2.3	-0.4	-11.4	-10.7	-10.8	5.5	7.4	-2.4	-0.5	-10.3	-10.4	-10.2
Hongrie	1.7	-3.0	-1.8	-4.4	-2.1	2.8	-4.6	1.9	-4.2	-1.1	-3.7	-2.8	2.4	-4.3
Irlande	4.3	6.2	7.0	1.0	-2.7	-3.7	-1.7	4.3	6.4	5.5	1.5	-2.4	-3.5	-1.8
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	0.9	1.0	-1.4	-3.0	-0.8	-0.8	-4.9	0.9	1.0	-1.0	-2.4	-0.7	-0.8	-4.4
Japon	0.8	0.8	-1.2	1.3	2.6	0.6	..	0.8	1.0	-0.8	1.4	2.5	0.9	..
Luxembourg	..	4.0	4.6	1.0	4.2	1.8	2.4	..	4.3	3.3	1.8	3.7	1.2	2.7
Mexique	5.5	3.6	1.2	-7.7	4.2	5.0	..	5.3	3.5	1.1	-7.1	4.0	4.8	..
Norvège	-6.4	6.3	4.0	4.1	2.7	4.4	3.4	-4.5	5.2	3.5	3.9	2.4	3.4	3.0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	0.5	2.6	-0.3	-1.1	-0.2	-0.4	-2.3	3.5	3.0	0.5	0.5	0.4	0.4	-1.4
Pologne	4.8	4.2	4.0	4.8	2.2	0.4	-0.1	5.0	4.2	4.6	4.7	2.4	0.2	0.0
Portugal	-0.4	1.9	1.6	1.8	1.7	-4.2	-3.2	-0.6	1.6	1.4	2.2	1.5	-3.9	-3.4
République slovaque	3.4	9.1	5.0	1.2	3.2	-1.5	-1.7	3.9	9.9	5.5	1.3	3.0	-2.0	-1.4
République tchèque	5.6	3.8	2.1	2.7	0.4	-0.6	-1.3	4.4	3.3	1.8	2.9	0.4	-0.9	-1.2
Royaume-Uni	2.2	0.3	1.3	1.5	1.1	-1.3	1.7	2.2	0.5	1.5	1.7	1.1	-0.8	1.8
Slovénie	2.9	4.3	1.8	-0.7	-0.6	0.6	-4.6	3.0	4.0	2.2	-0.1	-0.3	0.6	-4.0
Suède	3.6	5.5	2.3	2.0	1.6	3.3	3.5	3.0	4.1	1.9	2.0	1.5	2.5	2.4
Suisse	3.7	4.1	0.1	1.5	1.9	2.8	..	3.3	3.8	-0.5	1.9	1.8	2.6	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	1.8	2.0	0.5	-0.1	-0.6	-0.3	-1.8	1.9 e	2.1 e	0.8 e	0.2 e	-0.2 e	0.0 e	-1.4 e
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	6.9	5.2	0.6	1.4	5.7	5.6	4.6	6.3	5.9	1.1	0.8	5.6	5.8	3.4
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	13.6	14.1	8.0	-2.0	8.6	4.4	..	11.8	12.3	7.2	-1.9	7.0	3.6	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

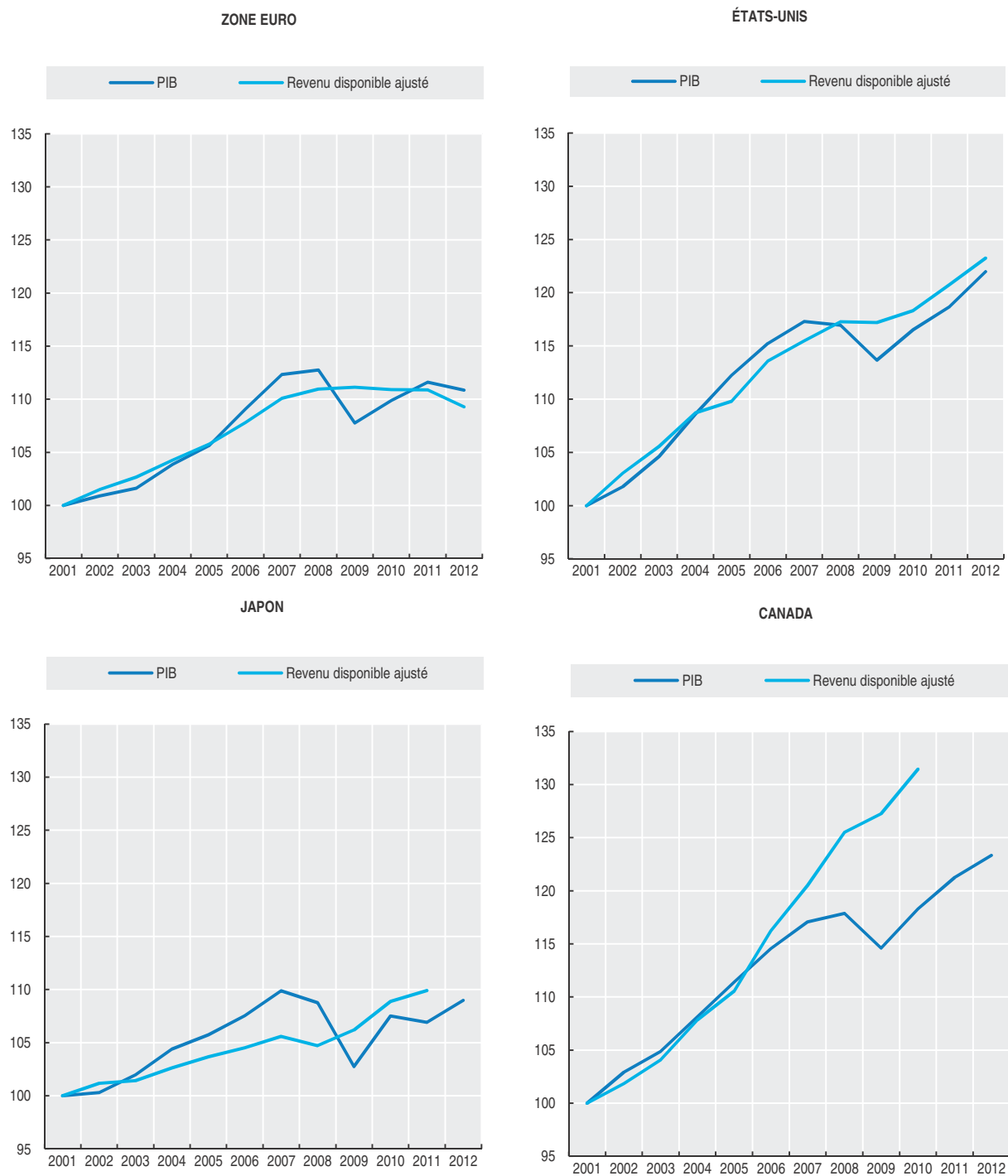
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093766>


Graphique 14.2. Revenu disponible (ajusté) net des ménages en valeurs réelles

Taux de croissance annuel moyen, 2001-11

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092816>

Graphique 14.3. **Revenu disponible net ajusté des ménages en valeurs réelles et croissance du PIB**
Année 2001 =100



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092835>

15. Dépenses de consommation finale des ménages pour le logement

- De 2001 à 2011, la part du revenu disponible ajusté affectée à la consommation de logements a baissé en Estonie, en Corée, en Suède et en Norvège. Dans tous les autres pays, elle a augmenté. Pendant cette période, les plus fortes hausses ont eu lieu au Royaume-Uni, en Pologne, en République tchèque, en Espagne et en Italie.
- En 2012, le rapport entre la consommation de logements et le revenu disponible ajusté était supérieur à 20 % dans trois pays : République slovaque, République tchèque, et Royaume-Uni.

Les coûts du logement sont des facteurs essentiels des conditions de vie des individus et des ménages. Les préoccupations concernant l'accessibilité au logement sont importantes en particulier quand il y a de fortes hausses des prix de l'immobilier, des loyers et de l'énergie. Le logement est une des composantes les plus importantes à la fois des dépenses et des actifs des ménages. En conséquence, des prix de logement élevés peuvent peser sur le budget des ménages qui ne sont pas propriétaires de leur résidence principale et accroître la richesse et la santé financière des ménages propriétaires.

Présenter les dépenses de logement en proportion du revenu disponible ajusté permet de prendre la mesure de la part du revenu qui est consacrée aux services de logement et de comparer ces dépenses au cours du temps et entre les pays.

Définition

Les dépenses de consommation individuelle sont classées par objectif en utilisant la classification de l'ONU de la consommation individuelle (COICOP). La catégorie des dépenses de logement, appelée « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », est l'une des catégories incluses dans le cadre des dépenses de consommation individuelle. Les dépenses de logement et d'énergie sont constituées des cinq catégories suivantes : les loyers effectifs, les loyers fictifs, l'entretien et la réparation des logements, l'alimentation en eau et services divers liés au logement, et l'électricité, gaz et autres combustibles.

L'ordre des catégories de la COICOP est conçu pour refléter les différences de sensibilité des dépenses aux changements dans le revenu des ménages, appelées « élasticité-revenu de la demande ». Les types de dépenses avec une faible sensibilité, où les variations en pourcentage des dépenses sont généralement inférieures à la variation en pourcentage des revenus, sont classés en début de la catégorie. Les dépenses qui augmentent à un taux généralement plus élevé que les variations du revenu sont classées plus bas dans la catégorie. Ainsi les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, qui reflètent les achats pour le foyer et qui ont une faible élasticité-revenu, sont au sommet de la hiérarchie. Contrairement aux repas pris au restaurant, qui ont une élasticité au revenu relativement élevée, et apparaissent donc beaucoup plus bas dans la hiérarchie.

Les dépenses de logement des ménages, telles que définies dans les comptes nationaux, comprennent les loyers effectifs et imputés (loyer équivalent à ce que les propriétaires paieraient pour un logement avec des caractéristiques similaires à celui qu'ils possèdent). Cette imputation permet d'éviter que le PIB soit modifié en fonction du taux de répartition des occupants entre locataire et propriétaire. C'est aussi un moyen d'améliorer la comparabilité entre les pays, la proportion des ménages possédant leur logement variant en fonction des pays.

Le revenu disponible ajusté inclut également le revenu imputé des ménages propriétaires de leur logement fournissant des services de logement pour eux-mêmes.

Les loyers comprennent en principe le paiement pour la jouissance de la terre sur laquelle la propriété se trouve, le logement occupé, les agencements et installations de chauffage, de plomberie, d'éclairage, etc., dans le cas d'un logement loué meublé, les meubles.

Comparabilité

La comparabilité est bonne, même si les loyers imputés sont sujets à discussion. Le revenu disponible ajusté est très comparable entre les pays.

La consommation destinée au logement correspond au concept national plutôt que domestique en Australie, au Chili, en Nouvelle-Zélande, en Suisse et en Afrique du Sud. Les données incluent aussi le secteur des ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages) pour l'Australie, le Chili, le Mexique et l'Afrique du Sud.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Dépense de consommation finale des ménages », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00005-fr>.

Pour en savoir plus

Fesseau, M. et M. L. Mattonetti (2013), « Distributional Measures Across Household Groups in a National Accounts Framework », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2013/04, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wdjqr775f-en>.

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

15. Dépenses de consommation finale des ménages pour le logement

Tableau 15.1. Dépenses de consommation en logement des ménages

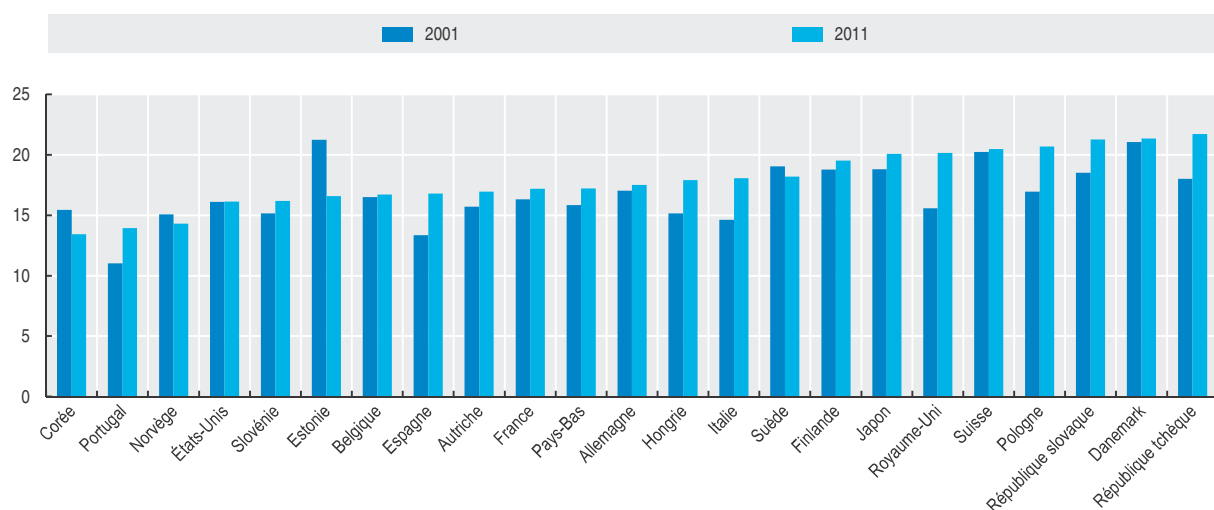
Pourcentage du revenu disponible ajusté net

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	16.6	16.8	17.0	17.0	17.3	17.3	17.5	17.6	17.4	17.8	17.9	17.9	17.5	17.5
Australie	16.4	16.1	16.2	16.5	16.7	16.7	16.9	16.7	16.9	16.8	17.4	17.5	..	..
Autriche	15.1	15.2	15.7	15.7	15.7	16.0	16.6	16.5	16.0	16.3	16.3	16.8	16.9	17.1
Belgique	16.4	16.6	16.5	16.4	16.6	16.6	16.7	16.6	16.0	16.5	16.0	16.6	16.7	16.8
Canada	18.4	18.1	18.0	18.0	18.2	18.1	18.2	17.8	17.9	18.0	18.1	17.9	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	14.4	15.5	15.4	15.4	15.1	14.6	14.6	14.4	14.2	14.0	13.7	13.5	13.4	..
Danemark	21.0	21.1	21.1	20.8	20.5	20.5	20.9	21.2	21.5	21.8	21.5	21.7	21.3	..
Espagne	..	13.2	13.3	13.6	13.7	13.8	14.0	14.4	14.7	14.7	15.1	16.1	16.8	17.6
Estonie	22.5	21.3	21.2	20.4	19.7	19.8	18.6	18.5	18.4	16.8	16.9	17.1	16.6	17.2
États-Unis	15.8 e	15.7 e	16.1 e	15.9 e	15.9 e	15.8 e	16.3 e	16.3 e	16.3 e	16.3 e	16.6 e	16.4 e	16.1 e	15.9 e
Finlande	19.0	18.8	18.8	18.9	18.9	18.6	18.8	18.9	18.6	18.6	19.0	19.3	19.5	19.7
France	16.8	16.5	16.3	16.0	16.3	16.4	16.9	17.1	17.0	17.2	17.2	17.4	17.2	17.7
Grèce	..	..	..	..	..	..	18.2	18.1	17.6	19.5	19.7	22.3	24.9	..
Hongrie	15.4	15.5	15.1	14.8	14.9	14.8	14.7	15.0	15.8	16.6	17.8	18.4	17.9	18.2
Irlande	..	..	..	15.9	16.4	16.0	15.7	15.9	16.5	16.9	15.3	15.7	16.5	17.2
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	14.7	14.9	14.6	14.8	15.1	15.5	15.8	15.9	16.0	16.6	17.5	17.8	18.1	19.1
Japon	..	..	18.8	19.0	19.4	19.5	19.8	20.1	20.1	20.4	20.3	20.2	20.1	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	19.6	19.3	19.4	19.1	19.2	19.5	19.5
Mexique	..	..	..	..	15.0	15.2	15.3	15.2	14.9	15.3	14.5	14.0	13.7	..
Norvège	14.3	14.3	15.1	14.7	14.8	14.5	14.0	15.4	14.5	14.5	14.2	14.9	14.3	13.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	16.2	16.2	15.8	15.8	16.4	16.8	17.3	17.1	16.6	17.0	17.3	17.4	17.2	17.7
Pologne	16.3	16.0	16.9	18.6	18.8	19.0	19.8	19.6	19.3	19.8	20.1	19.9	20.7	19.8
Portugal	11.0	10.9	11.0	11.3	11.7	11.9	12.1	12.3	12.5	12.7	12.9	13.1	13.9	14.2
République slovaque	16.6	18.2	18.5	18.7	20.6	22.4	22.5	23.3	21.9	21.2	21.5	20.8	21.3	21.7
République tchèque	17.2	17.4	18.0	18.7	19.3	19.3	19.8	19.8	20.0	20.6	22.0	22.3	21.7	21.4
Royaume-Uni	15.6	15.7	15.6	15.7	15.6	16.2	16.7	17.0	17.8	18.1	18.7	19.6	20.1	20.8
Slovénie	15.2	15.3	15.2	14.8	14.6	14.9	15.1	15.1	14.7	15.0	16.1	16.4	16.2	16.4
Suède	20.7	20.0	19.0	18.8	19.1	19.1	19.0	18.6	18.2	18.0	18.2	18.6	18.2	18.1
Suisse	20.2	20.1	20.2	20.6	20.8	20.8	20.8	20.5	20.1	20.5	20.6	20.7	20.5	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	12.3	12.3	12.2	12.3	12.8	13.0	13.6	14.0	14.6	14.7	14.5	14.4	14.3	14.2
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	6.6	7.8	7.5	7.2	7.1	7.3	7.6	7.5	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093785>

Graphique 15.1. Dépenses de consommation pour le logement des ménages

Pourcentage du revenu disponible ajusté net, 2001 et 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092854>

16. Taux d'épargne des ménages

- Les taux d'épargne des ménages diffèrent sensiblement selon les pays. En 2011, les plus élevés, supérieurs à 10 %, étaient observés au Luxembourg, en Suisse, en France, en Allemagne et en Suède. La même année, le taux d'épargne était légèrement négatif au Danemark et en Pologne (-0,2 %), alors qu'en Grèce il l'était à hauteur de -12,5 %.
- Des 22 pays pour lesquels les données 2012 sont disponibles, treize ont vu leur taux d'épargne baisser par rapport à 2011.

L'épargne des ménages constitue la principale source nationale de fonds permettant de financer les dépenses d'investissement, qui sont l'un des moteurs de la croissance économique à long terme. Les taux d'épargne des ménages varient considérablement d'un pays à l'autre à cause de différences d'ordre institutionnel, démographique ou encore socio-économique. Par exemple, les dispositions gouvernementales en matière de pensions de retraite et la structure démographique de la population ont une influence sur le taux d'épargne de la population (les personnes âgées ont tendance à puiser dans leurs actifs financiers au détriment de l'épargne). De la même façon, la disponibilité et le coût du crédit, ainsi que le regard porté sur l'endettement, peuvent également influencer les choix opérés par les particuliers lorsqu'ils décident de dépenser ou d'épargner.

Définition

En comptabilité nationale, l'épargne des ménages est estimée en retranchant les dépenses de consommation des ménages du revenu disponible des ménages et en ajoutant la variation des droits des ménages sur les fonds de pension (puisque cet élément est aussi un déterminant du revenu disponible des ménages mais avec un signe opposé).

Le revenu disponible des ménages est essentiellement composé des revenus tirés d'emplois salariés et de la gestion d'entreprises non constituées en sociétés, auxquels on ajoute la perception d'intérêts, de dividendes et de prestations sociales mais dont on retranche le montant courant des impôts, frais financiers et cotisations sociales acquittés. Cela inclut aussi les revenus provenant des loyers imputés versés par les propriétaires-occupants des logements. Il peut être mesuré sur une base brute, c'est-à-dire avant déduction de la consommation de capital fixe (CCF) ou sur une base nette, c'est-à-dire après déduction de la CCF.

Les dépenses de consommation des ménages consistent principalement en décaissements d'espèces pour l'acquisition de biens de consommation et de services, mais elles comprennent également les dépenses imputées que les propriétaires-occupants, en leur qualité d'occupants, se versent à eux-mêmes en leur qualité de propriétaire de leurs logements, ainsi que la production de biens à des fins d'utilisation personnelle tels que les produits agricoles, dont la valeur est également incluse dans les revenus.

Le taux d'épargne des ménages est calculé en divisant l'épargne des ménages (plus la variation des droits des ménages sur les fonds de pension) par le revenu disponible des ménages.

Comparabilité

Les taux d'épargne peuvent être mesurés soit en valeur brute, soit en valeur nette. Les taux d'épargne nette sont calculés en déduisant la consommation de capital fixe (pour les actifs utilisés dans les entreprises non constituées en société et pour les logements occupés par le propriétaire) de l'épargne et du revenu disponible des ménages, si bien que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux présentés sur une base nette.

La plupart des pays publient des ratios calculés à partir d'une base nette, mais certains publient des ratios calculés sur une base brute, ce qui induit un biais à la hausse par rapport aux ratios en base nette (dans la mesure où l'épargne est toujours inférieure au revenu disponible et où il est peu probable que l'amortissement ne puisse jamais être supérieur au revenu disponible). Les données chiliennes sont présentées sur une base brute.

Source

OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.

Pour en savoir plus


Fesseau, M. et M. L. Mattonetti (2013), « Distributional Measures Across Household Groups in a National Accounts Framework: Results from an Experimental Cross-country Exercise on Household Income, Consumption and Saving », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2013/04, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/10.1787/5k3wdjqr775f-en>.

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

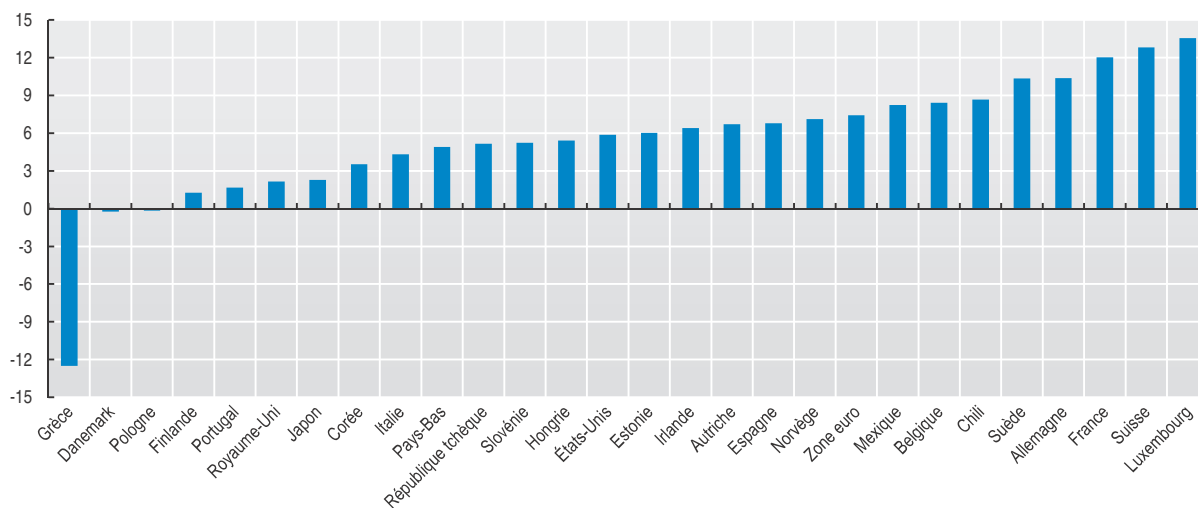
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


Tableau 16.1. **Épargne nette des ménages**
Pourcentage du revenu disponible des ménages

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	9.6	9.4	9.5	10.1	10.4	10.6	10.7	10.8	11.0	11.5	10.9	10.9	10.4	10.3
Australie	1.5	2.5	2.6	0.5	0.5	1.0	1.6	3.2	3.6	10.2	8.9	9.2	..	..
Autriche	9.9	9.3	7.6	7.9	8.7	9.1	9.6	10.4	11.6	11.5	11.2	8.9	6.7	7.4
Belgique	13.2	12.5	13.8	13.1	12.3	10.7	9.9	10.7	11.3	11.5	13.2	9.9	8.4	9.6
Canada	4.1	4.8	5.3	3.5	2.7	3.2	2.2	3.6	2.9	4.0	4.7	4.9	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	12.3	8.9	8.7	..
Corée	16.1	9.3	5.2	0.4	5.2	9.2	7.2	5.2	2.9	2.9	4.6	4.3	3.5	3.8
Danemark	-5.6	-4.0	2.1	2.1	2.4	-1.3	-4.2	-2.3	-4.0	-3.7	-0.4	-0.2	-0.2	..
Espagne	..	6.1	5.9	5.8	6.7	5.2	4.7	3.9	4.0	7.8	12.2	7.9	6.8	4.4
Estonie	-6.6	-3.0	-4.0	-6.4	-7.1	-12.8	-10.8	-13.1	-8.2	-4.1	4.7	4.4	6.0	-1.1
États-Unis	4.4	4.2	4.5	5.2	5.0	4.8	2.7	3.5	3.2	5.2	6.4	5.9	5.9	5.8
Finlande	2.4	0.5	0.3	0.4	1.4	2.7	0.9	-1.1	-0.9	-0.3	4.2	3.6	1.3	1.1
France	11.3	11.0	11.7	13.0	11.9	12.2	11.1	11.2	11.7	11.7	12.6	12.1	12.0	11.7
Grèce	..	..	..	..	..	..	-1.7	-1.0	2.5	-4.1	-2.9	-8.8	-12.5	-14.6
Hongrie	7.8	6.2	6.7	5.3	2.9	5.4	6.7	7.2	3.3	2.7	4.8	5.4	5.4	1.9
Irlande	..	..	..	-0.7	0.4	1.2	2.2	-0.4	-0.5	6.0	11.5	8.5	6.4	5.2
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	9.9	7.9	9.9	10.8	10.3	10.5	10.2	9.5	8.9	8.5	7.1	4.9	4.3	3.6
Japon	..	..	3.8	3.3	2.7	2.3	1.6	1.3	1.1	0.6	2.3	2.1	2.3	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	3.8	4.3	9.5	12.1	13.0	13.6	13.7
Mexique	..	..	..	..	11.4	10.1	10.1	10.1	9.7	9.2	9.0	9.0	8.2	..
Norvège	4.7	4.3	3.1	8.2	8.8	6.9	9.6	-0.5	0.8	3.7	6.9	5.6	7.1	8.2
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	9.0	6.9	9.7	8.7	7.6	7.4	6.4	6.1	6.9	5.9	5.6	3.3	4.9	4.1
Pologne	10.5	10.0	11.9	8.3	7.7	5.5	5.9	6.5	4.6	-0.3	6.9	6.1	-0.2	2.6
Portugal	3.9	3.8	3.8	3.3	3.6	2.8	2.7	0.4	-0.7	-0.8	3.2	2.4	1.7	3.9
République slovaque	6.2	6.0	3.8	3.3	1.1	0.3	1.1	0.1	2.2	1.1	..	..	..	..
République tchèque	4.7	5.8	5.2	5.2	4.1	2.9	4.8	6.1	5.7	4.8	6.8	6.2	5.1	5.9
Royaume-Uni	0.3	0.1	1.4	-0.2	-0.5	-1.5	-2.3	-2.2	-3.7	-2.7	2.3	2.9	2.2	2.4
Slovénie	4.5	7.8	9.7	10.3	7.8	8.6	10.6	10.8	9.0	8.6	8.0	6.1	5.2	4.7
Suède	1.6	3.1	7.3	7.1	5.9	4.7	4.0	4.9	7.2	9.0	11.0	8.3	10.4	12.2
Suisse	10.6	10.6	11.2	9.9	8.6	8.0	8.8	10.7	12.5	11.7	11.4	11.4	12.8	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	9.2	8.2	8.9	9.4	9.2	9.2	8.6	8.2	8.5	8.7	9.5	8.0	7.4	7.0
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	1.2	1.0	0.4	0.7	0.6	0.4	0.1	-0.8	-1.2	-1.2	-0.8	-0.5	-0.2	0.0
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	11.0	12.4	12.1	10.1	13.1	15.5	13.9	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093804>

Graphique 16.1. **Épargne nette des ménages**
Pourcentage du revenu disponible des ménages, 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092873>

17. Les opérations financières des ménages

- En 2011, le ratio d'épargne financière a dépassé 8 % dans cinq pays de l'OCDE : États-Unis (11,7 %), Irlande (11 %), Belgique (9,5 %), Allemagne (8,3 %) et Corée (8,1 %). En revanche, il y a eu une désépargne financière dans quatre pays : Hongrie (-7,7 %), Danemark (-2,4 %), Norvège (-1,5 %) et Finlande (-1,1 %).
- Les comparaisons entre 2006 et 2011 montrent que le ratio d'épargne financière des ménages s'est nettement amélioré (de quelque 28 points de pourcentage) en Estonie et en Irlande. En 2006, c'est dans ces deux pays que la désépargne des ménages a été la plus importante, avec respectivement des ratios de -23,3 % et -17,3 %. De 2006 à 2011, les baisses les plus significatives ont été observées en Hongrie (-13,9 points de pourcentage) et en Suisse (-9,2 points de pourcentage).

Les opérations financières nettes des ménages, exprimées en pourcentage de leur revenu disponible net, mesurent l'épargne (+) ou la désépargne financières (-) par rapport au revenu disponible; elles représentent la part de ce dernier qui peut servir à acquérir des actifs financiers (comptes bancaires, comptes d'épargne, actions cotées sur les marchés boursiers, etc.) ou à réduire l'endettement (crédits immobiliers, crédits à la consommation, etc.) pendant l'année. Le ratio d'épargne financière donne des indications sur la santé financière des ménages : une épargne financière élevée constitue un « matelas » de précaution qui rend les ménages moins vulnérables à une évolution défavorable de leur situation. La manière dont un ménage perçoit l'endettement et valorise son patrimoine varie selon les cultures, et modifie de manière significative leurs comportements; dans ce cas, le ratio d'épargne financière des ménages peut varier considérablement selon les pays. Un certain nombre d'autres facteurs peuvent aussi affecter ce ratio, il s'agit du degré de confiance des consommateurs, de la situation économique et financière générale et de l'accès au crédit. Si, par exemple, les ménages anticipent soit un ralentissement de la hausse de leurs revenus, soit une baisse du rendement de leurs actifs ou s'ils sont confrontés à une perte d'emploi, ils modifieront leur comportement financier en réduisant leurs dettes ou en augmentant leurs actifs financiers.

Une valeur positive du ratio indique que le secteur des ménages est prêteur net; une valeur négative indique qu'il est emprunteur net.

Définition

Le poste « opérations financières nettes » est le solde du compte financier des ménages. Il correspond à la différence, pour une période donnée, entre l'acquisition nette d'actifs financiers et l'accroissement net des passifs, résultant des opérations financières entre les ménages et les autres secteurs institutionnels, dont le reste du monde.

Le ratio d'épargne financière complète le ratio d'épargne des ménages, qui mesure le montant épargné du revenu courant pouvant être utilisé pour acquérir des actifs fixes (par exemple un logement) ou effectuer des placements financiers. Théoriquement, les opérations financières nettes sont égales au solde du compte de capital « capacité/besoin de financement ». En pratique, il existe une différence entre les deux soldes, qualifiée d'« écart statistique »; elle est due à la difficulté d'évaluer certaines opérations, à de possibles lacunes dans les données et, plus généralement, à des différences dans les sources de données.

Comparabilité

Les différences institutionnelles en matière de régimes de retraite et d'enregistrement des droits à pension peuvent compliquer l'interprétation du montant total des opérations financières nettes des ménages.

Sources

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes financiers*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/2221531x>.

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes financiers », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 17.1. Opérations financières nettes des ménages

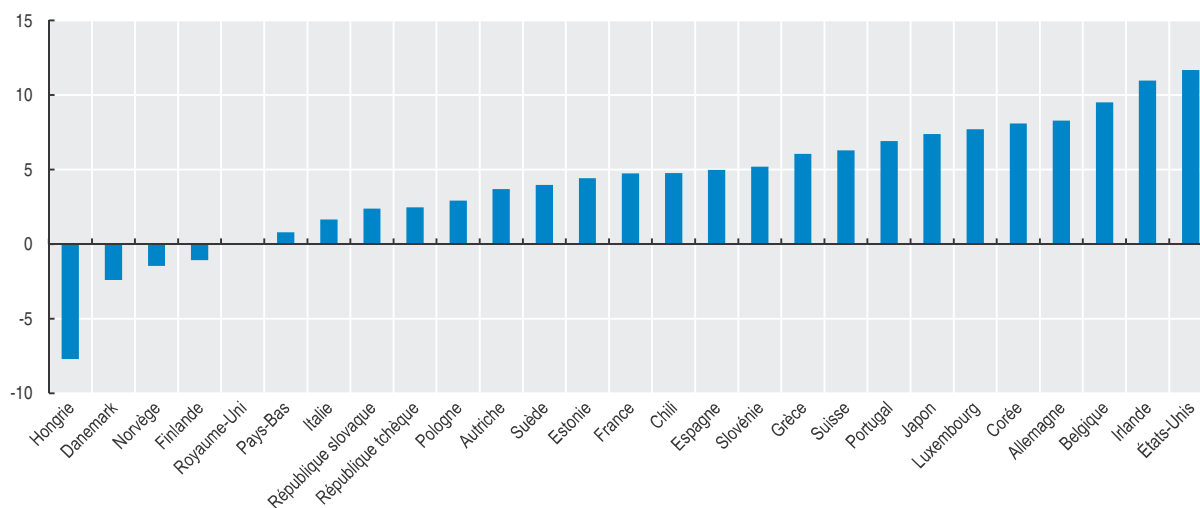
Pourcentage du revenu disponible net

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	5.4	5.8	7.2	7.4	9.0	9.4	10.0	9.2	9.1	8.9	9.9	9.5	8.3	8.4
Australie	0.6	0.9	-0.2	-4.2	-6.3	-4.6	-4.2	-0.4	2.8	6.2	4.1	7.4	..	..
Autriche	7.0	6.7	5.1	6.4	7.1	7.2	7.7	8.4	9.4	9.0	8.8	6.5	3.7	5.0
Belgique	13.5	11.8	14.6	9.6	10.3	5.5	7.2	2.9	7.1	5.6	13.6	7.4	9.5	6.5
Canada	-2.7	-2.1	-3.1	-5.1	-6.3	-6.5	-7.7	-5.9	-6.7	-6.1	-2.7	-4.4	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-0.6	7.1	8.5	4.8	..
Corée	..	..	..	..	4.7	7.3	5.9	8.5	8.0	9.9	13.9	9.4	8.1	12.2
Danemark	-8.2	-8.3	-1.0	0.1	0.0	-4.0	-9.4	-8.9	-11.5	-8.4	-0.5	-0.7	-2.4	..
Espagne	..	2.5	1.9	1.3	0.2	-1.0	-2.2	-2.8	-3.2	0.4	9.2	5.3	5.0	2.1
Estonie	-2.2	-1.7	-1.4	-6.2	-9.9	-16.7	-17.5	-23.3	-15.6	-6.9	5.0	4.0	4.4	-4.1
États-Unis	0.2	-3.7	0.6	-0.8	1.3	2.7	-2.1	-3.1	2.7	8.0	7.8	10.5	11.7	7.8
Finlande	1.9	-3.1	-0.3	-2.0	-0.3	-2.3	-0.2	-4.2	-4.0	-3.3	4.1	-0.8	-1.1	-5.9
France	6.0	5.6	6.8	6.8	6.3	6.6	5.6	4.7	4.7	4.5	5.6	5.4	4.8	4.4
Grèce	..	..	..	..	..	..	7.6	6.9	1.9	10.2	5.5	1.5	6.1	0.0
Hongrie	12.0	10.1	9.0	4.5	0.3	4.3	7.8	6.2	3.0	2.8	7.0	8.4	-7.7	9.2
Irlande	..	..	..	-5.1	-12.4	-11.5	-18.4	-17.3	-19.2	-1.5	10.7	12.6	11.0	9.1
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	7.5	8.9	12.5	11.1	6.6	7.8	8.2	3.3	0.3	5.8	2.2	1.6	1.7	1.9
Japon	..	..	5.6	3.2	1.3	3.7	6.4	7.1	6.5	7.1	4.5	4.2	7.4	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	3.2	3.2	2.1	5.4	10.4	7.7	9.1
Mexique	..	..	..	..	11.7	10.8	16.1	19.6	9.0	-3.9	30.1	..	..	..
Norvège	0.5	3.1	-0.6	2.8	4.8	1.9	6.1	-6.6	-5.8	-2.7	1.2	-0.9	-1.5	-1.1
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	2.7	-0.5	2.7	3.2	1.9	2.2	-0.9	-2.8	-1.4	-2.0	0.8	0.1	0.8	1.2
Pologne	7.2	4.1	6.5	2.3	1.4	3.0	7.0	3.7	4.2	-11.0	4.0	6.1	2.9	3.2
Portugal	1.3	1.6	3.6	3.7	4.0	3.9	4.4	2.3	1.6	3.1	7.2	6.6	6.9	9.7
République slovaque	3.8	1.3	0.3	-1.2	-1.8	-2.0	-2.3	-3.5	-1.7	-2.6	-0.4	3.8	2.4	1.5
République tchèque	1.6	2.8	3.4	3.9	2.3	0.8	2.2	2.7	1.7	0.7	3.3	2.2	2.5	6.6
Royaume-Uni	-2.6	-0.5	-2.6	-0.9	-3.7	-4.3	-4.9	-4.8	-7.9	-6.1	2.6	2.0	0.0	1.4
Slovénie	..	..	..	12.1	9.0	10.6	7.8	4.2	4.3	5.7	5.9	6.6	5.2	4.6
Suède	8.5	4.8	8.4	8.9	8.1	2.8	2.3	1.6	6.0	6.5	2.5	0.1	4.0	8.2
Suisse	..	6.6	11.6	9.1	8.5	11.2	10.0	15.5	19.5	6.3	16.3	10.8	6.3	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093823>

Graphique 17.1. Opérations financières nettes des ménages

Pourcentage du revenu disponible des ménages, 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092892>

18. Actifs non financiers des ménages

- En 2010, parmi les pays où l'on dispose de données, c'est au Danemark que la valeur par habitant des logements possédés par les ménages était la plus élevée, à 60 645 USD (le Royaume-Uni inclut le foncier dans la valeur des logements), devant la France (58 801 USD) et l'Allemagne (55 046 USD). La valeur la plus faible par habitant était observée en Pologne, à 5 627 USD.
- Des 21 pays où les données sont disponibles pour 2011, 19 ont vu augmenter la valeur des logements par habitant par rapport à 2010.

Les actifs non financiers des ménages sont les actifs appartenant aux entreprises non constituées en sociétés et les logements appartenant aux ménages, cette dernière composante formant de loin la fraction la plus importante de cette catégorie. Les actifs non financiers des ménages représentent une partie importante de la richesse globale et peuvent constituer une source complémentaire de revenus importante, soit par voie de cession ou de refinancement, soit en générant des revenus imputés grâce à la location d'un bien résidentiel par exemple. Les estimations des actifs non financiers des ménages jouent également un rôle important dans les analyses économiques, par exemple pour l'étude des bulles spéculatives ou pour l'analyse des niveaux de vie.

Définition

Les actifs non financiers des ménages comprennent en théorie les actifs non financiers produits et non produits et à ce titre, ils incluent donc : les logements et autres bâtiments, ouvrages de génie civil et améliorations foncières ; les machines et équipement, y compris le bétail ; et même des produits de propriété intellectuelle, tels que des logiciels ou originaux littéraires, ainsi que des actifs non produits tels que les terrains ou les licences de taxi. En pratique, les logements constituent de loin le poste le plus important.

À l'exception des logements, seuls les actifs détenus par des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages et utilisés dans la production sont inclus dans les actifs non financiers. Par exemple, une voiture utilisée par un ménage pour ses seuls déplacements privés ne constitue pas un actif non financier, alors qu'une voiture utilisée par un chauffeur de taxi ayant le statut de travailleur indépendant en constitue un.

Dans le compte de patrimoine, les actifs non financiers sont évalués à leur prix du marché à la date d'établissement du bilan et sont comptabilisés nets d'amortissement.

Comparabilité

Les informations sur les actifs non financiers des ménages sont généralement obtenues à partir d'études sur les ménages et de ce fait, leur qualité, sauf en ce qui concerne les logements et les terrains, est généralement inférieure à celle d'informations similaires collectées sur les entreprises non constituées en sociétés.

De plus, dans la pratique, les pays utilisent des méthodes très diverses pour faire la différence entre la valeur des logements et la valeur des terrains sur lesquels ils sont bâtis, ce qui signifie que les comparaisons de ces sous-composantes sont difficiles d'un pays à l'autre. Certains pays, par exemple le Royaume-Uni, incluent la valeur du terrain dans celle des logements. Ceci a une importance non seulement pour la comparabilité internationale et a fortiori pour les comparaisons temporelles, mais a aussi des répercussions dans la mesure où les logements, comme des actifs produits, s'amortissent, alors que (pour la plupart) les terrains, en tant qu'actifs non produits, ne s'amortissent pas. Il est ainsi particulièrement difficile de saisir les changements et les différences de qualité du stock de logements et de l'évaluer en conséquence.

Ces mises en garde concernant la distinction entre les terrains et les logements signifient que les utilisateurs devront se montrer particulièrement prudents lorsqu'ils utiliseront les chiffres pour procéder à des comparaisons internationales. La Direction des statistiques de l'OCDE collabore avec les organismes nationaux de statistiques de façon à ce que les versions futures de la présente publication présentent un degré plus élevé de couverture et de comparabilité internationale.

Les données sont des actifs nets de dépréciation pour tous les pays excepté pour le Danemark, et la République slovaque (actifs bruts).

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Comptes de patrimoine des actifs non financiers », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00368-fr>.

Pour en savoir plus


Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Table 18.1. **Non-financial assets of households per capita**

US dollars, current PPPs

	Logements				Terrains				Autres			
	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Allemagne	51 313	52 943	55 046	58 720	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	42 256	44 645	44 112	44 514	76 608	95 586	89 379	82 051	16 149	17 012	16 638	16 718
Autriche	46 309	48 528	50 255	52 963	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	44 279	46 251	47 724	51 078	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	35 239	36 349	37 470	..	30 908	32 673	33 388	..	1 693	1 668	1 593	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	58 300	61 519	60 645	61 262	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	24 083	24 067	23 583	24 090	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	47 790	46 235	46 028	46 093	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	38 965	38 889	37 656	39 911	..	..	..	..	..	..	..	..
France	54 232	56 489	58 801	63 872	60 455	57 427	65 214	68 871	6 807	6 935	7 211	7 637
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	22 169	23 873	24 324	25 229	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	24 985	24 445	25 610	27 070	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	45 921	47 390	48 543	51 134	..	..	..	..	..	..	..	..
Japon	21 083	20 449	21 077	21 630	54 113	52 509	52 901	53 374	4 828	4 613	4 534	4 575
Luxembourg	40 485	41 194	40 680	42 434	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	51 652	53 961	54 041	53 409	58 541	54 288	51 089	51 005	..	..	..	..
Pologne	4 955	7 746	5 627	5 818	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	28 778	31 292	31 717	32 808	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	22 773	24 052	24 341	25 624	2 926	2 927	3 035	3 045	4 594	4 693	4 949	5 593
Royaume-Uni	92 311	94 770	93 810	92 831	..	..	..	..	..	..	..	..
Slovénie	34 331	34 109	35 101	37 006	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	26 147	26 996	26 625	27 298	..	..	..	..	..	..	..	..
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093842>

19. Composition du portefeuille des ménages

- En 2011, les trois pays de l'OCDE ayant les actifs financiers détenus par les ménages, par habitant, les plus élevés étaient les États-Unis, la Suisse et les Pays-Bas. Dans chacun d'entre eux, les droits nets des ménages sur les fonds de pension représentaient une part substantielle du portefeuille.
- De 2001 à 2011, la composition du portefeuille d'actifs financiers des ménages est devenue plus liquide et moins risquée dans la plupart des pays de l'OCDE, en raison de l'évolution économique. Dans beaucoup d'entre eux, la proportion du numéraire et des dépôts ainsi que des actifs relatifs à l'assurance-vie et aux droits nets des ménages sur les fonds de pension ont considérablement augmenté, alors que, sous l'effet d'une aversion accrue au risque et peut-être aussi de moins-values, les ménages ont désinvesti sur les actions et les autres participations.

Les actifs financiers détenus par les ménages constituent une partie substantielle de leur richesse totale et sont une source importante de revenus, tirés soit de la cession de ces actifs ou d'un refinancement, soit des revenus de la propriété (intérêts et dividendes, par exemple). La composition des actifs financiers des ménages, qui comportent des niveaux de risque différents et qui peuvent de ce fait influencer sur leur richesse, est un élément essentiel en matière d'analyses économiques telles que l'étude de bulles spéculatives et de l'analyse du bien-être.

Les pourcentages figurant dans le tableau 19.1 reflètent la composition du portefeuille des ménages, en pourcentage des actifs financiers totaux, et indiquent leurs préférences en matière de placements financiers ainsi que les risques financiers qu'ils supportent. La nature des actifs financiers détenus par les ménages peut beaucoup varier selon les pays en fonction des habitudes culturelles, de la situation économique et des règles nationales.

Les variations de la composition des actifs financiers montrent l'évolution des préférences des ménages. Ainsi, une augmentation des avoirs en numéraire et dépôts peut indiquer une plus grande aversion au risque et une préférence pour les actifs moins risqués.

Les variations des stocks d'actifs financiers pendant une période ne découlent pas seulement de l'acquisition nette de ces actifs, mais aussi de changements de valorisation (plus-values et moins-values, en fonction de la performance des marchés financiers); les actifs financiers sur lesquels les changements de valorisation ont le plus d'effet sont les actions cotées.

Comparabilité

La comparabilité est généralement bonne, mais les données ne sont pas toujours disponibles ou identifiables pour toutes les catégories d'actifs.

La comparabilité internationale peut aussi être gênée par les différences institutionnelles dues au mode d'organisation et de fonctionnement des systèmes de retraite des différents pays. Dans les pays où les systèmes de retraite par capitalisation

Définition

Les actifs financiers détenus par les ménages recouvrent les catégories suivantes : numéraire et dépôts, titres autres que les actions à l'exception des produits financiers dérivés; actions et autres participations à l'exception des parts dans des organismes de placement collectif (OPC); parts dans les OPC; droits nets sur les réserves techniques d'assurance-vie et sur les fonds de pension. Sont exclus les produits financiers dérivés, les crédits, les réserves-primés et les réserves-sinistres ainsi que les autres comptes à recevoir qui sont généralement de faible montant.

Les droits nets sur les réserves d'assurance-vie et sur les fonds de pension sont gérés par les institutions financières en contrepartie des fonds reçus. Ces institutions ont des engagements vis-à-vis des ménages, qui peuvent, dans le cas des systèmes de retraite à prestations définies, ne pas être d'un montant égal aux fonds disponibles.

dominant, on reconnaît et on comptabilise davantage de réserves au titre des retraites dans les actifs des ménages.

Les estimations figurant dans le tableau et le graphique qui suivent présentent des statistiques sur une base non consolidée, sauf pour l'Australie et Israël.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214461>.

Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Autres documents de référence

Fesseau, M., F. Wolff et M. L. Mattonetti (2013), « A Cross-country Comparison of Household Income, Consumption and Wealth between Micro Sources and National Accounts Aggregates », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2013/03, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wdjrn7mv-en>.

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

19. Composition du portefeuille des ménages

Tableau 19.1. Composition du portefeuille d'actifs des ménages

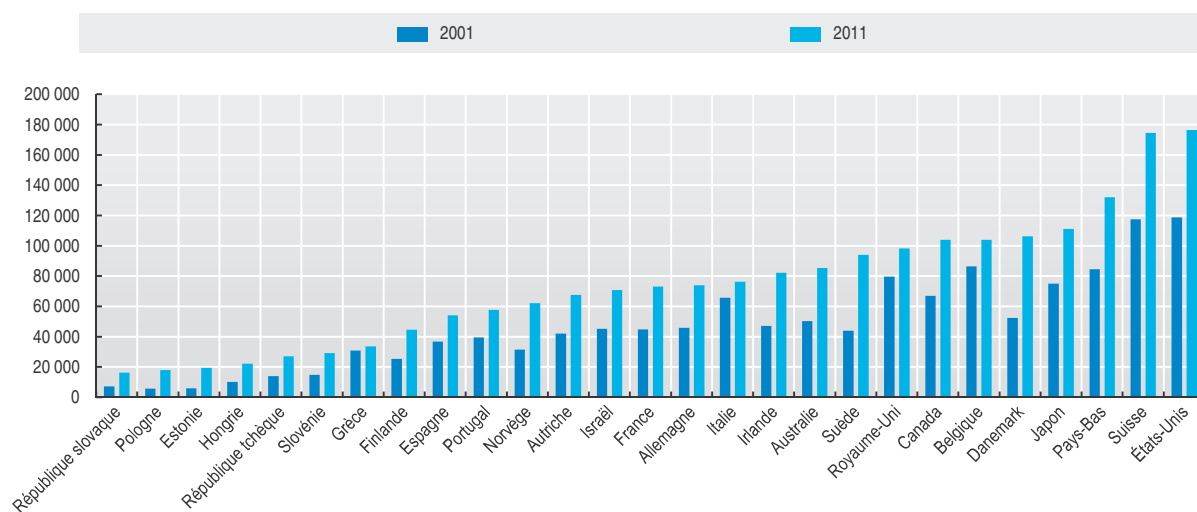
Pourcentage des actifs financiers totaux

	Numéraire et dépôts		Titres		Actions		Organismes de placement collectif		Droits nets sur les réserves d'assurance vie		Part des droits nets sur les fonds de pension	
	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011
Allemagne	35.0	40.9	6.8	5.2	15.1	8.6	12.1	8.4	..	..	..	..
Australie	20.7	23.9	1.3	0.3	16.0	15.6	4.6	1.5	4.8	1.9	46.1	52.9
Autriche	51.4	45.7	6.7	9.6	13.3	15.7	9.9	8.4	12.6	13.4	3.2	3.3
Belgique	21.8	31.9	19.4	10.9	26.7	19.8	15.0	10.8	10.6	22.0	1.8	1.4
Canada	22.7	25.6	5.4	2.0	13.1	19.6	14.9	15.4	..	..	..	..
Chili	..	13.1	..	0.0	..	22.1	..	4.8	..	12.3	..	46.8
Corée	..	46.5	..	8.9	..	17.8	..	0.3	..	19.6	..	2.0
Danemark	21.7	19.2	..	3.6	..	17.0	..	6.8	..	27.2	..	23.1
Espagne	40.4	48.5	2.3	4.0	27.0	22.0	12.8	6.6	7.3	7.5	5.9	6.1
Estonie	33.1	34.2	0.1	0.2	55.2	43.4	0.7	0.8	1.0	2.9	0.0	8.3
États-Unis	11.4	13.7	7.0	9.6	35.6	30.1	11.0	10.0	2.6	2.2	29.6	31.1
Finlande	32.4	38.1	1.6	3.2	37.3	31.5	5.1	6.7	7.0	6.0	9.3	8.7
France	33.0	30.2	3.3	1.5	17.2	15.8	11.2	6.9	..	31.5	..	4.0
Grèce	51.0	76.2	13.0	6.0	20.3	5.6	10.5	0.7	1.8	2.2	0.1	0.9
Hongrie	41.3	39.4	8.5	6.4	28.5	30.4	5.1	8.2	4.5	5.8	5.1	4.0
Irlande	34.4	40.0	0.3	0.1	29.1	15.2	0.0	0.0	12.1	19.3	22.6	22.7
Islande	..	18.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	35.7	22.1	7.6	12.3	13.6	16.6	0.0	5.5	7.6	9.8	29.3	27.6
Italie	24.6	31.5	18.8	20.0	26.3	19.4	14.9	6.6	6.4	11.7	4.9	6.3
Japon	53.9	54.4	3.7	3.6	6.4	6.7	2.2	3.9	16.4	14.2	12.2	12.7
Luxembourg	..	53.3	..	10.9	..	12.4	..	8.7	..	10.9	..	1.8
Mexique	18.9	..	45.5	..	27.3	..	5.1	..	1.5	..	1.1	..
Norvège	34.2	32.0	1.6	0.6	12.3	10.0	5.4	4.2	7.9	4.0	25.9	31.0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	19.5	23.2	2.7	2.1	17.8	9.7	4.3	2.4	9.1	11.1	43.0	49.3
Pologne	62.1	46.4	0.4	0.6	15.0	19.5	0.0	5.4	5.3	5.3	0.0	18.5
Portugal	38.8	40.8	4.7	5.6	23.0	23.0	7.5	3.2	6.4	10.9	6.3	4.3
République slovaque	77.0	64.8	0.2	2.1	0.4	0.3	5.3	5.5	..	7.6	..	12.5
République tchèque	52.7	55.7	0.4	1.9	35.1	20.1	1.5	4.1	4.5	6.8	2.3	6.0
Royaume-Uni	23.2	29.0	1.8	0.8	14.8	10.9	4.7	2.4	51.3	52.4	0.0	0.0
Slovénie	52.1	52.6	2.0	1.3	25.6	20.7	3.6	6.2	2.8	6.2	0.5	3.3
Suède	16.1	16.6	2.6	1.6	22.8	32.6	12.8	7.4	17.5	11.4	19.7	26.0
Suisse	24.8	31.8	9.4	6.7	15.2	10.8	8.8	8.4	6.4	5.0	32.5	34.0
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093861>

Graphique 19.1. Actifs financiers des ménages par tête

PPA courantes, Dollars USD, 2001 et 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092911>

20. Dette des ménages

- En 2011, les ménages restaient très endettés dans un grand nombre de pays de l'OCDE, quatre ans après le début de la crise financière mondiale, la moyenne de l'OCDE s'établissant à 135 % du revenu disponible net des ménages. Ce ratio était largement supérieur à cette moyenne au Danemark (331 %), aux Pays-Bas (302 %), en Irlande (234 %), en Norvège (209 %) et en Suisse (201 %). À l'opposé, la République slovaque avait le niveau le plus bas à 49,4 % en 2011.
- Les hausses les plus importantes de la période 2006-11 ont eu lieu aux Pays-Bas et en Grèce, soit respectivement 46 et 39 points de pourcentage. En revanche, une chute a été observée aux États-Unis (-20 points de pourcentage), au Royaume-Uni (-16 points de pourcentage) et en Allemagne (-11 points de pourcentage).

Le ratio d'endettement des ménages représente la dette totale des ménages exprimée en pourcentage de leur revenu disponible. Cette mesure, la plus souvent citée, permet d'évaluer la viabilité de la dette de ce secteur.

Un endettement élevé augmente généralement les coûts de financement supportés par les emprunteurs et dégrade leurs bilans. Toutefois, on doit aussi tenir compte de la disponibilité des actifs, par exemple les logements, pour lesquels des emprunts ont été contractés.

Un ratio d'endettement élevé ou en hausse est souvent interprété comme un signe de vulnérabilité financière. S'il s'accompagne d'une augmentation des taux d'intérêt supérieure aux anticipations, d'une baisse du revenu disponible ou de chômage, la capacité des ménages à rembourser leurs emprunts au moyen du revenu disponible courant peut se réduire, d'où un recul de la consommation dans la période postérieure.

Définition

La dette est un concept largement utilisé, défini comme un sous-ensemble spécifique des passifs. Tous les instruments de dette sont des passifs, mais certains passifs, comme les actions et les participations ainsi que les produits financiers dérivés, ne sont pas considérés comme de la dette. La dette est donc calculée principalement en additionnant les catégories de passif suivantes : numéraire et dépôts, titres autres qu'actions à l'exception des produits financiers dérivés, crédits, réserves techniques d'assurance et autres comptes à payer. La dette des ménages se compose surtout d'emprunts immobiliers, mais aussi d'autres types de passif, comme les lignes de crédit et les cartes de crédit, et autres formes de crédit à la consommation (comme les prêts pour l'achat d'automobiles ou les prêts aux étudiants).

Pour un pays donné, les variations du ratio d'endettement des ménages peuvent être dues à celles de l'encours de la dette et/ou à celles du revenu disponible. Ainsi, une réduction de ce ratio (phase de désendettement) peut être attribuée à une amélioration du revenu ou à une réduction de la dette, en particulier au titre des crédits à la consommation et des crédits immobiliers.

Comparabilité

La comparabilité internationale de la dette des ménages est généralement bonne. Toutefois, les ratios d'endettement des pays peuvent être notablement influencés par les différences institutionnelles, dont les dispositions en matière de déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

Sources

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214488>.

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Autres documents de référence

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

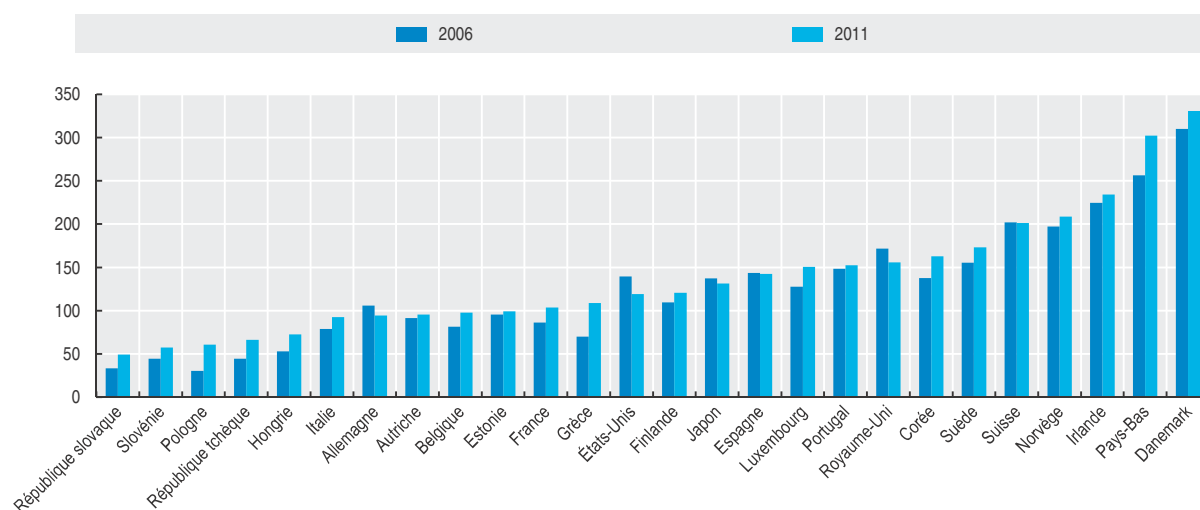
Tableau 20.1. **Endettement des ménages**

Pourcentage du revenu disponible net

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	114.8	116.4	114.0	113.9	112.5	111.0	108.3	105.9	103.0	99.4	99.7	97.1	94.5	93.2
Australie	114.4	118.5	125.5	140.9	152.8	164.4	172.5	176.2	180.7	176.3	182.8	183.5	..	..
Autriche	75.9	77.9	79.9	82.0	81.5	84.9	90.1	91.4	90.9	92.5	92.3	95.7	95.6	92.8
Belgique	70.9	68.6	64.4	66.2	69.4	72.8	78.0	81.4	84.9	87.1	87.8	92.9	97.7	98.2
Canada	110.2	109.4	109.5	113.7	119.0	124.2	132.0	135.5	143.5	148.3	157.7	158.9	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	58.9	57.2	57.5	56.8	..
Corée	..	..	..	131.2	126.5	122.0	129.1	137.5	145.7	149.7	154.1	158.0	162.9	163.8
Danemark	..	..	..	..	260.0	274.3	290.5	310.0	338.0	347.8	355.6	339.2	330.8	..
Espagne	..	86.1	89.4	96.4	105.1	116.3	129.1	143.4	149.3	144.0	141.2	146.3	142.3	141.1
Estonie	17.5	20.7	24.6	31.6	40.7	55.1	72.0	95.5	105.7	107.8	111.6	107.4	99.1	97.0
États-Unis	102.2	103.6	107.2	112.5	120.2	126.8	134.6	139.7	142.8	134.8	133.3	127.1	119.2	114.9
Finlande	66.8	70.0	70.3	75.4	79.9	88.5	99.5	109.7	114.9	117.5	117.5	118.7	120.6	122.9
France	70.6	68.4	68.5	70.0	73.1	75.4	81.6	86.2	90.3	90.1	97.6	102.9	103.7	104.5
Grèce	..	..	..	..	..	..	63.0	70.0	75.3	82.1	84.0	101.1	108.8	109.7
Hongrie	13.4	16.1	19.3	25.6	34.9	40.5	46.4	52.8	60.9	74.4	74.9	78.8	72.7	62.6
Irlande	..	..	..	127.3	148.6	171.4	200.9	224.7	235.0	230.0	238.3	234.6	234.3	230.4
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	52.5	56.6	58.4	61.2	64.5	68.5	73.5	78.7	83.2	84.1	89.5	92.6	92.7	94.4
Japon	..	..	140.7	139.5	138.1	137.4	137.9	137.3	133.6	132.2	132.4	131.9	131.5	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	127.5	136.1	135.8	142.9	145.0	150.6	153.4
Mexique	..	..	..	..	7.5	7.6	8.5	10.6	11.6	9.5	9.5	..	..	..
Norvège	130.5	135.2	147.1	147.2	150.4	160.7	166.5	197.4	205.1	203.1	200.8	204.6	208.8	213.7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	163.2	174.3	176.5	190.0	211.0	223.8	243.1	256.6	260.8	273.3	293.1	299.2	302.1	311.5
Pologne	10.7	11.8	17.6	22.2	19.6	21.1	24.4	30.4	38.5	50.5	52.6	57.1	60.6	58.9
Portugal	105.1	114.6	119.2	121.7	127.9	133.6	139.3	148.4	155.2	153.9	157.9	155.2	152.5	147.6
République slovaque	16.9	21.2	22.9	25.7	29.2	27.0	30.5	33.3	39.3	44.0	43.9	45.7	49.4	54.8
République tchèque	20.5	21.1	21.8	27.0	29.0	34.4	39.8	44.3	54.0	59.4	61.3	63.1	66.2	66.7
Royaume-Uni	113.0	115.7	121.6	133.9	145.1	157.4	160.4	171.7	179.8	174.9	167.9	160.1	155.9	151.5
Slovénie	..	..	32.8	33.1	35.0	35.6	39.9	44.5	51.9	53.8	56.3	59.1	57.5	57.8
Suède	105.0	108.7	119.2	121.6	128.0	137.3	147.5	155.3	159.4	161.0	166.4	174.0	173.2	172.0
Suisse	184.5	182.8	181.3	189.2	201.1	199.6	204.0	201.9	192.5	190.2	194.5	198.5	201.2	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093880>Graphique 20.1. **Endettement des ménages**

Pourcentage du revenu disponible net, 2006 et 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092930>

21. Richesse financière nette des ménages

- En 2011, la richesse financière nette par habitant dépassait la moyenne de l'OCDE (44 600 USD) dans 15 des 31 pays pour lesquels on dispose de données. Il était le plus élevé aux États-Unis et en Suisse, dépassant 110 000 USD, soit plus du double de la moyenne OCDE. Il était le plus bas en Estonie, à 8 042 USD.
- La moyenne OCDE de cette grandeur a augmenté de 4,7 % de 2006 à 2011, pour atteindre 44 600 USD. La hausse la plus forte est intervenue en République slovaque (56,4 %), devant la Corée (28,7 %). La plus forte baisse a eu lieu en Grèce (-48,4 %) à cette période.

La richesse financière nette des ménages est le montant par lequel leurs actifs financiers dépassent leurs passifs ; il peut constituer une importante source de revenu. Quand la richesse nette augmente, en raison par exemple d'une hausse du cours des actions, les ménages se sentent plus riches et sont enclins à épargner moins et à dépenser davantage. La richesse sous forme de titres et d'actions est la plus sensible à ces plus-values (ou gains en capital). C'est pourquoi la richesse financière nette des ménages est un élément important des analyses économiques telles que l'étude de bulles spéculatives et l'analyse du bien-être.

La richesse financière, représente une part substantielle des ressources d'un ménage, et peut le protéger des difficultés et des vulnérabilités économiques. Ainsi, un ménage à bas revenu possédant une richesse supérieure à la moyenne est dans une situation meilleure qu'un ménage à bas revenu dépourvu de toute richesse.

Définition

La richesse financière nette des ménages est le solde du compte de patrimoine financier, c'est-à-dire la différence entre le total de leurs actifs financiers et de leurs passifs comptabilisés à la valeur de marché actuelle. Sa variation d'une année à l'autre n'est pas seulement due aux opérations financières effectuées pendant la période, mais aussi à l'évolution des prix des actifs financiers et des passifs (c'est-à-dire aux plus-values ou aux moins-values).

Les actifs financiers et passifs suivants sont inclus chaque fois qu'ils sont disponibles et applicables aux ménages : numéraire et dépôts, titres autres qu'actions, crédits, actions et autres participations, droits nets des ménages sur les réserves techniques d'assurance-vie et sur les fonds de pension, réserves-primaires et réserves-sinistres, et autres comptes à recevoir.

L'indicateur est calculé en divisant la richesse financière nette des ménages par le nombre d'habitants d'un pays, en dollars US et en utilisant les parités de pouvoir d'achat à prix courants. On se reportera au « guide du lecteur » à la rubrique consacrée aux parités de pouvoir d'achat du PIB et de la consommation effective individuelle.

Comparabilité

La comparabilité est plutôt bonne, mais elle peut être gênée par les différences concernant l'organisation des régimes de retraite et l'importance relative des dispositifs qui sont inclus dans les principaux comptes financiers (ou en sont exclus). Le SCN 2008 reconnaît qu'exclure les retraites de sécurité sociale des comptes principaux fausse les comparaisons internationales et recommande à tous les pays de remplir un tableau supplémentaire indiquant les droits à pension correspondants, (voir aussi la section 29).

Le fait de détenir une assurance-vie personnelle (qui relève du troisième pilier, celui de l'épargne retraite facultative) peut être influencé par le degré de disponibilité des régimes de retraite publique et professionnelle (premier et deuxième piliers) qui diffère beaucoup selon les pays.

Sources

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214461>.

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Autres documents de référence

Fesseau, M., F. Wolff et M. L. Mattonetti (2013), « A Cross-country Comparison of Household Income, Consumption and Wealth between Micro Sources and National Accounts Aggregates », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2013/03, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wdjrn7mv-en>.


Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

21. Richesse financière nette des ménages

Tableau 21.1. Richesse financière nette des ménages par tête

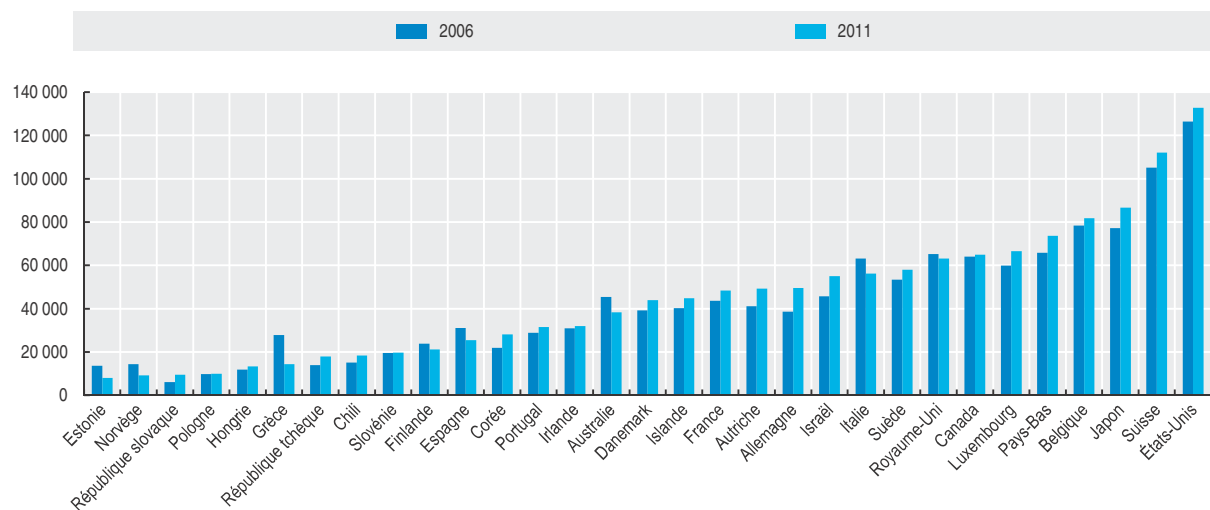
USD en PPA courantes

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	24 641.5	25 215.3	26 371.9	26 045.3	29 579.5	32 383.0	36 818.6	38 653.7	42 834.1	41 565.8	44 587.9	47 911.9	49 613.2	53 029.6
Australie	26 501.6	26 747.9	28 289.8	28 447.4	30 925.0	35 110.4	39 344.3	45 333.4	51 280.1	35 863.9	43 334.5	41 594.4	38 329.8	49 185.6
Autriche	26 876.6	28 560.3	28 374.2	29 289.6	31 644.8	33 715.0	35 432.1	41 069.3	42 710.1	41 357.5	46 731.3	48 498.7	49 283.5	51 893.3
Belgique	71 778.6	76 680.2	75 175.1	66 246.5	67 498.8	70 322.8	74 576.2	78 384.6	77 009.3	69 763.4	77 772.2	79 006.7	81 808.8	88 347.8
Canada	47 791.9	48 629.8	47 906.4	43 618.3	47 369.5	49 717.5	57 803.4	64 048.1	65 998.0	52 527.6	60 289.0	65 130.5	64 871.6	70 432.8
Chili	..	..	..	..	..	..	13 092.7	15 065.2	16 448.4	13 710.0	15 474.8	17 863.2	18 414.7	19 908.9
Corée	..	..	..	14 962.6	16 071.1	17 326.8	20 242.1	21 854.8	24 856.6	21 640.4	25 605.5	28 162.1	28 129.5	31 288.1
Danemark	22 778.6	23 045.6	20 768.4	19 485.3	21 398.0	26 406.6	34 910.2	39 211.0	37 482.0	27 490.8	34 364.3	39 981.8	43 885.6	52 245.7
Espagne	25 054.6	23 886.2	24 075.5	22 505.3	24 242.9	24 897.2	26 511.2	31 089.9	30 091.4	22 593.9	25 463.4	24 152.7	25 381.2	27 769.1
Estonie	4 206.4	4 837.4	4 662.1	5 768.7	6 722.3	7 411.1	9 272.2	13 665.3	13 169.9	11 772.0	13 755.2	9 901.6	8 041.9	8 806.1
États-Unis	101 204.0	95 658.2	90 843.2	83 439.7	94 804.1	107 614.7	115 553.9	126 392.1	131 413.8	106 330.3	114 772.3	129 088.2	132 822.3	145 433.5
Finlande	18 139.3	19 343.3	18 094.8	16 766.9	18 212.8	19 384.7	21 792.8	23 751.0	22 918.4	17 525.4	22 111.6	24 568.2	21 169.4	20 398.3
France	32 536.2	34 382.6	33 141.9	33 139.6	34 068.7	35 994.9	39 042.7	43 675.4	45 485.5	41 673.2	46 012.4	48 107.6	48 291.7	51 479.9
Grèce	33 964.6	27 267.7	25 828.3	22 729.3	22 033.1	23 705.0	26 033.8	27 767.7	26 982.9	18 475.8	20 468.4	16 012.5	14 323.5	16 125.7
Hongrie	7 256.9	7 900.7	8 742.7	9 138.1	9 088.2	9 478.3	10 562.0	11 819.7	12 325.3	11 472.8	13 650.8	14 353.7	13 377.1	15 270.4
Irlande	..	..	..	..	28 228.3	29 671.9	30 525.5	30 145.5	30 968.9	24 147.3	15 723.0	23 856.6	30 671.8	31 950.0
Israël	..	..	..	..	29 151.9	33 068.5	36 027.9	40 227.8	44 309.7	41 212.9	40 196.2	39 952.4	44 763.1	48 761.3
Israël	..	..	34 741.2	33 732.3	41 384.2	40 791.7	48 275.7	45 741.4	53 111.2	44 658.3	49 695.2	52 175.9	55 084.6	..
Italie	52 015.1	56 048.6	55 347.6	53 997.7	54 149.2	55 953.5	59 586.9	63 134.7	60 601.2	62 406.3	60 658.4	59 478.8	56 192.6	60 718.0
Japon	49 625.5	51 440.4	54 889.9	57 036.1	62 083.2	65 343.1	73 157.4	77 249.3	75 652.4	75 050.5	78 002.7	81 804.0	86 616.1	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	59 848.2	65 251.7	64 713.0	71 768.2	73 913.3	66 592.8	66 049.7
Mexique	5 142.6	5 907.3	6 296.4	6 491.4	7 117.1	7 545.6	9 023.4	10 784.4	11 306.0	10 655.5	13 746.7	..	..	..
Norvège	9 160.4	9 761.3	8 858.5	8 333.4	9 731.6	11 290.9	13 432.7	14 302.6	13 161.6	8 976.1	11 400.5	11 230.5	9 223.6	9 652.7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	61 867.3	63 605.8	56 537.9	49 725.6	50 367.5	54 561.6	61 348.0	65 869.3	68 719.0	53 734.6	63 126.5	69 996.4	73 680.8	83 220.4
Pologne	4 374.2	4 496.6	4 394.5	4 692.9	6 829.4	7 536.2	8 585.7	9 698.8	10 721.2	7 610.9	8 921.1	10 103.7	9 920.2	11 581.8
Portugal	27 043.9	26 599.5	25 077.4	23 950.5	24 372.9	24 566.1	26 695.6	28 861.6	30 182.4	29 769.2	31 498.0	31 881.1	31 467.6	34 885.2
République slovaque	5 668.2	5 591.6	5 730.3	5 183.0	4 696.9	4 619.0	4 983.8	6 091.6	6 720.1	7 048.5	7 906.9	8 942.3	9 529.0	9 737.6
République tchèque	10 845.6	11 326.5	12 102.0	12 368.7	13 521.8	12 848.3	13 254.7	13 881.3	14 809.9	14 574.9	15 491.7	16 408.1	17 846.2	18 939.2
Royaume-Uni	63 543.4	63 527.1	57 515.8	47 695.1	49 834.9	52 231.6	60 822.2	65 253.0	63 682.9	51 935.3	62 494.3	63 925.2	63 209.7	68 375.7
Slovénie	..	..	11 227.8	13 176.1	14 276.5	16 580.0	17 479.7	19 593.5	21 595.0	19 020.7	19 773.7	20 121.4	19 695.5	20 440.3
Suède	29 438.3	29 093.0	27 366.2	29 483.3	34 024.7	36 490.9	44 423.5	53 327.8	54 298.0	47 893.9	53 969.1	60 797.7	57 911.9	63 145.2
Suisse	83 077.1	86 680.4	80 180.6	74 537.7	79 124.4	82 648.1	92 133.5	105 163.8	112 339.1	94 382.8	106 927.0	108 929.6	112 090.7	122 513.7
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093899>

Graphique 21.1. Richesse financière nette des ménages par tête

USD en PPA courantes, 2006 et 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092949>

22. Richesse nette totale des ménages

- La comparaison entre 2006 et 2011 montre que la richesse nette des ménages, exprimée en pourcentage du revenu disponible, a régressé dans 13 des 17 pays de l'OCDE où les données sont disponibles. Les États-Unis ont connu une baisse très importante, de 123 points de pourcentage, la plus forte des 17 pays. Parmi les pays où la richesse nette a été en progression (la République tchèque, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas), la plus marquée a eu lieu en Allemagne (34 points de pourcentage).
- En 2012, comparativement à 2011, le rapport entre la richesse nette des ménages et le revenu disponible a augmenté en moyenne de 12,4 points de pourcentage dans les 10 pays de l'OCDE où les données de 2012 sont disponibles. La hausse la plus forte a eu lieu aux Pays-Bas, avec 40,3 points de pourcentage, ce qui a porté le ratio à 699,5 %; viennent ensuite les États-Unis avec une hausse de 28,5 points de pourcentage qui a porté le ratio à 532,1 %.

La richesse nette des ménages se compose non seulement d'actifs financiers et de passifs mais aussi d'actifs non financiers. Sachant que le logement est l'actif non financier le plus important des ménages (et du fait de l'absence de données sur les autres actifs non financiers), la mesure présentée ici comprend le montant total des actifs financiers et la valeur des logements, à l'exclusion de la valeur du terrain sur lequel les logements sont bâtis.

La richesse nette des ménages correspond au surplus d'actifs des ménages par rapport à leurs passifs. Plus (moins) elle est élevée en pourcentage du revenu disponible, plus (moins) les ménages peuvent consommer et épargner et plus leur situation financière est forte (faible).

Définition

L'indicateur montre la richesse nette du secteur des ménages en pourcentage de leur revenu disponible net.

En principe, la richesse nette est la valeur totale des actifs financiers et non financiers diminuée de la valeur totale des engagements en cours. Les actifs non financiers des ménages n'incluent donc pas seulement les logements, mais aussi les installations, équipements et autres actifs non financiers des entrepreneurs individuels (qui sont classés dans le secteur des ménages). Toutefois, puisque la majorité des pays de l'OCDE ne communique pas de données sur le total des actifs non financiers, la richesse nette (présentée ici) ne concerne que le montant total des actifs financiers et la valeur des logements. L'acquisition de biens de consommation durables est traitée comme une dépense de consommation finale et n'est donc pas comprise dans la richesse nette des ménages. D'autres actifs non financiers, tels que les objets de valeur, n'y figurent pas non plus. Néanmoins, les biens de consommation durables ayant un intérêt analytique, on suggère de les présenter à l'avenir dans un poste « pour mémoire ».

Les actifs non-financiers sont évalués au prix du marché et généralement comptabilisés après déduction des amortissements.

Une augmentation de ce ratio indique que la richesse nette progresse plus rapidement que le revenu disponible des ménages. Dans ce cas, il est possible que certains ménages prennent des décisions financières (comme l'achat de biens) basées sur la hausse de leur richesse plutôt que sur le montant de leur revenu disponible courant, lequel peut rester stable ou baisser.

Comparabilité

La comparabilité internationale des données sur les actifs financiers et les passifs est généralement bonne.

Toutefois, comme les pays utilisent diverses méthodes pour distinguer la valeur des logements et celle des terrains sur lesquels ils sont bâtis, il peut s'avérer difficile d'effectuer une comparaison internationale de ces sous-composants de la richesse nette totale des ménages. La Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis intègrent la valeur du foncier dans les chiffres relatifs aux logements. Une autre différence entre les pays est la comptabilisation en net ou en brut des actifs non financiers : ainsi, les données pour le Chili, la Pologne et la République slovaque sont communiquées en valeur brute.

En outre, bien que cet indicateur couvre en principe à la fois les ménages et les ISBLSM, certains pays communiquent des données sur les logements se limitant au seul secteur des ménages : l'Estonie, la France, Israël, l'Italie, le Japon, la Norvège, la République tchèque, la République slovaque, et la Slovénie.

Sources

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214461>.

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Autres documents de référence

Fesseau, M., F. Wolff et M. L. Mattonetti (2013), « A Cross-country Comparison of Household Income, Consumption and Wealth between Micro Sources and National Accounts Aggregates », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2013/03, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wdjrn7mv-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

22. Richesse nette totale des ménages

Tableau 22.1. Richesse nette totale des ménages

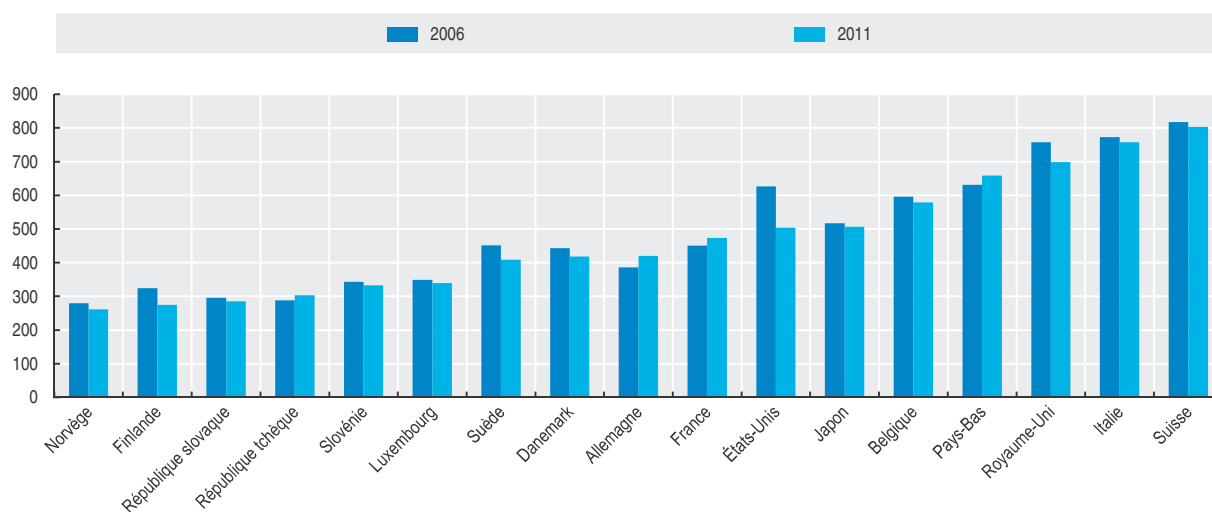
Pourcentage du revenu disponible net

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	354.3	356.4	353.5	349.6	360.8	371.4	384.8	386.0	413.2	401.7	419.5	424.1	420.2	432.2
Australie	315.8	306.3	323.6	322.9	335.8	357.8	378.2	390.4	403.8	324.3	350.6	340.0	..	..
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	627.6	619.9	588.8	533.3	548.6	574.8	599.1	596.0	578.7	531.2	559.5	572.5	578.9	597.6
Canada	423.2	417.3	401.5	377.7	397.5	404.0	438.6	455.9	458.1	388.9	415.9	433.1	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	268.4	279.1	278.7	252.3	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	382.8	378.1	347.4	327.8	339.4	363.6	421.1	443.1	438.0	369.1	397.0	405.4	418.4	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	425.7	374.6	357.9	345.8	338.8	344.0	345.1	383.5	355.9	317.9	339.7	300.7	..	..
États-Unis	588.7	552.3	530.7	499.2	538.4	582.6	622.3	626.7	599.6	471.5	495.9	519.4	503.6	532.1
Finlande	317.7	327.8	316.2	292.6	293.5	291.6	316.3	324.3	318.6	283.9	293.0	290.7	274.6	276.4
France	417.9	418.5	396.6	387.8	404.3	414.0	435.0	450.4	457.7	435.7	452.3	463.7	473.6	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	319.1	322.4	314.8	301.0	291.2	286.2	289.6	302.3	313.3	307.5	332.8	341.5	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	662.0	682.5	660.4	676.2	695.4	720.0	753.8	772.6	765.2	767.7	788.2	785.2	758.1	..
Japon	..	..	..	..	..	..	510.0	516.8	495.2	487.2	499.1	499.8	506.8	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	349.3	362.8	341.4	366.6	368.4	339.0	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	235.1	234.6	237.6	222.5	221.9	237.6	246.0	279.8	281.0	256.4	261.9	262.8	261.6	265.5
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	645.4	633.3	557.2	520.8	551.3	576.7	616.6	631.4	629.7	554.9	626.5	667.3	659.2	699.5
Pologne	117.3	113.8	107.0	108.7	134.3	140.0	152.5	159.7	167.6	136.2	140.2	144.5	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	340.8	339.0	332.7	319.4	317.7	302.2	296.2	295.8	282.1	273.8	283.4	283.2	285.7	286.0
République tchèque	314.8	312.9	310.9	308.5	311.8	300.8	296.3	288.2	289.2	283.8	283.6	294.5	303.2	307.4
Royaume-Uni	693.4	685.1	632.6	630.6	661.9	696.0	729.4	757.5	785.5	657.6	700.2	712.1	699.0	708.6
Slovénie	..	..	314.8	315.6	324.2	339.6	338.0	343.5	346.1	319.7	331.8	339.1	332.9	..
Suède	350.0	338.4	315.6	320.8	349.1	363.5	417.7	451.7	434.5	388.4	416.5	445.6	408.6	413.6
Suisse	..	795.4	736.7	711.1	744.6	751.0	797.0	817.7	819.3	741.5	788.9	790.3	803.2	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093918>

Graphique 22.1. Richesse nette totale des ménages par tête

Pourcentage du revenu disponible net, 2006 et 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092968>



+ 01011010110101011101010110101011101

+ +
+ 01011010110101011101010110101011101
+ +
+ + + +
+ + + + + +
+ + + + + + + +
+ + + + + + + + + +

+ 01011010110101011101010110101011101
+ 01011010110101011101010110101011101
+ 01011010110101011101010110101011101
+ 01011010110101011101010110101011101

+ +
+ + +

+ 01011010110101011101010111010101
+ 01011010110101011101010110101011101
+ 01011010110101011101010110101011101
+ 01011010110101011101010110101011101

+ 0110101010101110101011010101101011101

+ 01011010110101011101010110101011101
+ 01011010110101011101010110101011101
+ 01011010110101011101010110101011101
+ 01011010110101011101010110101011101

0101101011010101110101011010110

+ 010110101101010111010101
+ 010110101101010111010101
+ 010110101101010111010101
+ 010110101101010111010101
+ 010110101101010111010101

01011010110101011101010110101011101

The header features a yellow background with a stylized globe on the right side. The globe is overlaid with a grid of latitude and longitude lines. Scattered across the background are various elements: binary code (0s and 1s) in different orientations, plus signs (+), and large black plus signs. A solid yellow square is positioned on the left side, partially overlapping the white content area.

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

23. Total des dépenses
24. Dépenses par fonction des administrations publiques
25. Impôts
26. Cotisations sociales
27. Prestations sociales
28. Épargne nette et capacité/besoin de financement
29. Dette brute des administrations publiques
30. Richesse financière nette des administrations publiques

23. Total des dépenses

- En 2012, la composante la plus importante des dépenses des administrations a été la somme des prestations sociales et des transferts sociaux en nature dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels on possède des données, sauf l'Islande.
- En 2011, la part des dépenses des administrations dans le PIB a été la plus élevée au Danemark, à 57,7 %. Elle a été la plus basse en Corée à 30,2 %. En 2001, elle culminait en Suède à 54,5 % et atteignait son plus bas niveau en Corée à 23,9 %.

La notion de consommation finale des administrations publiques, présentée à la section 9, reflète la contribution des administrations à la consommation individuelle et collective en leur qualité de consommateurs de produits et services finaux. Si elle est utile pour illustrer la marge de manœuvre dont dispose le gouvernement pour stimuler directement la demande, elle ne donne toutefois qu'une image incomplète de la situation. Non seulement cette mesure ne comprend pas la formation brute de capital fixe des administrations, qui permet de stimuler la demande, mais elle exclut également d'autres composantes des dépenses des administrations qui ne sont pas comptabilisées comme de la consommation finale, par exemple les paiements au titre du service de la dette, ou les transferts en espèces, par exemple les prestations sociales, qui, collectivement, reflètent mieux la taille des administrations et leur capacité à stimuler la demande sans pour autant modifier directement ou indirectement les impôts. La notion qui capture le mieux ces dépenses globales est celle du total des dépenses des administrations publiques, qui recouvre le montant total des dépenses des administrations qui doivent être financées par des recettes, l'impôt par exemple, et des emprunts.

Définition

Le total des dépenses des administrations publiques est égal aux dépenses que les administrations publiques consacrent aux éléments à payer suivants : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, subventions, prestations sociales et transferts sociaux en nature (par le truchement des producteurs du marché), autres transferts courants, revenus de la propriété, transferts en capital (à payer), ajustement au titre des droits nets des ménages sur les réserves des fonds de pension, formation brute de capital et acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits. Elle inclut également les impôts sur le revenu et la fortune et toute autre taxe sur la production que les administrations peuvent être tenues d'acquitter.

Pour nombre de ces transactions, une comptabilisation sur une base consolidée (c'est-à-dire que les transactions entre les sous-secteurs des administrations publiques sont compensées) est préférable pour éviter d'exagérer le rôle des administrations publiques. Parmi les éléments généralement consolidés, citons : les intérêts d'emprunts (qui font partie des revenus de la propriété), les transferts en capital (à l'exception des taxes sur le capital à payer) et les autres transferts courants.

Le secteur des administrations comprend toutes les unités appartenant à l'État qui produisent en totalité ou en majorité des biens et services non marchands. Les unités appartenant à l'État produisant en totalité ou en majorité des biens et services marchands ne sont pas incluses dans le secteur des administrations mais dans les entreprises publiques.

Comparabilité

Le plus gros problème affectant la comparabilité entre les pays concerne la portée du secteur des administrations. Dans de nombreux pays par exemple, les hôpitaux ne sont pas classés dans les administrations mais dans les entreprises publiques, au motif qu'ils facturent des prix de marché au titre de leurs services. L'impact de cette différence sur les comparaisons internationales de la dépense des administrations publiques dépend de la taille des biens et services fournis sur le marché, dans la mesure où les dépenses des administrations publiques incluent tout de même les paiements aux hôpitaux au titre de ces services. Ce point est important puisque les orientations figurant dans le SCN quant à la différenciation entre les unités qui fournissent des produits et services marchands et celles qui fournissent des produits et services non marchands (qui se réfère à « la plupart » de la production non marchande) autorise des différences entre les pratiques des différents pays. Dans ce contexte, les pays de l'UE ont adopté la plupart du temps la règle des 50 % du coût de production. La détermination de l'appartenance à l'État constitue un autre point où il peut arriver que la comparabilité soit affectée. Le SCN prescrit que le « contrôle » soit le facteur déterminant et décrit un certain nombre de critères pouvant être utilisés pour évaluer le respect de cette obligation. Reconnaissant que la question est loin d'être négligeable, il contient une recommandation pratique selon laquelle une règle de 50 % pour la détention d'actions devrait être adoptée. Cela étant, dans la pratique, les pays peuvent toujours choisir d'évaluer la propriété sur la base d'autres critères déterminants.

Pour l'essentiel de la dépense des administrations publiques, il y a peu de risque d'ambiguïté dans le traitement et la qualité des données sous-jacentes est très bonne, si bien que le niveau de comparabilité est généralement satisfaisant.

Tous les pays présentent des données en base consolidée, à l'exception du Canada (qui consolide uniquement les transferts courants) et de la Nouvelle-Zélande. Les données du Japon font référence à l'année fiscale.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22215379>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.


Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

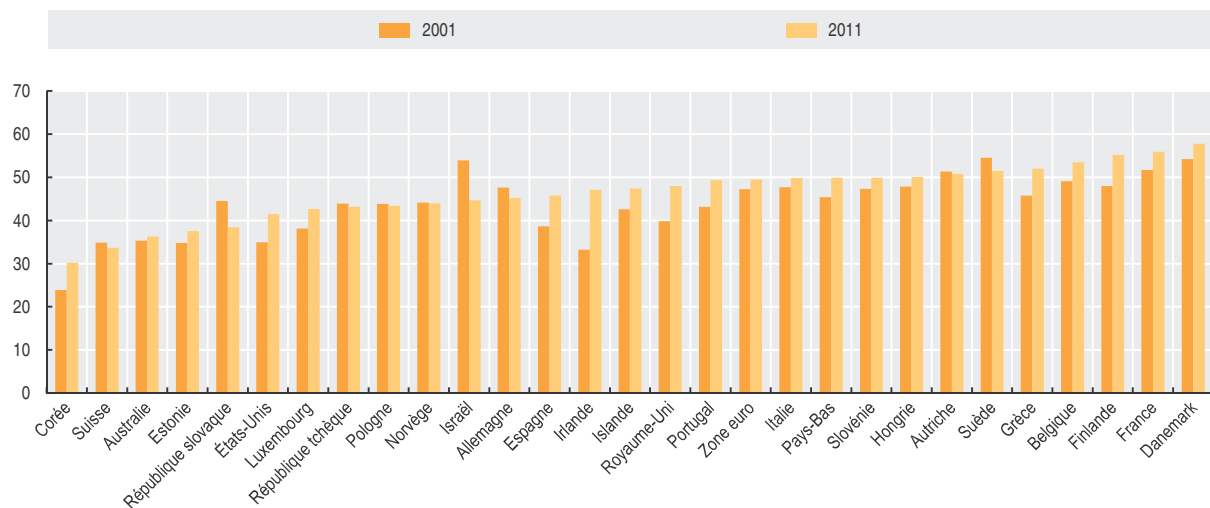
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 23.1. **Dépenses totales des administrations publiques par composante principale**
Pourcentage du PIB

	Rémunération des salariés			Prestations sociales et transferts sociaux en nature			Consommation intermédiaire			Formation brute de capital fixe			Autres		
	2002	2007	2012	2002	2007	2012	2002	2007	2012	2002	2007	2012	2002	2007	2012
Allemagne	8.2	7.3	7.6	26.3	23.9	24.1	4.1	4.1	4.9	1.8	1.5	1.5	7.6	6.7	6.5
Australie	..	..	..	10.5	10.0	10.8	..	..	..	2.9	3.2	3.1	..	..	..
Autriche	9.5	9.0	9.5	24.3	23.2	25.0	4.3	4.2	4.3	1.4	1.1	1.0	11.2	11.1	11.9
Belgique	12.1	11.8	12.9	22.3	22.2	26.0	3.8	3.5	3.7	1.7	1.6	1.8	10.0	9.2	10.7
Canada	11.7	11.5	..	10.5	10.1	..	8.8	8.8	..	2.5	3.0	..	7.8	6.0	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	6.6	7.3	..	3.7	5.7	..	3.3	3.8	..	5.1	4.9	..	4.8	7.0	..
Danemark	17.8	16.8	18.3	17.8	16.4	18.7	8.4	8.8	10.0	1.8	1.9	2.6	8.9	7.0	9.8
Espagne	10.0	10.2	11.2	14.3	14.1	19.0	4.4	5.3	5.7	3.5	4.0	1.7	6.6	5.5	10.1
Estonie	10.3	9.5	10.5	10.3	9.9	12.8	7.7	6.2	7.1	5.3	5.1	5.4	2.2	3.4	3.6
États-Unis	10.2	10.1	10.2	11.4	11.8	14.4	6.4	6.8	7.1	3.8	3.8	3.6	4.1	4.5	4.7
Finlande	13.3	12.9	14.5	18.2	17.2	21.5	8.6	9.3	11.7	2.6	2.4	2.6	6.3	5.5	6.2
France	13.4	12.8	13.2	22.8	23.2	26.0	5.2	5.0	5.6	2.9	3.3	3.1	8.6	8.3	8.7
Grèce	11.2	11.4	12.4	15.6	17.9	22.9	6.6	6.7	5.0	3.4	3.4	1.8	8.8	8.1	11.6
Hongrie	12.3	11.7	10.0	16.0	18.4	17.8	6.5	6.8	7.5	4.9	3.7	3.4	11.8	10.2	9.9
Irlande	9.2	10.5	11.5	10.4	12.2	17.7	5.6	5.3	5.1	4.2	4.7	1.9	4.2	4.0	6.5
Islande	15.7	14.8	14.8	6.3	5.8	8.0	11.2	10.8	11.8	3.9	4.2	2.0	7.2	6.7	10.9
Israël	13.8	11.9	..	7.6	5.8	..	15.0	13.3	..	2.4	1.7	..	16.6	13.8	..
Italie	10.6	10.6	10.6	19.0	19.7	22.6	5.1	5.1	5.7	1.7	2.3	1.9	10.7	9.9	9.9
Japon	..	6.2	..	..	18.1	..	..	3.7	..	..	3.1	..	..	4.7	..
Luxembourg	8.1	7.1	8.4	19.3	17.3	21.0	3.4	2.9	3.9	4.9	3.3	3.8	5.9	5.6	7.2
Mexique	..	8.2	..	..	1.6	..	..	2.3	..	..	2.0	..	..	6.4	..
Norvège	13.8	12.2	13.5	16.8	14.0	15.4	7.5	5.8	6.3	2.8	3.1	3.1	6.3	5.2	5.1
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	9.8	9.1	9.8	18.9	20.1	24.0	7.1	7.2	7.6	3.5	3.3	3.3	6.8	5.6	5.7
Pologne	10.8	9.6	9.4	18.9	16.2	16.4	6.1	6.0	5.7	3.4	4.2	4.6	5.1	6.2	6.1
Portugal	14.2	12.1	10.0	14.0	18.5	22.5	4.4	4.4	4.5	4.1	2.7	1.7	6.3	6.7	8.8
République slovaque	9.1	6.6	7.1	16.6	16.1	18.7	6.2	4.6	4.4	3.3	1.9	1.9	9.9	5.0	5.7
République tchèque	7.5	7.3	7.4	18.6	17.6	19.9	6.8	6.0	5.5	3.1	4.2	3.2	9.7	6.0	8.5
Royaume-Uni	10.2	10.8	10.8	12.8	12.5	15.4	10.3	11.4	12.0	1.6	1.9	2.2	6.0	6.7	7.4
Slovénie	11.6	10.5	12.7	18.0	16.3	19.8	6.8	5.6	6.9	3.0	4.2	3.2	7.0	5.7	5.4
Suède	15.7	14.9	14.3	18.9	17.3	18.2	9.4	8.7	9.0	3.1	3.1	3.5	8.4	7.1	6.9
Suisse	8.1	7.4	7.8	11.8	11.3	11.8	4.8	4.3	4.8	2.5	2.0	2.2	9.8	7.1	7.5
Turquie	..	6.9	..	..	10.0	..	..	5.6	..	..	3.1	..	..	9.0	..
Zone euro	10.5	10.1	10.5	21.3	20.8	23.5	4.9	5.0	5.5	2.4	2.6	2.1	8.3	7.5	8.3
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	11.9	11.7	13.8	..	..	..	8.5	10.0	13.8	2.4	3.3	3.2	..	..	..
Chine	8.1	7.8	..	..	..	..	..	..	..	3.3	4.4	..	..	..	..
Fédération de Russie	8.7	8.7	..	10.1	8.5	..	8.5	7.5	..	2.5	4.4	..	12.5	6.1	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093937>

Graphique 23.1. **Total des dépenses des administrations publiques**
Pourcentage du PIB, 2001 et 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092987>

24. Dépenses par fonction des administrations publiques

- En 2011, la protection sociale a été le principal poste de dépense des administrations en pourcentage du PIB.
- La même année, les dépenses de protection sociale étaient suivies de celles consacrées à la santé, aux services généraux et à l'éducation. En 2001, en revanche, les services généraux étaient le second poste de dépense, devant la santé et l'éducation.

La section 23 présentait les informations relatives aux dépenses des administrations publiques. La décomposition de ces dépenses par activités est elle aussi d'un intérêt considérable pour les décideurs politiques et les analystes. Le système de classification sur lequel s'appuie cette décomposition internationale et comparable, est connu comme la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP). Elle fournit un moyen pour comparer les dépenses sur des fonctions spécifiques, telles que la sécurité et l'ordre publics, entre les pays et à travers le temps.

Définition

Les dépenses totales des administrations publiques sont définies dans la section 23.

La CFAP est disponible sur deux niveaux : un premier niveau qui partage les dépenses en 10 groupes fonctionnels et un second niveau lequel partage les 10 groupes fonctionnels en sous-groupes (jusqu'à 9), comme montré ci-dessous :

Les services publics généraux qui incluent : les organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales, les affaires extérieures, l'aide économique étrangère, les services généraux, la recherche fondamentale, les services publics généraux de R-D, les services publics généraux non classés ailleurs (n.c.a.), les transactions liées à la dette publique, et les transferts de caractère général entre les différents niveaux d'administration.

La défense inclut : la défense militaire, la défense civile, l'aide étrangère militaire, la R-D de défense et la défense n.c.a.

L'ordre et la sécurité publics incluant les services de police, les services de protection contre les incendies, les cours de justice, les prisons, la R-D d'ordre et de sécurité publics, et l'ordre et la sécurité publics n.c.a.

Les affaires économiques qui comprennent : l'économie générale, le commerce et l'emploi, l'agriculture, les forêts, la pêche et la chasse, les combustibles et l'énergie, les exploitations minières, l'industrie et la construction, les transports, les communications, les autres industries, la R-D économique, et les affaires économiques n.c.a.

La protection de l'environnement comprenant : le traitement des déchets, le traitement des eaux usées, la lutte contre la pollution, la protection de la biodiversité et du paysage, la R-D de protection de l'environnement, et la protection de l'environnement n.c.a.

Le logement et les équipements publics comprennent : la construction de logements, la construction d'équipements publics, l'approvisionnement en eau, l'éclairage public, la R-D de logement et d'équipements publics, le logement et les équipements publics n.c.a.

La santé qui inclut : les produits, appareils et équipements médicaux, les services de consultation, les services hospitaliers, les services de santé publique, la R-D de santé, la santé n.c.a.

Les loisirs, la culture et la religion incluent : les services de loisirs et de sport, les services culturels, les services de radio-diffusion, de télévision et d'édition, les services destinés aux religions et autres communautés, la R-D de loisirs, culture et religion, et les loisirs, la culture et la religion n.c.a.

L'éducation comprend : l'éducation préscolaire et primaire, l'éducation secondaire, l'éducation postsecondaire, non tertiaire, l'éducation tertiaire, l'éducation non définissable par niveau, les services complémentaires à l'éducation, la R-D d'éducation et l'éducation n.c.a.

La protection sociale couvre : la maladie et le handicap, les personnes âgées, les vétérans, la famille et les enfants, le chômage, l'exclusion sociale n.c.a., la R-D de protection sociale, et la protection sociale n.c.a.

Comparabilité

Le plus gros problème affectant la comparabilité entre les pays concerne la portée du secteur des administrations. Dans de nombreux pays par exemple, les hôpitaux ne sont pas classés dans les administrations mais dans les entreprises publiques, au motif qu'ils facturent des prix de marché au titre de leurs services. Cela peut jouer sur la comparaison entre les dépenses totales des administrations publiques et leurs décompositions par fonctions (voir section 23).

Les dépenses des États-Unis sur la protection de l'environnement sont incluses dans les logements et équipements publics.

Les données pour tous les pays sont consolidées, excepté le Canada (qui ne consolide que ses transferts courants) et la Nouvelle-Zélande.

Les données du Japon sont en années fiscales.

Note sur le graphique 24.1 : le total OCDE des dépenses inclut tous les pays de l'OCDE excepté l'Australie, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, et les États-Unis. Le total exclut aussi le Japon, la Suisse la Pologne, et la Turquie en 2001 et le Canada en 2011.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22215379>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

OCDE (2013), *Government at a Glance 2013*, Éditions OCDE, http://dx.doi.org/10.1787/gov_glance-2013-en.


Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

24. Dépenses par fonction des administrations publiques

Tableau 24.1. Dépenses par fonction des administrations publiques

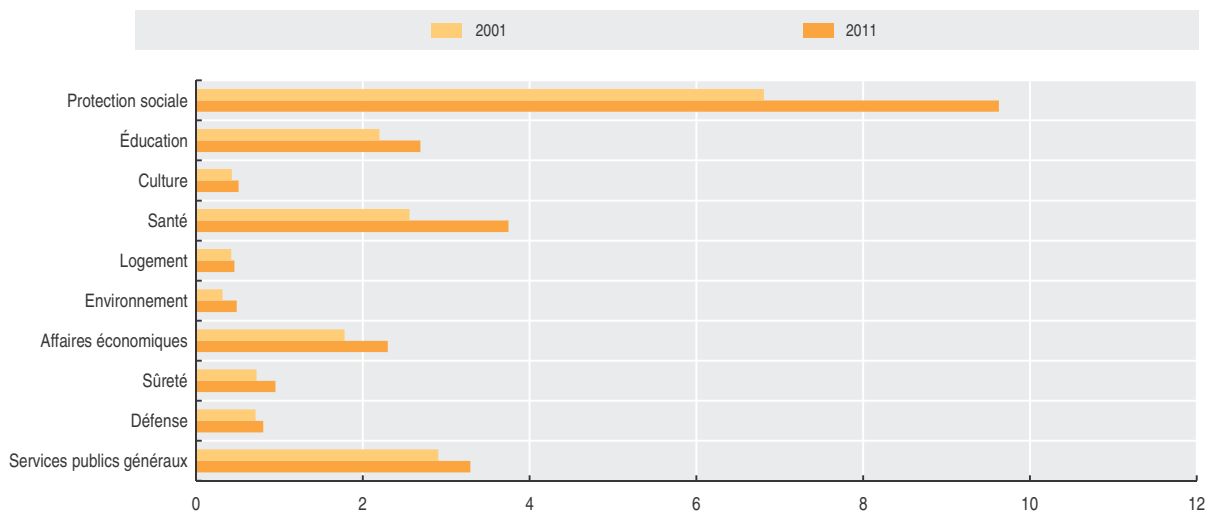
Pourcentage du PIB, 2011

	Total des dépenses	Services publics généraux	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et religion	Enseignement	Protection sociale
Allemagne	45.0	6.1	1.1	1.6	3.5	0.7	0.6	7.0	0.8	4.2	19.5
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	50.8	6.6	0.7	1.5	5.3	0.5	0.6	7.8	1.0	5.6	21.1
Belgique	53.5	8.0	1.0	1.9	6.5	0.8	0.4	7.9	1.3	6.3	19.5
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	30.2	4.6	2.6	1.3	6.1	0.7	1.0	4.6	0.7	4.8	3.9
Danemark	57.7	8.0	1.4	1.1	3.5	0.4	0.3	8.3	1.6	7.8	25.2
Espagne	45.9	5.7	1.1	2.2	5.3	0.9	0.6	6.5	1.5	4.8	17.1
Estonie	37.7	3.1	1.5	2.1	4.5	-0.3	0.6	5.0	1.9	6.4	12.9
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	55.3	7.4	1.5	1.5	4.8	0.2	0.6	7.9	1.2	6.4	23.8
France	55.9	6.4	1.8	1.7	3.5	1.1	1.9	8.2	1.4	6.0	23.8
Grèce	51.8	12.8	2.4	1.7	3.2	0.5	0.2	6.0	0.6	4.1	20.4
Hongrie	50.1	8.8	1.1	1.9	7.2	0.7	0.8	5.2	1.8	5.2	17.2
Irlande	47.1	5.3	0.4	1.7	7.7	1.0	0.6	7.3	0.9	5.1	16.9
Islande	47.4	8.4	0.0	1.4	5.9	0.6	0.3	7.6	3.3	8.1	11.6
Israël	44.6	6.6	6.6	1.7	2.6	0.6	0.5	5.5	1.7	7.4	11.5
Italie	49.9	8.6	1.5	2.0	3.6	0.9	0.7	7.4	0.6	4.2	20.5
Japon	42.3	4.6	0.9	1.3	4.1	1.2	0.8	7.3	0.4	3.6	18.1
Luxembourg	42.9	4.9	0.4	1.1	4.3	1.2	0.8	4.9	1.7	5.2	18.5
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	43.9	4.3	1.6	1.0	4.2	0.7	0.7	7.3	1.3	5.6	17.5
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	50.1	5.6	1.4	2.1	5.5	1.7	0.6	8.5	1.8	5.8	17.3
Pologne	43.4	5.8	1.2	1.8	5.6	0.7	0.9	4.7	1.3	5.5	15.9
Portugal	49.3	8.4	1.3	2.0	4.0	0.5	0.6	6.8	1.1	6.3	18.1
République slovaque	38.2	5.9	1.0	2.4	3.7	1.0	1.0	5.9	1.1	4.0	12.0
République tchèque	43.2	4.6	0.9	1.8	6.0	1.4	0.8	7.8	1.3	4.9	13.7
Royaume-Uni	47.9	5.6	2.5	2.5	2.5	1.0	0.9	7.9	1.0	6.4	17.6
Slovénie	50.8	6.3	1.2	1.7	5.8	0.8	0.7	6.9	1.9	6.7	19.0
Suède	51.5	7.4	1.5	1.4	4.3	0.3	0.8	7.1	1.1	6.8	20.9
Suisse	33.9	3.4	1.0	1.7	4.6	0.8	0.2	2.1	0.9	6.1	13.2
Turquie	37.4	6.1	1.5	1.9	4.5	0.4	1.3	4.5	0.9	4.3	11.9
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093956>

Graphique 24.1. Dépenses des administrations publiques par fonction principale, pour l'OCDE total

Pourcentage du PIB 2001 et 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093006>

- En 2011, la part des recettes fiscales totales dans le PIB était la plus élevée au Danemark (46,7 %), devant la Suède (37,1 %). Dans ces deux pays, en revanche, les cotisations de sécurité sociale représentaient des pourcentages relativement faibles du PIB, soit respectivement 1,9 % et 7,7 %. Les plus faibles ratios recettes fiscales totales/PIB étaient observés en République slovaque (16 %) et au Japon (16,9 %).
- Une comparaison entre 2001 et 2011 montre que la part des recettes totales dans le PIB a diminué dans 19 pays sur 29.

Dans le SCN, les impôts sont les versements obligatoires, en espèces ou en nature, effectués sans contrepartie par les unités institutionnelles au profit des administrations publiques exerçant leurs pouvoirs souverains ou d'une autorité supranationale. Ils constituent généralement la plus grande partie des recettes de l'État dans la plupart des pays. Les cotisations de sécurité sociale, bien que constituant des paiements obligatoires aux administrations publiques, ne sont pas traitées comme des impôts dans le SCN parce que la perception de prestations de sécurité sociale dépend, dans la plupart des pays, du versement antérieur de cotisations appropriées, même si le montant des prestations n'est pas nécessairement lié au montant des cotisations. Cela étant, de nombreux responsables de l'action publique et utilisateurs préfèrent inclure les cotisations de sécurité sociale dans la définition des impôts. De fait, c'est la base des mesures des impôts utilisée dans la publication de l'OCDE sur les statistiques des recettes publiques. Ceci reflète en partie le fait que les cotisations aux administrations publiques sont obligatoires, mais s'explique aussi parce que tous les pays n'ont pas de régimes de sécurité sociale, certains préférant financer les prestations sociales versées par l'État grâce à d'autres taxes ou recettes (voir aussi la section 26).

D'un point de vue pratique, sous l'angle de l'action publique, les définitions des impôts incluant les cotisations de sécurité sociale sont généralement privilégiées. Dans la présente section toutefois, on s'en tiendra à la définition du SCN.

Le texte continue page 96.

Définition

Le SCN définit trois catégories d'impôts :

- La première catégorie, les impôts sur la production et les importations, regroupe des taxes traditionnellement qualifiées d'impôts indirects et s'analyse dans le SCN en deux composantes : les impôts sur les produits, par exemple la TVA, et les autres impôts sur la production, par exemple les impôts sur la propriété ou l'utilisation de terrains, d'immeubles ou d'autres actifs utilisés dans la production ou sur la main-d'œuvre salariée (impôts sur la masse salariale).
- La deuxième catégorie, les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., est constituée principalement des impôts prélevés sur les revenus des ménages et des entreprises. Le « etc. » se réfère au fait qu'elle inclut des impôts périodiques sur les ménages qui ne sont assis ni sur le revenu ni sur le patrimoine du ménage ou de ses membres, par exemple les impôts de capitation.
- La dernière catégorie, les impôts en capital, se compose d'impôts prélevés à des intervalles irréguliers, avec une fréquence faible, sur la valeur des actifs ou du patrimoine net détenus par des unités ou transférés d'une unité à l'autre, par exemple les impôts sur les successions ou les impôts sur les plus-values foncières, par exemple les impôts sur l'augmentation de la valeur d'un terrain résultant de l'obtention d'un permis de construire.


Définition des impôts utilisée dans les Statistiques des recettes publiques de l'OCDE

La définition retenue dans les Statistiques des recettes publiques diffère de celle du SCN à plusieurs égards :

- Elle inclut les cotisations sociales versées à l'État.
- La question de savoir si certains permis et redevances à la marge sont des taxes fait l'objet d'une interprétation différente.
- Les impôts/subventions imputés au maintien de taux de change officiels multiples en sont exclus.
- Certains crédits d'impôt inclus dans le montant global des impôts qui sont considérés par le SCN comme des dépenses des administrations sont éliminés par compensation.

Tableau 25.1. Les impôts dans le Système de comptabilité nationale (SCN)
Pourcentage du PIB

	Total des impôts reçus			Impôts sur la production et les importations			Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.			Impôts sur le capital		
	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011
Allemagne	22.0	22.3	22.9	10.6	10.5	11.2	11.3	11.7	11.5	0.1	0.2	0.2
Australie	29.2	30.0	26.7	12.4	11.9	10.6	16.8	18.1	16.1	0.0	0.0	0.0
Autriche	29.7	26.9	27.5	14.7	14.0	14.4	14.9	12.8	13.0	0.1	0.1	0.0
Belgique	30.2	30.2	29.3	12.5	13.1	12.6	17.2	16.5	16.0	0.5	0.7	0.7
Canada	29.8	28.6	..	13.0	12.2	..	16.9	16.4	..	0.0	0.0	..
Chili	..	..	..	..	..	10.5	..	..	7.4	..	..	..
Corée	19.1	20.1	20.2	12.2	11.9	11.4	6.7	7.9	8.5	0.2	0.3	0.3
Danemark	46.7	48.5	46.7	17.2	17.9	16.8	29.3	30.5	29.7	0.2	0.2	0.3
Espagne	21.6	24.8	20.0	11.1	12.5	10.0	10.1	11.8	9.7	0.4	0.5	0.4
Estonie	19.6	20.2	20.0	12.3	13.2	13.6	7.2	7.1	6.5	0.0	0.0	0.0
États-Unis	20.7	20.5	18.5	6.8	7.2	7.1	13.5	13.1	11.4	0.4	0.2	0.1
Finlande	32.3	31.3	30.8	13.0	13.7	14.2	19.0	17.3	16.4	0.3	0.3	0.2
France	27.4	27.5	27.0	14.8	15.3	15.3	12.2	11.8	11.2	0.5	0.5	0.5
Grèce	22.4	20.7	21.6	13.5	12.4	12.8	8.6	8.1	8.6	0.3	0.1	0.1
Hongrie	25.7	24.5	23.8	15.5	15.0	16.9	10.1	9.4	6.4	0.1	0.1	0.5
Irlande	24.6	27.0	23.1	11.9	13.9	10.8	12.6	13.0	11.9	0.1	0.2	0.4
Islande	32.5	38.1	31.8	15.9	19.4	14.3	16.5	18.7	17.5	0.0	0.0	0.0
Israël	31.3	30.5	27.2	15.8	16.0	16.0	15.5	14.6	11.1	0.0	0.0	0.0
Italie	28.8	29.1	28.8	14.1	14.8	14.0	14.7	14.3	14.3	0.1	0.0	0.4
Japon	..	18.0	16.9	..	8.6	8.5	..	9.1	8.1	..	0.4	0.3
Luxembourg	28.4	25.7	26.9	13.1	12.6	12.4	15.2	13.0	14.4	0.1	0.1	0.1
Mexique	..	16.0	..	..	10.3	11.5	..	5.7	6.4	..	0.0	..
Norvège	33.6	34.9	33.2	13.4	12.2	11.6	20.1	22.6	21.6	0.1	0.1	0.1
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	24.0	24.5	23.3	12.2	12.6	11.6	11.4	11.5	11.5	0.3	0.3	0.3
Pologne	18.8	21.8	20.8	12.5	14.2	13.8	6.3	7.5	7.0	0.0	0.0	0.0
Portugal	22.1	23.5	23.6	13.0	14.9	13.7	9.1	8.6	9.9	0.1	0.0	0.0
République slovaque	18.8	17.2	16.0	11.3	11.2	10.5	7.5	6.1	5.5	0.0	0.0	0.0
République tchèque	18.8	19.4	18.8	10.5	10.5	11.6	8.3	8.8	7.2	0.0	0.0	0.0
Royaume-Uni	29.5	29.2	28.8	12.8	12.4	13.2	16.4	16.5	15.5	0.2	0.3	0.2
Slovénie	23.1	24.1	21.9	15.5	14.9	13.9	7.5	9.1	8.0	0.1	0.0	0.0
Suède	36.8	38.7	37.1	15.9	16.5	18.6	20.7	22.2	18.5	0.1	0.0	0.0
Suisse	21.4	21.6	21.7	7.1	6.9	6.6	14.0	14.6	14.9	0.3	0.2	0.1
Turquie	..	18.6	20.8	..	12.3	13.4	..	6.3	7.5	..	0.0	0.0
Zone euro	25.2	25.7	25.0	12.6	13.1	12.7	12.3	12.3	11.9	0.3	0.3	0.3
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	11.4	13.4	12.4	14.5	15.4	14.4	..	..	..
Chine	..	..	..	11.8	12.8	13.2	3.1	4.1	4.8	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	20.6	20.1	..	10.2	8.3	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093975>

Comparabilité

D'une manière générale, la comparabilité des impôts d'un pays à l'autre est bonne, mais les règles qui permettent de différencier les impôts des recettes (généralement celles qui dépendent de redevances/permis) sont quelquefois, à la marge, à l'origine de problèmes de comparabilité. Généralement, si les permis/licences demandent peu de travail à l'État, les redevances connexes devraient être comptabilisées en tant qu'impôts, mais si les administrations rendent certains services liés et proportionnels à la redevance, cette dernière doit être traitée comme un achat de services.

Les redevances au titre de licences ou de permis pour l'utilisation de ressources naturelles (spectres radio électriques, terres, produits de la pêche) sont presque toujours comptabilisées en tant que loyers ou paiements au titre d'un actif et non en tant qu'impôts. Cela n'est toutefois pas vrai de toutes, par exemple dans le cas des permis concernant la pêche de loisir et non la pêche commerciale. De fait, les paiements effectués par des personnes ou des ménages pour obtenir un permis de posséder ou d'utiliser des véhicules, ou des navires et pour obtenir un permis de chasse, ou de pêche de loisir, sont considérés comme des impôts.

Les paiements effectués au titre de toutes les autres catégories de permis (permis de conduire, permis de port d'arme à feu) ou les redevances versées à l'État (pour les passeports par exemple) sont généralement (mais pas toujours) considérés comme des paiements de services.

Le graphique présente le total des recettes des administrations publiques (impôts plus autres recettes des administrations

publiques) = total des dépenses des administrations publiques +/- la capacité (besoin) de financement, en pourcentage du PIB.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22215379>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.

Pour en savoir plus

Paturot, D., K. Mellbye et B. Brys (2013), « Average Personal Income Tax Rate and Tax Wedge Progression in OECD Countries », *OECD Taxation Working Papers*, n° 15, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k4c0vhzsq8v-en>.

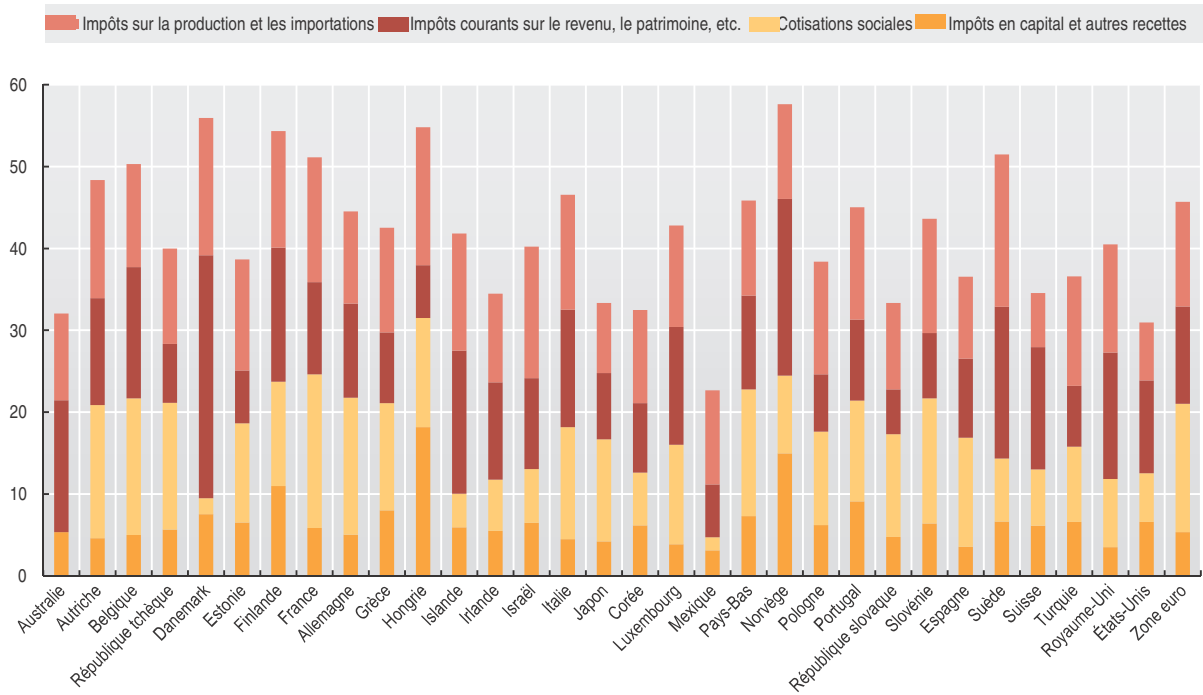
FMI (2001), *Manuel de statistiques de finances publiques*, Fonds monétaire international, Washington.

OCDE (2013), *Statistiques des recettes publiques*, Éditions OCDE, http://dx.doi.org/10.1787/rev_stats-2013-en-fr.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 25.1. Total des recettes des administrations publiques

Pourcentage du PIB, 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093025>

26. Cotisations sociales

- De 2001 à 2011, la part dans le PIB des cotisations sociales versées aux administrations a beaucoup baissé en Suède (5 points de pourcentage) et à un moindre degré en Pologne (2 points) ainsi qu'en République slovaque et en Allemagne (respectivement 1,8 et 1,6 point). Elle a été relativement stable en 2011 et 2012.
- De 2001 à 2011, le rapport entre les cotisations sociales versées aux administrations et le PIB a diminué dans 9 pays; il a progressé de moins de 1 % dans 13 pays et de plus de 1 % dans 5 autres.

Les cotisations sociales sont des paiements effectivement versés ou imputés au profit de régimes d'assurance sociale dans le but de constituer des provisions en vue du paiement de prestations d'assurance sociale (voir la section 27). Elles peuvent être versées par des employeurs pour le compte de leurs salariés ou par des salariés, travailleurs indépendants et personnes non salariées pour leur propre compte. Ces cotisations peuvent être obligatoires ou volontaires et il peut s'agir de régimes par capitalisation ou par répartition. Les cotisations de sécurité sociale obligatoires versées aux administrations publiques ou à des fonds de sécurité sociale placés sous le contrôle effectif de l'État représentent une part importante des recettes des administrations et, bien qu'elles ne soient pas traitées comme tel dans le SCN, de nombreux analystes (y compris la direction des affaires fiscales de l'OCDE) les considèrent comme similaires à un impôt sur le revenu et estiment qu'elles font de ce fait partie de la charge fiscale globale d'un pays. Elles sont importantes non seulement au sens où elles représentent une fraction importante des recettes de l'État, mais aussi parce qu'elles reflètent une partie des coûts encourus pour exercer une activité. Dans de nombreux pays en développement, la présence simultanée de cotisations sociales élevées et de prestations sociales faibles est souvent citée comme la raison expliquant l'existence d'une vaste économie informelle.

Définition

Des régimes d'assurance sociale peuvent être gérés par n'importe quel secteur d'activité et il peut s'agir de régimes par capitalisation ou par répartition. En outre, les cotisations versées à ces régimes peuvent être obligatoires ou volontaires. Généralement, les régimes les plus importants dans cette catégorie sont les régimes de sécurité sociale, imposés, contrôlés et financés par l'État, mais dans de nombreux pays, le rôle des fonds privés, capitalisés ou non capitalisés, gagne en importance.

Les fonds de sécurité sociale constitués dans le cadre des régimes de sécurité sociale sont des unités institutionnelles distinctes pour le SCN et forment une sous-catégorie du secteur des administrations. Bien que les cotisations au régime soient obligatoires, les versements au fonds peuvent être effectués sur une base volontaire pour bénéficier de prestations de sécurité sociale. Les régimes d'assurance sociale organisés par les administrations pour leurs agents sont classés dans les fonds privés capitalisés ou non capitalisés selon le cas. Comme tels, ils peuvent faire partie ou non des administrations, selon certains critères.

Comparabilité

Tous les pays n'ont pas de régime de sécurité sociale, certains choisissant de financer les prestations sociales versées par l'État grâce à d'autres taxes ou recettes, ce qui explique pourquoi les analystes préfèrent souvent présenter la totalité des impôts et cotisations sociales lors du calcul de la charge fiscale. Cela étant, même ces comparaisons doivent être interprétées avec prudence. Il peut arriver que les États encouragent les employeurs et les salariés à sortir des régimes de sécurité sociale et à verser à la place des cotisations, même obligatoires, à des régimes gérés par des entreprises, réduisant ainsi les recettes et les dépenses des administrations sans nécessairement réduire le bien-être des consommateurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles les comparaisons des impôts sur le revenu sont souvent exprimées en taux, la composante « cotisations sociales » représentant le taux obligatoire, que le régime concerné soit géré par l'administration ou par des entreprises.

En Finlande, en Islande et aux Pays-Bas, certaines cotisations prélevées sont fonction du revenu imposable (gains salariaux nets après totalité ou quasi-totalité des allègements fiscaux). En Australie et en Nouvelle-Zélande, aucune cotisation de sécurité sociale n'est prélevée.

Les chiffres présentés comprennent les cotisations sociales volontaires et obligatoires versées aux administrations publiques.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22215379>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.


Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

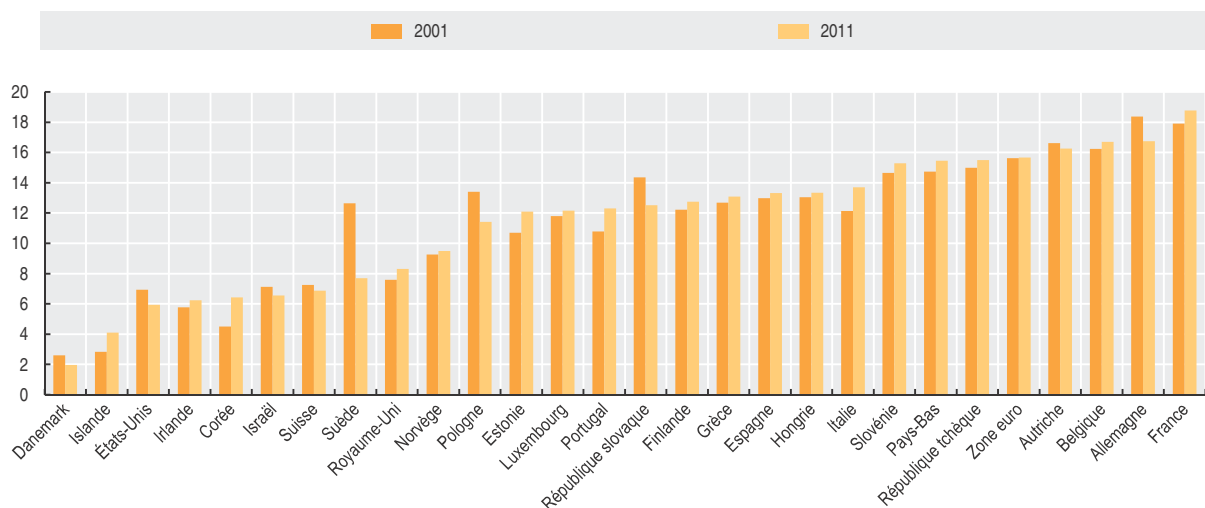
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


Tableau 26.1. **Cotisations sociales versées aux administrations publiques**
Pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	19.0	18.6	18.4	18.4	18.5	18.1	17.9	17.3	16.5	17.3	16.9	16.7	16.7	16.8
Australie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autriche	17.1	16.8	16.6	16.3	16.4	16.2	16.1	15.9	15.7	15.9	16.5	16.3	16.3	16.6
Belgique	16.3	16.0	16.2	16.5	16.4	16.0	15.8	15.7	15.7	16.1	16.8	16.5	16.7	17.1
Canada	4.7	4.6	4.8	5.0	5.0	4.8	4.8	4.7	4.6	4.5	4.9	4.6	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.7	1.8	1.7	1.7	..
Corée	3.7	4.0	4.5	4.7	5.0	5.2	5.5	5.7	5.9	6.1	6.4	6.2	6.4	..
Danemark	2.5	2.6	2.6	2.1	2.1	2.1	2.0	1.9	1.9	1.8	1.9	1.9	2.0	1.9
Espagne	12.8	12.9	13.0	13.0	13.0	13.0	12.9	12.9	13.0	13.2	13.4	13.4	13.3	13.0
Estonie	11.1	11.0	10.7	11.0	10.7	10.4	10.4	10.2	10.6	11.8	13.2	13.2	12.1	11.6
États-Unis	6.9	6.9	6.9	6.9	6.8	6.8	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7	6.6	5.9	5.9
Finlande	13.0	12.1	12.2	12.0	11.9	11.8	12.1	12.4	12.0	12.2	12.9	12.8	12.7	13.3
France	18.1	17.9	17.9	18.0	18.3	18.1	18.2	18.2	18.0	18.1	18.8	18.6	18.8	19.0
Grèce	12.3	12.6	12.7	13.7	13.9	13.4	13.5	12.4	13.0	13.2	12.7	13.4	13.1	13.7
Hongrie	13.3	13.4	13.1	12.9	12.7	12.4	12.6	12.7	13.9	13.8	13.3	12.2	13.3	13.3
Irlande	5.6	5.5	5.8	5.7	5.8	6.0	6.0	6.1	6.3	6.8	7.4	7.3	6.2	5.9
Islande	2.8	2.9	2.8	2.9	3.1	3.0	3.2	3.3	3.0	2.8	3.1	4.1	4.1	3.8
Israël	6.7	6.7	7.1	7.2	7.3	7.1	7.0	6.7	6.6	6.7	6.4	6.6	6.6	..
Italie	12.2	12.3	12.1	12.2	12.5	12.6	12.6	12.6	13.1	13.7	14.0	13.8	13.7	13.8
Japon	..	..	..	..	..	..	10.6	10.9	11.0	11.5	11.8	11.8	12.5	..
Luxembourg	11.0	10.9	11.8	11.8	11.7	11.6	11.3	10.8	10.7	11.5	12.9	12.0	12.2	12.5
Mexique	..	..	..	..	2.0	1.8	1.7	1.7	1.6	1.5	1.6	1.6	1.6	..
Norvège	10.1	8.9	9.3	9.9	9.8	9.4	8.9	8.7	9.0	8.9	9.9	9.6	9.5	9.6
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	16.6	16.4	14.7	14.3	14.7	14.9	13.9	14.8	14.2	15.2	14.6	14.9	15.5	16.6
Pologne	13.7	12.9	13.4	12.9	12.8	12.3	12.3	12.2	12.0	11.3	11.3	11.1	11.4	12.3
Portugal	10.2	10.6	10.8	11.1	11.6	11.5	11.9	11.8	11.6	11.9	12.5	12.3	12.3	11.6
République slovaque	14.1	14.2	14.4	14.7	14.0	13.3	12.8	11.9	11.9	12.0	12.7	12.5	12.5	12.7
République tchèque	15.0	15.1	15.0	15.5	15.7	15.5	15.5	15.7	15.7	15.6	14.9	15.2	15.5	15.6
Royaume-Uni	7.4	7.5	7.6	7.4	7.8	8.0	8.2	8.2	8.1	8.3	8.4	8.3	8.3	8.4
Slovénie	14.2	14.4	14.6	14.5	14.4	14.4	14.5	14.3	13.9	14.3	15.2	15.5	15.3	15.5
Suède	12.0	13.1	12.6	11.7	11.4	11.1	10.7	9.8	9.9	9.0	8.7	8.7	7.7	7.7
Suisse	7.1	7.1	7.2	7.4	7.3	6.8	6.8	6.6	6.5	6.5	6.9	6.7	6.9	6.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	6.7	6.8	8.6	9.6	9.4	9.2	..
Zone euro	16.1	15.8	15.6	15.6	15.7	15.5	15.4	15.3	15.1	15.3	15.8	15.7	15.7	15.9
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	0.5	0.5	0.5	0.5	0.7	0.5	0.6	0.6	0.7	0.6	0.6	0.5	0.6	0.6
Chine	..	2.7	2.8	3.4	3.6	3.6	3.8	4.0	4.1	4.4	4.7	5.1	5.8	..
Fédération de Russie	..	..	..	8.5	8.6	7.9	6.2	5.9	6.0	6.1	6.7	6.0	7.4	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093994>

Graphique 26.1. **Cotisations sociales versées aux administrations publiques**
Pourcentage du PIB, 2001 et 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093044>

27. Prestations sociales

- En 2011, la part dans le PIB des prestations sociales autres que les transferts en nature dépassait 19 % dans quatre pays : France, Italie, Grèce et Autriche. Elle était la plus basse au Mexique et en Corée, à respectivement 2,1 % et 1,9 %.
- S'agissant des transferts sociaux en nature, leur part dépassait 19 % en 2011 dans deux pays : la Suède et le Danemark. Les plus bas niveaux étaient constatés au Mexique (5,8 %) et en Suisse (6,2 %).

Les prestations sociales reflètent les transferts courants effectués en espèces ou en nature au profit des ménages pour faire face aux besoins rencontrés lorsque surviennent certains événements ou que sont réunies certaines circonstances, par exemple maladie, chômage, retraite, événements touchant le logement ou l'éducation ou encore événements familiaux, qui sont susceptibles d'affecter négativement le bien-être des ménages concernés parce qu'ils vont soit exercer des contraintes supplémentaires sur leurs ressources, soit réduire leurs revenus. Ces transferts, généralement effectués par les administrations et les Institutions sans but lucratifs au service des ménages (ISBLSM), représentent une part significative du total des dépenses des administrations publiques et du revenu disponible des ménages, en particulier dans les groupes de la société ayant les revenus les plus faibles. Ils constituent de ce fait un facteur important de l'analyse du bien-être des ménages, des inégalités de revenus et du rôle redistributif de la puissance publique.

Dans le SCN, les prestations d'assurance sociale sont encore divisées en trois catégories : les prestations de sécurité sociale en espèces ; les prestations d'assurance sociale directes d'employeurs et les prestations d'assurance sociale de régimes privés. Les deux premières sont les plus pertinentes pour les administrations et la première, en particulier, représente une fraction importante des dépenses des administrations. Ces prestations comprennent les versements en espèces au titre des prestations pour maladie et invalidité, prestations pour enfants, famille, dépendance et maternité, les allocations de chômage, les pensions et les allocations de décès. Les prestations d'assurance sociale directes d'employeurs recouvrent des paiements en espèces ou en nature versés aux salariés dans des circonstances similaires, y compris des versements au titre de services médicaux généraux non liés au travail du salarié.

Définition

En comptabilité nationale, il existe deux catégories distinctes de prestations sociales : les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature et les transferts sociaux en nature (voir aussi les sections 8, 9 et 14). La distinction entre les deux est importante. En effet, les transferts effectués dans le cadre de la première catégorie sont généralement versés sous la forme d'espèces et permettent aux ménages de les utiliser sans qu'il soit possible de les distinguer des revenus provenant d'autres sources, alors que les transferts appartenant à la deuxième catégorie sont toujours liés à la provision de certains biens et services, et les ménages n'ont donc aucune discrétion quant à leur utilisation.

Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature peuvent à leur tour s'analyser en deux composantes principales : les prestations d'assurance sociale et les prestations d'assistance sociale en espèces. Cette dernière catégorie comprend les versements d'espèces effectués par des unités de l'administration ou des ISBLSM au profit des ménages pour satisfaire les mêmes types de besoins que les prestations d'assurance sociale, mais dans les cas où les ménages ou les besoins concernés ne sont couverts par aucun régime d'assurance sociale, ou bien lorsque les prestations d'assurance sociale ne sont pas considérées comme suffisantes pour couvrir les besoins. Elles n'incluent pas les versements aux agents des administrations ou aux salariés des ISBLSM en leur qualité d'actuel ou d'ancien agent ou salarié.


Les administrations, en leur qualité d'employeurs, engagent ici des dépenses, qui reflètent généralement les pensions des agents.

Les transferts sociaux en nature représentent les paiements au titre de biens et services individuels tels que l'éducation, la santé ou le logement fournis par les administrations et les ISBLSM aux ménages, soit à titre gratuit, soit à des prix non significatifs du point de vue économique.

Le texte continue page 102.

Tableau 27.1. Prestations sociales versées aux ménages
Pourcentage du PIB

	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature							Transferts sociaux en nature						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	17.7	16.5	16.3	18.0	17.2	16.3	16.1	11.6	11.4	11.6	12.8	12.5	12.2	12.3
Australie	7.5	7.4	8.9	7.7	7.6	7.6	7.8	10.5	10.5	10.8	11.1	10.9	11.0	11.0
Autriche	18.4	17.8	18.1	19.7	19.8	19.1	19.3	10.6	10.6	10.9	11.5	11.4	11.2	11.2
Belgique	15.5	15.4	15.8	17.3	17.0	17.1	17.7	14.0	13.9	14.6	15.6	15.4	15.6	16.0
Canada	10.0	10.1	10.3	11.6	11.4	..	..	11.7	11.8	12.0	13.4	13.3	..	..
Chili	..	..	4.2	4.6	4.4	4.1	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	2.8	3.1	3.4	3.8	3.7	3.9	..	6.2	6.3	6.5	6.9	6.8	6.8	..
Danemark	15.4	14.9	14.7	16.7	16.9	17.1	17.2	18.1	18.2	18.8	21.2	20.7	20.3	20.3
Espagne	11.4	11.6	12.5	14.7	15.5	15.6	16.3	10.5	10.7	11.4	12.7	12.5	12.3	11.8
Estonie	8.7	8.5	10.5	13.9	13.0	11.5	11.0	8.9	9.0	10.6	12.2	11.5	10.7	10.5
États-Unis	11.6	11.8	12.7	14.7	15.0	14.7	14.4	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	16.0	15.1	15.3	18.2	18.3	18.0	18.7	14.7	14.2	14.8	16.6	16.5	16.4	16.9
France	17.8	17.7	17.8	19.4	19.5	19.4	19.9	15.1	15.0	15.1	16.1	16.1	16.0	16.2
Grèce	14.6	15.3	16.7	18.1	18.1	19.2	19.9	9.9	10.2	10.6	11.3	11.0	10.4	10.1
Hongrie	15.0	15.5	15.9	16.5	16.0	15.6	15.5	12.5	11.6	11.7	12.1	11.3	10.8	10.5
Irlande	9.7	10.3	12.3	15.1	15.3	15.2	15.0	10.7	11.1	12.1	13.8	13.5	12.9	12.7
Islande	5.7	5.8	6.1	8.1	7.9	8.5	8.0	16.4	16.4	16.8	17.9	17.6	16.7	16.6
Israël	6.1	5.8	5.9	6.1	6.2	6.1	..	12.6	12.5	12.7	12.6	12.7	12.7	..
Italie	16.9	17.0	17.6	19.2	19.2	19.3	19.9	11.8	11.6	11.8	12.5	12.4	11.9	11.9
Japon	11.5	11.6	12.1	13.7	13.8	14.4	..	10.0	10.1	10.5	11.4	11.3	11.9	..
Luxembourg	13.5	12.9	14.4	16.8	15.9	15.4	16.0	9.4	9.0	9.5	10.9	10.5	10.3	10.7
Mexique	1.5	1.6	1.7	1.9	2.0	2.1	..	5.2	5.2	5.3	5.9	5.8	5.8	..
Norvège	12.2	12.1	11.6	13.7	13.6	13.3	13.3	12.8	13.1	13.0	15.0	14.9	14.6	14.5
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	10.8	10.3	10.3	11.4	11.7	11.8	12.2	14.8	15.0	15.2	17.0	17.1	17.1	17.5
Pologne	15.2	14.2	14.0	14.7	14.8	14.1	14.2	10.2	10.0	10.5	10.7	10.8	10.4	10.3
Portugal	14.5	14.6	15.1	17.0	17.1	17.4	18.0	11.7	11.1	11.1	12.1	11.8	10.8	9.9
République slovaque	11.9	11.6	11.4	13.8	14.1	13.6	13.8	7.6	8.0	8.4	9.4	9.3	8.7	8.8
République tchèque	12.2	12.5	12.4	13.5	13.7	13.8	13.9	10.3	9.9	9.9	10.9	10.8	10.8	10.8
Royaume-Uni	12.4	12.5	13.0	14.9	14.9	14.9	15.4	12.8	12.7	13.3	14.6	14.3	13.8	13.8
Slovénie	15.3	14.3	14.7	16.5	17.2	17.6	17.6	11.1	10.4	10.7	12.0	12.4	12.4	12.3
Suède	15.2	14.4	14.4	15.7	14.7	14.1	14.5	18.9	18.6	19.0	20.1	19.2	19.1	19.4
Suisse	10.9	10.5	10.1	11.2	11.2	11.0	11.1	6.3	6.1	5.7	6.3	6.2	6.2	6.3
Turquie	6.6	7.0	7.2	8.4	7.8	8.3	..	5.5	6.8	7.0	9.1	8.7	8.4	..
Zone euro	15.9	15.6	15.9	17.6	17.5	17.3	17.6	12.5	12.3	12.7	13.8	13.6	13.4	13.4
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	4.1	3.7	3.9	4.2	4.1	4.0	4.4	7.9	7.5	7.2	8.6	9.0	8.9	8.6
Chine	4.3	4.2	4.8	5.4	5.5	5.9	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	7.3	7.3	7.4	9.6	11.0	9.4	..	8.0	8.2	8.5	9.9	8.9	8.6	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094013>

Comparabilité

S'il existe des différences marquées entre les transferts sociaux en nature et les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature du point de vue du choix des ménages, leur exclusion mutuelle n'est pas complète dans le contexte de l'action publique. Les administrations par exemple peuvent verser des pensions qui incluent une composante de logement gratuit (et cette composante sera alors comptée comme un transfert social en nature) plutôt que des pensions en espèces qui permettent à leur bénéficiaire de payer un loyer au taux du marché. De la même façon, certaines administrations distribuent des coupons alimentaires, considérés comme des transferts sociaux en nature, plutôt que des prestations en espèces.

Ceci montre bien qu'à des fins de comparaisons internationales, les prestations sociales doivent être appréhendées dans leur totalité, en nature et en espèces. En outre, il convient d'observer une certaine prudence lorsqu'on veut comparer les composantes des prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature dans la mesure où les bénéficiaires concernés et les conséquences/besoins définis dans les régimes d'assurance sociale varient d'un pays à l'autre. La prudence est également de mise en ce qui concerne les prestations sociales versées aux agents des administrations car elles peuvent l'être par le truchement de régimes privés avec constitution de réserve plutôt que de fonds non capitalisés.

Par ailleurs, dans la pratique, tous les pays ne comptabilisent pas l'intégralité des transferts sociaux en nature de la même façon. Certains incluent les remboursements de certains biens et services individuels comme transferts en liquide, la composante remboursée faisant partie de la consommation finale des ménages et non de la consommation finale des administrations publiques. Les dépenses totales des administrations

publiques et la consommation finale effective, le revenu disponible ajusté et l'épargne des ménages ne sont en revanche pas affectés par ces différences.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22215379>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.

Pour en savoir plus

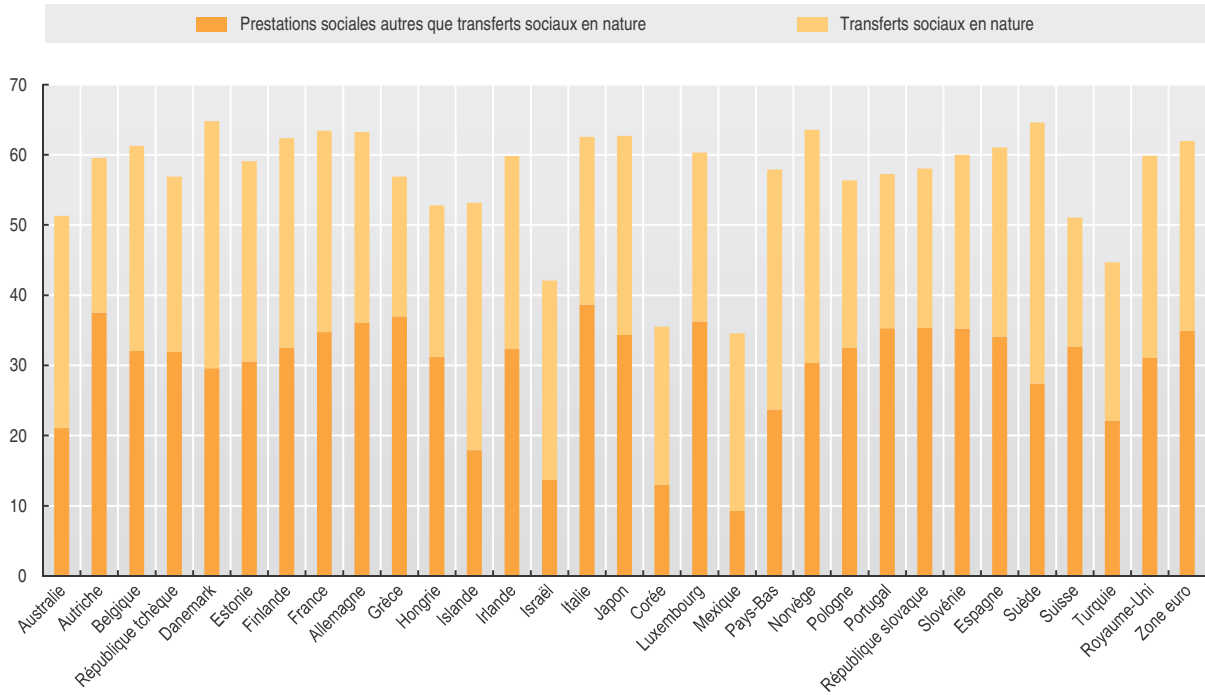
Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Fesseau, M. et M. L. Mattonetti (2013), « Distributional Measures Across Household Groups in a National Accounts Framework », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2013/04, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wdjqr775f-en>.

OCDE (2013), « Dépenses sociales », *Panorama des statistiques de l'OCDE 2013 : Économie, environnement et société*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2013-88-fr>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 27.1. Prestations sociales versées aux ménages
 Pourcentage du total des dépenses des administrations publiques, 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933093063>

- En 2011, 23 pays sur 32 étaient à la fois en situation de désépargne et emprunteurs nets.
- Le Mexique dégageait de l'épargne, mais était emprunteur net, ce qui indique que l'investissement était plus élevé que l'épargne en 2011.
- La Hongrie désépargnait, mais était prêteur net grâce à un important transfert de capitaux (dû à un changement de la législation sur les retraites) intervenu en 2011.

Les concepts d'épargne et de besoin de financement sont introduits respectivement dans les sections 6 et 7. Cependant, ils sont réintroduits ici dans la section des administrations publiques pour refléter l'importance particulière que ces concepts recouvrent dans la sphère des finances des administrations. L'épargne est typiquement associée au concept de la « Règle d'Or », à savoir que les dépenses courantes des administrations moins les recettes courantes (comme les impôts) devraient se compenser sur la durée d'un cycle économique. La capacité/besoin de financement reflète la position budgétaire après enregistrement des dépenses en capitaux. La capacité de financement signifie que les administrations fournissent des ressources financières aux autres secteurs et le besoin de financement signifie que les administrations nécessitent des ressources financières de la part des autres secteurs.

Il est important de noter dans ce contexte qu'ils ne sont pas nécessairement les mesures budgétaires clés ciblées par les gouvernements, alors même que l'épargne et la capacité/besoin de financement des administrations publiques sont des concepts importants dans le cadre comptable du SCN et fournissent une base pour une saine comparaison internationale. Certains pays par exemple gèrent leurs budgets en utilisant des notions plus larges qui incorporent les positions des entreprises publiques et d'autres se concentrent sur des concepts plus étroits comme l'administration centrale. La Commission européenne utilise le concept de capacité de financement pour surveiller les surplus/déficits budgétaires des administrations avec un ajustement additionnel pour refléter les flux nets de paiements des intérêts résultant des accords de swap et les accords sur les taux à terme.

Définition

Épargne nette = Revenu disponible net moins consommation finale des administrations publiques.

= Recettes courantes moins dépenses courantes (inclus l'amortissement).

Besoin de financement = Épargne brute plus transferts nets de capitaux (à recevoir moins à payer) moins formation brute de capital moins acquisition moins cessions d'actifs non financiers non produits.

= Recette totale des administrations publiques moins dépenses totales des administrations publiques.

= Acquisitions nettes des actifs financiers moins accroissement net des passifs.

Comparabilité

Le plus gros problème affectant la comparabilité entre les pays concerne la portée du secteur des administrations. Dans de nombreux pays par exemple, les hôpitaux ne sont pas classés dans les administrations mais dans les entreprises publiques, au motif qu'ils facturent des prix de marché au titre de leurs services. Ce point est important puisque les orientations figurant dans le SNC quant à la différenciation entre les unités qui fournissent des produits et services marchands et celles qui fournissent des produits et services non marchands. Dans ce contexte les pays de l'UE ont adopté une règle selon laquelle « la plupart » représente 50 %.

La détermination de l'appartenance à l'État constitue un autre point où il peut arriver que la comparabilité soit affectée. Le SCN prescrit que le « contrôle » soit le facteur déterminant et décrit un certain nombre de critères pouvant être utilisés pour évaluer le respect de cette obligation. Reconnaissant que la question est loin d'être négligeable, il contient une recommandation pratique selon laquelle une règle de 50 % pour la détention d'actions devrait être adoptée. Cela étant, dans la pratique, les pays peuvent toujours choisir d'évaluer la propriété sur la base d'autres critères déterminants.

En général, cependant, la comparabilité des chiffres de la capacité/besoin de financement et de l'épargne pour les pays est très bonne.

Les données de l'épargne du Chili sont brutes.

En Irlande, en 2010 le gouvernement a procédé à un transfert en capitaux massif vers l'Anglo Irish Bank, l'Irish Nationwide Building Society, et l'EBS Building Society, ce qui a eu un gros impact sur le chiffre du besoin de financement de l'administration publique. Ce genre d'énormes transactions exceptionnelles peut affecter les résultats pour les autres pays, bien que généralement dans une moindre mesure.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non financiers simplifiés », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00010-fr>.

Pour en savoir plus

Eurostat (2002), *Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique*, Communautés européennes, Luxembourg.


Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 28.1. Épargne nette et capacité/besoin de financement des administrations publiques

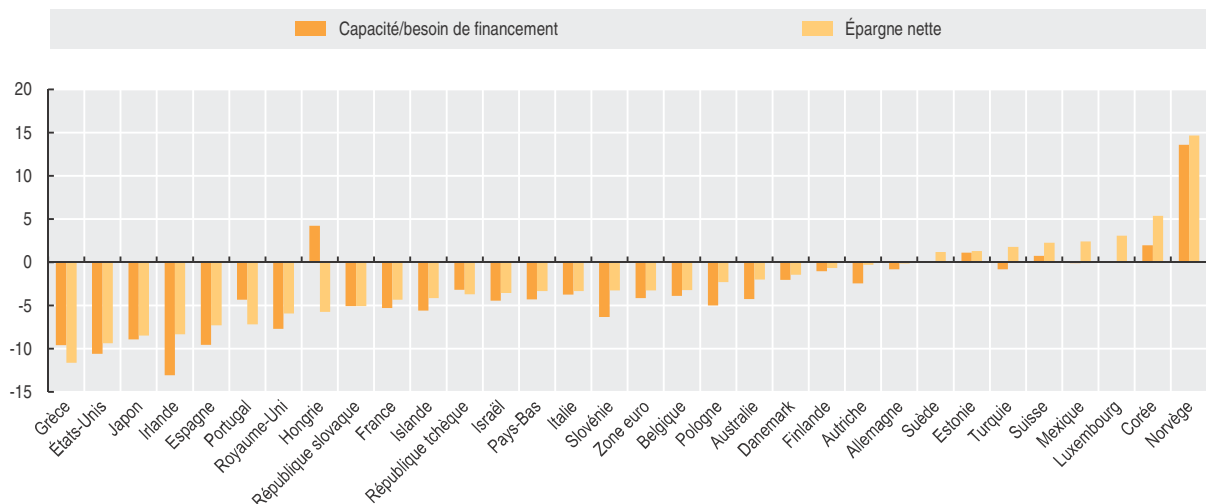

Pourcentage du PIB

	Épargne nette							Capacité/besoin de financement						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	-1.0	0.8	0.7	-2.2	-2.4	-0.1	0.5	-1.7	0.2	-0.1	-3.1	-4.2	-0.8	0.1
Australie	2.8	2.1	-2.2	-2.6	-2.5	-2.0	-1.0	1.3	0.4	-4.3	-5.9	-5.0	-4.2	-2.3
Autriche	0.1	1.2	1.1	-1.8	-1.7	-0.3	0.2	-1.7	-1.0	-1.0	-4.1	-4.5	-2.4	-2.5
Belgique	0.4	0.2	-0.8	-4.7	-3.6	-3.2	-3.1	0.3	-0.1	-1.1	-5.6	-3.9	-3.9	-4.1
Canada	2.8	2.6	0.9	-3.1	-3.4	..	..	1.6	1.4	-0.4	-4.9	-5.6	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.8	-4.0	0.0	1.3	..
Corée	8.0	8.6	7.2	4.5	5.2	5.4	..	3.9	4.7	3.0	-1.1	1.3	2.0	..
Danemark	4.8	4.6	3.6	-2.6	-2.2	-1.4	-1.6	5.0	4.8	3.3	-2.8	-2.7	-2.0	-3.9
Espagne	5.1	5.2	-1.0	-7.1	-6.5	-7.3	-6.5	2.4	2.0	-4.5	-11.1	-9.6	-9.6	-10.6
Estonie	5.3	6.1	1.6	0.0	0.1	1.3	2.1	2.5	2.4	-2.9	-2.0	0.2	1.1	-0.2
États-Unis	-1.9	-2.3	-5.4	-10.6	-10.5	-9.4	-8.3	-3.0	-3.6	-7.0	-12.7	-12.0	-10.6	-9.2
Finlande	4.1	5.6	4.6	-2.0	-2.5	-0.6	-1.8	4.1	5.3	4.3	-2.7	-2.8	-1.0	-2.2
France	-1.1	-1.3	-1.9	-6.1	-6.0	-4.3	-3.9	-2.4	-2.8	-3.3	-7.6	-7.1	-5.3	-4.8
Grèce	-5.7	-6.2	-8.5	-14.0	-11.4	-11.6	-8.2	-6.0	-6.8	-9.9	-15.6	-10.8	-9.6	-9.0
Hongrie	-7.2	-3.5	-3.3	-5.0	-5.8	-5.7	-3.4	-9.5	-5.1	-3.7	-4.6	-4.4	4.2	-2.1
Irlande	4.6	2.7	-3.0	-9.2	-9.1	-8.3	-7.5	2.9	0.2	-7.4	-13.7	-30.6	-13.1	-8.1
Islande	9.1	8.4	2.8	-7.4	-4.8	-4.1	-2.6	6.3	5.4	-13.5	-9.9	-10.1	-5.6	-3.8
Israël	-1.8	-0.5	-2.7	-5.3	-3.9	-3.6	..	-2.7	-1.6	-4.0	-6.7	-4.8	-4.4	..
Italie	-0.5	0.3	-1.0	-4.0	-3.5	-3.3	-2.2	-3.4	-1.6	-2.7	-5.4	-4.3	-3.7	-2.9
Japon	-2.4	-2.1	-3.0	-8.8	-8.3	-8.5	..	-1.3	-2.1	-1.9	-8.8	-8.3	-8.9	..
Luxembourg	4.8	6.4	5.8	2.7	2.7	3.1	2.4	1.4	3.7	3.2	-0.7	-0.8	0.1	-0.6
Mexique	2.6	2.1	3.1	0.5	1.2	2.4	..	0.2	-0.5	-2.4	-0.9	-1.4	-0.1	..
Norvège	19.4	18.5	20.1	12.0	12.2	14.7	14.9	18.3	17.3	18.8	10.5	11.1	13.6	13.9
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	1.0	0.9	1.6	-3.5	-3.3	-3.3	-3.1	0.5	0.2	0.5	-5.6	-5.0	-4.3	-4.0
Pologne	-1.3	0.6	-0.4	-3.6	-4.6	-2.3	-2.0	-3.6	-1.9	-3.7	-7.5	-7.9	-5.0	-3.9
Portugal	-4.1	-2.8	-3.4	-9.1	-9.1	-7.2	-7.4	-4.6	-3.2	-3.7	-10.2	-9.9	-4.3	-6.5
République slovaque	-2.9	-1.8	-1.7	-6.7	-7.3	-5.0	-5.0	-3.2	-1.8	-2.1	-8.0	-7.7	-5.1	-4.5
République tchèque	-0.6	0.5	-0.8	-5.1	-4.8	-3.7	-3.3	-2.4	-0.7	-2.2	-5.8	-4.7	-3.2	-4.4
Royaume-Uni	-1.2	-1.3	-2.5	-7.7	-7.7	-5.9	-6.3	-2.8	-2.8	-5.0	-11.3	-10.1	-7.7	-6.1
Slovénie	1.2	3.2	1.9	-2.8	-3.0	-3.3	-2.6	-1.4	0.0	-1.9	-6.3	-5.9	-6.3	-3.8
Suède	3.2	4.5	3.2	0.2	1.2	1.2	0.4	2.2	3.6	2.2	-1.0	0.0	0.0	-0.5
Suisse	1.6	2.2	3.7	2.2	1.9	2.3	1.4	0.5	1.0	2.0	0.8	0.3	0.7	-0.2
Turquie	4.3	1.7	0.9	-3.6	0.1	1.8	..	0.8	-1.5	-2.3	-6.5	-2.9	-0.8	..
Zone euro	0.1	0.7	-0.6	-4.6	-4.4	-3.2	-2.6	-1.4	-0.7	-2.1	-6.4	-6.2	-4.1	-3.7
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	0.8	2.2	1.8	-2.8	-4.1	-3.3	-4.3	-1.4	-0.6	-1.4	-5.2	-6.0	-5.6	-6.2
Chine	..	..	..	..	..	..	..	0.9	3.2	1.8	0.6	1.5	1.8	..
Fédération de Russie	13.4	12.3	12.8	2.6	3.8	8.8	..	8.3	5.6	7.3	-4.0	-1.2	4.2	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094032>

Graphique 28.1. Épargne nette et capacité/besoin de financement des administrations publiques

Pourcentage du PIB, 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093082>

29. Dette brute des administrations publiques

- En 2011, 23 pays de l'OCDE sur 30 avaient des ratios dette/PIB inférieurs à 100 % comparé à 28 sur 31 en 2006. En 2011, Le Japon avait le ratio le plus élevé (228 %) devant l'Italie (124 %) et les États-Unis (121 %).
- De 2006 à 2011, c'est en Irlande que le ratio dette/PIB a le plus augmenté (73,5 points de pourcentage) pour atteindre 102 %. Pendant la même période, des hausses significatives, d'au moins 45 points de pourcentage, ont eu lieu au Royaume-Uni, au Japon et aux États-Unis. La montée rapide de la dette de 2006 à 2011 résulte de l'effet de la crise sur le déficit des administrations publiques, les États étant intervenus pour soutenir le système financier.
- En revanche, la Norvège a réduit son ratio dette/PIB de quelque 25 points de 2006 à 2011, ce qui l'a placée au quatrième rang des pays les moins endettés de l'OCDE (derrière l'Estonie, le Chili et le Luxembourg). En Grèce, la dette des administrations publiques a diminué de quelque 12 points en raison de la baisse des cours des titres de dette émis par le gouvernement sur le marché.

Le ratio dette/PIB des administrations publiques est un indicateur essentiel, qui peut être utilisé pour surveiller la santé des finances publiques et son aptitude à contracter de nouvelles dettes ou à gérer son endettement actuel.

L'évolution de la dette des administrations publiques résulte des soldes budgétaires passés; la répétition de déficits importants entraîne un endettement élevé, alors qu'une succession d'excédents le réduit.

Plus les engagements d'un État sont élevés, plus les marchés perçoivent une possibilité de défaillance sur les emprunts et plus la prime de risque qu'ils exigent s'élève, ce qui alourdit la charge de la dette.

La dette brute des administrations publiques est l'un des deux indicateurs clé suivis de près par la Commission européenne pour évaluer la bonne santé des finances publiques des pays de l'UE dans le cadre de la procédure de déficit excessif (PDE) associée au traité de Maastricht. Cette mesure est aussi consolidée, mais basée sur des valeurs nominales, et exclut les passifs sous forme de produits financiers dérivés, d'actions et autres participations, de réserves techniques d'assurance et d'autres comptes à payer.

Définition

Le ratio dette/PIB des administrations publiques est le montant total de l'endettement des administrations publiques d'un pays exprimé en pourcentage du PIB.

La dette est un concept largement utilisé, défini comme un sous-ensemble spécifique d'engagements. Tous les instruments de dette sont des passifs, mais certains engagements, comme les actions et les participations ainsi que les produits financiers dérivés, ne sont généralement pas considérés comme des dettes. La dette est donc calculée principalement en additionnant les catégories de passifs suivantes, chaque fois qu'elles sont disponibles et applicables au compte de patrimoine financier des administrations publiques : numéraire et dépôts, titres autres qu'actions à l'exception des produits financiers dérivés, crédits, réserves techniques d'assurance et autres comptes à payer. Remarque importante : la dette négociable, telle que les titres émis, est évaluée aux prix du marché.

Conformément à la méthodologie standard, la dette des administrations publiques concerne l'ensemble des administrations publiques qui « se compose principalement de l'administration centrale, des administrations d'État fédérés et locales ainsi que des administrations de sécurité sociale imposées et contrôlées par ces entités ».

Comparabilité


La comparabilité des données sur la dette des administrations publiques entre pays de l'OCDE peut être limitée par les différences nationales d'application des définitions du SCN, notamment en ce qui concerne la délimitation du secteur des administrations publiques, les pratiques nationales de consolidation ainsi que les définitions et le traitement des composants de la dette.

Les données sont consolidées pour l'ensemble des pays de l'OCDE; la dette des administrations publiques n'inclut donc pas celle émise par un sous-secteur du gouvernement et détenue par un autre, sauf pour le Chili, le Japon et la Corée qui ne fournissent que des données non-consolidées.

Le texte continue page 108.

Tableau 29.1. Dette brute des administrations publiques
pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	61.7	60.9	60.2	62.6	66.0	69.1	71.7	69.8	65.7	69.8	77.4	86.0	85.6	88.5
Australie	40.7	36.2	34.7	33.6	30.9	29.0	27.7	26.8	25.8	27.8	35.5	39.5	43.9	56.5
Autriche	70.8	70.8	71.7	72.8	71.1	70.6	70.6	66.0	62.4	67.2	73.1	78.0	79.8	85.3
Belgique	119.4	113.6	111.9	108.2	103.3	98.2	95.9	91.6	87.9	92.7	99.8	99.6	102.1	104.2
Canada	114.2	104.7	105.1	103.7	98.7	94.2	93.0	91.4	86.3	90.8	104.6	106.2	109.9	112.3
Chili	..	..	..	..	..	..	17.4	14.1	12.2	12.4	13.4	15.6	18.3	18.6
Corée	..	..	..	19.2	19.7	23.3	25.5	28.6	28.7	29.9	33.3	34.2	35.8	37.6
Danemark	..	..	..	..	56.6	53.6	45.4	41.0	34.3	41.4	49.3	53.1	59.9	59.3
Espagne	69.5	66.6	62.0	60.4	55.4	53.5	50.8	46.3	42.4	47.8	62.8	67.8	78.2	92.4
Estonie	10.9	6.8	6.7	7.6	8.4	8.6	8.2	8.0	7.3	8.5	12.6	12.4	9.6	13.3
États-Unis	65.5	61.5	63.9	70.5	71.4	79.1	78.1	75.6	75.8	91.9	105.0	115.3	120.6	122.5
Finlande	54.9	52.5	50.1	49.7	51.1	51.3	48.5	44.7	40.4	39.7	51.5	57.0	58.6	64.4
France	69.0	67.9	67.2	70.7	75.2	77.1	78.9	73.9	73.0	79.2	91.4	95.5	99.2	109.3
Grèce	102.8	116.3	118.4	116.9	110.7	113.1	114.9	120.4	117.8	121.3	137.9	130.2	108.8	164.2
Hongrie	67.8	62.0	59.9	60.9	61.9	65.2	68.5	72.1	73.0	76.5	86.0	87.4	86.5	89.7
Irlande	52.8	40.2	37.1	35.4	34.1	32.7	32.7	28.7	28.4	49.2	70.1	87.3	102.3	125.8
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	97.4	101.6	107.0	104.9	102.3	90.4	88.1	87.6	89.9	86.7	84.2	..
Italie	128.7	123.9	123.1	121.8	119.3	119.7	122.5	121.3	116.4	118.8	132.1	130.8	123.8	141.7
Japon	131.1	141.5	151.4	161.8	172.3	178.8	180.2	180.0	180.0	184.2	207.3	210.6	228.0	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	11.5	11.3	19.3	19.2	26.1	26.3	30.2
Mexique	33.6	31.1	31.2	33.2	32.7	31.0	31.2	28.9	28.2	30.1	37.7	..	..	..
Norvège	29.1	32.6	31.9	39.4	48.8	50.7	47.6	58.7	56.6	55.2	49.0	49.3	33.9	34.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	71.6	63.9	59.4	60.3	61.4	61.9	60.7	54.5	51.5	64.8	67.6	71.9	76.2	82.7
Pologne	46.6	45.4	43.8	55.0	55.6	53.3	54.1	54.2	50.4	55.5	57.6	61.4	61.6	63.0
Portugal	62.3	62.4	64.2	68.0	70.2	73.5	77.7	77.5	75.5	80.8	94.0	98.1	97.2	127.9
République slovaque	53.4	58.6	57.2	49.9	48.3	45.9	37.4	35.0	33.5	32.2	40.4	45.9	48.3	56.9
République tchèque	24.4	25.1	29.3	31.5	33.2	33.0	32.7	32.5	30.9	34.3	40.8	44.7	47.8	55.7
Royaume-Uni	47.9	45.8	41.0	41.7	42.0	44.2	46.4	46.0	46.9	57.3	72.1	81.6	97.0	101.0
Slovénie	..	..	33.6	34.7	34.1	34.9	34.0	33.8	29.5	28.8	43.3	47.5	51.0	61.1
Suède	73.0	64.0	62.0	61.8	60.4	59.9	60.6	54.0	49.2	47.8	51.5	48.8	49.2	48.7
Suisse	55.9	56.0	55.3	61.5	60.5	61.0	59.1	52.8	52.8	48.3	47.4	46.1	46.2	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094051>

29. Dette brute des administrations publiques

Le traitement des engagements des administrations publiques résultant des systèmes de retraite de leurs agents diffèrent selon les pays, ce qui rend difficile la comparaison internationale. Ainsi, selon le SCN 1993, seule la composante capitalisée des systèmes de retraite du personnel des administrations publiques devait apparaître dans leurs passifs. Toutefois, le nouveau SCN 2008 reconnaît l'importance des engagements des employeurs au titre des régimes de retraite, qu'ils soient capitalisés ou non. S'agissant des retraites offertes par les administrations publiques à leurs personnels, les pays disposent d'une certaine flexibilité pour comptabiliser les engagements non capitalisés dans l'ensemble des tableaux principaux.

Quelques pays de l'OCDE, comme l'Australie, le Canada, l'Islande, la Suède et les États-Unis, inscrivent les engagements au titre des retraites, capitalisés ou non, dans la dette des administrations publiques. Si, pour 2012, on avait exclu les engagements de retraite non capitalisés, le ratio dette/PIB serait de 30.7 % en Australie, de 98.4 % au Canada, 46.3 % en Suède et 102.4 % aux États-Unis. Pour plus de détails concernant cet ajustement du ratio de la dette des administrations publiques sur le PIB, voir le chapitre sur les administrations publiques du Panorama des statistiques de l'OCDE, 2014 (voir « Autres documents de référence »).

De manière plus générale, les chiffres sur la dette brute doivent être traités avec précaution, car ils ne donnent qu'une image partielle de la santé budgétaire. La dette (financière) nette ou la richesse nette, qui tiennent compte des actifs financiers et/ou non financiers, donnent le plus souvent une idée plus exacte (voir aussi la section 30). En outre, les garanties et les engagements conditionnels hors bilan ne figurent généralement pas dans les données sur la dette des administrations publiques.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier 2012*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214461> (Pour le Chili, le Japon, et la Corée, les comptes de patrimoine sont non-consolidés).
- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

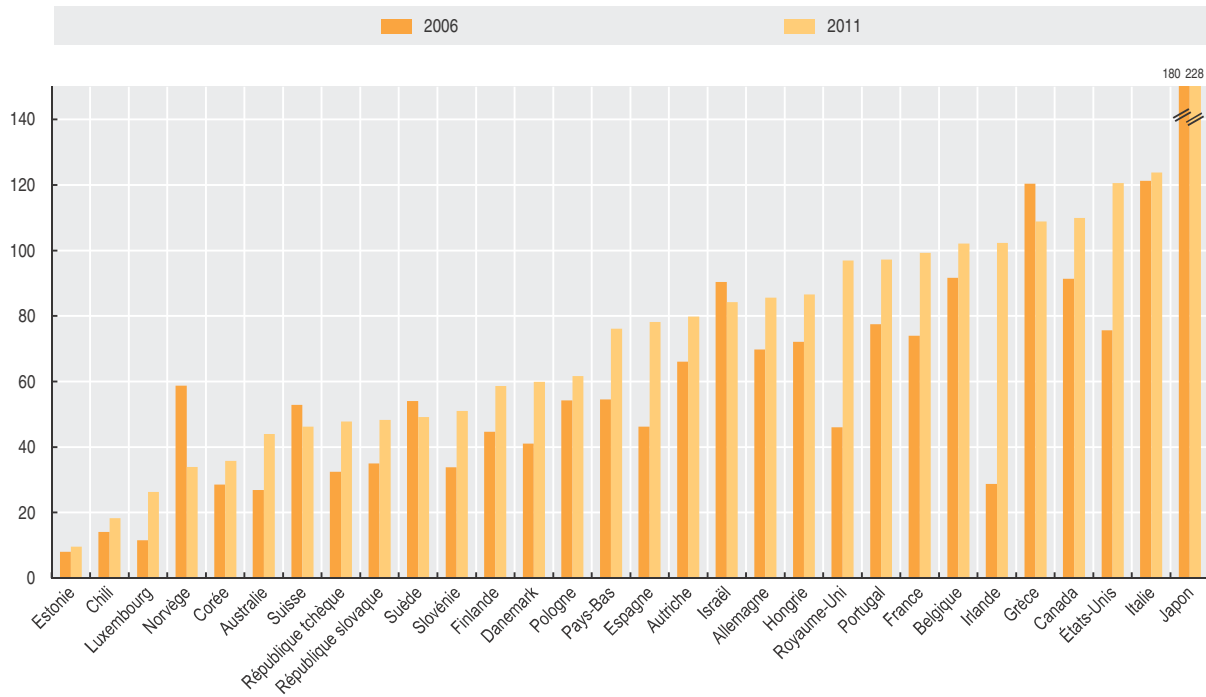
Bases de données en ligne

- OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Autres documents de référence

- OECD (2013) *Government finance indicators: Truth and Myth*, [http://search.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=COM/STD/DAF\(2013\)16&doclanguage=en](http://search.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=COM/STD/DAF(2013)16&doclanguage=en).
- Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- International Monetary Fund (2011), *Public sector debt statistics: guide for compilers and users*, International Monetary Fund, Washington, DC, <http://unstats.un.org/unsd/EconStatKB/Attachment475.aspx>.
- OCDE (2014), *Panorama des statistiques 2014*, à paraître.
- Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 29.1. Dette brute des administrations publiques
Pourcentage du PIB, 2006 et 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933093101>

30. Richesse financière nette des administrations publiques

- En 2011, dans 24 des 31 pays de l'OCDE pour lesquels les données sont disponibles, la richesse financière nette des administrations publiques était négative, c'est-à-dire que les passifs étaient plus élevés que les actifs. Cela était dû aux conséquences de la crise financière mondiale sur les déficits et l'endettement des administrations publiques.
- De 2006 à 2011, les baisses les plus marquées ont eu lieu en Irlande (-63,5 points de pourcentage) et en Islande (-45,7 points de pourcentage) du fait des interventions significatives de l'État dans le secteur bancaire en 2011 – sous forme d'importants transferts de capitaux. Néanmoins c'est au Japon, en Italie et aux États-Unis que la richesse financière nette était la plus négative en 2011, représentant respectivement -124 % du PIB et -98 % à la fois en Italie et aux États-Unis. À l'inverse, en Norvège et en Finlande, la richesse nette du secteur des administrations publiques représentait respectivement 158 % et 54 % du PIB en 2011.

Le montant des actifs financiers et des passifs détenu par les administrations publiques est éloquent sur le plan économique et politique. Les actifs représentent pour l'État une source additionnelle de financement et de revenus qu'il peut utiliser sans devoir augmenter ses engagements; ce peut être, par exemple, un moyen supplémentaire de protéger la monnaie quand les marchés financiers exercent de fortes pressions à la hausse sur les rendements obligataires.

Les passifs, qui reflètent les dettes accumulées par les administrations publiques, donnent une indication du caractère structurel des charges de la dette (qui s'ajoutent au déficit des administrations publiques). C'est un élément significatif car, en général, plus les passifs sont élevés, plus la perception d'un risque de défaillance est grande (et donc aussi la prime de risque exigée par le marché). Ce cycle peut finalement contraindre les gouvernements à réduire les dépenses ou à augmenter les impôts.

Définition

La richesse financière nette du secteur des administrations publiques est la valeur totale de ses actifs financiers diminuée de la valeur totale de ses passifs.

Le SCN définit comme suit les actifs financiers des administrations publiques : numéraire et dépôts, titres autres qu'actions ; crédits; actions et autres participations; réserves techniques d'assurances; autres comptes à recevoir. L'or monétaire et les DTS en font partie dans un très petit nombre de pays, comme le Royaume-Uni et les États-Unis. Les passifs correspondent aux engagements totaux inscrits dans le compte de patrimoine financier des administrations publiques.

L'ensemble des administrations publiques se compose de l'administration centrale, des administrations d'État fédérés et locales ainsi que des administrations de sécurité sociale.

La valorisation des actifs financiers et des passifs doit se faire aux prix du marché et l'ensemble des actifs financiers et des passifs entre tous les sous-secteurs des administrations publiques doit être consolidé.

Comparabilité

Les données sont consolidées dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception du Chili, du Japon, de la Corée et du Royaume-Uni. Cela signifie que tous les stocks représentant les rapports entre les sous-secteurs des administrations publiques sont éliminés, ce qui évite une double comptabilisation. On ne mesure que les stocks de l'ensemble des administrations publiques à l'égard des autres secteurs.

Compte tenu du caractère symétrique de l'exercice de consolidation, les soldes comptables ne sont pas affectés.

L'organisation des régimes de retraite peut avoir une incidence sur la comparabilité de la richesse nette entre les pays; on peut se référer à la partie de la section 29 consacrée à la « comparabilité ».

Sources

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier 2012*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214461> (Pour le Chili, le Japon, la Corée et le Royaume Uni les comptes de patrimoine sont non-consolidés).

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Autres documents de référence

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

30. Richesse financière nette des administrations publiques

Tableau 30.1. Richesse nette financière des administrations publiques

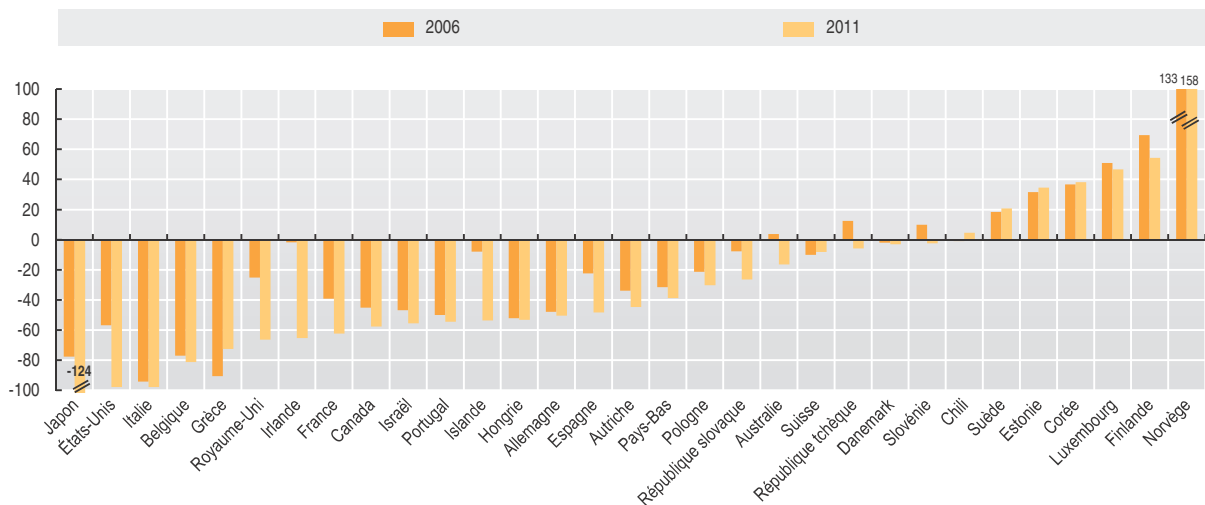

Pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	-34.5	-33.9	-36.3	-40.4	-43.4	-47.3	-49.6	-47.9	-42.6	-44.5	-49.0	-49.4	-50.4	-50.5
Australie	-3.0	-1.5	-2.9	0.6	-0.2	1.6	2.2	3.7	2.0	-0.6	-6.3	-10.7	-16.5	-26.8
Autriche	-35.6	-34.7	-35.6	-37.1	-36.1	-38.1	-37.9	-33.9	-31.3	-34.9	-40.5	-43.3	-44.7	-49.5
Belgique	-102.9	-97.4	-94.9	-93.1	-90.1	-83.6	-82.0	-77.0	-73.1	-73.3	-79.5	-79.8	-81.3	-82.0
Canada	-79.5	-69.2	-66.3	-66.5	-60.6	-55.7	-50.2	-45.2	-41.9	-43.7	-50.5	-52.9	-57.6	-58.6
Chili	..	..	..	..	..	..	-8.9	-0.9	6.1	18.1	7.2	1.9	4.6	1.7
Corée	..	..	..	32.3	31.1	31.6	35.8	36.8	40.2	37.7	39.0	38.1	38.1	38.9
Danemark	-28.4	-22.5	-20.1	-19.1	-18.0	-14.8	-10.5	-1.9	3.8	6.1	4.6	1.7	-3.1	-7.3
Espagne	-47.8	-44.3	-41.5	-40.0	-36.7	-34.3	-29.1	-22.4	-17.8	-22.7	-34.1	-40.0	-48.3	-59.8
Estonie	39.8	30.2	29.1	28.6	29.2	31.2	32.0	31.5	28.9	26.4	28.3	35.2	34.5	32.9
États-Unis	-45.8	-42.9	-44.7	-51.5	-52.6	-60.5	-59.5	-56.7	-56.3	-69.5	-81.0	-90.3	-97.9	-100.3
Finlande	50.3	31.1	31.7	31.3	38.4	46.7	58.6	69.4	72.5	52.3	62.8	65.6	54.3	55.4
France	-36.0	-37.5	-39.7	-44.4	-46.6	-47.4	-45.4	-39.3	-35.7	-45.8	-52.2	-57.5	-62.3	-70.3
Grèce	-70.0	-88.7	-93.1	-95.0	-87.5	-87.7	-84.8	-90.7	-85.6	-94.0	-104.0	-94.1	-72.6	-102.0
Hongrie	-34.6	-33.3	-32.6	-37.0	-38.0	-42.0	-46.4	-52.1	-53.8	-51.7	-59.8	-61.8	-53.3	-61.2
Irlande	-27.6	-15.9	-12.3	-13.7	-11.5	-8.3	-6.5	-1.9	-0.3	-13.3	-26.3	-47.1	-65.3	-83.4
Islande	-35.9	-37.5	-29.2	-28.5	-30.8	-27.8	-13.7	-8.0	0.9	-26.1	-40.0	-48.3	-53.7	-55.9
Israël	..	..	-67.1	-71.8	-74.1	-70.9	-57.8	-46.9	-49.2	-52.8	-56.2	-53.5	-55.5	..
Italie	-100.8	-95.5	-96.3	-95.9	-93.0	-92.7	-94.3	-94.3	-90.8	-93.6	-104.8	-103.4	-97.8	-113.2
Japon	-52.0	-60.0	-64.2	-72.6	-77.2	-81.3	-78.6	-77.7	-82.4	-92.0	-103.4	-110.1	-124.1	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	50.8	54.8	53.5	58.6	52.9	46.7	49.9
Mexique	-32.3	-25.3	-27.1	-29.9	-30.6	-27.2	-27.1	-23.5	-20.9	-22.3	-29.4	..	..	..
Norvège	57.4	67.1	84.6	80.4	94.1	102.2	119.2	132.6	137.9	122.8	153.6	162.6	157.9	167.5
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	-36.7	-34.9	-33.0	-34.9	-36.2	-37.6	-35.0	-31.6	-27.9	-27.0	-29.7	-34.6	-38.8	-42.2
Pologne	-13.4	-15.5	-18.5	-22.1	-26.1	-22.7	-22.8	-21.4	-15.6	-18.2	-21.4	-26.8	-30.2	-33.4
Portugal	-32.7	-32.7	-34.8	-39.3	-41.9	-47.2	-50.6	-50.0	-49.7	-54.2	-65.1	-64.3	-54.6	-78.4
République slovaque	-1.2	-13.6	-11.0	-1.4	-1.8	-5.2	-3.2	-7.7	-7.3	-9.2	-16.1	-22.2	-26.5	-25.5
République tchèque	29.3	26.6	24.4	15.6	7.1	10.5	12.2	12.5	15.5	6.7	2.7	-5.1	-5.8	-11.6
Royaume-Uni	-28.3	-23.9	-20.5	-21.4	-21.6	-23.6	-24.6	-25.1	-26.2	-31.0	-43.0	-52.5	-66.5	-69.1
Slovénie	..	..	15.6	14.2	9.5	9.7	8.5	9.9	18.6	6.5	1.3	0.4	-2.4	-8.2
Suède	-12.4	-5.5	2.5	-4.6	-0.4	2.1	7.3	18.3	22.5	14.9	22.4	24.0	20.7	23.7
Suisse	-12.0	-8.5	-7.5	-12.4	-12.2	-13.7	-13.3	-10.0	-8.8	-9.8	-5.5	-9.0	-8.1	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094070>

Graphique 30.1. Richesse nette financière des administrations publiques

Pourcentage du PIB, 2006 et 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093120>



+ 010110101101010111010101101010110101011101

+ 010110101101010111010101101010110101011101
+ 010110101101010111010101101010110101011101
+ 010110101101010111010101101010110101011101

+
+
+
+
+
+
+
+

+ 0101101011010101110101011101010101
+ 010110101101010111010101101010110101011101

+ 010110101101010111010101101010110101011101
+ 010110101101010111010101101010110101011101
+ 010110101101010111010101101010110101011101
+ 010110101101010111010101101010110101011101

01011010110101011101010110101011010110101011101

01011010110101011101010110101011010110

010110101101010111010101101010110101101011



SOCIÉTÉS

31. Endettement des sociétés non financières
32. Endettement des sociétés financières
33. Levier financier du secteur bancaire
34. Taux de marge et rémunération du travail dans la valeur ajoutée

31. Endettement des sociétés non financières

- En 2011, le secteur des sociétés non financières du Luxembourg enregistrerait le ratio dette/excédent brut d'exploitation le plus élevé, l'encours de la dette représentant 18,4 fois l'excédent brut d'exploitation. Les ratios étaient également élevés au Portugal (8,6), en Irlande (7,8) et en Suède (7,6).
- De 2006 à 2011, ce ratio s'est élevé dans la majorité des pays de l'OCDE, avec une hausse maximale de 10,3 points au Luxembourg, indiquant une augmentation de l'exposition au risque pour les créanciers des sociétés non financières. Seules les sociétés non financières en Israël ont réduit leur endettement (-0,3 point).

L'endettement peut contribuer à la croissance d'une entreprise en l'aidant à lisser ses investissements et sa production, dans le cas où ses ventes ne lui permettraient pas de le faire, mais il devient préjudiciable s'il est excessif. Le rapport entre la dette et l'excédent brut d'exploitation est un indicateur particulièrement utile pour évaluer la durabilité de la dette, car les remboursements doivent être assurés par les revenus générés par l'entreprise.

Ce ratio rend compte de l'évolution de l'effet de levier – c'est-à-dire du montant de dette qu'une entreprise contracte pour financer ses activités – dans le secteur des sociétés non financières ; il montre une corrélation négative avec l'investissement, conformément à l'idée qu'une dégradation du bilan peut restreindre les dépenses sur ce plan.

Plus le ratio est élevé (bas), plus le risque est grand (réduit) pour les sociétés non financières. Le ratio présente la dette comme un multiple de l'excédent brut d'exploitation. Si par exemple il ressort à 2,5 pour une société non financière, cela signifie que l'encours de sa dette est 2,5 fois supérieur au flux annuel de l'excédent brut d'exploitation.

Définition

La dette est un concept communément utilisé, défini comme une sous-catégorie spécifique des engagements. Tous les instruments de dette sont des engagements, mais certains engagements, comme les actions et autres participations ainsi que les produits dérivés financiers, ne sont pas considérés comme des dettes. La dette est donc calculée principalement en additionnant les catégories d'engagements suivantes : titres autres que les actions, à l'exception des produits dérivés financiers, emprunts et autres comptes à payer. On utilise des données consolidées pour calculer cet indicateur.

L'excédent brut d'exploitation est l'excédent ou le déficit résultant de la production avant prise en compte des intérêts, loyers ou charges similaires à payer au titre des actifs financiers ou tangibles non produits par l'entreprise et empruntés ou loués par elle ou des intérêts, loyers ou recettes à recevoir au titre des actifs financiers ou tangibles non produits par l'entreprise et qu'elle possède ; l'excédent brut d'exploitation se distingue des bénéfiques dans les comptes des sociétés.

Le secteur des sociétés non financières (S11) comprend l'ensemble des entreprises privées et publiques qui produisent des biens et/ou fournissent des services non financiers aux marchés.

Comparabilité

On préfère les données consolidées parce que les données non consolidées dépendent de l'unité statistique appliquée pour estimer le secteur des sociétés non financières. L'unité statistique peut différer sensiblement selon les pays, allant de l'unité juridique jusqu'au groupe d'entreprises. Dans ces conditions, les pays qui établissent leurs statistiques en se référant aux unités statistiques de petite dimension, telles que les unités juridiques, présentent des montants nettement supérieurs d'endettement non consolidé (qui incluent les dettes contractées au sein de groupes d'entreprises). Toutefois, les données non consolidées apportent des informations utiles sur l'endettement total des entreprises non financières. En comptabilisant les dettes intra-sectorielles, elles montrent qu'outre les prêts bancaires, les prêts entre entreprises peuvent constituer une source de financement d'importance croissante, surtout en période de crise.

Les données sont consolidées pour l'ensemble des pays de l'OCDE, sauf pour le Japon et la Suisse. Selon les normes SCN, la consolidation des bilans d'un secteur non financier à agréger l'ensemble des stocks, puis à éliminer tous ceux qui représentent des rapports entre unités appartenant à un même secteur.

Sources

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier 2012*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214461>

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Autres documents de référence

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

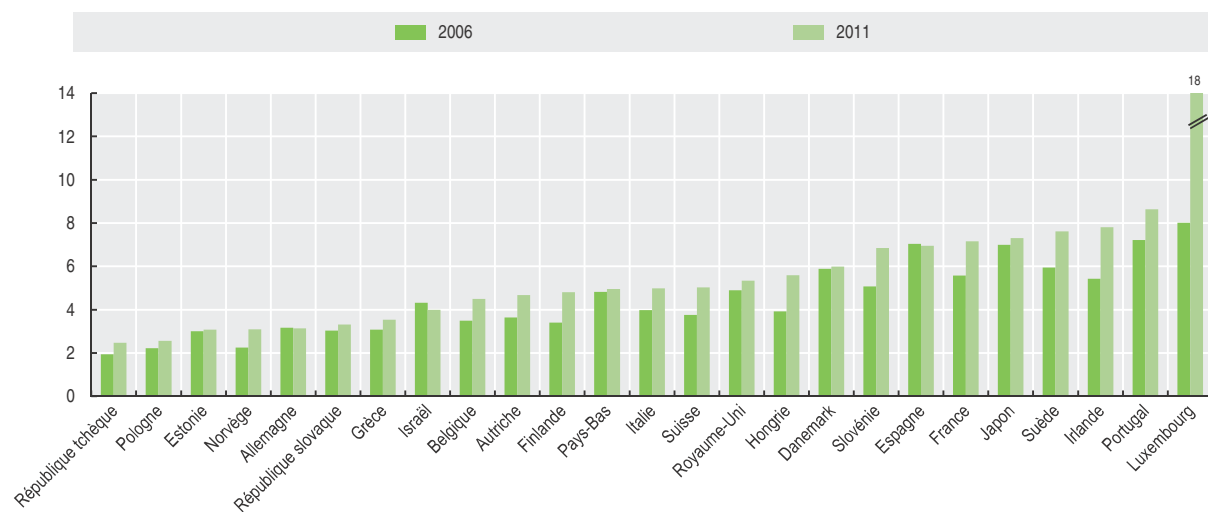
Tableau 31.1. **Endettement des sociétés non financières**

Ratio de la dette sur l'excédent brut d'exploitation, nombre de fois

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	3.7	3.9	3.8	3.7	3.7	3.5	3.3	3.2	3.1	3.3	3.7	3.3	3.1	3.3
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	3.8	4.0	4.0	3.9	4.0	3.8	3.7	3.6	3.8	4.1	4.7	4.8	4.7	4.9
Belgique	4.2	4.4	4.6	4.3	4.4	4.0	3.7	3.5	3.5	4.3	4.5	4.1	4.5	4.9
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	..	..	..	..	4.8	4.8	5.2	5.9	6.0	6.6	7.5	6.3	6.0	..
Espagne	..	4.1	4.4	4.6	4.9	5.1	5.9	7.0	7.8	7.8	7.8	7.4	7.0	6.2
Estonie	2.5	2.5	2.5	2.5	2.4	2.6	2.6	3.0	3.4	4.1	4.9	4.0	3.1	3.5
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	2.7	2.9	2.8	3.1	3.3	3.2	3.5	3.4	3.3	4.0	5.2	5.0	4.8	5.3
France	5.0	5.3	5.6	5.6	5.3	5.2	5.5	5.6	5.5	5.9	6.9	6.9	7.2	7.5
Grèce	..	..	..	..	..	..	2.9	3.1	3.3	3.6	3.7	3.6	3.5	3.5
Hongrie	3.2	4.3	3.8	3.3	3.8	3.5	4.0	3.9	4.5	5.4	6.2	5.0	5.6	5.2
Irlande	..	..	..	3.7	3.6	3.8	4.6	5.4	5.2	7.6	8.1	7.4	7.8	8.3
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	4.5	4.9	4.6	4.5	4.5	4.3	4.4	4.3	4.1	4.4	4.0	..
Italie	2.8	3.0	3.0	3.1	3.3	3.4	3.7	4.0	4.3	4.5	5.0	5.0	5.0	5.2
Japon	..	..	8.5	8.3	7.7	7.0	6.8	7.0	6.6	6.6	7.3	6.6	7.3	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	8.0	8.0	20.9	25.5	20.2	18.4	17.6
Mexique	..	..	..	..	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	..	..	..
Norvège	3.6	2.6	2.7	2.9	2.9	2.5	2.3	2.2	2.8	2.8	3.5	3.4	3.1	3.1
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	5.9	6.1	6.1	5.8	5.9	5.7	5.5	4.8	5.0	5.0	5.6	5.2	5.0	4.9
Pologne	3.4	3.5	4.1	4.0	2.9	2.1	2.1	2.2	2.4	2.8	2.3	2.4	2.6	2.4
Portugal	5.9	6.3	6.6	6.6	7.3	6.7	7.1	7.2	7.4	8.4	8.6	8.6	8.6	8.4
République slovaque	4.4	3.8	3.7	4.1	3.8	3.2	3.2	3.0	3.1	2.9	3.5	3.2	3.3	3.1
République tchèque	3.1	3.0	2.5	2.5	2.3	2.2	2.0	1.9	1.9	2.1	2.2	2.4	2.5	2.5
Royaume-Uni	3.9	4.3	4.7	4.7	4.4	4.2	4.8	4.9	4.9	5.3	6.0	5.5	5.3	5.3
Slovénie	..	..	4.4	4.3	4.2	4.4	5.1	5.1	5.3	5.8	6.9	7.3	6.8	6.6
Suède	5.7	6.1	7.1	7.1	6.6	6.2	6.4	6.0	6.9	8.3	9.6	7.5	7.6	8.1
Suisse	4.7	4.6	4.4	4.4	4.7	4.0	3.9	3.8	4.1	4.0	5.1	4.5	5.0	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094089>Graphique 31.1. **Endettement des sociétés non financières**

Ratio de la dette sur l'excédent brut d'exploitation, nombre de fois

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093139>

32. Endettement des sociétés financières

- Après avoir culminé en 2008 dans la plupart des pays de l'OCDE, le ratio dette/fonds propres des sociétés financières a connu en 2009 une baisse significative, de -1,6 point en moyenne, suivie par une seconde en 2010, quoique beaucoup plus limitée; cela indique une moindre exposition au risque des créanciers des sociétés financières.
- De 2006 à 2011, le ratio s'est élevé dans 22 pays de l'OCDE sur 30. Les plus fortes augmentations ont eu lieu en Grèce (28 points), en Italie (10,2 points) et en Belgique (5,5 points). Depuis 2006, le ratio du Luxembourg reste inférieur à 1, soit le plus bas niveau des pays de l'OCDE.

Les sociétés peuvent financer leurs activités en recourant soit à l'endettement soit aux fonds propres. Le ratio dette/fonds propres est une mesure du levier financier, c'est-à-dire du degré auquel les sociétés financières financent leurs activités en s'endettant. Plus une entreprise se finance par l'endettement, plus l'effet de levier financier est important, plus les charges d'intérêts sont importantes, plus le risque pour les créanciers de l'entreprise et pour ceux qui y investissent est grand; un fort effet de levier augmente la vulnérabilité des sociétés financières face aux chocs et peut compromettre leur capacité de remboursement.

Définition

Le ratio dette/fonds propres est calculé en divisant la dette des sociétés financières par le montant total des engagements en actions et autres participations du même secteur.

La dette est un concept communément utilisé, défini comme une sous-catégorie spécifique des engagements. Tous les instruments de dette sont des engagements, mais certains engagements, comme les actions, les participations et les produits financiers dérivés ne sont pas considérés comme des dettes. La dette est donc calculée principalement en additionnant les catégories d'engagements suivantes : numéraire et dépôts, titres autres que les actions (à l'exception des produits financiers dérivés), emprunts, réserves techniques d'assurance et autres comptes à payer.

Au dénominateur, les actions et autres participations constituent une partie des ressources propres des sociétés financières qui figure par convention à leur passif. Il aurait été préférable de mettre au dénominateur les fonds propres, c'est-à-dire la richesse nette totale majorée des actions et autres participations, pour éviter l'effet des fluctuations boursières. Toutefois, les données sur les actifs non financiers n'étant pas disponibles dans de nombreux pays de l'OCDE, la richesse nette totale ne peut être calculée. C'est pourquoi les actions et autres participations, qui forment une partie des fonds propres, sont choisies comme dénominateur.

Le secteur des sociétés financières (S12) comprend toutes les entités privées et publiques qui se livrent à des activités financières, par exemple les institutions monétaires (dont la Banque centrale), les intermédiaires financiers, les compagnies d'assurance et les fonds de pension.

Un ratio dette/fonds propres en hausse indique que le secteur a augmenté la part relative de l'endettement par financement externe, alors qu'un ratio en baisse indique qu'il finance une proportion décroissante de ses activités par la dette relative au financement par les fonds propres (bénéfices mis en réserve et émission nette d'actions).

Les fluctuations de la valeur de marché des fonds propres peuvent aussi faire varier ce ratio. Il présente l'endettement comme un multiple des fonds propres. Par conséquent, si le ratio s'établit à 2,5 pour une société financière, cela signifie que l'encours de sa dette est 2,5 fois supérieur à ses fonds propres.

Un endettement élevé peut entraîner la volatilité des bénéfices, car il augmente les charges d'intérêts et la vulnérabilité aux récessions. Néanmoins, contrairement à ce que beaucoup pensent, l'endettement n'est pas nécessairement néfaste : il peut jouer un rôle positif à condition d'être utilisé à des fins productives, comme l'acquisition d'actifs et l'amélioration des processus dans le but d'accroître la rentabilité. En outre, le ratio dette/fonds propres est plus significatif quand on fait des comparaisons dans le temps.

Les données non consolidées sur les dettes sont une source d'informations importantes à propos de l'endettement total du secteur des sociétés financières.

Comparabilité

Les données sont non consolidées pour l'ensemble des pays de l'OCDE, sauf pour l'Australie et Israël. Selon les normes du SCN, la consolidation des bilans d'un secteur consiste d'abord à agréger l'ensemble des stocks, puis à éliminer tous ceux qui représentent des rapports entre unités appartenant à un même secteur.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier 2012*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214461> (pour l'Australie et Israël, les comptes de patrimoine sont consolidés.)


Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

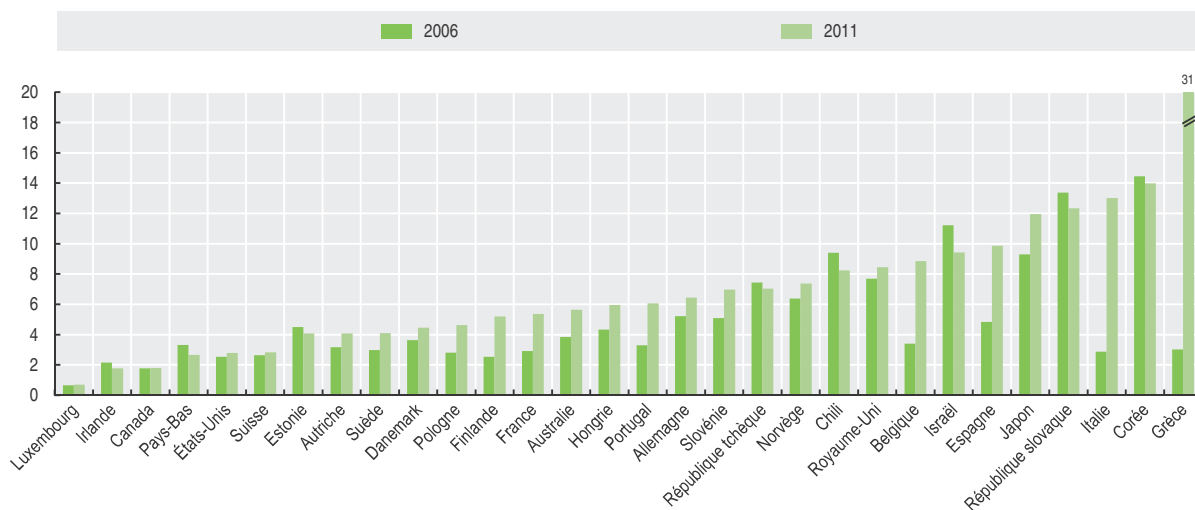
Tableau 32.1. **Endettement des sociétés financières**

Ratio de la dette sur capitaux propres, nombre de fois

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	4.5	4.8	5.4	7.0	6.1	6.2	5.5	5.2	5.3	7.6	6.5	6.1	6.4	5.7
Australie	5.0	4.4	4.1	4.5	4.2	4.0	3.9	3.9	4.1	6.1	5.0	5.1	5.6	5.4
Autriche	4.4	4.3	4.6	4.5	4.2	4.0	3.4	3.2	3.2	4.7	3.9	3.5	4.1	3.7
Belgique	2.9	2.8	3.4	4.4	4.4	3.8	3.8	3.4	3.9	8.3	6.5	6.7	8.9	6.7
Canada	2.1	1.6	2.1	2.2	2.0	1.9	1.9	1.8	1.7	2.3	1.9	1.7	1.8	1.7
Chili	..	..	..	..	..	..	10.9	9.4	8.1	7.6	7.2	7.9	8.2	8.9
Corée	..	..	..	19.9	19.1	17.9	13.0	14.5	13.8	19.5	13.4	12.2	14.0	12.9
Danemark	..	..	..	..	4.8	4.5	3.8	3.6	4.3	7.0	5.8	4.5	4.5	4.1
Espagne	2.9	3.2	3.6	4.5	4.3	4.3	4.6	4.8	5.9	9.4	8.3	9.6	9.9	10.2
Estonie	4.2	2.6	2.6	2.4	3.0	2.4	2.9	4.5	4.3	4.8	5.2	4.4	4.1	4.0
États-Unis	2.6	2.6	2.7	3.1	2.9	2.8	2.7	2.5	2.6	3.4	2.8	2.7	2.8	2.5
Finlande	4.2	4.3	4.4	4.6	3.7	3.5	2.9	2.5	2.7	4.1	3.6	3.8	5.2	4.9
France	3.3	3.0	3.2	3.5	3.2	3.2	3.0	2.9	3.6	4.8	4.2	4.4	5.4	4.9
Grèce	1.5	2.2	3.0	4.1	3.4	3.2	3.1	3.0	3.2	13.0	9.8	19.3	31.0	11.6
Hongrie	8.1	7.7	7.1	6.0	5.8	5.2	4.7	4.3	4.5	7.1	6.1	5.7	6.0	5.6
Irlande	..	..	1.6	1.6	1.8	2.0	2.2	2.2	2.2	3.2	2.6	2.1	1.8	1.4
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	19.2	27.8	16.1	13.1	11.3	11.2	11.6	21.3	8.7	7.1	9.4	..
Italie	1.8	1.8	2.3	3.1	2.9	3.0	2.8	2.9	3.9	8.2	7.6	9.6	13.0	13.0
Japon	17.5	19.9	21.3	24.9	15.0	13.9	8.8	9.3	11.1	14.6	11.9	11.6	11.9	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	0.7	0.7	0.7	0.5	0.4	0.7	0.7
Mexique	8.5	8.5	7.6	6.6	5.7	4.3	4.1	3.5	3.2	3.2	3.0	..	..	..
Norvège	7.9	8.2	9.2	10.0	9.3	7.9	7.2	6.4	6.4	11.4	8.0	6.7	7.4	6.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	2.7	2.6	2.9	3.5	3.5	3.7	3.7	3.3	3.4	3.6	2.9	2.8	2.7	2.6
Pologne	6.0	7.0	6.1	5.0	5.1	3.9	3.4	2.8	2.7	5.0	4.4	3.9	4.6	4.0
Portugal	3.7	4.1	4.2	4.6	3.9	3.6	3.5	3.3	3.6	4.5	4.4	5.3	6.1	5.5
République slovaque	21.3	21.0	22.6	20.1	15.7	13.6	16.4	13.4	11.1	13.0	13.1	11.9	12.3	11.8
République tchèque	10.9	11.3	13.4	15.2	7.5	7.0	7.3	7.4	7.2	8.3	7.3	6.5	7.0	6.2
Royaume-Uni	6.0	6.0	6.6	8.1	7.8	7.9	8.0	7.7	8.6	11.3	8.3	7.7	8.5	8.0
Slovénie	..	..	5.5	5.7	5.4	5.2	5.8	5.1	4.6	6.8	6.6	6.3	7.0	6.9
Suède	3.1	3.0	3.3	4.2	3.4	3.4	3.2	3.0	3.4	5.7	4.1	3.6	4.1	3.7
Suisse	3.3	2.9	3.2	3.9	3.5	3.2	3.1	2.6	2.8	3.0	2.6	2.6	2.8	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.7	3.4	5.3	4.4
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094108>Graphique 32.1. **Endettement des sociétés financières**

Ratio de la dette sur capitaux propres, nombre de fois

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093158>

33. Levier financier du secteur bancaire

- En 2011, dans 11 des 30 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de statistiques, le levier du secteur bancaire dépassait la moyenne de l'OCDE (13,9). En 2011, La Grèce détenait le plus élevé, à plus de trois fois la moyenne de l'OCDE, suivie de l'Italie et de l'Allemagne où il était de l'ordre de deux fois cette moyenne. Le Canada avait le ratio le plus bas à 2,3 en 2011.
- Entre 2006 et 2011, le levier du secteur bancaire en République slovaque a beaucoup diminué (-56 points). Malgré ce déclin, avec un niveau de 24,4 en 2011, il restait l'un des plus élevés de l'OCDE. Dans les autres pays de l'OCDE, il a augmenté de 6,8 points en moyenne pendant cette période, ce qui a rendu les banques plus sensibles aux chocs.
- En 2012, par rapport à 2011, le levier du secteur bancaire a baissé dans 23 des 28 pays de l'OCDE pour lesquels les statistiques de 2012 sont disponibles. Cela s'explique surtout par le resserrement des conditions du marché interbancaire, la difficulté d'émettre des emprunts et les retraits de dépôts.

Le rapport entre les actifs financiers du secteur bancaire et leurs fonds propres, qualifié aussi de ratio de multiplication des fonds propres, peut être utilisé avec d'autres mesures, de levier financier dans ce secteur pour apprécier sa stabilité financière globale et analyser sa santé financière.

Définition

Cet indicateur de levier financier se réfère au secteur bancaire (Banque centrale – S121 – et autres sociétés de dépôts – S122), étendu aux autres intermédiaires financiers, à l'exception des compagnies d'assurance et des fonds de pension (S123).

Le levier financier est calculé comme le rapport entre certains actifs financiers et le total des fonds propres :

- ces actifs financiers sont le numéraire et les dépôts, les titres autres que les actions, à l'exception des produits financiers dérivés, et les crédits, qui sont comptabilisés à l'actif des comptes de patrimoine financier de ces sous-secteurs financiers;
- le total des fonds propres se compose des actions et autres participations, à l'exception des parts d'OPCVM, qui sont comptabilisées au passif du compte de patrimoine financier. Il aurait été préférable de mettre au dénominateur les fonds propres, c'est-à-dire la richesse nette totale majorée des actions et autres participations, pour éviter l'effet des fluctuations boursières. Toutefois, les données sur les actifs non financiers n'étant pas disponibles dans de nombreux pays de l'OCDE, la richesse nette totale ne peut être calculée. C'est pourquoi les actions et autres participations, qui constituent une partie des fonds propres, sont choisies comme dénominateur.

Les banques pratiquent l'effet de levier dans le but d'augmenter le rendement de leurs fonds propres. Or, un multiplicateur de fonds propres élevé est le signe d'un effet de levier accru, qui constitue une source éventuelle de fragilité en augmentant l'exposition d'une institution financière au risque et aux récessions; cela peut aussi signifier que le secteur recourt plus à l'endettement pour financer ses actifs.

Toutefois, un ratio élevé ne veut pas nécessairement dire qu'une société est vouée à faire faillite; il montre seulement que ce scénario est plus susceptible de se produire pour une société qui utilise beaucoup le levier financier. Il arrive que certaines sociétés s'en servent judicieusement pour financer des actifs, ce qui peut leur permettre de se désendetter à long terme.

Le ratio indique combien de fois les actifs en question détenus par le secteur bancaire représentent la valeur de leurs fonds propres. Par conséquent, si le ratio est de 2,5, cela signifie que les actifs que le secteur bancaire détient sont 2,5 fois supérieurs à leurs fonds propres.

Comparabilité

Les données sont non consolidées dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Australie et d'Israël.

La définition du secteur financier pour lequel on calcule ce ratio peut différer selon les pays. Ainsi, le sous-secteur des autres intermédiaires financiers (S123) peut inclure des auxiliaires financiers (S124) dans certains pays, comme l'Australie, le Canada, l'Islande, la Suisse, la République slovaque et le Royaume-Uni. En Grèce, les données relatives au S124 ne sont pas disponibles distinctement, mais, dans ce cas, le portefeuille des auxiliaires financiers est assez négligeable.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214461> (pour l'Australie et Israël, les compte de patrimoine financier sont consolidés).


Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

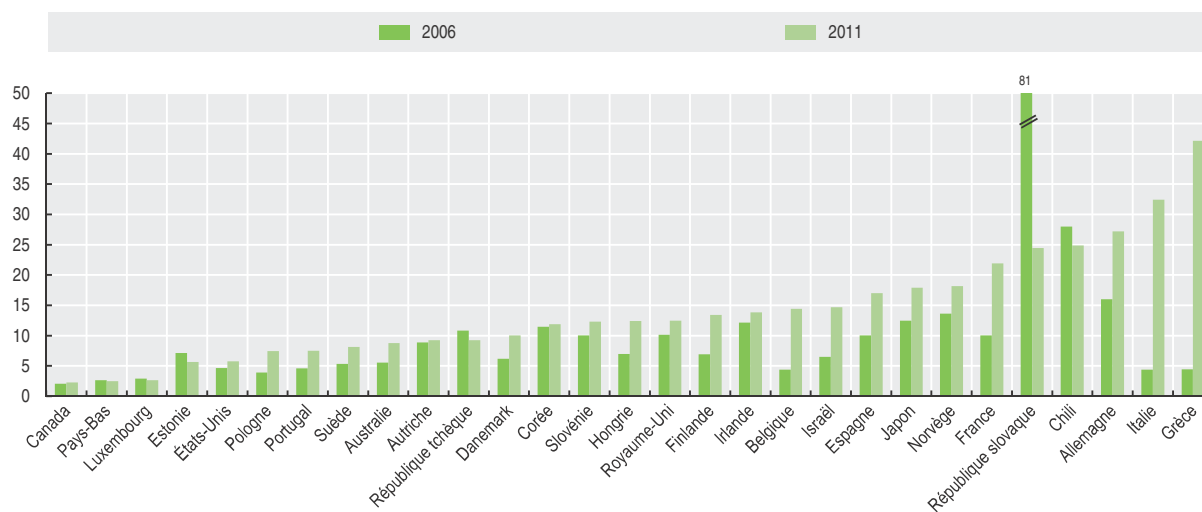
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


Tableau 33.1. **Levier financier du secteur bancaire**
Ratio d'actifs sélectionnés sur les capitaux propres, nombre de fois

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	15.2	16.1	17.7	24.2	21.2	21.3	18.7	16.0	15.9	29.2	23.8	25.1	27.2	24.6
Australie	6.4	6.0	5.6	5.6	5.9	6.2	5.9	5.5	5.7	10.8	7.1	7.8	8.8	7.5
Autriche	13.8	14.0	18.8	19.3	16.3	13.7	10.8	8.9	7.6	10.4	8.1	7.6	9.2	8.2
Belgique	3.7	3.6	4.6	6.4	6.4	5.2	5.2	4.4	4.9	13.8	9.9	10.7	14.4	9.5
Canada	2.3	1.7	2.3	2.6	2.3	2.2	2.2	2.1	2.0	2.8	2.4	2.1	2.3	2.2
Chili	..	..	..	..	..	..	32.2	28.0	22.4	15.9	23.6	30.1	24.9	31.4
Corée	..	..	..	17.8	16.3	14.5	10.4	11.4	11.4	16.8	10.6	10.4	11.9	10.6
Danemark	..	..	..	..	7.1	8.0	6.3	6.2	8.5	16.0	11.3	9.5	10.1	9.3
Espagne	6.6	6.3	7.2	10.0	9.5	10.5	10.7	10.1	12.0	20.6	15.2	18.0	17.0	17.0
Estonie	4.6	2.9	3.2	2.9	3.9	3.0	3.8	7.1	6.6	6.2	6.7	6.0	5.7	5.3
États-Unis	5.2	5.1	5.7	6.4	5.5	4.9	4.9	4.7	5.5	7.9	6.4	5.5	5.8	5.2
Finlande	7.0	8.0	6.9	7.8	7.3	7.8	6.9	6.9	8.2	10.1	9.2	10.1	13.4	12.1
France	11.8	11.4	11.7	12.8	12.2	11.2	10.9	10.0	13.9	23.5	16.4	16.4	21.9	18.5
Grèce	3.3	5.0	6.6	9.5	7.6	6.3	5.2	4.4	4.3	17.3	11.9	25.7	42.2	13.4
Hongrie	12.3	12.0	11.6	10.0	8.7	7.3	7.4	7.0	7.9	13.5	11.2	12.0	12.4	12.3
Irlande	..	..	6.8	7.4	8.8	9.7	11.8	12.1	14.9	20.3	17.0	17.3	13.8	11.6
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	11.7	18.1	10.2	8.2	7.0	6.5	6.8	13.9	10.3	9.4	14.7	..
Italie	4.9	4.2	6.4	7.9	6.6	6.3	5.2	4.4	6.6	20.0	15.1	21.4	32.4	29.7
Japon	23.5	30.3	28.4	35.2	18.3	17.4	10.5	12.5	16.1	21.2	17.1	17.6	17.9	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	2.9	2.9	2.7	2.3	1.9	2.7	2.9
Mexique	42.7	50.9	733.6	65.5	67.5	16.9	19.6	15.9	14.9	10.6	11.9	..	..	..
Norvège	12.6	14.5	16.0	15.3	15.2	12.6	13.4	13.6	14.8	27.7	18.2	15.2	18.2	16.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	2.1	2.1	2.3	2.8	2.9	3.0	2.9	2.6	2.7	2.9	2.7	2.6	2.5	2.4
Pologne	6.6	7.9	6.9	7.9	8.0	5.3	4.9	3.9	4.0	7.8	6.1	5.7	7.4	6.4
Portugal	6.1	6.2	6.1	6.8	5.7	5.3	5.1	4.6	4.7	5.6	5.5	6.5	7.5	7.1
République slovaque	58.8	52.7	56.4	41.7	36.6	35.7	153.5	80.6	33.2	28.2	29.4	26.3	24.4	24.8
République tchèque	22.2	27.8	22.7	34.8	11.5	10.3	10.7	10.8	10.3	11.6	10.0	8.7	9.2	8.2
Royaume-Uni	7.2	7.0	7.5	9.2	9.1	9.5	10.3	10.1	12.2	15.9	11.1	10.9	12.4	12.0
Slovénie	..	..	8.2	9.5	9.0	9.4	10.4	10.0	9.2	10.6	11.0	10.9	12.3	13.3
Suède	6.1	5.7	5.1	6.7	5.8	5.7	5.6	5.4	6.4	12.6	8.2	7.0	8.1	7.2
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.1	6.4	5.3
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094127>

Graphique 33.1. **Levier financier du secteur bancaire**
Ratio d'actifs sélectionnés sur capitaux propres, nombre de fois, 2006 et 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093177>

34. Taux de marge et rémunération du travail dans la valeur ajoutée

- Pour les sociétés non financières, la part des bénéfices – c'est-à-dire le rapport entre l'excédent net d'exploitation et la valeur ajoutée nette – a dépassé en 2011 50 % au Mexique (58,9 %) et en Irlande (50,4 %). C'est en Suisse (85,7 %) et en Slovénie (83,8 %) que la part de la main-d'œuvre dans la valeur ajoutée a été la plus élevée.
- Pour les sociétés financières, les parts des bénéfices les plus élevées ont été observées en 2011 au Mexique (70,7 %) et en République tchèque (61,3 %). Les parts les plus élevées de la main-d'œuvre dans la valeur ajoutée ont été observées en Allemagne (73,1 %) et en Autriche (68,8 %).
- De 2001 à 2011, pour les sociétés non financières, les plus fortes variations en points de pourcentage ont eu lieu en Pologne (25,8 %) en Italie (-11,6 %) et en Finlande (-8,8 %). Pour les sociétés financières, elles ont eu lieu en République slovaque (60,7 %) et en Finlande (-20,4 %).

Le secteur des sociétés, en particulier les sociétés non financières, étant celui qui contribue le plus à la valeur ajoutée, les entreprises sont considérées dans la plupart des pays développés comme le moteur de la croissance économique. La part de l'excédent net d'exploitation dans la valeur ajoutée nette est la principale mesure de la rentabilité des activités d'une entreprise. La part de la valeur ajoutée qui revient à la main-d'œuvre – sous forme de rémunération – en contrepartie de sa participation au processus de production peut aussi être calculée. L'évolution des parts respectives du travail et du capital est intéressante : si par exemple il y a des gains de productivité, mais une baisse dans la rémunération du travail, cela signifie que ces gains ne se traduisent pas par une augmentation des salaires.

Définition

Cet indicateur montre la répartition de la valeur ajoutée entre le travail et le capital dans les sociétés financières et non financières ainsi que sa variation entre des périodes données. Il est calculé après amortissement, puisque ce dernier est un coût de production – il s'agit du montant qui doit être affecté au remplacement des actifs fixes qui se déprécient au cours du processus de production. L'indicateur donne donc une meilleure image des rendements du capital nécessaires au maintien du même niveau de production à l'avenir.

Comparabilité

Conformément aux recommandations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (voir « autres documents de référence ») et à ce qui est fait habituellement dans cette publication, il est préférable d'utiliser des mesures nettes, mais il peut y avoir non concordance sur le plan international. La consommation de capital fixe fait souvent l'objet de débats, surtout parce que les méthodes utilisées pour la calculer sont complexes et divergent souvent d'un pays à l'autre.

Le graphique 34.1 indique les parts du bénéfice d'exploitation net, appelées aussi taux de marge, et du travail en pourcentage de la valeur ajoutée nette des sociétés non financières en 2011. Le graphique 34.2 présente les mêmes indicateurs, mais pour les sociétés financières. Il convient de noter que le poste impôts moins subventions n'était pas disponible en 2011 pour le Mexique. Les graphiques 34.3 et 34.4 indiquent la variation des taux de marge entre 2001 et 2011.

La Fédération de Russie inclut jusqu'en 2007 les sociétés financières dans les sociétés non financières.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Bases de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (Base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Autres documents de référence

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi), www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

34. Taux de marge et rémunération du travail dans la valeur ajoutée

Tableau 34.1. Taux de marge et rémunération du travail des sociétés non financières

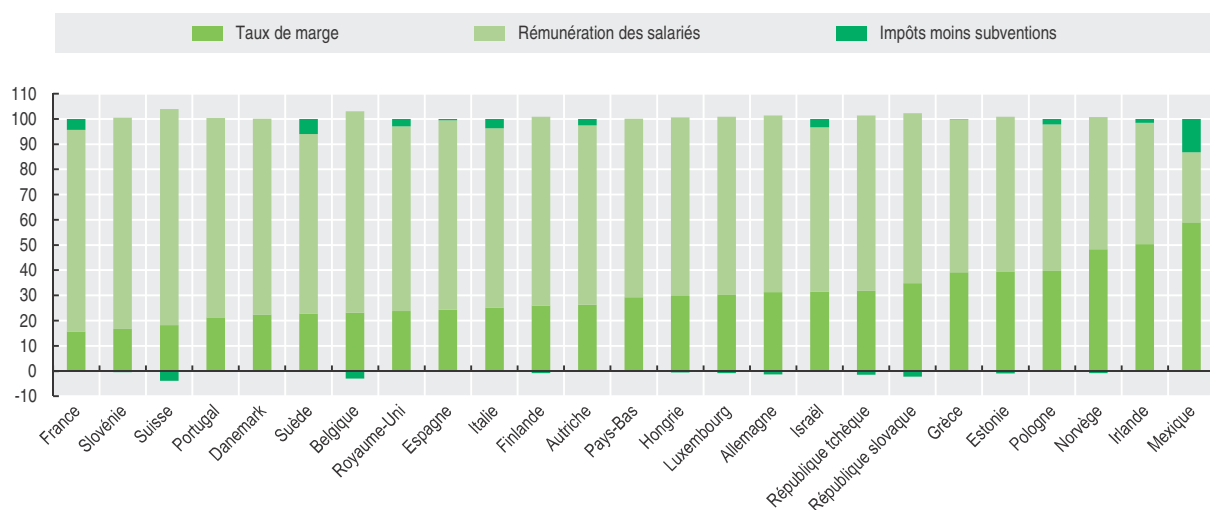
Pourcentage de la valeur ajoutée nette

	Rémunérations des salariés							Excédent net d'exploitation						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	67.9	65.9	68.1	73.2	70.4	70.0	71.5	33.6	35.4	33.2	28.4	31.1	31.3	29.6
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	67.5	67.1	68.8	72.5	71.8	71.2	73.0	30.1	30.6	28.9	24.9	25.7	26.3	24.3
Belgique	75.8	75.4	77.2	81.9	79.9	79.8	82.7	24.4	25.9	24.2	20.0	22.8	23.2	20.1
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	76.3	79.1	81.1	87.5	77.9	77.7	..	23.9	21.0	18.9	12.8	22.1	22.5	..
Espagne	77.2	78.3	78.3	78.0	75.7	75.1	73.1	22.4	21.5	21.4	21.5	23.9	24.4	25.9
Estonie	58.5	61.0	67.2	72.9	66.9	61.6	62.6	41.5	39.1	33.0	27.3	34.1	39.3	38.2
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	67.7	65.3	68.5	77.6	74.3	74.9	77.1	32.8	35.2	32.0	23.3	26.6	25.9	23.9
France	76.6	75.5	76.2	79.3	79.3	80.0	80.9	19.2	20.2	19.5	15.9	16.9	15.6	14.5
Grèce	53.9	53.5	52.3	54.5	58.3	60.6	61.7	46.1	46.7	47.8	45.6	42.4	39.2	38.0
Hongrie	69.0	70.8	70.4	74.2	71.2	70.7	72.2	31.4	29.2	30.2	26.6	29.1	29.8	28.1
Irlande	50.8	51.9	59.1	57.5	51.7	48.1	48.2	48.4	47.3	39.8	41.2	46.8	50.4	50.3
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	66.4	68.1	67.3	66.6	67.8	65.3	..	30.7	28.5	29.5	30.3	28.9	31.4	..
Italie	64.2	64.2	66.7	70.3	70.1	71.2	73.4	31.5	31.3	29.4	26.2	26.3	25.1	22.7
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	67.0	61.6	68.2	79.4	74.1	70.4	71.9	33.8	39.2	32.5	21.5	26.8	30.5	29.3
Mexique	30.9	30.2	29.7	32.6	29.7	27.9	..	58.0	59.0	54.4	56.9	58.6	58.9	..
Norvège	45.8	50.3	48.1	58.2	54.9	52.5	53.1	54.3	50.2	52.2	42.5	46.0	48.2	47.7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	68.2	67.4	68.2	72.9	71.7	70.9	71.7	31.5	32.3	31.7	27.9	28.4	29.2	28.5
Pologne	63.0	63.3	64.6	58.6	59.1	57.8	58.2	33.3	34.3	32.8	39.2	38.4	39.9	39.7
Portugal	79.8	78.0	80.9	80.2	79.3	79.0	77.6	20.6	22.4	19.2	20.0	21.1	21.3	22.7
République slovaque	61.4	59.8	60.3	69.5	66.2	67.4	66.4	39.6	41.7	42.3	32.8	36.2	34.9	35.5
République tchèque	63.9	63.6	65.3	68.2	68.7	69.6	70.9	37.6	37.9	36.3	34.0	33.0	31.8	30.6
Royaume-Uni	70.2	70.5	71.1	74.5	73.5	73.3	74.3	27.3	27.0	26.4	22.6	23.2	23.8	22.8
Slovénie	79.3	77.1	79.0	86.7	87.7	83.8	83.5	19.1	21.9	20.9	15.4	14.6	16.7	16.7
Suède	69.2	70.9	72.0	76.9	71.4	71.1	73.4	27.3	25.4	22.5	17.3	24.0	22.8	20.3
Suisse	85.0	84.3	83.9	88.6	83.6	85.7	..	19.7	20.2	19.8	15.1	20.2	18.2	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	58.3	58.8	58.7	58.8	58.2	58.8	59.8	40.3	39.8	40.2	40.1	40.5	39.9	39.0
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	60.9	63.6	61.1	70.1	62.4	63.0	..	36.2	34.8	30.6	23.8	31.1	29.7	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094146>

Graphique 34.1. Part de l'excédent net d'exploitation et du travail des sociétés non financières


Pourcentage de la valeur ajoutée nette, 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093196>

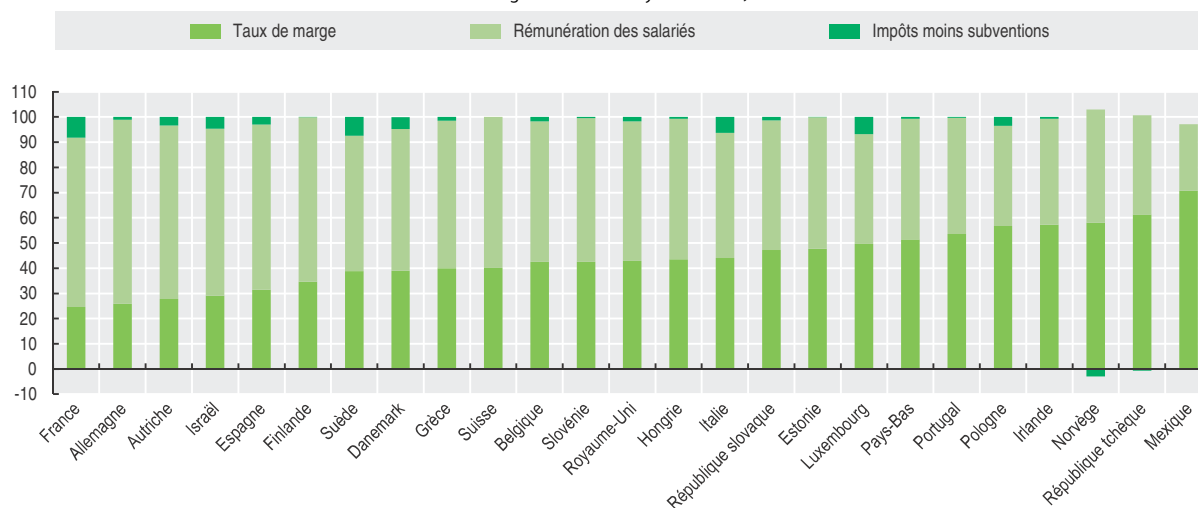
34. Taux de marge et rémunération du travail dans la valeur ajoutée

Tableau 34.2. **Taux de marge et rémunération du travail des sociétés financières**
 Pourcentage de la valeur ajoutée nette

	Rémunérations des salariés						Excédent net d'exploitation							
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	73.5	81.8	86.8	75.3	70.2	73.1	81.8	26.1	17.7	12.7	24.2	29.4	25.8	16.8
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	66.1	63.5	65.1	76.1	73.4	68.8	73.4	30.4	33.3	31.7	20.1	23.0	27.8	23.4
Belgique	68.4	71.3	76.0	63.8	54.8	55.9	58.0	29.3	26.2	21.2	34.5	43.3	42.5	39.4
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	61.3	65.6	62.7	57.4	55.1	56.3	..	34.1	30.0	32.9	38.2	40.3	38.9	..
Espagne	57.1	50.6	48.5	45.1	60.8	65.5	60.8	42.1	48.7	50.7	53.6	36.8	31.5	27.4
Estonie	45.5	48.7	50.0	59.3	54.8	52.2	59.8	54.3	51.2	49.9	40.6	45.2	47.7	39.5
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	54.1	47.3	56.1	64.9	64.9	65.3	65.7	45.9	52.8	43.9	35.1	35.1	34.6	34.2
France	74.5	75.8	84.6	73.0	67.6	67.3	67.2	17.2	15.5	5.5	18.5	24.9	24.6	24.6
Grèce	55.4	61.3	64.2	64.0	62.0	58.6	57.7	43.6	37.6	34.5	34.6	37.5	39.9	40.6
Hongrie	50.6	62.1	67.6	60.3	60.6	55.7	60.3	49.4	37.9	31.6	39.2	38.6	43.5	38.6
Irlande	35.5	36.1	41.8	39.9	40.7	42.1	45.1	63.9	63.3	57.6	59.5	58.6	57.2	54.1
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	53.7	50.5	53.1	43.9	40.2	66.2	..	41.9	44.5	42.1	51.5	55.4	29.1	..
Italie	59.3	54.1	53.5	54.0	51.5	49.6	50.8	32.7	38.8	40.0	40.0	42.3	44.1	42.6
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	35.9	38.2	45.5	48.8	42.5	43.5	45.7	56.4	53.9	47.6	44.4	50.6	49.7	47.3
Mexique	25.4	24.7	25.3	24.6	26.0	26.5	..	72.1	72.9	72.4	73.0	71.0	70.7	..
Norvège	48.1	46.0	49.1	43.9	42.3	44.9	41.6	55.4	56.4	53.4	58.6	60.3	58.1	61.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	62.8	73.7	72.2	53.9	46.5	47.9	43.8	36.4	25.2	26.8	45.3	52.9	51.4	54.3
Pologne	42.0	34.5	36.0	47.5	41.1	39.8	39.9	55.1	63.5	61.7	49.3	56.2	56.7	56.8
Portugal	42.8	40.1	38.8	43.7	44.4	46.1	47.6	57.0	59.6	60.9	56.0	55.3	53.5	52.1
République slovaque	49.4	58.3	65.0	53.5	55.4	51.4	50.4	50.1	39.5	32.8	44.3	42.6	47.3	39.6
République tchèque	65.6	56.3	47.9	42.9	40.5	39.4	46.6	34.3	43.5	51.8	57.7	60.5	61.3	52.7
Royaume-Uni	60.4	57.0	48.5	46.8	52.8	55.3	59.1	38.0	41.5	50.0	51.9	45.5	43.0	37.9
Slovénie	54.8	57.5	59.8	59.8	54.2	57.0	69.6	42.3	40.4	39.2	40.3	45.8	42.6	30.0
Suède	59.2	60.4	59.3	52.5	57.4	53.8	48.5	36.7	35.6	35.2	42.3	36.2	38.8	44.9
Suisse	57.0	53.0	49.9	58.8	62.1	60.0	..	43.1	47.1	50.2	41.3	38.0	40.1	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	49.8	46.4	46.7	49.5	51.8	51.3	49.6	47.9	51.9	51.6	48.7	46.7	47.1	49.1
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	46.6	38.7	44.5	47.1	..	..	..	48.6	57.0	50.8	47.7	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094165>

Graphique 34.2. **Part de l'excédent net d'exploitation et du travail des sociétés financières**
 Pourcentage de la valeur ajoutée nette, 2011

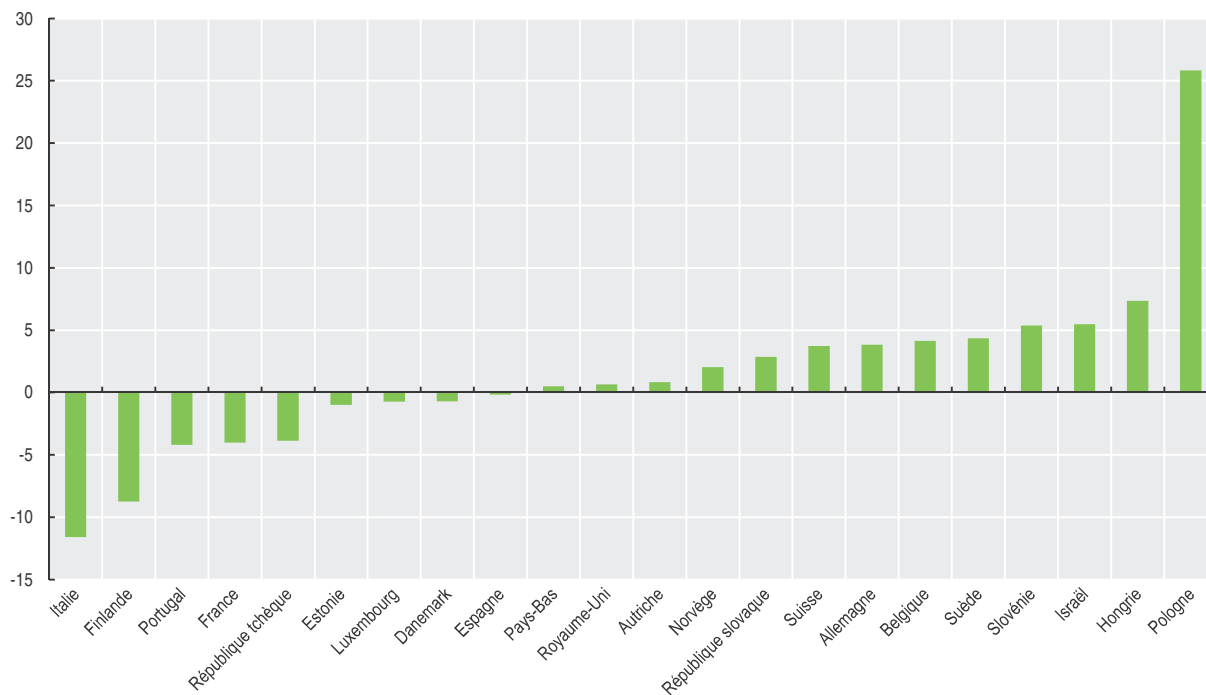



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093215>

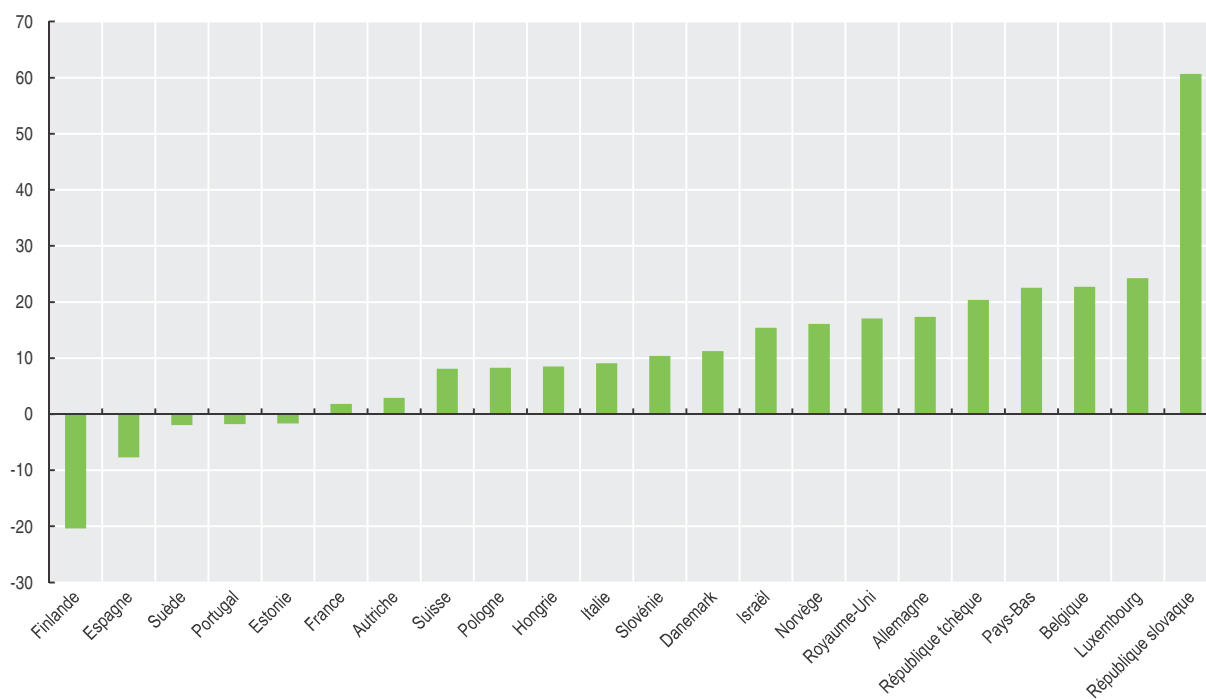
34. Taux de marge et rémunération du travail dans la valeur ajoutée

Graphique 34.3. **Variation du taux de marge entre 2001 et 2011 dans les sociétés non financières**

Variation de l'excédent net d'exploitation en pourcentage de la valeur ajoutée nette, points de pourcentage

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093234>Graphique 34.4. **Variation du taux de marge entre 2001 et 2011 dans les sociétés financières**

Variation de l'excédent net d'exploitation en pourcentage de la valeur ajoutée nette, points de pourcentage

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093253>



+ 010110101101010111010110101011101

+
+

+ 010110101101010111010101101011101

+

+

+ 010110101101010111010101

+
+

+
+

||
||
||
||

+ 010110101101010111010101

+ 0101101011010101110101011101

+
+

+ 01101101010111010101101011101

+

+ 010110101101010111010101

+
+

+ 0101101010101110101010101010101

+
+

+ 0101101010101010101010101010101

01011010110101011101010110101011101

010110101101010111010101101010110



CAPITAL

35. Stock de capital net

36. Consommation de capital fixe

35. Stock de capital net

- En 2010, le stock de capital a le plus fortement augmenté en Australie (3,8 %) et en Corée (3,6 %).
- En 2011, le stock de capital net a augmenté le plus rapidement au Chili (6,4 %) et en Australie (4,3 %). En République tchèque et en Corée, sa croissance a été supérieure à 3 %. Il a diminué au Danemark (-0,1 %).

Le stock de capital net reflète la valeur de marché du stock d'actifs fixes dans l'économie et donne à ce titre une indication importante de la richesse globale. Il constitue également une donnée significative à partir de laquelle il est possible de calculer d'autres indicateurs statistiques, par exemple l'amortissement et, dans certains cas, les services tirés du capital.

Définition

Le stock d'actifs subsistant de périodes passées et ajusté pour amortissement constitue le stock de capital net. Le stock net est évalué comme si les biens en capital (utilisés ou nouveaux) étaient acquis à la date d'établissement du compte de patrimoine. Le stock net est destiné à refléter la richesse du propriétaire de l'actif à un point donné dans le temps.

Les stocks correspondent aux actifs fixes produits, aussi bien tangibles qu'intangibles et n'inclut pas les actifs non produits, tels que les terrains et autres ressources naturelles ; les contrats, les baux et les licences ; les fonds commerciaux et les actifs commerciaux.

La valeur du stock net d'actifs fixes produits est généralement estimée grâce à la méthode de l'inventaire permanent (MIP). La MIP permet de cumuler les flux passés de formation brute de capital fixe en volume et de les ajuster en fonction du retrait d'actifs et de leur perte de valeur pour cause de vieillissement et d'amortissement. Chaque investissement annuel vient s'ajouter au stock, tandis que chaque retrait ou détérioration vient en déduction de celui-ci.

Certains pays calculent également un stock de capital brut qui correspond au stock net avant prise en compte des amortissements. Ainsi, le stock brut n'est ajusté qu'en cas de retrait, mais autrement tous les actifs sont considérés comme neufs.

Il convient néanmoins de noter ici que ni le stock net, ni le stock brut, ne constituent une mesure théoriquement correcte pour appréhender les entrées de capital dans la production, qui sont mieux traduites par les mesures des flux de services tirés du capital (pour plus d'informations, voir La mesure du capital dans « Pour en savoir plus »).

Comparabilité

La comparabilité entre pays dépend de trois principaux facteurs : i) les éléments compris dans la définition des actifs fixes ; ii) les profils de retrait et d'amortissement utilisés ; et iii) pour les pays qui utilisent la MIP, la longueur des séries temporelles disponibles pour la formation brute de capital fixe par produit.

Les pays de l'OCDE utilisent différents types de fonction de retrait et d'amortissement qui peuvent différer dans leur forme et dans les durées de service moyennes et maximales retenues pour les différentes catégories d'actifs. Par exemple, certains pays utilisent des méthodes d'amortissement linéaire (ce qui correspond à un montant d'amortissement constant sur chaque période) et d'autres ont plutôt recours à des profils géométriques (correspondant à un taux d'amortissement constant sur chaque période). Cela étant, l'utilisation de paramètres et de profils d'amortissement différents n'implique pas forcément que les comparaisons sont impossibles. Il peut y avoir de bonnes raisons à ces différences. Par exemple, en supposant même que les bâtiments d'un pays soient exactement similaires à ceux d'un autre pays, on pourrait concevoir que l'un des deux applique un taux d'amortissement plus élevé pour cause de températures extrêmes.

La comparabilité est directement affectée suivant la couverture des actifs pris en compte dans les estimations du stock de capital net, qui ne sont pas toujours pleinement comparables d'un pays à l'autre (voir la section 10).

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Actifs fixes par activité et par type de produit », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00009-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.


OCDE (2009), *La mesure du capital – Manuel de l'OCDE 2009* : Deuxième édition, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264067752-fr>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

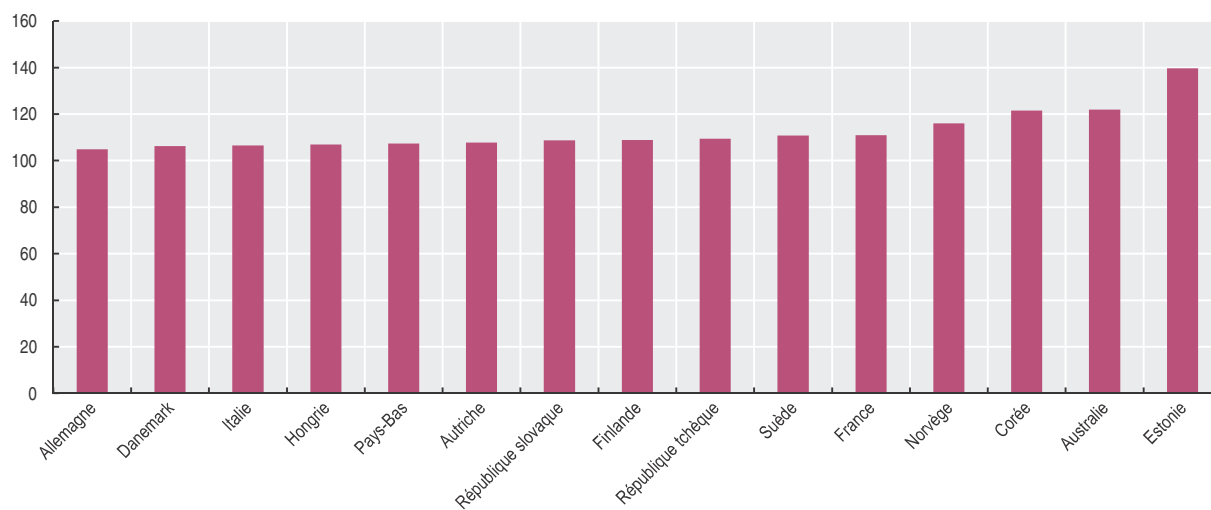

Tableau 35.1. **Stock net de capital, volume**

Année 2005 = 100

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	..	94.6	96.3	97.3	98.3	99.2	100.0	101.2	102.5	103.8	104.2	104.9	..	..
Australie	81.5	83.5	85.9	89.0	92.5	96.0	100.0	104.0	108.6	113.0	117.4	121.9	127.2	132.4
Autriche	88.6	90.9	92.9	94.5	96.4	98.2	100.0	101.7	103.6	105.4	106.6	107.8	109.3	110.9
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	76.6	80.5	84.0	87.8	91.8	95.8	100.0	104.4	109.2	113.4	117.3	121.5	125.2	..
Danemark	93.6	94.6	96.0	97.1	98.1	99.0	100.0	101.1	103.1	104.9	106.3	106.3	106.2	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	..	72.2	75.3	81.2	88.6	92.3	100.0	106.3	117.2	126.2	139.2	139.7	..	..
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	90.9	92.4	94.1	95.3	96.7	98.3	100.0	101.8	104.4	106.7	107.8	108.9	110.5	112.0
France	87.4	89.6	91.8	93.8	95.8	97.8	100.0	102.3	105.0	107.5	109.2	110.9	112.7	114.5
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	95.0	95.9	95.8	96.9	97.5	98.6	100.0	101.6	103.2	105.3	106.2	107.0	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	89.5	91.3	93.1	94.9	96.6	98.3	100.0	101.8	103.6	105.1	105.8	106.5	107.1	..
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	89.4	91.2	92.8	94.0	95.3	97.2	100.0	103.4	107.5	111.4	114.2	116.1	118.5	114.3
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	..	92.9	94.8	96.2	97.6	98.7	100.0	101.6	103.5	105.5	106.7	107.3	108.3	109.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	..	99.2	100.0	103.1	104.2	107.0	107.6	108.7	111.8	..
République tchèque	90.9	92.4	94.0	95.2	96.8	98.3	100.0	101.9	104.3	106.4	108.1	109.4	112.8	113.8
Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	..	91.7	93.4	95.1	96.8	98.3	100.0	102.1	104.4	107.1	110.0	110.8	112.6	..
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094184>Graphique 35.1. **Stock net de capital, volume**

Année 2005 = 100, 2010

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093272>

36. Consommation de capital fixe

- En 2012, les taux de consommation du capital fixe dépassaient 20 % du PIB en Grèce et au Japon.
- Les plus faibles taux de consommation du capital fixe en pourcentage du PIB ont été constatés au Mexique (9,5 %) et en Irlande (10 %).

Économiquement parlant, la meilleure description de la consommation de capital fixe (amortissement) est une déduction opérée dans les revenus au titre de la diminution de la valeur du capital due à l'utilisation de biens d'équipement dans la production. Elle joue un rôle primordial dans son acception comptable du fait qu'elle est utilisée comme élément de « compensation » dans les estimations du produit intérieur net, revenu national net, etc., comme indiqué dans les parties précédentes et, en conséquence, parce qu'elle permet des analyses plus fines d'un point de vue du bien-être que des mesures brutes. Elle constitue par ailleurs une partie du coût des services tirés du capital et joue de ce fait un rôle dans la mesure de la productivité. En outre, elle a un impact direct sur le PIB, car les estimations de la valeur ajoutée non marchande comprennent explicitement une composante au titre de l'amortissement.

Définition

Le *Système de comptabilité nationale* de 1993 définit la consommation de capital fixe (amortissement) de la manière suivante :

La consommation de capital fixe représente la diminution, pendant la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes possédés et utilisés par un producteur qui résulte d'une dégradation physique, de l'obsolescence normale ou de dommages accidentels normaux. [...] Les pertes causées par une guerre ou par des catastrophes naturelles majeures qui se produisent rarement [...] ne sont pas incluses dans la consommation de capital fixe. [...]

Les valeurs des actifs perdus de cette façon sont comptabilisées dans les autres variations en volume des comptes d'actifs. [...] La consommation de capital fixe est définie dans le *Système* d'une manière qui se veut théoriquement appropriée et pertinente à des fins d'analyse économique. Sa valeur peut varier considérablement par rapport à l'amortissement tel qu'il est calculé dans la comptabilité d'entreprise ou à des fins fiscales, en particulier lorsqu'il y a de l'inflation.

Dans la comptabilité d'entreprise, l'amortissement est généralement calculé différemment de l'amortissement tel qu'il est considéré en comptabilité nationale. Dans ce dernier contexte, l'amortissement est calculé en appliquant un « coefficient d'amortissement » à la valeur courante de chaque actif, tandis que dans le contexte d'une entreprise, les comptables appliquent généralement un coefficient d'amortissement à la valeur du bien estimée à son coût d'acquisition original (« coût historique »). Lorsque les prix des biens d'équipement augmentent, la différence peut être significative.

Compte tenu de l'importance de plus en plus grande des biens d'équipement de haute technologie soumis à des évolutions techniques rapides, la mesure de l'amortissement fait l'objet de nombreuses discussions. En particulier, certains ont soutenu que l'amortissement devrait inclure des pertes effectives au motif que ce serait le moyen de prendre la mesure de l'obsolescence attendue. D'autres sont parvenus à une conclusion différente et font une distinction entre les changements de valeur d'un actif dus à son vieillissement (qu'ils assimilent à l'amortissement) et les changements de valeur dus à l'évolution globale des prix du groupe de biens d'équipement concernés, ce qui correspond à la position du SCN et, de fait, à la pratique retenue par les organismes de statistiques.

Comparabilité

Comme pour les estimations du stock de capital net, la comparabilité internationale des estimations de l'amortissement dépend : i) des éléments compris dans la définition des actifs fixes ; ii) des profils de retrait et d'amortissement utilisés ; et iii) pour les pays qui utilisent la MIP (méthode de l'inventaire permanent), de la longueur des séries temporelles disponibles pour la formation brute de capital fixe (FBCF) par produit. Bien que la comparabilité des points i) et iii) soit généralement bonne entre les pays (voir aussi la section 10), les hypothèses relatives aux durées de service et aux taux d'amortissement diffèrent d'un pays à l'autre, même si, comme indiqué dans la section 35, ces différences sont souvent motivées par de bonnes raisons et sont le reflet d'une réalité économique.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus

Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

OCDE (2009), *La mesure du capital – Manuel de l'OCDE 2009 : Deuxième édition*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264067752-fr>.

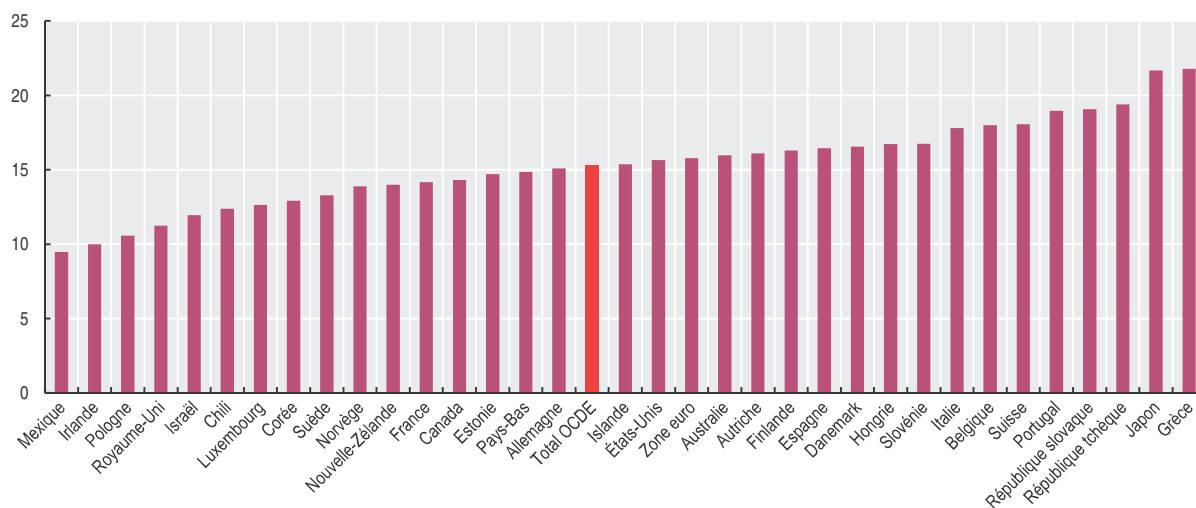
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


Tableau 36.1. **Consommation de capital fixe**
Pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	14.5	14.7	14.8	14.8	14.8	14.7	14.7	14.5	14.5	14.8	15.8	15.2	15.0	15.1
Australie	16.0	16.3	16.1	16.0	15.8	15.9	16.0	16.0	15.9	16.0	16.2	15.7	15.5	16.0
Autriche	15.0	15.1	15.4	15.5	15.7	15.6	15.6	15.3	15.1	15.4	16.1	16.0	15.8	16.1
Belgique	15.2	15.1	15.3	15.1	15.5	15.5	15.7	16.0	16.1	16.5	17.3	17.2	17.4	18.0
Canada	13.1	12.8	13.3	13.5	13.3	13.0	12.8	12.8	12.8	13.1	14.4	14.1	13.9 e	14.3 e
Chili	12.6 e	12.5 e	12.6 e	12.5 e	12.2 e	12.0 e	11.9 e	11.5 e	11.6 e	12.1 e	12.2 e	12.1 e	12.3 e	12.4 e
Corée	14.4	13.8	13.5	12.9	13.0	12.9	13.2	13.2	13.2	13.2	13.3	12.9	13.2	12.9
Danemark	16.1	15.8	16.1	16.2	16.5	16.4	15.9	15.8	16.1	17.0	17.9	17.0	16.6	16.6
Espagne	13.2	12.7	12.8	13.1	13.4	13.8	14.1	14.3	14.4	14.8	15.6	16.0	16.1	16.4
Estonie	11.9	11.8	12.1	12.1	12.1	12.4	12.3	12.2	12.0	13.1	15.7	15.7	14.5	14.7
États-Unis	14.5	14.7	15.1	15.1	15.0	14.9	15.1	15.4	15.6	16.1	16.4	15.9	15.8	15.7
Finlande	15.5	15.4	15.5	15.3	15.3	15.3	15.6	15.5	15.4	15.9	17.0	16.2	15.9	16.3
France	11.7	11.8	12.0	12.2	12.2	12.3	12.5	12.8	12.9	13.4	13.9	13.9	14.0 e	14.2 e
Grèce	11.4 e	11.3 e	11.5 e	11.4 e	12.4 e	12.2 e	12.2	12.2	12.2	12.8	14.1	16.0	18.6	21.8
Hongrie	18.7	18.3	17.3	15.9	15.3	14.7	14.5	14.8	14.9	14.9	16.5	16.5	16.4	16.7
Irlande	10.0	10.1	10.2	9.9	9.9	10.1	10.2	10.6	10.1	10.1	10.4	10.3	10.0	10.0
Islande	11.9	11.7	12.2	12.1	12.0	11.5	11.6	12.4	13.0	14.8	17.1	16.3	15.4	15.4
Israël	12.2	11.5	12.0	12.9	13.2	13.3	13.3	12.7	12.6	12.2	12.4	11.8	11.6	12.0
Italie	14.5	14.6	14.6	15.0	15.1	15.2	15.5	15.6	15.7	16.2	17.0	17.1	17.3	17.8
Japon	19.6 e	19.9 e	20.3	20.4	20.1	20.0	20.1	20.5	20.7	21.7	22.7	21.5	21.7	21.7 e
Luxembourg	13.0	13.2	13.6	12.1	11.3	11.7	11.1	10.9	10.7	12.1	14.5	13.8	12.5	12.6
Mexique	9.0 e	8.6 e	8.8 e	8.8 e	9.0	8.9	8.7	8.5	8.6	9.0	10.6	10.0	9.6	9.5 e
Norvège	15.0	13.5	13.9	14.2	13.9	13.2	12.5	12.2	12.7	12.7	14.7	14.3	13.9	13.9
Nouvelle-Zélande	13.8	13.9	13.5	13.3	13.1	13.2	13.5	14.0	13.9	15.0	15.1	14.4	14.1	14.0 e
Pays-Bas	14.6	14.7	14.7	14.9	15.0	15.0	14.7	14.5	14.4	14.4	15.3	15.3	14.8	14.9
Pologne	13.6	13.3	13.6	13.6	13.7	13.1	12.9	12.7	12.1	11.4	11.0	10.7	10.3	10.6
Portugal	15.4	15.8	16.1	16.4	16.7	16.8	17.0	17.0	16.7	17.3	17.7	17.6	18.2	19.0
République slovaque	20.9	20.7	20.6	20.7	20.5	19.7	19.3	18.2	17.0	17.0	18.9	18.7	19.0	19.1
République tchèque	20.3	20.6	20.2	19.8	19.7	19.0	18.5	18.0	17.6	17.7	18.9	19.0	19.1	19.4
Royaume-Uni	11.2	11.3	11.2	11.3	10.9	11.1	10.8	10.9	10.8	10.4	11.3	11.0	11.1	11.2
Slovénie	16.7	17.1	16.9	16.2	15.4	15.3	15.3	14.9	14.6	14.8	16.5	16.4	16.3	16.7
Suède	12.2	12.7	13.1	13.2	12.8	12.4	12.4	12.3	12.3	13.0	14.1	13.4	13.2	13.3
Suisse	18.4	18.5	19.0	19.2	19.3	18.8	18.6	18.0	17.7	17.7	18.6	18.1	17.9	18.1
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	13.7	13.8	13.9	14.0	14.1	14.2	14.3	14.3	14.3	14.7	15.6	15.5	15.5	15.8
OCDE-Total	14.4 e	14.5 e	14.7 e	14.8 e	14.7 e	14.6 e	14.6 e	14.7 e	14.8 e	15.1 e	15.8 e	15.3 e	15.2 e	15.3 e
Afrique du Sud	13.4	13.0	13.0	12.9	12.7	12.1	12.0	12.2	12.5	13.4	13.8	13.2	12.9	12.8
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	10.0 e	8.2 e	8.1 e	7.8	7.3	6.5	6.0	5.1	4.9	4.8	5.7	5.1	4.7	..
Inde	..	..	..	..	..	9.9	9.9	9.7	9.7	10.1	10.0	..	..	..
Indonésie	..	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094203>

Graphique 36.1. **Consommation de capital fixe**
Pourcentage du PIB, 2012




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093291>

ANNEXE A

Séries de référence

Tableau A.1. **Produit intérieur brut, PPA constantes 2005**
Milliards de dollars USD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	2 417	2 491	2 529	2 529	2 519	2 549	2 566	2 661	2 748	2 778	2 635	2 740	2 832	2 851
Australie	595	607	630	649	676	698	719	746	774	787	803	821	850	872
Autriche	246	255	257	261	263	270	277	287	297	302	290	295	304	306
Belgique	301	312	314	318	321	331	337	346	356	360	350	358	364	364
Canada	949	998	1 016	1 046	1 066	1 099	1 132	1 164	1 190	1 198	1 165	1 202	1 232 e	1 253 e
Chili	157	165	170	175	182	194	206	218	229	237	235	248	263	277
Corée	809	880	915	981	1 008	1 055	1 097	1 154	1 212	1 240	1 244	1 323	1 372	1 400
Danemark	163	169	170	171	172	176	180	186	189	187	177	179	181	181
Espagne	964	1 013	1 050	1 078	1 111	1 148	1 189	1 237	1 280	1 292	1 242	1 240	1 240	1 220
Estonie	14	16	17	18	19	20	22	25	26	25	22	22	24	25
États-Unis	11 105	11 559	11 668	11 876	12 207	12 671	13 095	13 445	13 685	13 646	13 263	13 596	13 847	14 232
Finlande	134	141	145	147	150	157	161	168	177	178	163	168	173	171
France	1 657	1 718	1 750	1 766	1 782	1 827	1 861	1 907	1 950	1 949	1 887	1 920	1 959	1 959
Grèce	212 e	222 e	231 e	239 e	253 e	264 e	270	285	295	295	285	271	252	236
Hongrie	134	140	145	151	157	165	171	178	178	180	168	169	172	169
Irlande	115	127	133	141	146	152	161	170	179	175	164	162	165	166
Islande	8	8	9	9	9	10	10	11	11	12	11	10	11	11
Israël	133	145	145	145	147	154	161	171	181	188	190	200	209	216
Italie	1 523	1 578	1 608	1 615	1 614	1 642	1 657	1 694	1 722	1 702	1 609	1 637	1 644	1 603
Japon	3 584	3 665	3 678	3 689	3 751	3 840	3 890	3 955	4 042	4 000	3 779	3 955	3 932	4 009 e
Luxembourg	25	27	27	28	29	30	32	33	36	35	33	34	35	35
Mexique	1 106 e	1 179 e	1 178 e	1 187 e	1 204	1 253	1 294	1 359	1 405	1 422	1 337	1 408	1 463	1 518 e
Norvège	191	197	201	204	206	215	220	225	231	231	228	229	232	238
Nouvelle-Zélande	85	87	90	94	98	102	105	107	111	109	110	111	113	117 e
Pays-Bas	516	537	547	547	549	561	573	592	616	627	604	613	619	611
Pologne	433	452	457	464	482	508	526	559	597	627	638	662	692	706
Portugal	208	216	221	222	220	224	225	229	234	234	227	232	229	221
République slovaque	68	69	71	74	78	82	87	94	104	110	105	110	113	115
République tchèque	171	178	184	188	195	204	218	233	246	254	242	248	253	250
Royaume-Uni	1 662	1 734	1 772	1 813	1 884	1 944	2 007	2 062	2 133	2 116	2 007	2 040	2 063	2 068
Slovénie	38	39	40	42	43	45	47	50	53	55	51	51	52	50
Suède	248	259	262	268	275	286	295	308	318	316	300	320	329	332
Suisse	248	258	261	261	261	268	275	285	296	303	297	305	311	314
Turquie	586	625	590	626	659	721	781	835	874	880	837	914	994	1 016
Zone euro	8 490	8 812	8 986	9 068	9 132	9 333	9 493	9 802	10 095	10 133	9 684	9 873	10 030	9 962
OCDE-Total	30 803 e	32 064 e	32 478 e	33 024 e	33 740 e	34 863 e	35 849	36 980	37 980	38 053	36 693	37 789	38 531 e	39 111 e
Afrique du Sud	323	336	345	358	369	385	406	428	452	469	461	476	492	505
Chine	3 106 e	3 368 e	3 648 e	3 979 e	4 378 e	4 819 e	5 364 e	6 044 e	6 900 e	7 565 e	8 262 e	9 125 e	9 974 e	..
Fédération de Russie	1 145 e	1 260 e	1 324 e	1 387	1 488	1 595	1 697	1 835	1 992	2 096	1 932	2 019	2 106	2 178
Inde	..	..	..	..	..	2 303	2 517	2 751	3 021	3 170	3 458	..	..	..
Indonésie	533 e	560	580	606	635	667	705	744	791	839	877	931	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094222>

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Tableau A.2. **Produit intérieur brut par tête, OCDE = 100**
PPA courantes

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	107	104	105	104	105	104	104	105	106	108	108	111	114	113
Australie	115	113	114	115	118	117	116	116	116	114	121	120	120	120 e
Autriche	117	117	114	116	116	115	112	114	113	116	118	117	120	119
Belgique	109	112	112	114	112	109	107	107	106	108	110	111	112	110
Canada	116	115	115	114	115	115	117	115	114	114	113	113	112 e	111 e
Chili	39	39	39	39	40	41	42	48	49	47	48	53	56	58
Corée	67	69	71	75	74	76	76	76	78	78	79	82	81	81
Danemark	115	117	115	117	112	113	110	113	112	116	116	118	116	116
Espagne	85	86	88	91	91	91	91	95	96	96	96	91	90	88
Estonie	38	40	42	45	49	52	55	60	64	64	60	59	64	66
États-Unis	148	147	146	145	146	147	147	145	143	141	140	140	139	140
Finlande	101	104	104	105	102	105	102	104	108	111	107	106	107	106
France	101	102	104	105	101	99	98	98	99	99	102	101	101	100
Grèce	72 e	74 e	77 e	81 e	83 e	84 e	81	84	83	86	88	81	74	69
Hongrie	47	48	52	56	57	57	56	57	56	59	61	61	62	61
Irlande	111	117	120	126	128	128	129	132	134	123	120	119	120	118
Islande	123	117	119	118	114	118	116	112	111	115	113	106	106	106
Israël	91	94	91	89	82	82	77	74	76	74	77	78	79	79
Italie	104	104	107	102	101	96	94	95	95	97	97	95	94	92
Japon	105	105	104	104	103	103	101	99	99	98	95	98	95	96 e
Luxembourg	210	217	211	218	224	227	227	245	251	245	236	243	247	242
Mexique	40 e	41 e	40 e	40 e	40	40	41	43	43	44	44	45	48 e	49 e
Norvège	128	146	145	141	141	149	158	168	166	179	165	167	172	179
Nouvelle-Zélande	87	86	87	87	87	87	84	85	86	85	90	87	88	89 e
Pays-Bas	115	119	121	121	117	116	117	119	121	125	124	120	120	117
Pologne	43	43	43	44	44	46	46	47	50	52	57	58	61	62
Portugal	72	72	73	73	72	69	71	72	72	73	75	74	71	70
République slovaque	45	44	47	49	50	51	54	57	62	68	68	69	70	70
République tchèque	63	63	66	67	69	70	71	73	76	75	77	75	75	74
Royaume-Uni	105	107	109	110	111	112	111	111	108	107	105	100	98	96
Slovénie	72	71	72	75	76	78	78	79	81	85	81	78	78	77
Suède	111	113	111	111	112	114	109	112	115	115	112	114	116	116
Suisse	131	131	130	131	126	125	122	127	132	138	140	141	144	145
Turquie	35	37	34	33	32	36	38	40	41	44	44	46	50	49 e
Zone euro	99	99	101	101	100	98	98	99	100	101	102	101	101	100
OCDE-Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Afrique du Sud	28	27	27	28	28	28	29	29	30	30	31	31	31	..
Chine	9	10	10	11	12	13	14	15	17	18	20	22	23	24
Fédération de Russie	25 e	28 e	29 e	31	34	36	39	47	50	59	58	59	63	..
Inde	..	..	..	..	..	7	8	8	8	9	10	..	..	..
Indonésie	11 e	10	10	10	10	10	11	11	11	12	12	13	..	..


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094241>

Tableau A.3. **Produit intérieur brut par tête, PPA constantes 2005**

Dollars USD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	29 443	30 306	30 708	30 659	30 530	30 891	31 117	32 306	33 404	33 825	32 180	33 520	34 628	34 808
Australie	31 264	31 478	32 259	32 853	33 807	34 481	35 005	35 751	36 393	36 231	36 274	36 593	37 359	37 721 e
Autriche	30 725	31 776	31 926	32 306	32 441	33 073	33 637	34 691	35 859	36 259	34 789	35 322	36 204	36 356
Belgique	29 404	30 415	30 556	30 824	30 944	31 823	32 204	32 846	33 542	33 603	32 411	32 880	33 172	32 900
Canada	31 207	32 536	32 760	33 358	33 679	34 402	35 106	35 730	36 124	35 948	34 527	35 223	35 740 e	35 938 e
Chili	10 334	10 721	10 948	11 119	11 412	12 081	12 690	13 277	13 823	14 138	13 854	14 511	15 205	15 883
Corée	17 360	18 730	19 331	20 598	21 070	21 961	22 783	23 847	24 948	25 339	25 299	26 774	27 554	27 991
Danemark	30 681	31 662	31 772	31 807	31 847	32 500	33 196	34 209	34 604	34 133	32 024	32 328	32 539	32 301
Espagne	24 140	25 147	25 777	26 095	26 459	26 882	27 392	28 075	28 530	28 330	27 045	26 907	26 890	26 427
Estonie	10 421	11 491	12 258	13 118	14 191	15 146	16 531	18 238	19 638	18 844	16 193	16 612	18 198	18 922
États-Unis	39 754	40 931	40 910	41 242	42 003	43 206	44 242	44 993	45 361	44 806	43 169	43 889	44 376	45 283
Finlande	26 005	27 333	27 893	28 336	28 838	29 940	30 708	31 939	33 501	33 443	30 441	31 321	32 032	31 618
France	27 477	28 296	28 609	28 668	28 724	29 241	29 554	30 076	30 576	30 384	29 279	29 636	30 081	29 939
Grèce	19 508 e	20 317 e	21 107 e	21 758 e	22 976 e	23 896 e	24 348	25 587	26 387	26 226	25 301	23 997	22 307	20 904
Hongrie	13 085	13 674	14 214	14 897	15 515	16 295	16 975	17 663	17 710	17 899	16 714	16 928	17 243	17 044
Irlande	30 586	33 402	34 527	35 768	36 497	37 372	38 761	39 843	40 584	38 861	36 035	35 490	36 122	36 076
Islande	29 045	29 873	30 620	30 395	30 951	32 998	34 992	35 620	36 896	36 403	34 026	32 759	33 530	33 819
Israël	21 738	22 997	22 413	21 944	21 862	22 523	23 210	24 117	25 081	25 643	25 439	26 222	26 929	27 286
Italie	26 752	27 717	28 216	28 254	28 022	28 227	28 280	28 738	29 008	28 454	26 729	27 059	27 081	26 316
Japon	28 297	28 876	28 932	28 955	29 389	30 059	30 446	30 941	31 584	31 239	29 515	30 886	30 761	31 433 e
Luxembourg	56 989	60 993	61 836	63 688	63 932	65 824	68 211	70 488	73 913	72 095	66 859	67 669	67 379	65 729
Mexique	11 450 e	11 990 e	11 831 e	11 780 e	11 815	12 176	12 461	12 976	13 295	13 344	12 442	13 001	13 396 e	13 801 e
Norvège	42 867	43 976	44 632	45 043	45 226	46 751	47 640	48 327	49 135	48 518	47 152	46 776	46 791	47 513
Nouvelle-Zélande	22 035	22 432	23 065	23 789	24 296	24 839	25 387	25 497	26 129	25 428	25 507	25 260	25 615	26 263 e
Pays-Bas	32 652	33 698	34 089	33 894	33 849	34 494	35 111	36 250	37 585	38 119	36 530	36 896	37 065	36 473
Pologne	11 327	11 814	11 958	12 137	12 618	13 298	13 786	14 655	15 656	16 459	16 711	17 194	17 968	18 312
Portugal	20 466	21 155	21 432	21 439	21 095	21 300	21 369	21 607	22 068	22 037	21 376	21 780	21 539	20 929
République slovaque	12 539	12 698	13 192	13 799	14 456	15 179	16 175	17 512	19 329	20 406	19 356	20 167	20 891	21 236
République tchèque	16 627	17 340	17 962	18 390	19 081	19 976	21 268	22 689	23 860	24 347	23 113	23 625	24 102	23 823
Royaume-Uni	28 315	29 448	29 976	30 558	31 640	32 486	33 318	34 039	34 973	34 471	32 481	32 770	32 887	32 467
Slovénie	19 007	19 762	20 316	21 061	21 665	22 607	23 472	24 758	26 336	27 185	24 785	25 009	25 137	24 451
Suède	27 948	29 146	29 434	30 067	30 656	31 826	32 701	33 915	34 783	34 299	32 298	34 124	34 861	34 933
Suisse	34 674	35 736	35 802	35 586	35 295	35 912	36 648	37 739	38 876	39 242	38 038	39 236	39 516	39 626
Turquie	9 242	9 732	9 054	9 484	9 854	10 642	11 394	12 034	12 449	12 376	11 622	12 521	13 445	13 563 e
Zone euro	27 081	28 000	28 424	28 524	28 552	28 995	29 314	30 107	30 825	30 773	29 307	29 794	30 186	29 903
OCDE-Total	26 946 e	27 838 e	27 997 e	28 265 e	28 675 e	29 427 e	30 057	30 795	31 403	31 237	29 930	30 635	31 063 e	31 353 e
Afrique du Sud	7 441	7 622	7 710	7 887	8 014	8 273	8 601	8 972	9 356	9 582	9 328	9 508	9 730	..
Chine	2 469 e	2 657 e	2 858 e	3 097 e	3 388 e	3 707 e	4 102 e	4 598 e	5 222 e	5 697 e	6 191 e	6 805 e	7 403 e	..
Fédération de Russie	7 778 e	8 595 e	9 071 e	9 546	10 289	11 071	11 822	12 828	13 947	14 685	13 533	14 136	14 731	..
Inde	..	..	..	..	..	2 115	2 276	2 452	2 654	2 747	2 956	..	..	..
Indonésie	2 572 e	2 729	2 789	2 875	2 971	3 077	3 207	3 340	3 506	3 670	3 791	3 916	..	..


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094260>

Tableau A.4. **Produit intérieur brut par tête, OCDE = 100 en 2005**
Aux niveaux de prix et PPA de 2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	98	101	102	102	102	103	104	107	111	113	107	112	115	116
Australie	104	105	107	109	112	115	116	119	121	121	121	122	124	125 e
Autriche	102	106	106	107	108	110	112	115	119	121	116	118	120	121
Belgique	98	101	102	103	103	106	107	109	112	112	108	109	110	109
Canada	104	108	109	111	112	114	117	119	120	120	115	117	119 e	120 e
Chili	34	36	36	37	38	40	42	44	46	47	46	48	51	53
Corée	58	62	64	69	70	73	76	79	83	84	84	89	92	93
Danemark	102	105	106	106	106	108	110	114	115	114	107	108	108	107
Espagne	80	84	86	87	88	89	91	93	95	94	90	90	89	88
Estonie	35	38	41	44	47	50	55	61	65	63	54	55	61	63
États-Unis	132	136	136	137	140	144	147	150	151	149	144	146	148	151
Finlande	87	91	93	94	96	100	102	106	111	111	101	104	107	105
France	91	94	95	95	96	97	98	100	102	101	97	99	100	100
Grèce	65 e	68 e	70 e	72 e	76 e	80 e	81	85	88	87	84	80	74	70
Hongrie	44	45	47	50	52	54	56	59	59	60	56	56	57	57
Irlande	102	111	115	119	121	124	129	133	135	129	120	118	120	120
Islande	97	99	102	101	103	110	116	119	123	121	113	109	112	113
Israël	72	77	75	73	73	75	77	80	83	85	85	87	90	91
Italie	89	92	94	94	93	94	94	96	97	95	89	90	90	88
Japon	94	96	96	96	98	100	101	103	105	104	98	103	102	105 e
Luxembourg	190	203	206	212	213	219	227	235	246	240	222	225	224	219
Mexique	38 e	40 e	39 e	39 e	39	41	41	43	44	44	41	43	45 e	46 e
Norvège	143	146	148	150	150	156	158	161	163	161	157	156	156	158
Nouvelle-Zélande	73	75	77	79	81	83	84	85	87	85	85	84	85	87 e
Pays-Bas	109	112	113	113	113	115	117	121	125	127	122	123	123	121
Pologne	38	39	40	40	42	44	46	49	52	55	56	57	60	61
Portugal	68	70	71	71	70	71	71	72	73	73	71	72	72	70
République slovaque	42	42	44	46	48	50	54	58	64	68	64	67	70	71
République tchèque	55	58	60	61	63	66	71	75	79	81	77	79	80	79
Royaume-Uni	94	98	100	102	105	108	111	113	116	115	108	109	109	108
Slovénie	63	66	68	70	72	75	78	82	88	90	82	83	84	81
Suède	93	97	98	100	102	106	109	113	116	114	107	114	116	116
Suisse	115	119	119	118	117	119	122	126	129	131	127	131	131	132
Turquie	31	32	30	32	33	35	38	40	41	41	39	42	45	45 e
Zone euro	90	93	95	95	95	96	98	100	103	102	98	99	100	99
OCDE-Total	90 e	93 e	93 e	94 e	95 e	98 e	100	102	104	104	100	102	103 e	104 e
Afrique du Sud	25	25	26	26	27	28	29	30	31	32	31	32	32	..
Chine	8 e	9 e	10 e	10 e	11 e	12 e	14	15 e	17 e	19 e	21 e	23 e	25 e	..
Fédération de Russie	26 e	29 e	30 e	32	34	37	39	43	46	49	45	47	49	..
Inde	..	..	..	..	..	7	8	8	9	9	10	..	..	..
Indonésie	9 e	9	9	10	10	10	11	11	12	12	13	13	..	..


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094279>

Tableau A.5. **Consommation individuelle effective, PPA courantes**
Milliards de dollars USD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	1 461	1 551	1 609	1 681	1 734	1 786	1 867	1 941	1 998	2 077	2 068	2 202	2 329	2 388
Australie	344	373	393	424	443	477	490	515	552	561	573	603	639	664
Autriche	142	157	159	169	174	183	186	198	203	210	212	223	232	238
Belgique	171	194	201	216	213	224	225	233	242	257	259	273	288	296
Canada	556	591	619	648	676	717	758	786	843	871	871	916	950 e	982 e
Chili	87 e	92 e	97 e	101 e	108 e	118 e	130 e	150 e	165 e	178	177	198	231	249
Corée	428	482	518	577	580	602	638	685	739	770	777	827	870	904
Danemark	95	102	102	112	108	115	116	125	134	140	140	146	146	151
Espagne	549	620	667	739	749	799	841	909	960	1 001	968	980	991	999
Estonie	9	10	11	12	13	14	15	17	19	19	17	17	18	20
États-Unis	6 886 e	7 416 e	7 763 e	8 072 e	8 484 e	9 009 e	9 584 e	10 134 e	10 627 e	10 935 e	10 788 e	11 159 e	11 667 e	12 118 e
Finlande	74	82	85	93	94	101	104	111	121	130	129	135	143	148
France	1 023	1 145	1 225	1 326	1 299	1 355	1 396	1 455	1 534	1 592	1 603	1 669	1 725	1 768
Grèce	139 e	152 e	167 e	190 e	190 e	202 e	208	223	237	261	257	251	240	227
Hongrie	84	91	99	113	118	122	124	129	133	138	136	140	146	148
Irlande	55	64	68	75	79	84	90	97	107	107	102	105	105	107
Islande	6	6	6	6	7	7	8	8	9	9	8	8	8	9
Israël	79	90	95	102	100	108	111	114	127	128	133	142	154	161
Italie	940	1 029	1 101	1 092	1 110	1 136	1 164	1 233	1 296	1 375	1 352	1 436	1 450	1 436
Japon	1 947	2 091	2 176	2 312	2 403	2 503	2 648	2 732	2 839	2 892	2 885	3 020	3 125	3 253 e
Luxembourg	10	12	12	14	13	14	14	15	15	16	16	16	17	17
Mexique	653 e	738 e	769 e	810 e	834	902	969	1 062	1 135	1 202	1 136	1 212	1 314	1 393 e
Norvège	79	87	91	99	104	112	115	124	134	140	141	149	153	163
Nouvelle-Zélande	57	60	63	66	69	74	77	83	88	92	93	96	100	104 e
Pays-Bas	276	313	329	358	348	362	371	394	418	435	427	425	434	438
Pologne	293	320	333	366	370	393	402	431	481	521	539	590	628	664
Portugal	122	136	142	150	152	160	172	182	189	197	193	201	197	193
République slovaque	40	43	48	53	53	56	61	67	75	84	85	89	91	94
République tchèque	103	110	119	126	132	141	143	150	161	161	167	171	175	178
Royaume-Uni	1 077	1 214	1 292	1 398	1 429	1 551	1 598	1 677	1 717	1 707	1 660	1 620	1 640	1 702
Slovénie	23	25	26	28	29	30	31	32	35	37	36	37	39	38
Suède	151	168	172	186	190	198	199	210	226	237	235	243	253	262
Suisse	141	152	158	170	168	176	178	186	201	215	220	225	232	243 e
Turquie	383 e	455 e	442 e	469 e	480 e	543 e	602 e	650 e	699 e	767 e	773 e	871 e	981 e	1 004 e
Zone euro	5 048 e	5 553 e	5 874 e	6 225 e	6 279 e	6 527 e	6 770 e	7 133 e	7 476 e	7 830 e	7 754 e	8 095 e	8 331 e	8 439 e
OCDE-Total	18 483 e	20 170 e	21 157 e	22 353 e	23 053 e	24 376 e	25 635 e	27 059 e	28 459 e	29 464 e	29 176 e	30 397 e	31 713 e	32 760 e
Afrique du Sud	195	205	215	224	236	257	279	304	327	337	340	347	374	394
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	534 e	636 e	704 e	843	897	1 020	1 137	1 358	1 571	1 864	1 833	1 948	2 169	2 335
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094298>

Tableau A.6. **Consommation individuelle effective, PPA constantes 2005**
Milliards de dollars USD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	1 799	1 832	1 854	1 850	1 858	1 860	1 867	1 893	1 898	1 921	1 934	1 957	1 998	2 015
Australie	390	403	415	433	455	476	490	511	535	540	552	570	587	598
Autriche	168	172	174	177	179	182	186	190	192	195	196	200	201	203
Belgique	206	211	214	216	218	222	225	228	232	237	239	245	246	246
Canada	628	652	668	690	711	733	758	787	822	847	855	881	898 e	912 e
Chili	100 e	104 e	107 e	109 e	114 e	122 e	130 e	140 e	150 e	156 e	156 e	172 e	186 e	198 e
Corée	486	528	555	604	604	610	638	670	702	713	718	749	767	783 e
Danemark	103	104	105	107	108	112	116	120	123	124	121	123	122	122
Espagne	668 e	701 e	726 e	749 e	772 e	807 e	841 e	872 e	904 e	905 e	880 e	879 e	867 e	839 e
Estonie	10	11	11	12	13	14	15	17	19	18	16	15	16	16
États-Unis	8 004 e	8 378 e	8 584 e	8 783 e	9 013 e	9 302 e	9 584 e	9 840 e	10 035 e	9 993 e	9 876 e	10 019 e	10 221 e	10 438 e
Finlande	87	89	92	94	98	101	104	107	110	113	110	113	115 e	115 e
France	1 221	1 259	1 288	1 316	1 341	1 365	1 396	1 425	1 458	1 465	1 475	1 498	1 510	1 511
Grèce	164 e	167 e	175 e	183 e	190 e	198 e	208	218	227	235	231	218	202	184
Hongrie	95	98	102	110	119	121	124	127	126	125	118	114	114	112
Irlande	65	72	76	79	82	85	90	96	102	102	98	98	97	96
Islande	6 e	6 e	6 e	6 e	7 e	7 e	8 e	8 e	8 e	8 e	7 e	7 e	7 e	7 e
Israël	91	98	101	103	103	107	111	116	124	127	130	136	141	145
Italie	1 077	1 103	1 118	1 124	1 136	1 149	1 164	1 180	1 193	1 187	1 173	1 187	1 183	1 139
Japon	2 450	2 478	2 524	2 557	2 573	2 606	2 648	2 675	2 704	2 689	2 683	2 755	2 778	2 843 e
Luxembourg	12	12	13	14	13	13	14	14	15	15	15	15	15	16
Mexique	785 e	843 e	859 e	871 e	881	926	969	1 022	1 062	1 078	1 007	1 055	1 100	1 147 e
Norvège	92	96	98	102	105	110	115	120	125	127	129	133	135	139
Nouvelle-Zélande	60	61	63	66	70	73	77	79	81	81	82	83	84	86 e
Pays-Bas	337	349	356	362	363	366	371	381	390	396	395	398	397	393
Pologne	339	350	358	368	377	393	402	423	443	470	481	497	507	513
Portugal	155	161	163	165	165	169	172	175	178	180	178	182	176	167
République slovaque	49	50	52	55	56	57	61	65	70	74	74	74	73	73
République tchèque	120	120	125	130	136	140	143	147	153	156	158	159	159	156
Royaume-Uni	1 287	1 352	1 402	1 454	1 507	1 555	1 598	1 628	1 668	1 662	1 620	1 637	1 636	1 663
Slovénie	27	27	27	28	29	30	31	32	33	34	34	35	35	34
Suède	174	180	183	187	191	194	199	204	209	210	211	218	221	223
Suisse	162	166	169	170	173	175	178	180	184	185	189	192	194	199 e
Turquie	444 e	470 e	441 e	462 e	506 e	560 e	602 e	631 e	666 e	665 e	653 e	695 e	747 e	746 e
Zone euro	6 083 e	6 259 e	6 385 e	6 459 e	6 545 e	6 645 e	6 770 e	6 919 e	7 049 e	7 101 e	7 065 e	7 143 e	7 170 e	7 093 e
OCDE-Total	21 846 e	22 691 e	23 194 e	23 729 e	24 264 e	24 941 e	25 635 e	26 320 e	26 941 e	27 034 e	26 792 e	27 309 e	27 743 e	28 076 e
Afrique du Sud	217	225	233	242	249	264	279	300	318	326	320	334	351	360
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	705 e	746 e	807 e	870	928	1 025	1 137	1 256	1 413	1 546	1 476	1 539	1 621	1 715
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094317>

Tableau A.7. **Population**
Milliers

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	82 087	82 188	82 340	82 482	82 520	82 501	82 464	82 366	82 263	82 120	81 875	81 757	81 779	81 917
Australie	19 036	19 270	19 531	19 768	20 009	20 250	20 542	20 871	21 261	21 728	22 129	22 427	22 761	23 128 e
Autriche	7 992	8 012	8 042	8 082	8 118	8 169	8 225	8 268	8 295	8 322	8 341	8 361	8 389	8 426
Belgique	10 223	10 246	10 281	10 330	10 373	10 417	10 474	10 543	10 622	10 707	10 790	10 883	10 978	11 054
Canada	30 401	30 686	31 019	31 354	31 640	31 941	32 245	32 576	32 930	33 319	33 730	34 126	34 483	34 879 e
Chili	15 197	15 398	15 572	15 746	15 919	16 093	16 267	16 433	16 598	16 763	16 929	17 094	17 268	17 450
Corée	46 617	47 008	47 357	47 622	47 859	48 039	48 138	48 372	48 598	48 949	49 182	49 410	49 779	50 004
Danemark	5 321	5 338	5 357	5 376	5 390	5 403	5 419	5 437	5 460	5 492	5 522	5 546	5 569	5 590
Espagne	39 927	40 264	40 721	41 314	42 005	42 692	43 398	44 068	44 874	45 593	45 929	46 073	46 125	46 163
Estonie	1 379	1 372	1 367	1 361	1 356	1 351	1 348	1 345	1 342	1 341	1 340	1 340	1 340	1 340
États-Unis	279 328	282 398	285 225	287 955	290 626	293 262	295 993	298 818	301 696	304 543	307 240	309 776	312 036	314 278
Finlande	5 166	5 176	5 188	5 201	5 213	5 228	5 246	5 266	5 289	5 313	5 339	5 363	5 387	5 413
France	60 315	60 725	61 163	61 605	62 038	62 491	62 958	63 393	63 781	64 133	64 459	64 781	65 115	65 433
Grèce	10 883	10 917	10 950	10 988	11 024	11 062	11 104	11 149	11 193	11 237	11 283	11 308	11 300	11 290
Hongrie	10 238	10 211	10 188	10 159	10 130	10 107	10 087	10 071	10 056	10 038	10 023	10 000	9 972	9 920
Irlande	3 755	3 804	3 864	3 932	3 997	4 067	4 160	4 270	4 400	4 496	4 539	4 560	4 577	4 590
Islande	277	281	285	288	289	293	296	304	311	319	319	318	319	321
Israël	6 135	6 301	6 453	6 587	6 709	6 831	6 955	7 082	7 211	7 343	7 484	7 622	7 764	7 906
Italie	56 916	56 942	56 977	57 157	57 605	58 175	58 607	58 942	59 375	59 832	60 193	60 483	60 724	60 905
Japon	126 667	126 926	127 133	127 401	127 635	127 734	127 755	127 839	127 980	128 046	128 034	128 043	127 831	127 547 e
Luxembourg	431	437	442	447	452	459	466	473	481	489	498	508	519	532
Mexique	96 569	98 295	99 580	100 783	101 884	102 888	103 831	104 748	105 677	106 573	107 443	108 292	109 220 e	110 023 e
Norvège	4 462	4 491	4 513	4 539	4 565	4 591	4 622	4 661	4 706	4 769	4 827	4 889	4 953	5 019
Nouvelle-Zélande	3 843	3 866	3 900	3 970	4 045	4 101	4 148	4 198	4 241	4 281	4 332	4 381	4 415	4 444
Pays-Bas	15 809	15 922	16 043	16 147	16 223	16 276	16 317	16 341	16 378	16 440	16 526	16 612	16 693	16 752
Pologne	38 270	38 256	38 251	38 232	38 195	38 180	38 161	38 132	38 116	38 116	38 153	38 517	38 526	38 534
Portugal	10 172	10 226	10 293	10 368	10 441	10 502	10 549	10 584	10 608	10 622	10 632	10 637	10 622	10 579
République slovaque	5 396	5 401	5 380	5 379	5 379	5 382	5 387	5 391	5 397	5 406	5 418	5 430	5 398	5 406
République tchèque	10 283	10 273	10 224	10 201	10 202	10 207	10 234	10 267	10 323	10 430	10 491	10 517	10 497	10 511
Royaume-Uni	58 684	58 886	59 113	59 319	59 552	59 842	60 235	60 584	60 986	61 398	61 792	62 262	62 735	63 705
Slovénie	1 984	1 989	1 992	1 995	1 996	1 997	2 001	2 008	2 019	2 022	2 042	2 049	2 053	2 057
Suède	8 858	8 872	8 896	8 925	8 958	8 994	9 030	9 081	9 148	9 220	9 299	9 379	9 450	9 518
Suisse	7 167	7 209	7 285	7 343	7 405	7 454	7 501	7 558	7 619	7 711	7 801	7 786	7 869	7 930
Turquie	63 364	64 252	65 133	66 008	66 873	67 723	68 566	69 395	70 215	71 095	72 050	73 003	73 950	74 899 e
Zone euro	313 508	314 706	316 138	317 893	319 856	321 899	323 846	325 563	327 492	329 272	330 427	331 388	332 264	333 139
OCDE-Total	1 143 151	1 151 837	1 160 058	1 168 362	1 176 625	1 184 703	1 192 730	1 200 834	1 209 448	1 218 208	1 225 985	1 233 533	1 240 394 e	1 247 462 e
Afrique du Sud	43 379	44 108	44 801	45 401	45 997	46 589	47 177	47 760	48 337	48 909	49 475	50 034	50 587	..
Chine	1 257 860	1 267 430	1 276 270	1 284 530	1 292 270	1 299 880	1 307 560	1 314 480	1 321 290	1 328 020	1 334 500	1 340 910	1 347 350	1 354 040
Fédération de Russie	147 215	146 597	145 977	145 307	144 649	144 067	143 519	143 050	142 805	142 742	142 785	142 850	142 961	..
Inde	..	..	..	..	..	1 089 000	1 106 000	1 122 000	1 138 000	1 154 000	1 170 000	..	..	..
Indonésie	207 437	205 132	207 995	210 898	213 841	216 826	219 852	222 747	225 642	228 523	231 370	237 641	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094336>

Tableau A.8. Parités de pouvoir d'achat du PIB
Monnaie nationale par dollar USD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.975	0.966	0.955	0.942	0.917	0.897	0.867	0.837	0.831	0.812	0.806	0.796	0.779	0.776
Australie	1.30	1.31	1.32	1.34	1.35	1.37	1.39	1.41	1.43	1.48	1.44	1.51	1.51	1.48
Autriche	0.917	0.899	0.917	0.896	0.884	0.875	0.886	0.856	0.868	0.852	0.841	0.841	0.830	0.825
Belgique	0.921	0.890	0.885	0.865	0.878	0.897	0.900	0.882	0.888	0.874	0.855	0.854	0.839	0.833
Canada	1.19	1.23	1.22	1.23	1.23	1.23	1.21	1.21	1.21	1.23	1.20	1.22	1.24	1.24
Chili	280.2	286.4	291.7	298.6	307.3	321.4	333.7	326.8	330.1	346.2	357.7	354.9	348.0	348.1
Corée	754.9	745.6	757.0	769.8	794.0	796.3	788.9	773.5	769.2	785.7	822.2	841.7	854.6	847.9
Danemark	8.47	8.40	8.46	8.30	8.53	8.41	8.59	8.32	8.24	8.01	7.80	7.75	7.69	7.63
Espagne	0.733	0.733	0.739	0.733	0.753	0.760	0.765	0.735	0.729	0.720	0.707	0.717	0.705	0.685
Estonie	0.444	0.455	0.476	0.477	0.481	0.486	0.502	0.520	0.555	0.549	0.522	0.524	0.524	0.536
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	1.00	0.99	1.01	1.00	1.01	0.98	0.98	0.95	0.94	0.92	0.90	0.91	0.91	0.91
France	0.96	0.94	0.92	0.90	0.94	0.94	0.92	0.90	0.89	0.88	0.86	0.86	0.84	0.84
Grèce	0.681	0.677	0.670	0.660	0.689	0.696	0.714	0.698	0.719	0.701	0.695	0.702	0.693	0.671
Hongrie	101.1	107.8	110.6	114.9	120.5	126.4	128.6	128.4	131.4	129.4	125.1	125.4	123.7	124.9
Irlande	0.930	0.961	0.992	1.004	1.014	1.006	1.010	0.983	0.959	0.952	0.889	0.843	0.827	0.815
Islande	79.7	84.2	88.9	91.3	94.5	94.3	99.1	107.1	113.2	117.4	124.5	131.8	133.6	135.5
Israël	3.50	3.44	3.42	3.46	3.63	3.54	3.72	3.83	3.72	3.87	3.97	3.97	3.94	4.01
Italie	0.818	0.816	0.807	0.845	0.854	0.873	0.867	0.833	0.818	0.789	0.776	0.780	0.768	0.754
Japon	162.0	155.0	149.7	143.8	139.8	134.2	129.6	124.6	120.3	116.8	115.4	111.6	107.5	104.7
Luxembourg	0.941	0.939	0.947	0.934	0.942	0.923	0.953	0.913	0.925	0.906	0.904	0.922	0.906	0.903
Mexique	5.63	6.09	6.30	6.55	6.81	7.22	7.13	7.17	7.37	7.47	7.44	7.65	7.67	7.81
Norvège	9.33	9.12	9.17	9.11	9.11	8.99	8.90	8.68	8.78	8.75	8.92	9.01	8.97	8.76
Nouvelle-Zélande	1.43	1.44	1.47	1.47	1.50	1.51	1.54	1.48	1.51	1.49	1.46	1.50	1.49	1.45
Pays-Bas	0.907	0.892	0.905	0.902	0.927	0.909	0.896	0.867	0.858	0.842	0.838	0.849	0.832	0.825
Pologne	1.74	1.84	1.86	1.83	1.84	1.86	1.87	1.84	1.84	1.86	1.86	1.82	1.82	1.82
Portugal	0.697	0.699	0.705	0.708	0.706	0.716	0.684	0.661	0.660	0.649	0.631	0.632	0.628	0.605
République slovaque	0.501	0.525	0.521	0.528	0.555	0.573	0.566	0.555	0.546	0.533	0.509	0.510	0.508	0.509
République tchèque	14.1	14.2	14.2	14.3	14.0	14.3	14.3	14.0	14.0	14.3	13.8	14.0	13.5	13.3
Royaume-Uni	0.653	0.635	0.626	0.628	0.641	0.633	0.636	0.626	0.646	0.651	0.653	0.691	0.698	0.690
Slovénie	0.511	0.531	0.565	0.588	0.615	0.611	0.612	0.607	0.630	0.634	0.642	0.641	0.625	0.603
Suède	9.29	9.12	9.34	9.35	9.33	9.11	9.38	9.07	8.89	8.77	8.88	8.99	8.82	8.70
Suisse	1.87	1.85	1.84	1.77	1.78	1.75	1.74	1.66	1.60	1.55	1.51	1.51	1.44	1.39
Turquie	0.202	0.282	0.428	0.613	0.773	0.813	0.831	0.846	0.865	0.890	0.909	0.941	0.987	1.032
Zone euro	0.887	0.876	0.868	0.867	0.872	0.871	0.858	0.830	0.824	0.807	0.793	0.793	0.781	0.773
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	2.90	3.09	3.26	3.55	3.67	3.79	3.87	4.00	4.20	4.43	4.76	5.04	5.23	5.39
Chine	3.32	3.32	3.31	3.28	3.30	3.43	3.45	3.47	3.62	3.82	3.77	3.98	4.18	4.23
Fédération de Russie	5.54	7.30	8.32	9.27	9.87	11.55	12.74	12.61	13.98	14.34	14.03	15.83	17.35	18.49
Inde	13.3	13.5	13.6	13.9	14.1	14.5	14.7	15.1	15.5	16.5	17.4	18.7	19.8	20.9
Indonésie	2 373.9	2 798.7	3 127.9	3 259.4	3 367.3	3 555.3	3 934.3	4 348.2	4 701.5	5 434.6	5 833.0	6 232.7	6 598.6	6 737.7


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094355>

Tableau A.9. **Parités de pouvoir d'achat de la consommation individuelle effective**
Monnaie nationale par dollar USD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.957	0.924	0.920	0.889	0.879	0.862	0.840	0.828	0.817	0.807	0.820	0.794	0.781	0.780
Australie	1.32	1.31	1.32	1.31	1.34	1.33	1.37	1.42	1.43	1.46	1.50	1.51	1.51	1.51
Autriche	0.921	0.873	0.887	0.847	0.850	0.839	0.864	0.846	0.859	0.856	0.864	0.849	0.850	0.854
Belgique	0.924	0.860	0.863	0.822	0.858	0.852	0.886	0.892	0.900	0.897	0.900	0.891	0.876	0.875
Canada	1.21	1.21	1.21	1.22	1.23	1.21	1.21	1.24	1.22	1.24	1.27	1.26	1.27	1.27
Chili	329.0	334.9	342.3	347.9	349.6	343.0	345.7	330.5	335.2	351.1	359.1	365.2	353.3	359.8
Corée	736.5	742.6	768.9	774.0	796.4	799.9	808.8	804.8	800.7	816.3	836.4	842.2	849.7	852.0
Danemark	8.54	8.27	8.46	8.08	8.59	8.51	8.86	8.65	8.45	8.38	8.40	8.35	8.45	8.37
Espagne	0.734	0.706	0.702	0.673	0.707	0.718	0.739	0.737	0.747	0.745	0.750	0.751	0.749	0.732
Estonie	0.412	0.405	0.432	0.421	0.437	0.443	0.477	0.506	0.543	0.555	0.542	0.531	0.537	0.548
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	1.05	1.01	1.03	0.99	1.02	0.99	1.01	0.99	0.96	0.94	0.95	0.95	0.95	0.95
France	0.94	0.89	0.86	0.83	0.88	0.88	0.89	0.89	0.88	0.87	0.87	0.86	0.86	0.85
Grèce	0.697	0.672	0.656	0.622	0.669	0.674	0.711	0.714	0.723	0.710	0.721	0.715	0.709	0.690
Hongrie	90.3	94.5	99.7	101.0	110.1	114.4	119.7	121.3	125.0	126.6	125.2	122.0	121.2	123.5
Irlande	0.950	0.949	0.986	0.990	1.006	1.004	1.015	1.028	1.030	1.048	1.002	0.943	0.941	0.930
Islande	81.4	84.4	90.8	91.9	96.0	96.1	100.3	106.3	109.1	120.0	132.3	133.8	135.5	138.1
Israël	3.92	3.77	3.74	3.69	3.75	3.67	3.74	3.88	3.79	4.01	4.03	4.08	4.04	4.06
Italie	0.848	0.823	0.801	0.834	0.851	0.862	0.874	0.858	0.842	0.813	0.818	0.791	0.797	0.794
Japon	171.6	160.6	155.8	146.5	140.3	135.3	129.2	126.0	121.8	119.1	116.6	112.8	109.1	106.5
Luxembourg	0.959	0.925	0.939	0.891	0.912	0.921	1.001	0.976	1.001	0.997	1.023	1.053	1.056	1.058
Mexique	5.43	5.75	6.08	6.20	6.56	6.79	6.84	6.82	6.97	7.09	7.53	7.68	7.69	7.91
Norvège	9.53	9.31	9.47	9.20	9.32	9.20	9.50	9.44	9.28	9.46	9.73	9.78	9.89	9.71
Nouvelle-Zélande	1.40	1.39	1.39	1.41	1.45	1.44	1.49	1.46	1.45	1.43	1.47	1.47	1.48	1.46
Pays-Bas	0.878	0.834	0.850	0.821	0.871	0.854	0.861	0.849	0.837	0.829	0.844	0.867	0.862	0.863
Pologne	1.67	1.73	1.77	1.71	1.74	1.75	1.80	1.79	1.72	1.76	1.79	1.73	1.74	1.72
Portugal	0.721	0.700	0.706	0.697	0.707	0.707	0.689	0.680	0.683	0.679	0.674	0.669	0.666	0.646
République slovaque	0.461	0.473	0.468	0.460	0.499	0.522	0.526	0.536	0.523	0.521	0.518	0.500	0.502	0.504
République tchèque	13.2	12.8	12.7	12.7	12.8	12.9	13.1	13.2	13.1	14.0	13.8	13.6	13.4	13.2
Royaume-Uni	0.658	0.619	0.611	0.596	0.618	0.602	0.617	0.617	0.635	0.658	0.674	0.722	0.735	0.734
Slovénie	0.504	0.514	0.546	0.553	0.591	0.597	0.613	0.613	0.628	0.642	0.668	0.662	0.651	0.638
Suède	9.53	9.02	9.21	8.97	9.17	9.06	9.36	9.26	9.05	8.92	9.16	9.29	9.24	9.18
Suisse	1.97	1.89	1.87	1.76	1.81	1.77	1.79	1.76	1.69	1.64	1.64	1.63	1.60	1.55
Turquie	0.199	0.274	0.396	0.542	0.716	0.778	0.818	0.874	0.914	0.922	0.945	0.969	1.007	1.065
Zone euro	0.883	0.846	0.836	0.816	0.838	0.835	0.838	0.830	0.824	0.814	0.820	0.805	0.801	0.796
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	3.00	3.20	3.37	3.67	3.79	3.92	4.00	4.13	4.33	4.62	4.90	5.25	5.36	5.53
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	5.40	6.00	7.14	7.59	8.59	9.66	10.96	11.25	12.05	12.71	13.66	14.35	14.84	15.54
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094374>

Tableau A.10. Taux de change
Monnaie nationale par dollar USD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Australie	1.55	1.72	1.93	1.84	1.54	1.36	1.31	1.33	1.20	1.19	1.28	1.09	0.97	0.97
Autriche	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Belgique	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Canada	1.49	1.49	1.55	1.57	1.40	1.30	1.21	1.13	1.07	1.07	1.14	1.03	0.99	1.00
Chili	508.8	539.6	634.9	688.9	691.4	609.5	559.8	530.3	522.5	522.5	560.9	510.2	483.7	486.5
Corée	1 188.8	1 131.0	1 291.0	1 251.1	1 191.6	1 145.3	1 024.1	954.8	929.3	1 102.1	1 276.9	1 156.1	1 108.3	1 126.5
Danemark	6.98	8.08	8.32	7.89	6.59	5.99	6.00	5.95	5.44	5.10	5.36	5.62	5.37	5.79
Espagne	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Estonie	0.938	1.084	1.117	1.062	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.719	0.755	0.719	0.778
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	0.94	1.09	1.12	1.06	0.89	0.81	0.80	0.80	0.73	0.68	0.72	0.76	0.72	0.78
France	0.94	1.09	1.12	1.06	0.89	0.81	0.80	0.80	0.73	0.68	0.72	0.76	0.72	0.78
Grèce	0.897	1.072	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Hongrie	237.1	282.2	286.5	257.9	224.3	202.7	199.6	210.4	183.6	172.1	202.3	207.9	201.1	225.1
Irlande	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Islande	72.3	78.6	97.4	91.7	76.7	70.2	63.0	70.2	64.1	87.9	123.6	122.2	116.0	125.1
Israël	4.14	4.08	4.21	4.74	4.55	4.48	4.49	4.46	4.11	3.59	3.93	3.74	3.58	3.86
Italie	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Japon	113.9	107.8	121.5	125.4	115.9	108.2	110.2	116.3	117.8	103.4	93.6	87.8	79.8	79.8
Luxembourg	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Mexique	9.56	9.46	9.34	9.66	10.79	11.29	10.90	10.90	10.93	11.13	13.51	12.64	12.42	13.17
Norvège	7.80	8.80	8.99	7.98	7.08	6.74	6.44	6.41	5.86	5.64	6.29	6.04	5.60	5.82
Nouvelle-Zélande	1.89	2.20	2.38	2.16	1.72	1.51	1.42	1.54	1.36	1.42	1.60	1.39	1.27	1.23
Pays-Bas	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Pologne	3.97	4.35	4.09	4.08	3.89	3.66	3.24	3.10	2.77	2.41	3.12	3.02	2.96	3.26
Portugal	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
République slovaque	1.373	1.528	1.605	1.505	1.221	1.071	1.030	0.986	0.820	0.709	0.720	0.755	0.719	0.778
République tchèque	34.6	38.6	38.0	32.7	28.2	25.7	24.0	22.6	20.3	17.1	19.1	19.1	17.7	19.6
Royaume-Uni	0.618	0.661	0.695	0.667	0.612	0.546	0.550	0.543	0.500	0.544	0.642	0.647	0.624	0.633
Slovénie	0.759	0.929	1.013	1.003	0.864	0.803	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
Suède	8.26	9.16	10.33	9.74	8.09	7.35	7.47	7.38	6.76	6.59	7.65	7.21	6.49	6.78
Suisse	1.50	1.69	1.69	1.56	1.35	1.24	1.25	1.25	1.20	1.08	1.09	1.04	0.89	0.94
Turquie	0.419	0.625	1.226	1.507	1.501	1.426	1.344	1.428	1.303	1.302	1.550	1.503	1.675	1.796
Zone euro	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719	0.778
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	6.11	6.94	8.61	10.54	7.56	6.46	6.36	6.77	7.05	8.26	8.47	7.32	7.26	8.21
Chine	8.28	8.28	8.28	8.28	8.28	8.28	8.19	7.97	7.61	6.95	6.83	6.77	6.46	6.31
Fédération de Russie	24.62	28.13	29.17	31.35	30.69	28.81	28.28	27.19	25.58	24.85	31.74	30.37	29.38	30.84
Inde	43.1	44.9	47.2	48.6	46.6	45.3	44.1	45.3	41.3	43.5	48.4	45.7	46.7	53.4
Indonésie	7 855.2	8 421.8	10 260.9	9 311.2	8 577.1	8 938.9	9 704.7	9 159.3	9 141.0	9 699.0	10 389.9	9 090.4	8 770.4	9 386.6

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933094393>

ANNEXE B

Le SCN 2008 : changements par rapport au SCN 1993

Les indicateurs pour tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Australie et des États-Unis, présentés dans cette publication sont fondés sur le SCN 1993. Les indicateurs non-financiers du Canada sont présentés sur la base du SCN 1993, alors que les données des indicateurs financiers sont fondées sur le SCN 2008. Le SCN 2008 a été finalisé en 2009 et comporte un certain nombre de changements par rapport à la version du SCN 1993. Il sera adopté pour la plupart des pays à la fin de l'année 2014), cette publication reflètera ces changements dans la publication de l'an prochain. C'est pourquoi les principaux changements (ceux qui auront finalement un impact sur les indicateurs présentés dans cette publication) sont évoqués dans cette partie. Pour l'Australie, une indication de l'ampleur des changements pour les deux points les plus représentatifs (R-D et systèmes d'armement) qui ont un impact sur les indicateurs, est aussi présentée ci-dessous. Une description complète de l'impact du SCN 2008 sur les comptes australiens peut être lue en anglais sur : [www.ausstats.abs.gov.au/Ausstats/subscriber.nsf/0/8DD6B1990BCE6806CA25765D0004DD3F/\\$File/5310055002_September%202009.pdf](http://www.ausstats.abs.gov.au/Ausstats/subscriber.nsf/0/8DD6B1990BCE6806CA25765D0004DD3F/$File/5310055002_September%202009.pdf). Une meilleure compréhension de la révision exhaustive qui a eu lieu en 2013 entreprise par les États-Unis, est fournie (en anglais) sur : <http://bea.gov/national/an1.htm#2013comprehensive>.

Changements affectant les niveaux de revenus, etc., à l'échelle de l'ensemble de l'économie

En ce qui concerne les États-Unis, la révision exhaustive de 2013 a augmenté le niveau du PIB de 3.6 %, principalement en raison de la reconnaissance de nouvelles formes de formation brute de capital fixe : les dépenses en R-D en tant qu'investissement ainsi que les œuvres récréatives originales comme actifs fixes et le développement des coûts du transfert de la propriété reconnus comme investissements résiduels. La dépense des administrations publiques dans les années récentes a été révisée à la baisse, ce qui est principalement expliqué par l'adoption comme mesure de base des droits constatés en ce qui concerne les régimes à prestations définies et les effets du retrait des dépenses de R-D de la consommation.

Recherche et développement expérimental : la R-D est comptabilisée pour la première fois comme un actif produit. Ceci signifie également que les paiements au titre de l'acquisition de brevets, traités comme une acquisition ou une cession d'actifs non financiers non produits dans le SCN 1993, seront désormais traités comme des transactions sur un actif produit, la R-D. Ce changement a également des retombées sur la valeur ajoutée brute dans la mesure où le SCN 2008 recommande également que les producteurs de R-D soient comptabilisés comme un établissement distinct chaque fois que possible.

Voir aussi le Manuel de l'OCDE intitulé *Handbook on Deriving Capital Measures of Intellectual Property Products*. Pour l'Australie, l'inclusion directe de la R-D en tant qu'actif de capital augmente le PIB d'environ 1 à 1.25 pour cent dans les années les plus récentes. C'est plus bas que ce que représente la part de l'investissement en R-D dans le PIB (lequel se monte à 0.25 pour cent du PIB) car certains investissements de R-D sont conduits par les administrations publiques. Dans le SCN 1993, les dépenses de R-D faites par l'administration sont déjà comptabilisées dans sa production (laquelle est estimée par la somme des coûts) et en conséquence comme consommation finale des administrations publiques. Ainsi, pour l'administration, l'impact direct de la capitalisation implique simplement une reclassification des dépenses de consommation finale vers la formation brute de capital fixe. Cependant de manière indirecte la production et donc le PIB croîtront car une partie des coûts de l'administration inclut une imputation pour amortissement. Cela augmente la production et la consommation finale des administrations publiques d'environ 0.25 pour cent du PIB. L'augmentation totale directe et indirecte sur le PIB en raison de la capitalisation de la R-D se situe donc entre 1.25 et 1.5 pour cent.

Systèmes d'armement : les systèmes d'armement militaire tels que les véhicules, navires de guerre, etc., utilisés de manière continue pour la production de services de défense (et de dissuasion) sont comptabilisés comme des actifs fixes dans le SCN 2008 (dans le SCN 1993, ils n'étaient comptabilisés en tant qu'actifs fixes que s'ils pouvaient avoir une double utilisation, militaire et civile, faute de quoi ils étaient inclus dans la consommation intermédiaire). Certains éléments ayant un seul usage comme par exemple certains types de missiles balistiques dotés d'une forte capacité de destruction, mais qui rendent des services de dissuasion sur une base continue, sont également comptabilisés dans les actifs fixes dans le SCN 2008. Comme la majorité, pour ne pas dire la totalité de ces dépenses sont prises en charge par l'État (dont la production est généralement évaluée en faisant la somme des coûts), le PIB n'augmentera que de la nouvelle consommation de capital fixe y afférent. Dans les années récentes pour l'Australie cette augmentation se monte à moins de 0.25 pour cent du PIB. Pour l'Australie, l'impact total des changements apportés pour la R-D et les systèmes d'armement en pourcentage du total de la FBCF (formation brute de capital fixe) sur la base du SCN 1993, augmente la FBCF de 5.5 pour cent.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) : la méthode recommandée dans le SCN 2008 pour le calcul des SIFIM implique plusieurs changements par rapport à celle qui était préconisée par le SCN 1993. Par exemple, il est explicitement recommandé que les SIFIM ne s'appliquent qu'aux prêts et dépôts fournis ou reçus par les institutions financières, et que pour les intermédiaires financiers tous les prêts et dépôts soient inclus, et non uniquement ceux des fonds d'intermédiation. Par ailleurs, le SCN 2008 n'autorise plus les pays à comptabiliser les SIFIM en tant que secteur d'activité fictif.

Services financiers : le SCN 2008 définit de manière plus explicite les services financiers pour garantir que des services tels que la gestion du risque financier ou la transformation de liquidités seront bien pris en compte.

Production des banques centrales : le SCN 2008 fournit des précisions supplémentaires sur la mesure des SIFIM lors du calcul de la production des banques centrales. Lorsque les banques centrales prêtent ou empruntent à des taux inférieurs ou supérieurs au taux de prêt/d'emprunt réel du marché, le SCN 2008 recommande de comptabiliser, selon le cas, soit un impôt prélevé, soit une subvention versée par le prêteur/l'emprunteur à l'administration pour rendre compte de la différence entre les deux taux. Parallèlement, un transfert courant (la contrepartie de l'impôt/de la subvention) est comptabilisé entre

l'administration et la Banque centrale. Ces flux auront un impact sur la répartition du revenu dans le revenu national par rapport au traitement préconisé dans le SCN 1993.

Production des services d'assurance dommages : la méthodologie utilisée pour estimer indirectement cette activité dans le SCN 1993 (les primes, plus les suppléments de primes moins les sinistres) risquait d'aboutir à des séries extrêmement volatiles (et négatives) en cas de pertes catastrophiques. Le SCN 2008 recommande une approche de mesure indirecte différente, qui reflète mieux les structures de tarification utilisées par les entreprises d'assurance et la fourniture sous-jacente de services d'assurance en soi. Pour faire simple, on pourrait la qualifier d'approche d'anticipation a priori. La production est égale aux primes auxquelles on ajoute les suppléments de primes attendus et dont on déduit les sinistres attendus. Le SCN 2008 recommande également que les sinistres exceptionnellement importants qui suivent une catastrophe soient comptabilisés dans les transferts en capital plutôt que dans les transferts courants, ce qui aura un impact sur les estimations du revenu disponible (en particulier les estimations sectorielles).

Évaluation de la production pour usage final propre : le SCN 2008 recommande qu'en l'absence de prix de marché comparables, les estimations de la production pour usage final propre incluent une composante au titre du rendement du capital dans le cadre de l'approche de la somme des coûts. En revanche, aucun rendement du capital ne doit être inclus pour les producteurs non marchands.

Coûts de transfert de propriété : le SCN 1993 recommandait que ces coûts (traités comme de la FBCF dans les comptes) soient passés en charges sur la durée de vie de l'actif concerné. Le SCN 2008 recommande au contraire que ces coûts soient passés en charges sur la période pendant laquelle il est prévu que l'actif sera détenu par son acheteur. Ce changement aura un impact sur les mesures du revenu net, mais des retombées marginales sur les mesures brutes, reflétant le calcul de production pour usage final propre et la production des administrations (qui est calculée comme la somme des coûts, amortissements compris).

Réaffectation de revenu, etc., entre les catégories

Biens envoyés à l'étranger pour transformation : le SCN 2008 recommande que les importations et les exportations soient comptabilisées sur la base stricte de leur propriété, ce qui signifie que les différentes valeurs d'un flux de biens passant d'un pays (qui en reste le propriétaire) à un autre pays rendant des services de transformation ne doivent pas être comptabilisées. Seule la charge encourue au titre du service de transformation doit apparaître dans les statistiques commerciales. Le SCN 1993 imputait un changement réel de propriété.

Courtage de marchandises : selon le SCN 1993 et la BPM5, le courtage de marchandises – l'achat et la revente subséquente des biens à l'étranger sans transformation substantielle et sans que les biens n'entrent ou ne sortent du territoire du courtier – est classifié comme un service de transaction. Ce traitement cause des déséquilibres généraux dans les biens et services car alors que le courtier enregistre une exportation de service, le pays acquéreur des biens enregistre lui une importation de biens. Aussi, le SCN 2008 et la BPM6 recommande de classier le courtage en marchandise comme un composant du commerce de biens. L'acquisition des biens par le courtier sont enregistrés comme exportations négatives de l'économie de ce dernier, et la revente subséquente des biens par le courtier sont enregistrés comme exportations positives. La différence entre les ventes et les achats des biens issus de l'opération de courtage, sont enregistrés dans une nouvelle

catégorie du BPM6 « exportations nettes de biens faisant l'objet d'un négoce international » de l'économie du courtier.

(Pensions) Régimes à prestations définies : selon le SCN 1993, les cotisations sociales réelles acquittées par les employeurs et les salariés devaient refléter les montants effectivement versés. Le SCN 2008 diffère au sens où il prend en compte le fait que les montants effectivement mis de côté peuvent ne pas correspondre à la dette envers les salariés. De ce fait, il recommande que la cotisation des employeurs reflète l'augmentation de la valeur réelle nette des droits à pension plus les coûts facturés par le fonds de pension moins les cotisations propres du salarié. Ce changement entraînera un déplacement de revenu entre l'excédent brut d'exploitation et la rémunération des salariés ainsi qu'entre les différents secteurs institutionnels (sociétés/administrations et ménages).

Dans certains cas, un régime de retraite à prestations définies peut être insuffisamment capitalisé ce qui implique qu'il a trop peu d'actifs financiers pour espérer les rendements nécessaires pour payer dans le futur les pensions promises. Les pensions promises constituent des actifs du secteur institutionnel des ménages et des dettes du régime de retraite, ou de l'employeur s'il n'y a pas de régime autonome. Selon le SCN 1993, seules les obligations relatives aux régimes de retraite capitalisés devraient être enregistrées comme un passif. Cependant, le nouveau SCN 2008 reconnaît l'importance des engagements des régimes de retraite des employeurs, qu'ils soient capitalisés ou non. Pour les régimes de retraite des administrations publiques en tant qu'employeurs, les pays ont une certaine flexibilité pour enregistrer ou non leurs engagements de retraite au sein des tableaux officiels de comptabilité nationale. Cependant, la totalité de l'information est requise dans le nouveau tableau standard (SCN tableau 17.10) qui présente les obligations et les flux associés de tous les régimes de retraites, qu'ils soient privés ou publics, par capitalisation ou répartition, y compris le régime de retraite de la sécurité sociale.

Activités auxiliaires : le SCN 2008 recommande que dans les cas où l'activité d'une unité exerçant des activités purement auxiliaires est statistiquement observable (comptes distincts, emplacements séparés), l'unité concernée doit être comptabilisée comme un établissement distinct.

Sociétés holdings : le SCN 2008 recommande que les sociétés holdings soient toujours affectées au secteur des entreprises financières, même si leurs filiales sont des entreprises non financières. Le SCN 1993 au contraire recommandait qu'elles soient incluses dans le secteur institutionnel dans lequel la majorité de leurs filiales étaient concentrées.

Versements exceptionnels de sociétés publiques : le SCN 2008 recommande que ces paiements soient comptabilisés comme des retraits du capital lorsqu'ils sont effectués à partir de réserves cumulées ou de cessions d'actifs. Avec le SCN 1993, ces transactions devaient être comptabilisées comme des dividendes.

Versements exceptionnels des administrations à des sociétés semi-publiques : le SCN 2008 recommande que ces versements soient traités comme des transferts en capital lorsqu'ils sont destinés à couvrir des pertes cumulées et comme des augmentations des fonds propres lorsqu'on peut raisonnablement en attendre un rendement sous la forme de revenu de la propriété. Le SCN 1993 traitait l'ensemble de ces versements comme des augmentations de capital.

ANNEXE C

Glossaire des principaux termes

Système de comptabilité nationale, 1993

Les définitions dans ce glossaire sont basées aussi étroitement que possible sur la terminologie utilisée dans le Système de comptabilité nationale, 1993 (SCN 1993). Chaque définition précise le numéro du paragraphe du SCN 1993 d'où est dérivée la définition.

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Acquisitions	Les biens et les services sont acquis par les unités institutionnelles quand elles deviennent les nouveaux propriétaires des biens ou quand la prestation des services qui leur sont fournis est achevée.	9.32
Administrations publiques	Le secteur des <i>administrations publiques</i> comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.	2.20
Ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension	<i>L'ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension</i> est égal à la valeur totale des cotisations sociales effectives à payer aux régimes privés de pension avec constitution de réserves plus la valeur totale des suppléments de cotisation à payer sur les revenus de la propriété attribués aux assurés (c'est-à-dire aux titulaires de droits à pension) moins la valeur de la rémunération du service associé moins la valeur totale des pensions payées comme prestations d'assurance sociale par les régimes privés de pension avec constitution de réserves ; ce poste d'ajustement est introduit afin d'éviter que le solde des cotisations de pension sur les pensions reçues (c'est-à-dire des « transferts » à payer sur les « transferts » à recevoir) n'entre pas dans l'épargne des ménages.	9.16 [10.30]
Besoin de financement	<i>Le besoin de financement</i> Voir « la capacité de financement ».	
Brut	Le terme <i>brut</i> désigne des valeurs enregistrées sans déduction de la consommation de capital fixe (généralement utilisé par exemple dans « le stock brut de capital » ou « le produit intérieur brut ») ; les principaux soldes comptables, de la valeur ajoutée jusqu'à l'épargne, peuvent tous faire l'objet d'un enregistrement brut ou net.	6.201
Capacité de financement	La <i>capacité de financement</i> est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs ; c'est le solde du compte de capital et il est défini comme : (l'épargne nette plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer) moins (la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers, moins la consommation de capital fixe) ; une capacité de financement négative est également appelée « besoin de financement ».	2.137 et tableaux 2.1, III.1 et 10.30
Cessions	Les <i>cessions d'actifs</i> (stocks, actifs fixes, ou terrains ou autres actifs non produits) par les unités institutionnelles ont lieu quand une de ces unités vend un de ces actifs à une autre unité institutionnelle ; quand la propriété d'un actif fixe existant est transférée d'un producteur résident à un autre, la valeur de l'actif vendu, troqué ou transféré est enregistrée comme une formation brute de capitale fixe négative du premier et comme une formation brute de capitale fixe positive du second.	10.40 [9.32]
Changement de base	Avec le temps, les rapports de prix de la période de base ont tendance à concorder de moins en moins avec ceux des périodes ultérieures, au point qu'il devient un jour inacceptable de continuer à les utiliser pour déterminer les variations de volume d'une période à l'autre ; il faut alors changer de période de base, processus qui se nomme généralement « changement de base ».	16.31
CITI	La <i>CITI</i> est la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique des Nations Unies ; la troisième révision de la CITI sert d'ailleurs de nomenclature des branches d'activité pour le SCN.	1.47

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Consommation de capital fixe	La <i>consommation de capital fixe</i> représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.	10.27 [6.179, 10.118]
Consommation finale	La <i>consommation finale</i> comprend les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.	1.49
Consommation finale effective des administrations publiques	La <i>consommation finale effective des administrations publiques</i> est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.	9.97 et 9.3
Consommation finale effective des ISBLSM	Les <i>ISBLSM</i> n'ont pas de <i>consommation finale effective</i> parce que la plupart des services fournis par les ISBLSM sont individuels par nature et, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont, par convention, traités comme des transferts sociaux.	9.44 [9.94, 9.95]
Consommation finale effective des ménages	La consommation finale effective des ménages mesure la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant la valeur des transferts sociaux en nature à recevoir.	9.11 et 9.3 [9.72, 9.96]
Consommation finale totale	La <i>consommation finale totale</i> est la valeur totale de toutes les dépenses en biens et en services de consommation individuels et collectifs supportées par les ménages résidents, les ISBLSM résidentes, et les administrations publiques ; elle peut aussi être définie en terme de consommation finale effective comme la valeur de tous les biens et services individuels acquis par les ménages résidents, plus la valeur des services collectifs fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensemble de la collectivité.	9.98
Consommation individuelle effective	La <i>consommation individuelle effective</i> est mesurée par la valeur du total des dépenses de consommation finale des ménages, des dépenses de consommation finale des ISBLSM et des dépenses des administrations publiques en biens et en services de consommation individuels.	[9.94]
Coût des facteurs	La valeur ajoutée brute au <i>coût des facteurs</i> n'est pas un concept utilisé explicitement dans le SCN mais elle peut aisément se dériver des mesures de la valeur ajoutée brute en soustrayant la valeur des éventuels impôts, diminués des subventions, sur la production qui sont à payer sur la valeur ajoutée brute.	6.229
Dépense de consommation finale des administrations publiques	La <i>dépense de consommation finale des administrations publiques</i> est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.	9.94
Dépense de consommation finale des ISBLSM	La <i>dépense de consommation finale des ISBLSM</i> est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.	9.94
Dépense de consommation finale des ménages	La <i>dépense de consommation finale des ménages</i> est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.	9.94 [9.45]
Dépense nationale	Ensemble, la formation de capital et la consommation finale constituent la <i>dépense nationale</i> .	2.187
Droits sur les importations	Les <i>droits sur les importations</i> comprennent des droits de douane, ou d'autres prélèvements à l'importation, qui sont payables sur certains types de biens à leur entrée sur le territoire économique.	7.66
Emploi équivalent plein-temps	L' <i>emploi équivalent plein-temps</i> est égal au nombre d'emplois équivalents plein-temps, lequel se définit comme le nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein-temps.	17.14 [15.102, 17.28]
Épargne	L' <i>épargne</i> s'obtient en soustrayant la dépense de consommation finale du revenu disponible ou en soustrayant la consommation finale effective du revenu disponible ajusté.	9.17 [1.10, 9.2, 9.19]
Épargne brute	L' <i>épargne brute</i> est égale au revenu disponible brut moins la consommation finale.	9.2
Épargne nette	L' <i>épargne nette</i> s'obtient en soustrayant la dépense de consommation finale du revenu disponible net.	9.2
Excédent d'exploitation	L' <i>excédent d'exploitation</i> mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers, ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers, ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter : dans le cas des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, ce solde comptable s'appelle « revenu mixte »).	7.8
Exportations de biens et services	Les <i>exportations de biens et services</i> se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements décrits dans le Manuel de la balance des paiements.	14.88 [14.91, 14.94]
Formation brute de capital	La <i>formation brute de capital</i> est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.	10.32
Formation brute de capital fixe	La <i>formation brute de capital fixe</i> est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou les améliorations importantes de la quantité, de la qualité ou de la productivité des terrains) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.	10.33 et 10.51 [10.26]

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Gains et pertes d'échange	Les <i>gains et les pertes d'échange</i> résultent de modifications des termes de l'échange d'un pays ; par exemple, si les prix des exportations d'un pays augmentent plus (ou diminuent moins) que ceux de ses importations (c'est-à-dire si ses termes de l'échange s'améliorent) alors un volume supérieur d'importations de biens et services peut être acheté par les résidents au moyen des recettes générées par un niveau d'exportations donné.	16.152
Importations de biens et services	Les <i>importations de biens et services</i> se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non résidents à des résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements décrits dans le Manuel de la balance des paiements.	14.88 [14.91, 14.94]
Impôts	Les <i>impôts</i> sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits « sans contrepartie » parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement, ou à la communauté dans son ensemble.	7.48 [8.43]
Impôts sur la production et sur les importations	Les <i>impôts sur la production et sur les importations</i> se composent des impôts payables sur les biens et sur les services quand ils sont produits, livrés, vendus, transférés ou mis autrement à disposition par leurs producteurs plus les impôts et les droits sur les importations qui doivent être acquittés lorsque des biens entrent sur le territoire économique en franchissant la frontière ou lorsque des services sont fournis à des unités résidentes par des unités non résidentes ; ils comprennent aussi les autres impôts sur la production, qui comprennent principalement les impôts sur la propriété ou l'utilisation de terrains, de bâtiments ou d'autres actifs utilisés dans le cadre de la production, et les impôts sur la main-d'œuvre employée ou sur la rémunération du travail versée.	7.49
Impôts sur les produits	Les <i>impôts sur les produits</i> , à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations et les exportations, sont des impôts sur les biens et les services qui deviennent payables en conséquence de la production, de la vente, du transfert, de la location ou de la livraison de ces biens ou de ces services, ou en conséquence de leur utilisation pour la consommation propre ou la formation de capital pour compte propre.	7.69, 15.47
Indices-chaîne	Les <i>indices-chaîne</i> sont obtenus en enchaînant les indices de prix (ou volume) de périodes consécutives. Les variations à court terme qui sont enchaînées sont calculées en utilisant des pondérations appropriées aux périodes concernées.	16.41
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Les <i>institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)</i> comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlés et principalement financés par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.	4.64 et 4.65 [2.20]
Net	Le terme <i>net</i> désigne des valeurs enregistrées après déduction de la consommation de capital fixe (généralement utilisé par exemple dans « le stock net de capital » ou « le produit intérieur net ») ; les principaux soldes comptables, de la valeur ajoutée jusqu'à l'épargne, peuvent tous faire l'objet d'un enregistrement brut ou net ; cependant, il faut préciser que le terme « net » peut être utilisé dans des contextes différents, comme le « revenu net de l'extérieur » qui est la différence entre deux flux de revenu.	6.201
Objets de valeur	Les <i>objets de valeur</i> sont les actifs produits qui ne sont normalement pas utilisés à des fins de production ou de consommation, dont la valeur relativement élevée est censée augmenter avec le temps ou, à tout le moins, ne pas diminuer en termes réels, qui ne se détériorent pas dans des conditions normales et qui sont acquis et détenus essentiellement pour servir de réserve de valeur.	(AN. 13) – Annexe à chapitre XIII [10.7, 10.116, 13.15, 13.50]
Parité de pouvoir d'achat (PPA)	Une <i>parité de pouvoir d'achat (PPA)</i> est un rapport de prix qui mesure le nombre d'unités de la monnaie du pays B qui sont nécessaires dans le pays B pour acquérir la même quantité d'un bien ou d'un service particulier qu'une unité de la monnaie du pays A permet d'acheter dans le pays A.	16.82
Prix constants	Les mesures à <i>prix constants</i> sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations « à prix constants »). L'expression « à prix constants » se réfère généralement aux séries qui utilisent la formule de Laspeyres à base fixe.	16.2
Prix de base	Le <i>prix de base</i> est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.	6.205, 15.28 [3.82]
Produit intérieur brut (PIB), dans l'optique des dépenses	<i>Dans l'optique des dépenses, le produit intérieur brut (PIB)</i> se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (fab).	6.235
Produit intérieur brut (PIB), dans l'optique du revenu	<i>Dans l'optique du revenu, le produit intérieur brut (PIB)</i> est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.	2.222
Produit intérieur brut (PIB), dans l'optique de la production	<i>Dans l'optique de la production, le produit intérieur brut (PIB)</i> est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base, plus tous les impôts moins les subventions, sur les produits.	6.235 – 6.237
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	Le <i>PIB aux prix du marché</i> est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix du producteur, plus les impôts sur les importations, diminués des subventions, plus toute la TVA non déductible (ou impôts semblables).	6.235 – 6.237

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Rémunération des salariés	La <i>rémunération des salariés</i> est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doit verser une entreprise à un salarié en contrepartie du travail accompli par ce dernier au cours de la période comptable.	7.21 [7.31]
Rémunération en nature	La <i>rémunération en nature</i> se compose de biens et de services qui ne sont pas nécessaires au travail, et qui peuvent être utilisés par les salariés, quand et comme ils le souhaitent, pour satisfaire leurs propres besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.	7.39
Revenu disponible	Le <i>revenu disponible</i> se déduit du solde des revenus primaires d'une unité ou d'un secteur institutionnel en ajoutant tous les transferts courants, à l'exception des transferts sociaux en nature, à recevoir par cette unité ou ce secteur et en soustrayant tous les transferts courants, à l'exception des transferts sociaux en nature, à payer par cette unité ou ce secteur.	8.11
Revenu intérieur brut réel (RIB réel)	Le <i>revenu intérieur brut réel (RIB réel)</i> mesure le pouvoir d'achat des revenus créés par la production intérieure (y compris l'impact sur ces revenus des variations des termes de l'échange) ; il est égal au produit intérieur brut à prix constants plus le gain d'échange (ou moins la perte d'échange) résultant des modifications des termes de l'échange.	16.152
Revenu mixte	Le <i>revenu mixte</i> est l'excédent ou le déficit issu de la production sur les activités des petites entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages ; il contient implicitement un élément de rémunération pour le travail effectué par le propriétaire, ou par des membres de son ménage, qui ne peut être distingué de ce qui revient au propriétaire comme entrepreneur mais il exclut l'excédent d'exploitation résultant de la production de service de logements pour compte propre.	7.8 [4.143, 7.81]
Revenu national	Au niveau de l'ensemble de l'économie, le <i>revenu national</i> est la valeur totale des revenus primaires à recevoir dans l'économie moins le total des revenus primaires à payer par les unités résidentes.	7.14
Revenu national brut (RNB)	Le <i>revenu national brut (RNB)</i> est égal à PIB diminué des impôts (moins les subventions) sur la production et les importations, de la rémunération des salariés et des revenus de la propriété à payer au reste du monde, et augmenté des rubriques correspondantes à recevoir du reste du monde (en d'autres termes, PIB moins les revenus primaires à payer à des unités non résidentes plus les revenus primaires à recevoir d'unités non résidentes) ; le RNB au prix du marché est aussi la valeur agrégée des soldes bruts des revenus primaires de l'ensemble des secteurs ; (le RNB est identique au produit national brut (PNB) comme on l'entend traditionnellement en comptabilité nationale).	2.81 et 7.16 et tableau 7.2 [2.181]
Revenu national disponible	Le <i>revenu national disponible</i> s'obtient à partir du revenu national en ajoutant tous les transferts courants en espèces ou en nature à recevoir par les unités institutionnelles résidentes de la part d'unités non résidentes et en soustrayant tous les transferts courants en espèces ou en nature à payer par les unités institutionnelles résidentes à des unités non résidentes.	8.16 [2.183]
Revenu national disponible brut	Le <i>revenu national disponible brut</i> s'obtient à partir du revenu national brut en ajoutant tous les transferts courants en espèces ou en nature à recevoir par les unités institutionnelles résidentes de la part d'unités non résidentes et en soustrayant tous les transferts courants en espèces ou en nature à payer par les unités institutionnelles résidentes à des unités non résidentes.	8.16 [2.183]
Revenu national disponible net	Le <i>revenu national disponible net</i> s'obtient à partir du revenu national net en ajoutant tous les transferts courants en espèces ou en nature à recevoir par les unités institutionnelles résidentes de la part d'unités non résidentes et en soustrayant tous les transferts courants en espèces ou en nature à payer par les unités institutionnelles résidentes à des unités non résidentes.	8.16
Revenu national net	La valeur agrégée des soldes des revenus nets primaires, obtenue par sommation sur l'ensemble des secteurs, est appelée <i>revenu national net</i> .	7.16 et tableau 7.2 [2.182]
Revenu net de l'extérieur	Le <i>revenu net de l'extérieur</i> est la différence entre la valeur totale des revenus primaires à recevoir des non résidents, et la valeur totale des revenus primaires à payer à des non-résidents.	7.15
Revenus primaires	Les <i>revenus primaires</i> sont des revenus qui échoient aux unités institutionnelles du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'elles possèdent des actifs qui peuvent être nécessaires pour produire.	7.2
Salaires et traitements	Les <i>salaires et traitements</i> sont la somme des salaires et traitements en espèces et des salaires et traitements en nature.	7.33 et 7.37
Salaires et traitements en espèces	Les <i>salaires et traitements en espèces</i> comprennent les salaires et traitements payables à intervalles réguliers, hebdomadaire, mensuel, ou autre, y compris les salaires au rendement et à la pièce ; plus les suppléments comme les indemnités spéciales pour les heures supplémentaires ; plus les salaires et traitements payés aux salariés absents pour de courtes périodes – par exemple, en cas de congés ; plus les primes et les autres paiements exceptionnels ; plus les commissions, les gratifications, et les pourboires reçus par les salariés.	7.33
Salarié	Un <i>salarié</i> est une personne qui passe un accord, qui peut être formel ou informel, par lequel elle s'engage à travailler pour une société en échange d'une rémunération en espèces ou en nature.	7.23
SCN (Système de comptabilité nationale)	Le <i>Système de comptabilité nationale (SCN)</i> se compose d'une série cohérente de comptes macroéconomiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvé au plan international.	1.1
Service de consommation collectif	Un <i>service de consommation collectif</i> est un service qui est fourni par les administrations publiques simultanément à tous les membres de la collectivité, ou à un sous-ensemble particulier de la collectivité, comme l'ensemble des ménages vivant dans une région déterminée.	9.43

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	Les <i>services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i> sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.	6.124
Solde des échanges extérieurs de biens et de services	Le <i>solde des échanges extérieurs de biens et de services</i> est obtenu en soustrayant les importations de biens et de services des exportations de biens et de services.	2.166 et tableau 2.2 V.I
Subventions	Les <i>subventions</i> sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.	7.71 [15.52]
Subventions sur la production – autres	Les <i>autres subventions sur la production</i> sont des subventions, à l'exclusion des subventions sur les produits, que les entreprises résidentes peuvent recevoir du fait de leurs activités de production (par exemple, les subventions sur les salaires ou la main-d'œuvre ou les subventions destinées à réduire la pollution).	7.79
Subventions sur les importations	Les <i>subventions sur les importations</i> sont des subventions sur des biens et des services qui deviennent payables quand les biens franchissent la frontière du territoire économique, ou quand les services sont fournis à des unités institutionnelles résidentes.	7.74
Subventions sur les produits – autres	Les <i>autres subventions sur les produits</i> (autres que les subventions sur les exportations ou importations) sont des subventions sur des biens ou des services produits par des entreprises résidentes qui deviennent payables en conséquence de la production, de la vente, du transfert, de la location ou de la fourniture de ces biens ou de ces services ou en conséquence de leur utilisation pour la consommation pour compte propre ou pour la formation de capital pour compte propre ; les types les plus répandus sont : a) les subventions sur les produits utilisés intérieurement ; b) les pertes des organismes publics de commercialisation ; et c) les subventions à des sociétés et à des quasi-sociétés publiques.	7.78
Système de comptabilité nationale (SCN)	Le <i>Système de comptabilité nationale (SCN)</i> se compose d'une série cohérente de comptes macroéconomiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvé au plan international.	1.1
Transferts courants	Les <i>transferts courants</i> sont tous les transferts qui ne sont pas des transferts en capital. Ils affectent directement le niveau du revenu disponible et ils devraient influencer la consommation de biens ou de services.	8.32 [3.22, 8.3, 10.133]
Transferts courants vers/au reste du monde	Les <i>transferts courants vers/au reste du monde</i> sont des transferts courants qui interviennent entre unités institutionnelles résidentes et non résidentes.	8.4
Transferts en capital	Les <i>transferts en capital</i> sont des opérations dans lesquelles la propriété d'un actif (autre que des espèces ou des stocks) est transférée d'une unité institutionnelle à une autre, dans lesquelles des espèces sont transférées pour permettre au bénéficiaire d'acquies un autre actif, ou dans lesquelles les fonds rapportés par la cession d'un actif sont transférés.	10.29 [3.22, 8.3]
Travailleurs indépendants	Les <i>travailleurs indépendants</i> sont des personnes qui sont propriétaires – seules ou conjointement avec d'autres – des entreprises, non constituées en sociétés, dans lesquelles elles travaillent, à l'exclusion des entreprises non constituées en sociétés qui sont classées en quasi-sociétés.	7.24
Valeur ajoutée brute	La <i>valeur ajoutée brute</i> correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN et c'est la raison pour laquelle elle est reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.	1.6 [2.172, 6.4, 6.222]
Valeur ajoutée brute aux prix de base	La <i>valeur ajoutée brute aux prix de base</i> se définit comme la production valorisée aux prix de base moins la consommation intermédiaire valorisée aux prix d'acquisition.	6.226, 15.37 [6.231]
Valeur ajoutée brute aux prix du producteur	La <i>valeur ajoutée brute aux prix du producteur</i> se définit comme la production valorisée aux prix du producteur moins la consommation intermédiaire valorisée aux prix d'acquisition.	6.227, 15.37
Variations des stocks (y compris les travaux en cours)	Les <i>variations des stocks (y compris les travaux en cours)</i> comprennent les variations : a) des stocks de produits qui sont encore détenus par les unités qui les ont produits, avant qu'ils soient ultérieurement transformés, vendus, livrés à d'autres unités ou utilisés autrement ; et b) des stocks de produits acquis auprès d'autres unités qui sont destinés à être utilisés pour la consommation intermédiaire ou à être revendus sans transformation ultérieure ; elles sont mesurées par la valeur des entrées en stocks, moins la valeur des sorties de stocks, et moins la valeur des éventuelles pertes courantes sur les biens stockés.	10.7 et 10.28

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux liés à la mondialisation. À l'avant-garde des efforts engagés pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles suscitent, l'OCDE aide les gouvernements à y faire face en menant une réflexion sur des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et la problématique du vieillissement démographique. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de confronter leurs expériences en matière d'action publique, de chercher des réponses à des problèmes communs, de recenser les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Panorama des comptes nationaux 2014

La publication *Panorama des comptes nationaux* présente des statistiques utilisant une approche par indicateur, en insistant sur les comparaisons entre pays. Le but, ici, étant de rendre les comptes nationaux plus accessibles et instructifs, et en même temps d'avoir l'occasion de présenter le cadre conceptuel sous jacent et les questions de comparabilités inhérentes, pour chaque indicateur.

La large sélection présentée a également pour objet d'inciter les utilisateurs à porter leur attention sur d'autres indicateurs que le célèbre produit intérieur brut (PIB). La publication se compose de huit chapitres clefs, et fournit des indicateurs concernant respectivement le PIB, les revenus, les dépenses, la production, les ménages, l'administration publique, les sociétés et le capital.

ÉGALEMENT DISPONIBLE EN LIGNE

Cette publication est également disponible sous forme de base de données en ligne qui permet aux utilisateurs d'extraire des données et de construire des tableaux et graphiques. Elle est disponible via www.oecd-ilibrary.org sous le titre *Panorama des comptes nationaux, Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (<http://dx.doi.org/10.1787/naag-data-fr>).

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2014-fr.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

